

LE MONDE

diplomatie

NOVEMBRE 1976

N° 272 - 23^e année

Reportage :

L'Égypte
et l'ouverture
politique

(Pages 8 à 10.)

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,20 \$
Espagne : 60 pes.
Italie : 650 lire
Abonnements : voir tarif page 11.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Espoir

Par CLAUDE JULIEN

LES gouvernements supportent de plus en plus mal la critique : toujours « systématique », elle témoigne d'un « pessimisme » débilitant, carassif, qui, en maintenant l'inquiétude, démoralise les citoyens, paralyse toute action, défait le tissu social. Ils ont raison. Que rassure la confiance, et tout ira pour le mieux... Le mal vient d'une opposition, légale ou extra-parlementaire, qui cultive le mécontentement, et d'une presse qui l'exploite à des fins commerciales...

C'est, en fait, les signes encourageants ne manquent pas. Aux États-Unis, un président dont la réputation d'incompétence n'était plus à faire vider d'être battu par un homme nouveau qui, à défaut de programme cohérent, a présenté au public un inaltérable sourire, prometteur de lendemains meilleurs. Marquée par des hommes sans scrupules, l'ère nixonienne, avec ses séquelles fordiennes, est bien révolue. Il faut beaucoup de mauvaise foi pour s'alarmer devant la vague montante de l'abstentionnisme dont on se réjouit qu'elle n'ait pas atteint le seuil prévu...

L'Économie serait d'autant plus dépliée que la reprise économique, annoncée depuis longtemps, est enfin à notre porte. La bonne marche de la libre entreprise ne prouve-t-elle pas la bonne santé de la démocratie ? Le taux de participation électorale était pourtant très bas (51 %) en 1972, malgré une prospérité qui inspirait à Hoover un optimisme à toute épreuve ; il monta à 57 % en 1976, non pas, certes, parce que l'Amérique était sortie de la crise, mais parce que Roosevelt avait su ramener l'espérance en sortant des sentiers battus. Le marasme des grandes entreprises qui avaient colonisé le pouvoir politique favorisait un nouvel essor démocratique.

Faut-il aujourd'hui assurer la relance en protégeant les privilèges — de groupes sociaux, de professions, d'industries — qui figurent pourtant parmi les facteurs de cette inflation que l'on dit vouloir juguler ? Non seulement une telle politique serait économiquement inefficace, mais encore elle aggraverait ce que nos sociétés ont d'antidémocratique. Dans l'Occident tout entier, de larges couches sociales sont tenues à l'écart de la prospérité économique aussi bien que des prises de décisions politiques. L'élimination de cette double injustice offre la seule chance de ramener la production et d'imprimer simultanément à la démocratie un nouvel élan. Mais, par crainte de se couper de sa base politique, aucun gouvernement n'ose s'engager dans cette voie.

AUX États-Unis, une légère reprise a suivi en 1976 l'augmentation considérable — plus d'un quart — du budget militaire. Faut-il rappeler que cette injection de fonds publics assure aux entreprises qui en bénéficient un taux de profit très supérieur à celui du secteur civil ? Que, salarié ou consommateur, le citoyen ne reçoit que les miettes de ce gâteau ? L'accroissement de consommation, enregistré au début de l'année, a été le fait de la couche sociale la plus fortunée. Il n'a en rien convaincu les industriels d'investir, il n'a empêché ni la baisse des commandes ni la montée du chômage, et la hausse des prix de gros va se répercuter dès ce mois-ci sur les prix de détail.

Les perspectives qui s'ouvrent en Europe ne sont pas plus souriantes. En Allemagne, la production intérieure, très liée aux exportations, souffre nécessairement des plans d'austérité adoptés en France, en Italie, en Espagne, en Portugal, sans que les pays producteurs de matières premières, en proie à de sérieuses difficultés de paiement, puissent stimuler la demande.

Dans des conditions que l'on ne saurait comparer, l'Italie et la Grande-Bretagne se heurtent pourtant à des difficultés assez analogues : leurs programmes d'austérité entraînent une baisse de la demande intérieure que ne peut compenser aucun accroissement des exportations. Les investissements stagnent, les perspectives de croissance sont nulles, le déficit extérieur s'accroît, d'exceptionnels crédits extérieurs ne peuvent accorder qu'un sursis, la lire et la livre iront à la dérive aussi longtemps que les spéculateurs pourront impunément spéculer contre elles.

Pour l'ensemble de l'Occident, les échanges commerciaux avec l'Europe de l'Est, qui paraissent négatifs ouvrir de souriantes perspectives, ne peuvent pas justifier les espoirs de certains milieux d'affaires, en raison notamment du considérable endettement des pays du COMECON à l'égard des pays capitalistes industrialisés. La crise est d'abord intérieure, elle se situe au cœur d'un certain modèle de développement, auquel les systèmes de l'Est s'offrent pas de solution.

Sans doute ne brûle-t-on plus le café dans les locomotives, comme en 1930, mais la production se ralentit. Pourquoi ? Parce que tous les besoins seraient satisfaits ? Non : parce que, dans l'absurde logique du système, le taux de profit des entreprises est insuffisant. Sans même parler du tiers-monde, qui, dans une logique différente, affronte d'immenses débâcles, en Europe et aux États-Unis des dizaines de millions d'individus vivent dans des conditions très modestes, alors qu'ils constituent un marché virtuel capable d'assurer une relance.

L'AUTE de poser le vrai problème, les gouvernements, qui voudraient bien exorciser la crise, n'ont d'autre recours que de prêcher l'optimisme. « Nous avons maintenant passé la pire », disait déjà le président Hoover en 1930. Sincère, naïf, aveugle, incompréhensif ? Toujours est-il que, un demi-siècle plus tard, dans un contexte pourtant fort différent, les discours officiels ne rendent pas davantage compte de la gravité de la situation. Aujourd'hui comme en 1930, le pire est encore à venir : les mesures prises en divers pays laissent intactes les racines économiques et politiques du mal.

En deçà comme au-delà des frontières, puissante est en effet la solidarité entre les privilégiés d'un mode de croissance fondé sur des déséquilibres qui le menacent de toutes parts. Faut-il alors croire en l'avenir ? L'optimisme aveugle des puissants inspirerait plutôt une véritable panique. Mais, en même temps, se développe une nouvelle conscience des injustices, de la précarité et des fausses séductions du système. Que l'on envisage avec réalisme les épreuves à venir, que l'on ait le courage de remettre en cause des conceptions qui ont fait faillite, sans pour autant céder à la tentation de leur substituer, à gauche, des solutions-miracles qui n'ont jamais rien résolu, et alors il y aura place non pas pour l'optimisme qui conduit à la facilité, mais pour l'espoir qui justifie l'effort commun librement consenti.

LES PUISSANCES ÉCONOMIQUES QUI SOUTIENNENT J. CARTER

Le succès de M. Jimmy Carter n'est pas uniquement celui d'un homme qui, entouré de quelques fidèles collaborateurs, aurait su rassembler sur son nom une majorité des suffrages exprimés. Pourtant, c'est resté la légende d'une fulgurante ascension explicable par la seule aptitude de l'ancien gouverneur de Géorgie à capoter des thèses qui touchent la sensibilité du public. La réalité politique s'accommodait mal d'une aussi séduisante simplification.

En réalité, la candidature de M. Jimmy Carter a été préparée de longue main et soutenue jusqu'à la victoire par des hommes qui représentent le plus haut niveau de puissance. Parmi eux, les présidents de la Chase Manhattan Bank, de la Bank of America, de Coca-Cola, Bendix, Caterpillar, Lehman Brothers, Sears & Roebuck, Texas Instruments, Exxon, Hewlett-Packard, C.B.S., etc. Ces hommes, avec quelques universitaires, des syndicalistes (acier, automobile) et seulement dix hommes politiques — dont bien entendu M. Jimmy Carter et le nouveau vice-président, M. Walter Mondale — constituent la branche américaine de la « Commission trilatérale », créée en 1973 par M. David Rockefeller et dirigée, jusqu'à une date récente, par le professeur Zbigniew Brzezinski, principal conseiller de M. Jimmy Carter.

Dans un récent rapport, cette Commission — « trilatérale » parce qu'elle regroupe l'Amérique du Nord, l'Europe

occidentale et le Japon — estimait que les démocraties libérales tendent à devenir « ingouvernables », qu'elles sont gravement menacées par les intellectuels et les journalistes, et qu'il convient de renforcer le principe d'autorité (« cf. le Monde diplomatique, mars 1976 »). Sur le plan mondial, elle souhaite resserrer les liens entre pays capitalistes avancés pour faire face au tiers-monde et à la progression électorale communiste en Europe de l'Ouest.

Parmi les membres français — qui, bien entendu, n'ont pas eu à intervenir dans le choix de M. Jimmy Carter — de la Commission trilatérale, on relève les noms des présidents ou directeurs généraux de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, E.D.F., U.A.P., Banque de Paris et des Pays-Bas, Compagnie financière (Edmond de Rothschild), mais aussi des syndicalistes (René Bonety, de la C.F.D.T.), et Michel Debatiste, de la F.N.S.E.A. et le « professeur Raymond Barre », entre-temps devenu ministre de M. Jacques Chirac, puis premier ministre.

Les hommes d'affaires de la branche américaine de la Commission trilatérale possèdent des liens traditionnels — qu'ils n'ont certes pas rompus — avec le parti républicain, considérablement dévalorisé par le scandale du Watergate et la brève présidence de M. Ford. Ils ont jugé prudent de miser sur un candidat démocrate, et leur choix se fera un jour ou l'autre sentir dans la conduite de la diplomatie américaine.

Une stratégie « trilatérale »

Par DIANA JOHNSTONE *

La politique étrangère du nouveau gouvernement américain sera, comme elle l'a été la plupart du temps depuis Truman, le produit d'un consensus des élites qui entraînent la grande majorité des hommes politiques des deux partis. Elle sera donc « bipartite ». Mais elle sera aussi « trilatérale ». « Aux États-Unis — en tout cas parmi des élites, la « trilatéralité » est devenue pratiquement la position de consensus en politique étrangère », écrit Richard Ullman, professeur de relations internationales à l'université de Princeton (1). Ce consensus est l'œuvre de la Commission trilatérale, un groupe de « citoyens privés » formé en 1973 à l'initiative de David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank (2).

Cette commission est « trilatérale » parce qu'elle vise à une association plus étroite entre les trois centres du capitalisme avancé — Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon. Ses quelque deux cents membres (3) — dont un nombre important d'industriels et de banquiers — sont partagés à peu près également entre ces trois régions. Pourtant, constate le professeur Ullman, « le trilatéralisme en tant qu'expression d'un

ensemble de rapports internationaux est une invention tout à fait américaine. La commission trilatérale est née et a été élevée aux États-Unis ». D'ailleurs, « au de Washington, quelle que soit l'administration, quelle que soient ses intentions, — un trilatéralisme efficace tend à se réduire au soutien efficace apporté par les Européens et les Japonais aux positions américaines ».

Le trilatéralisme peut donc être considéré comme une réaction plus élaborée, mieux préparée, plus diplomatique, de la reprise en main par les États-Unis du « monde libre » annoncée par le secrétaire d'État M. Kissinger en 1973 (« l'année de l'Europe ») et même brutalement par le secrétaire au Trésor du moment, M. John Connally. C'est aussi une sorte de « coup de main » à l'échelle mondiale pour sauver le capitalisme de sa crise grâce à un réformisme qui propose des projets d'aide au développement afin de « créer un ordre économique plus durable » dans le cadre des structures existantes.

« Unifier le Nord »

Le but, défini par Zbigniew Brzezinski, diplomate chevronné et premier directeur (4) de la Trilatérale, est de « parvenir à un point de vue politique partagé par les organismes gouvernementaux des trois unités », c'est-à-dire des pays capitalistes industrialisés du Nord. « Une raison essentielle pour unifier le Nord est de pouvoir négocier plus efficacement avec le Sud », remarque le professeur Ullman, qui ajoute que, dans ses discours sur l'aide aux pays sous-développés, « la rhétorique trilatérale (comme la plupart des rhétoriques) est parfois fausement candide ».

Lors de la première réunion de la Trilatérale à Tokyo, le 23 octobre 1973, les Japonais, selon le Washington Post, « exprimèrent franchement la crainte que le leadership triangulaire proposé ne puisse provoquer des ressentiments et de la méfiance de la part des puissances communistes ».

* Journaliste américaine.

et des nations plus pauvres du monde non communiste. Ces délégués japonais préconisèrent une prudence extrême dans les déclarations publiques de la nouvelle coalition. Les Américains sont plus à l'aise :

(1) Dans un article sur « Trilatéralisme : Partnership For What ? » dans le revue trimestrielle Foreign Affairs, octobre 1974.

(2) Parce que, explique-t-il, des citoyens privés peuvent souvent agir avec plus de souplesse que les gouvernements dans la recherche de meilleures formes de coopération internationale. Trilatérale, bulletin de la commission trilatérale, novembre 1973.

(3) M. Raymond Barre, Giovanni Agnelli et Chirio Felino, président de Mitsubishi, sont membres de la commission. Parmi les soixante-quatorze membres nord-américains se trouvent trente-deux chefs ou hauts responsables de diverses entreprises, y compris sept présidents de banques ; vingt intellectuels, y compris dix professeurs, six chefs d'institutions de recherche ou d'enseignement, les éditeurs de trois publications, y compris Time et Foreign Policy, et un journaliste, Carl Rovin, qui semble être le « token Black » (Noir symbolique) de l'organisation : trois hauts fonctionnaires ; trois syndicalistes ; quatre hommes politiques, dont un parlementaire canadien, dix membres du Congrès américain et trois anciens gouverneurs d'État ; le président du Conseil national des coopérateurs agricoles et une ancienne présidente de la League of Women Voters. Intellectuels, fonctionnaires ou hommes d'affaires, ce sont en général des hommes de l'establishment qui se trouvent un jour dans le conseil d'administration des grandes sociétés et, le lendemain, dans les hauts conseils du gouvernement, ou bien parfois dans une chaire d'université.

(4) Depuis juillet 1974, pour ce se décentraliser, la Trilatérale n'a plus de directeur. Brzezinski joue toujours un rôle important comme représentant américain au Conseil des programmes (Program Advisory Council), avec un Japonais et un Européen.

(5) The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission, New York University Press, 1975 ; voir le Monde diplomatique, mars 1976, page 14.

Dans ce numéro :

- De la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes en Afrique australe (Pages 2 et 3)
- La Chine gouvernée au centre ? (Page 4)
- L'Algérie, de la charte nationale à la consultation électorale (Page 11)
- L'affaire de la baie James (Pages 20 à 22)
- Contre le terrorisme : quelle Europe se dessine ? (Page 34)

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



CROCODILE : 1250 F
Existe aussi en vachette : 395 F

156, rue de Rivoli
METRO : LOUVRE

De la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes

LA DYNAMIQUE DES CONFLITS EN AFRIQUE AUSTRALE

LES services d'information de la République Sud-Africaine avaient réussi un tour de force : ériger la remarquable stabilité du « pouvoir blanc » en une donnée immuable, au regard de laquelle les analyses les plus sérieuses laissant prévoir la possibilité d'un affrontement à l'intérieur de la société sud-africaine ne faisaient pas le poids. Tout juste admettait-on que l'avènement de régimes révolutionnaires en Angola et au Mozambique, modifiant l'équilibre des forces en Afrique australe, pourrait influencer sur l'irrésistible renforcement de la domination blanche en Afrique du Sud. On guettait donc aux frontières du Nord l'annonce des premiers accrochages entre des groupes de guérilleros et les forces armées de Pretoria. C'était accepter tacitement la logique sud-africaine : les grains de sable qui pourraient gripper la machine du « développement séparé » seraient forcément introduits par des agitateurs étrangers liés au « communisme international ».

L'explosion qui frappe les centres urbains, cœur même de la puissance et de l'opulence du monde des Blancs, a balayé les fausses certitudes et les dogmes sans fondement. Il faut sans doute remonter aux dernières « guerres civiles », à la fin du dix-neuvième siècle, pour retrouver trace d'un soulèvement aussi dur que celui qui ensangante, depuis le 16 juin 1976, les banlieues, puis les centres eux-mêmes, de la plupart des grandes villes sud-africaines. Sharpeville (21 mars 1960) restait le symbole de la lutte des non-Blancs contre l'apartheid. Il faut pourtant se rappeler que ce massacre fut décidé délibérément par l'appareil policier sud-africain, et qu'il ne résultait nullement d'une volonté d'agression de la part des manifestants qui, au contraire, obéissaient à des consignes non violentes. La chaudière n'avait pas explosé. Le bain de sang décidé par les autorités marquait leur détermina-

De Sharpeville à Soweto

qui vous font croire que le principe « à chacun une voix » jouera un jour en faveur des Noirs du blanc vous induisent en erreur. Cela n'arrivera jamais. » Et ce mois d'août 1975, les forces armées sud-africaines interviennent en Angola.

Pourtant, la croissance de la puissance économique sud-africaine et l'illusion d'asseoir de mieux en mieux sa suprématie politique ont conduit le monde des Blancs à donner à ses adversaires les armes dont ils manquaient.

« La guerre des races est commencée en Afrique australe », affirmait M. Kissingier pour donner plus de poids à sa dernière tournée africaine. Ce n'est voir que l'arbre qui cache la forêt, prendre l'apparence pour la réalité. Les Noirs, les Indiens, les Métis ne se sont pas soulevés contre les Blancs à cause de la couleur de leur peau. Ils l'ont fait parce que le système sud-africain les écarte obligatoirement, sans considération de mérite ou de capacités et au mépris de droits universellement reconnus, de tous les centres de pouvoir économique et politique dont les Blancs se sont assurés le contrôle exclusif pour maintenir leur suprématie. A première vue, l'affrontement oppose Blancs et non-Blancs. Au fond, se heurtent les opprimés et les oppresseurs, les pauvres et les riches, les dominés et les maîtres. Une véritable guerre de libération a peut-être commencé.

Il faut en chercher les raisons dans les contradictions de plus en plus profondes à l'intérieur même de ce système de domination et, en conséquence, dans la conviction de plus en plus large qu'il doit être

tion à supprimer tout ferment d'agitation. Les organisations nationalistes furent désignées, les militants exécutés, emprisonnés, bannis ou réduits à l'exil : la volonté de résistance plia au point que, sauf pour quelques militants et intellectuels réfugiés à l'étranger, la révolte a été pour des années étouffée jusqu'à être relancée par l'acceptation, comme inévitable, de la suprématie blanche.

La vigueur de la riposte des forces de l'ordre aux premières manifestations de Soweto semble au contraire avoir contribué à multiplier les émeutes. Pour la première fois, jour après jour, semaine après semaine, la révolte renaît comme si les émeutiers sentaient cette fois qu'au bout du chemin un changement radical était juste et possible. Ils ne subissent pas la loi des forces de l'ordre : ils affrontent soldats et policiers.

La violence de cette explosion, à tort, a surpris. Comment expliquer que, malgré les difficultés d'organisation et de circulation, elle ait pu s'étendre aussi vite à la quasi-totalité des centres urbains ? Comment, malgré la minutieuse atomisation du monde des non-Blancs, la quasi-totalité des Noirs peuvent-ils soutenir, ou du moins comprendre, le soulèvement ? Pourquoi les Métis, les Indiens, moins démunis que les Noirs, rejoignent-ils le camp des émeutiers ?

Depuis Sharpeville, loin de donner des signes d'essoufflement ou de manifester une volonté d'évolution, la société blanche renforce, au contraire, son pouvoir, certes, certes, certes. Au mois de juillet 1974, le premier ministre, M. Vorster, lançait à la face du monde : « Donnez six mois à l'Afrique du Sud... et vous serez stupéfaits de voir où ce pays en sera à l'issue de cette période. » Mais la nature de cette domination restait immuable. Le même M. Vorster ajoutait, quelques jours plus tard : « Ceux qui vous font croire que le principe « à chacun une voix » jouera un jour en faveur des Noirs du blanc vous induisent en erreur. Cela n'arrivera jamais. » Et ce mois d'août 1975, les forces armées sud-africaines interviennent en Angola.

Pourtant, la croissance de la puissance économique sud-africaine et l'illusion d'asseoir de mieux en mieux sa suprématie politique ont conduit le monde des Blancs à donner à ses adversaires les armes dont ils manquaient.

« La guerre des races est commencée en Afrique australe », affirmait M. Kissingier pour donner plus de poids à sa dernière tournée africaine. Ce n'est voir que l'arbre qui cache la forêt, prendre l'apparence pour la réalité. Les Noirs, les Indiens, les Métis ne se sont pas soulevés contre les Blancs à cause de la couleur de leur peau. Ils l'ont fait parce que le système sud-africain les écarte obligatoirement, sans considération de mérite ou de capacités et au mépris de droits universellement reconnus, de tous les centres de pouvoir économique et politique dont les Blancs se sont assurés le contrôle exclusif pour maintenir leur suprématie. A première vue, l'affrontement oppose Blancs et non-Blancs. Au fond, se heurtent les opprimés et les oppresseurs, les pauvres et les riches, les dominés et les maîtres. Une véritable guerre de libération a peut-être commencé.

Il faut en chercher les raisons dans les contradictions de plus en plus profondes à l'intérieur même de ce système de domination et, en conséquence, dans la conviction de plus en plus large qu'il doit être

« Guerre des races » ou nouvelle guerre de libération à l'échelle du continent noir ?

Par RENÉ LEFORT

Naissance d'un prolétariat de couleur

Comment les autorités sud-africaines ont-elles résolu ce problème de maintenance ? D'abord, en puisant dans les réserves, réorganisées « homologues », puis bantoustans. On peut estimer aujourd'hui que plus de la moitié de la population noire vit dans les centres urbains et les régions agricoles blanches en vendant sa force de travail à des entreprises contrôlées par les Blancs. Mais le deuxième tiers de cette population, installée dans les bantoustans, ne vit pas pour autant en dehors du circuit économique capitaliste : l'agriculture de subsistance est absolument incapable de le nourrir.

En caricaturant à peine, ne résident dans ces futurs Etats noirs « indépendants » que des femmes, des enfants et des vieillards entravés par des angoisses d'argent provenant des travailleurs noirs employés dans les zones blanches ; ou bien des ouvriers qui attendent un nouveau contrat pour partir ; ou encore des ouvriers qui, par les hasards des nouvelles frontières, vont travailler chaque jour dans les zones blanches et rentrer la nuit chez eux.

Cette gigantesque mutation sociale a donc, en quelques années, prôné la masse des non-Blancs. Or l'arme principale de la domination blanche est la division des Noirs entre eux et la division entre Noirs, métis et Indiens. Divisions ethniques, tribales, religieuses, géographiques, ont toujours été catalysées sous prétexte d'assurer le développement des « nations bantoues » en maintenant leur autonomie, et traduites dans un arsenal de lois d'une rigidité et d'une étendue sans équivalent dans le monde et qui enserrant tous les actes de la vie quotidienne. Cette atomisation de la société des non-Blancs donnait au pouvoir une énorme capacité de manipulation utilisée dans un but très clair : isoler toujours le Noir face à la domination blanche.

Mais comment les Noirs pouvaient-ils continuer à vivre dans des structures et dans un réseau de relations sociales liés à un mode de production qui ne leur garantissait même pas leur survie ? Peu à peu, la masse des non-Blancs a découvert, à la faveur d'une situation uniforme d'exploitation, une identité commune et la conscience diffuse que les conditions de vie qui leur étaient imposées n'étaient pas imputables à une quelconque infériorité intellectuelle, mais à un réseau de conditions socio-économiques érigé par les Blancs.

Les coups portés à la domination idéologique blanche ont été d'autant plus rudes que cette prolétarianisation n'a pas été monolithique. L'impulsion massive de travailleurs noirs des pays voisins (Lesotho, Swaziland, Botswana, Malawi, Mozambique) maintient un volant de chômage qui freine les revendications salariales et engendre une compétition féroce au sein de la communauté noire dans la recherche d'un emploi. Mais l'immigration blanche a toujours été inférieure aux besoins de l'économie. Dès la fin des années 60, les chambres patronales, les chefs d'entreprise, les milieux bancaires, répétaient que le manque de main-d'œuvre qualifiée hypothéquait gravement la croissance de l'économie sud-africaine. Le système même du « développement séparé » crée artificiellement cet écueil. La mobilité de la main-d'œuvre, engagée massivement pour une durée limitée et obligée de regagner son bantoustan en fin de contrat, gêne la formation d'ouvriers qualifiés.

D'autre part, le sacro-saint Job Reservation Act interdit tous les emplois un peu spécialisés aux non-Blancs. La classe ouvrière blanche défend ainsi ses privilèges en interdisant toute concurrence que pour-

La deuxième conséquence de la croissance économique, dans le domaine des mutations sociales, est l'apparition d'une classe moyenne noire, qui constitue environ 5 % de la population noire. Plus nombreuse dans les bantoustans que dans les centres urbains, elle rassemble les fonctionnaires, les fonctionnaires des affaires bantoues et des futurs Etats indépendants, les employés, les professeurs, les instituteurs, les ecclésiastiques, etc. Aux divisions classiques de la société noire s'ajoutent donc peu à peu une division de classe. La nouvelle bourgeoisie noire des rapports qui acquièrent par ses propres forces les droits démocratiques qu'il revendique. En revanche, il subit avec une humilité sans égale les contraintes de l'apartheid tout en profitant du rôle qu'il joue et jouera dans les futurs Etats indépendants.

Cette nouvelle classe moyenne tourne donc en rond sans jamais oser choisir clairement son camp. Effrayée à l'idée d'un heurt frontal avec le monde blanc, elle se contente de ruiner dans les bantoustans sans jamais enfreindre la loi.

Mais les enfants de cette jeune bourgeoisie n'ont pas connu la répression qui a suivi Sharpeville. Ce sont eux, lycéens et étudiants, qui forment la grosse des bataillons de la SABS (South African Student Organisation) et de la B.P.C. (Black

People Convention), organisations de la Black Consciousness (Conscience noire) qui a élargi son audience depuis le début des années 60. Ses promoteurs sont, dans le monde des non-Blancs, les seuls qui aient accès à la culture occidentale. Leur perception de l'injustice et de l'iniquité du système de l'apartheid, qui les frappa pour la première fois, en est d'autant plus aiguë. Elle explique sans doute aussi l'ambivalence de leurs positions : radicale dans les apparences, puisque la Conscience noire rejette toute forme de coopération avec les institutions de développement séparé et refuse même d'accepter que les libéraux blancs rejoignent son combat ; confuse, si ce n'est utopique, dans sa stratégie dont on discerne mal les fondements (rejet de la culture occidentale et développement communautaire). Mais, dans l'étape historique actuelle, le courage et la détermination de ces militants ont suffi pour mettre le feu aux poudres.

La division du monde des non-Blancs s'est estompée par suite de sa prolétarianisation. La suprématie idéologique du système racial a été battue en brèche par l'aristocratie ouvrière et les enfants de la nouvelle classe moyenne. Lorsque, à des

Trop peu et trop tard

laquelle d'autorité elle est restée pour s'installer définitivement dans le territoire qui lui avait été attribué. Le contrôle des mouvements dans l'un ou l'autre des bantoustans aurait été facilité, puisque seuls auraient pu résider en territoire blanc les travailleurs migrants nécessaires à la bonne marche des entreprises.

La menace de voir se soulever les ghettos noirs, réalité d'aujourd'hui, aurait été ainsi éliminée. Traitant séparément avec Pretoria, les chefs de bantoustans auraient été obligés de se livrer à une compétition acharnée pour obtenir — chacun pour soi — le plus possible d'avantages. La constitution de nations africaines, officielles dans leurs frontières et leur morcellement, ressuscitées d'une histoire que les coups de la colonisation ont rendue plus que caduque, dénuées des moyens économiques et politiques qui fondent une indépendance véritable, devaient donc donner aux Noirs l'illusion qu'ils étaient devenus des citoyens à part entière. La conjonction de l'apparence de pouvoir politique à l'essence d'une minime puissance économique à acquiescer aurait dû accélérer la formation de cette classe moyenne noire, que la perspective du gain et du pouvoir aurait amenée à contenir la révolte de la masse noire, masquant ainsi les véritables rapports de domination en Afrique du Sud et déplaçant le champ des affrontements. Enfin, et cet aspect du projet est essentiel, la politique des bantoustans aurait dû sortir l'économie sud-africaine de son marasme. Les industries à fort investissement et de technologie avancée fournissant les biens d'équipement et les matières premières aux industries légères installées dans les bantoustans ou à leurs frontières. La stabilité de la population noire, et l'absence de la classe ouvrière blanche, rassemblées au centre, rendraient possible la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. La croissance numérique de cette nouvelle aristocratie ouvrière et de la classe moyenne élargirait enfin le marché intérieur.

Le moins que l'on puisse dire de ce projet est qu'il manque étonnamment d'originalité. Il apparaît en effet comme une tentative pure et simple de décolonisation devant favoriser l'instauration, à l'intérieur d'un seul territoire, d'un ordre néo-colonial. Trop peu et trop tard : le projet des bantoustans n'est pas viable (2) et l'ampleur des émeutes

milliers de kilomètres de Pretoria. L'armée sud-africaine a dû se retirer d'Angola, même si les Cubains et le rapport de forces à l'échelle planétaire y ont largement contribué. Le mythe de l'invincibilité de l'appareil de répression s'est effondré. Survint alors une décision stupide et mal venue — l'enseignement obligatoire en afrikaans — et tous les ghettos d'Afrique du Sud se sont embrasés les uns après les autres.

Rares sont les Sud-Africains qui aient imaginé une explosion aussi violente. Mais, depuis plus de dix ans, tout le monde s'accordait sur une nécessaire évolution du système de l'apartheid. Ce n'est pas un hasard si sa dénomination elle-même évoluait au fil des ans : « apartheid » puis « développement séparé », puis « développement multinationnel ». L'économie présentait d'inévitables symptômes. La crise mondiale peut en effet expliquer certaines difficultés conjoncturelles : elle n'est en rien responsable des deux obstacles majeurs à une reprise de la croissance (étouffement du marché interne imputable aux bas salaires, et manque de main-d'œuvre qualifiée). Dans le domaine politique, il était évident que l'apartheid complet ne pourrait mener qu'à la catastrophe : on ne pouvait perpétuellement laisser la population, pour 83 % privée des droits les plus élémentaires. Socialement enfin, l'agglomération autour des zones de résidence blanches d'une « masse de travailleurs, culturellement et racialement disparates, qui dégénèrent en un prolétariat urbain insaisissable et dénué » (1), menaçait physiquement les communautés blanches. Le projet des bantoustans était censé désamorcer ce faisceau de dangers.

Sous prétexte de garantir, dans tous les domaines, le développement harmonieux des multiples nations qui vivent en Afrique du Sud, Pretoria adaptait au goût du jour l'arme construite de sa démission : la division. La division sociale, pour des raisons intérieures et extérieures, avait fait son temps. On lui substituait une division de classes et de nations. La moitié de la population noire, résidant parfois depuis plusieurs générations dans les zones blanches, devait obligatoirement rejoindre, dans un irraisonnable exode, la nation à laquelle d'autorité elle était restée pour s'installer définitivement dans le territoire qui lui avait été attribué. Le contrôle des mouvements dans l'un ou l'autre des bantoustans aurait été facilité, puisque seuls auraient pu résider en territoire blanc les travailleurs migrants nécessaires à la bonne marche des entreprises.

La menace de voir se soulever les ghettos noirs, réalité d'aujourd'hui, aurait été ainsi éliminée. Traitant séparément avec Pretoria, les chefs de bantoustans auraient été obligés de se livrer à une compétition acharnée pour obtenir — chacun pour soi — le plus possible d'avantages. La constitution de nations africaines, officielles dans leurs frontières et leur morcellement, ressuscitées d'une histoire que les coups de la colonisation ont rendue plus que caduque, dénuées des moyens économiques et politiques qui fondent une indépendance véritable, devaient donc donner aux Noirs l'illusion qu'ils étaient devenus des citoyens à part entière. La conjonction de l'apparence de pouvoir politique à l'essence d'une minime puissance économique à acquiescer aurait dû accélérer la formation de cette classe moyenne noire, que la perspective du gain et du pouvoir aurait amenée à contenir la révolte de la masse noire, masquant ainsi les véritables rapports de domination en Afrique du Sud et déplaçant le champ des affrontements. Enfin, et cet aspect du projet est essentiel, la politique des bantoustans aurait dû sortir l'économie sud-africaine de son marasme. Les industries à fort investissement et de technologie avancée fournissant les biens d'équipement et les matières premières aux industries légères installées dans les bantoustans ou à leurs frontières. La stabilité de la population noire, et l'absence de la classe ouvrière blanche, rassemblées au centre, rendraient possible la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. La croissance numérique de cette nouvelle aristocratie ouvrière et de la classe moyenne élargirait enfin le marché intérieur.

Le moins que l'on puisse dire de ce projet est qu'il manque étonnamment d'originalité. Il apparaît en effet comme une tentative pure et simple de décolonisation devant favoriser l'instauration, à l'intérieur d'un seul territoire, d'un ordre néo-colonial. Trop peu et trop tard : le projet des bantoustans n'est pas viable (2) et l'ampleur des émeutes

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

réservée à ses lecteurs résidant à l'étranger

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Au sommaire de chaque numéro :

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- * Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- * Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Téléphone : 216-72-23

Une nouvelle génération de révoltés

veau groupe social entretient avec le prolétariat noir des rapports qui acquièrent par ses propres forces les droits démocratiques qu'il revendique. En revanche, il subit avec une humilité sans égale les contraintes de l'apartheid tout en profitant du rôle qu'il joue et jouera dans les futurs Etats indépendants.

Cette nouvelle classe moyenne tourne donc en rond sans jamais oser choisir clairement son camp. Effrayée à l'idée d'un heurt frontal avec le monde blanc, elle se contente de ruiner dans les bantoustans sans jamais enfreindre la loi.

Mais les enfants de cette jeune bourgeoisie n'ont pas connu la répression qui a suivi Sharpeville. Ce sont eux, lycéens et étudiants, qui forment la grosse des bataillons de la SABS (South African Student Organisation) et de la B.P.C. (Black

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUCDÉMÉNAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPÉDITIONS49, Rue de la Fédération XV^e
734-02-66

Dépôt Administratif

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Jacques Sarragat.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57438

محاذم الأمل

classes
E AUSTRAL

Visées économiques sur la « tierce Afrique »

d'une exploitation plus méthodique de ce que les idéologues sud-africains ont appelé la « tierce Afrique », en opposition à l'Afrique du Nord arabe et à l'Afrique noire du centre.

La formation d'un « marché commun de l'Afrique australe », englobant tous les Etats africains situés au sud du Zaïre et de la Tanzanie, appelé officiellement à promouvoir un développement harmonieux des Noirs et des Blancs, devait en réalité fournir à la République Sud-Africaine un réservoir de main-d'œuvre plus vaste et un marché élargi au-delà de ses propres frontières. Projet identique à celui des bantoustans, dans ses fondements et sa finalité, et qui devait puissamment contribuer à désamorcer la crise économique et politique en Afrique du Sud. Mais en réalité, ce projet n'a jamais pu se concrétiser, car les dirigeants des Etats noirs de la région acceptent de s'intégrer à ce marché commun — ce qui excluait l'arrivée au pouvoir de régimes révolutionnaires — et que la communauté noire dans sa majorité reconnaît à l'Afrique du Sud son rôle de puissance africaine. Les tentatives pour le faire aboutir se sont concrétisées par l'invasion de l'Angola et par la politique de « dialogue ». La première a échoué. La deuxième est compromise.

« Nous sommes des nationalistes sans nation », aimait à répéter Amílcar Cabral. Le mouvement qui aboutit à l'indépendance de la quasi-totalité des pays de l'Afrique noire, dans les années 1960-1969, traduisait beaucoup plus l'aspiration des Noirs à enlever aux colonisateurs les rênes du pouvoir que la volonté de mener

des nations préexistantes à une indépendance réelle. Les petites bourgeoisies qui, en général, dirigeaient ces luttes « nationales », jouaient sur cette sensibilité pour obtenir une adhésion des populations. Elles se sont transformées, au lendemain de l'indépendance, en bourgeoisie privée et, surtout, en bourgeoisie d'Etat, se chargeant de faciliter l'intégration des nouvelles nations au système économique occidental. Si elles ont largement profité de la fin du colonialisme, les populations africaines, dans leur grande majorité, n'ont guère vu leur niveau de vie amélioré. L'unité gagnée lors des luttes anticoloniales est en train de s'effriter. Les discours « nationalistes » ou « anti-impérialistes » des dirigeants, leurs appels à l'« authenticité » et à l'« africanisation » sonnent de plus en plus creux tandis que les structures traditionnelles se voient démantelées par l'emprise croissante des modes de production modernes, sans qu'il en résulte un développement économique réel. Au fur et à mesure que les stratifications sociales s'accroissent, les masques tombent et de nouveaux conflits s'ébauchent.

Dans cette phase critique de l'évolution du continent noir, des mouvements révolutionnaires ont, après quinze ans de lutte armée, conquis un pouvoir qu'ils veulent exercer à d'autres fins.

En Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola, les dirigeants entendent apporter la preuve que la constitution d'une bourgeoisie nationale n'est pas nécessaire à un véritable développement mais qu'elle constitue elle-même l'empêchement. Impulsés par un Etat dirigé par un parti réunissant ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires, un véritable développement est possible s'il est soutenu aux lois du centre de l'économie occidentale, s'il s'appuie sur une véritable mobilisation populaire et s'il s'accompagne d'une révolution culturelle qu'Amílcar Cabral appelait « la naissance d'un homme nouveau » et que Samora Machel a définie comme la « décolonisation mentale ».

Le défi des régimes révolutionnaires

Hors des structures héritées du colonialisme, une alternative au régime des bourgeoisies nationales pouvait donc prendre corps. Et ces dernières en ont très bien senti les dangers.

La division de l'O.U.A. à propos de l'affaire angolaise et l'appel d'un certain nombre de chefs d'Etat africains adressé secrètement à Pretoria pour qu'il annule l'Angola en sont les preuves les plus récentes. Mais la M.P.L.A. et le Frelmo posent aussi de redoutables problèmes à l'Afrique du Sud.

On a beaucoup insisté sur la base arrière que l'Angola et le Mozambique pourraient offrir à une guérilla. Cette possibilité, largement exploitée au Zimbabwe (Rhodésie), ne semble pas toutefois devoir être utilisée rapidement en direction de l'Afrique du Sud. Les enseignements de leur propre histoire ont appris au Frelmo et au M.P.L.A. que la déclenchement de la lutte armée n'était possible que si certaines conditions politiques et organisationnelles étaient réunies : une mobilisation populaire assez large et profonde pour que la guérilla dispose d'un minimum de soutien, et la constitution d'un mouvement capable

de diriger de l'intérieur même du pays la lutte armée.

Or les opposants en Afrique du Sud n'en sont pas là. Mais, à long terme, d'autres facteurs rendent la cohabitation entre le régime blanc d'Afrique du Sud et l'Angola, et le Mozambique révolutionnaires difficile, si ce n'est impossible. Du côté de Pretoria, la fermeture de l'Angola et du Mozambique à son commerce et à ses investissements, elle s'accroît, risque de porter un coup sévère à l'économie sud-africaine et d'aggraver de même coup sa crise intérieure. Quelle perspective pourrait offrir ce « marché commun » de la « tierce Afrique » s'il se réduisait aux seuls Etats qui, d'ores et déjà, sont des protectorats de fait de Pretoria ?

La seule voie de salut qui reste au régime blanc est de réussir coûte que coûte sa percée vers le nord, en direction de la Tanzanie et du Zaïre, à travers le Zimbabwe. Cet objectif explique la volte-face

du président Vorster dans l'affaire rhodésienne. Réciproquement, le déséquilibre énorme entre la puissance sud-africaine et le sous-développement angolais et mozambicain est générateur dans ces derniers pays de crises internes qui, au nom du « réalisme », porteront au pouvoir les tenants d'une coopération plus étroite avec Pretoria et, de fil en aiguille, dévièrent les révolutions de leur chemin pour les entraîner dans la même impasse que d'autres pays « progressistes » d'Afrique. Pretoria ne cache pas que telle est sa stratégie pour infléchir le radicalisme de ses deux voisins.

Le conflit entre Pretoria, d'une part, et Lusaka et Maputo, de l'autre, même s'il est en partie différé pour des raisons conjoncturelles, est ouvert. De proche en proche, il pèsera sur les Etats de la région et du continent noir. Quelles attitudes adopteront les régimes « modérés », si les contradictions entre bourgeoisies et masses populaires vont en s'approfondissant ? De quels moyens disposera Pretoria si le régime sud-africain est miné par une crise interne ? Par-dessus les frontières, une nouvelle division est en train de traverser l'Afrique. A l'alliance de fait entre les puissances occidentales, les bourgeoisies nationales et les minorités blanches va s'opposer le rassemblement de tous ceux qui, dans les Etats noirs, prennent conscience de leur exploitation, des régimes révolutionnaires et des mandésants d'Afrique du Sud. Les combats de uns et des autres, leurs échecs et leurs succès seront intimement liés. Dans un discours prononcé au mois de janvier 1976 devant le comité de décolonisation de l'O.U.A., M. Samora Machel déclarait :

« La bataille qui est devant nous est définitive. Elle a pour objet

Sacrifier les « petits Blancs » ?

tant à bout de bras depuis qu'elle avait été mise au bon des nations. Pour la première fois, la solidarité raciale a été battue en brèche. Pour la première fois aussi, le pouvoir a reculé après les émeutes ; l'enseignement en Afrique n'est plus prévu et les Noirs auront, dans certaines conditions, l'autorisation de devenir propriétaires de leur maison.

Mais quelles peuvent être les incidences de ces mesures alors que seul un véritable « new deal », appliqué vite et énergiquement, pourrait peut-être encore éviter le drame ? D'un côté, l'unité du monde blanc n'est possible que face à la division du monde noir. L'alliance scellée au début de ce siècle entre la classe ouvrière (blanche) et la bourgeoisie sud-africaine ne peut durer qu'autant longtemps que la division des Noirs entre eux, doublée de la division entre Noirs, Métis et Indiens, permet le maintien d'un système de surexploitation.

Déjà les premières lézardes apparaissent. Des voix s'élèvent pour demander l'accélération de la formation d'une bourgeoisie noire et de la promotion des métis et des Indiens. Aux dépens de qui, si ce n'est des privilèges de la classe ouvrière blanche ? Le capital national et plus encore le capital international — dont les investissements en Afrique du Sud sont considérables — accentuent leurs pres-



CAVALIERS BOERS DURANT LA GUERRE DU TRANSVAAL. La mentalité politique des Blancs n'a pas franchi le seuil du XX^e siècle.

l'expulsion de l'impérialisme en Afrique... Le renforcement de la contradiction entre peuple et impérialisme, l'intensification de la bataille entre les intérêts du peuple et les intérêts de l'ennemi, conduisent nécessairement à des délimitations différentes de l'ennemi et, par voie de conséquence, à une reconsidération des alliances.

Pendant les prochaines années, le principal champ de cette bataille se situera en Afrique australe, et particulièrement dans la République Sud-Africaine. Celle-ci est confrontée à une évidence : la majorité des non-Blancs ne veulent pas d'une politique de « développement multinational ». Le régime de Pretoria devra tôt ou tard en tirer les conséquences. Déjà, l'explosion dans les ghettos et les progrès de la guérilla au Zimbabwe ont obligé M. Vorster à sacrifier la suprématie de la minorité blanche de Rhodésie qu'il portait pour-avant. Ce sacrifice a été mis au bon des nations. Pour la première fois, la solidarité raciale a été battue en brèche. Pour la première fois aussi, le pouvoir a reculé après les émeutes ; l'enseignement en Afrique n'est plus prévu et les Noirs auront, dans certaines conditions, l'autorisation de devenir propriétaires de leur maison.

Les « petits Blancs » voient massivement pour le parti national au pouvoir, alors que les représentants des milieux d'affaires, favorables à un changement, siègent sur les bancs de l'opposition. Comment les dirigeants de Pretoria sacrifieraient-ils les intérêts de leurs propres électeurs et réussiraient-ils ce « new deal » alors qu'ils ont manqué, après Sharpeville, le coche de la décolonisation et que les réformes « radicales » exigées par l'opposition datent d'un autre âge ? Le parti progressiste, situé à l'extrême gauche de l'échiquier politique légal, avance toujours comme solution aux problèmes de l'Afrique du Sud l'institution d'un vote censitaire basé sur l'instruction ou le revenu ! En Afri-

que du Sud, la mentalité politique du monde blanc n'a toujours pas franchi le seuil du vingtième siècle.

A l'inverse, il faut évaluer à leur juste valeur les capacités de l'opposition radicale. Le slogan de « pouvoir noir » opposé à l'actuel « pouvoir blanc » est très significatif du climat politique dans lequel bégayent les émeutes. Ils se cantonnent toujours dans un champ d'affrontement racial, s'en prenant aux apparences et non aux fondements. Le contraire n'est étonnant. Dans toutes les luttes de libération nationale en Afrique, les dirigeants issus de la petite bourgeoisie ont d'abord posé le problème de l'émancipation des opprimés en des termes beaucoup plus émotifs que politiques. Seul l'entêtement des oppresseurs a obligé cette avant-garde à s'allier avec la masse des opprimés et à se radicaliser dans la dynamique des combats quotidiens. En Afrique du Sud, le rôle qu'a joué ailleurs la paysannerie pourrait être tenu par le prolétariat urbain. Les dernières grèves témoignent que la jonction entre la classe ouvrière non blanche et les intellectuels est en train de se faire, tandis que la masse des paysans semble pour le moment se situer en dehors des affrontements.

Dans une deuxième étape, un front, une organisation, pourrait se constituer pour définir une stratégie de libération et jeter les bases d'une organisation populaire. L'A.N.C. et la P.A.C., qui ne semblent pas avoir

joué de rôle important ni dans les émeutes ni dans les grèves, aspirent évidemment à assumer cette fonction. Le peuvent-ils encore ? De son côté, la minorité blanche essaiera de rompre cette dynamique unitaire pour maintenir la division du monde des non-Blancs, levier de sa suprématie. Voudra-t-elle et pourra-t-elle s'en donner les moyens ?

RENE LEFORT

Le Monde dossiers et documents

LE NUMERO 35
NOVEMBRE 1976
EST PARU
Il comprend
dans la série « Société »

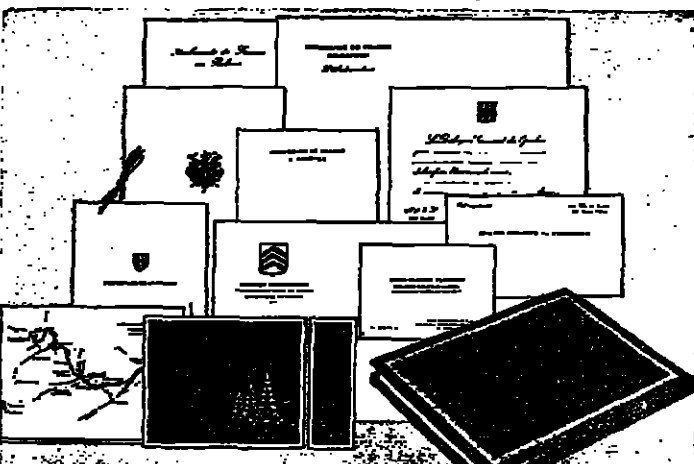
LA TÉLÉVISION
EN QUESTION

et dans la série « Économie »

LA SÈCHERESSE
EN FRANCE

Prix de vente, le numéro : 2 F.
Abonnement 1 an (12 numéros) : 18 F.
Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

ARMORIAL GRAVEUR - MAROQUINIER



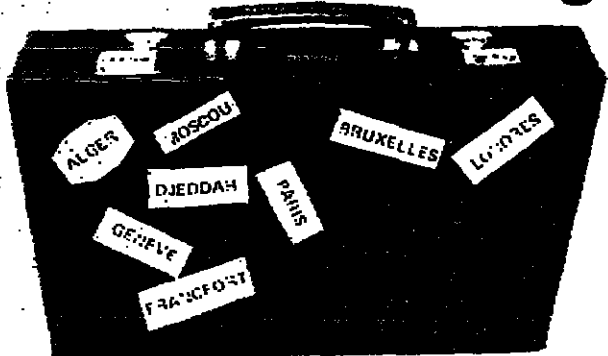
98, FAUB. ST-HONORÉ - 28, AV. VICTOR-HUGO
27^{ème}, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS 7^{ème} MAILLOT
PARIS

Vient de paraître aux
Éditions Gujas

Kadhafi le livre vert

LA SOLUTION DU PROBLÈME DE LA DÉMOCRATIE

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela
près de 25 pays et de 50 escales.
Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure.
Pour y aller conclure vos marchés.
- A partir de Londres, Paris,
Francfort, Bruxelles, Prague,
Genève ou Moscou. Vite. Confortablement.
Au rythme de vos affaires.



الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

REPERES LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

Numéro 37

UNE POLITIQUE
INDUSTRIELLE
POUR
LE PROGRAMME
COMMUN

En vente dans les kiosques : 10 F

ABONNEMENTS :
France et pays de l'ex-
Communauté française
(sans l'Algérie) 100 F
Etranger 120 F
Surtout (par avion) 150 F
13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS
C. C. P. 34.875.30 J - LA SOURCE

LUTTE POUR LE POUVOIR

La Chine gouvernée au centre ?

De janvier à octobre 1976, en neuf mois, la situation politique en Chine a connu une série de bouleversements complets. De la mort de Chou En-lai à l'accession de M. Hua Kuo-feng à la présidence du comité central, en passant par l'élection de Teng Hsiao-ping, le groupe dirigeant a subi une crise effaçant quelque peu les lignes de partage ordinaires et bloquant le fonctionnement des institutions. L'élection des membres du « groupe de Changhaï », dont M. Wang Hong-wen et Mme Chiang Ching, a été confirmée avec félicité et il y a eu d'incertitude quant à l'orientation à peu d'incertitude quant à l'orientation des changements qui viennent de se produire. C'est selon un scénario classique qu'ont eu lieu la promotion de M. Hua Kuo-feng à la présidence et la mise à l'écart de ses adversaires radicaux. Le premier événement, d'abord annoncé officieusement par affiches, a fait l'objet d'une confirmation officielle le mardi 12 octobre, la nouvelle du second sera officiellement diffusée dans les milieux diplomatiques puis communiquée à la population dans des réunions, en attendant d'être précisée officiellement et accompagnée d'éventuelles mises au point. Une campagne d'affiches contre les radicaux bat son plein tandis que les accusations de complot s'amplifient et que de vastes manifestations sont organisées contre eux.

Bien des données de la nouvelle situation demeurent vagues. La personnalité de M. Hua et sa carrière fournissent cependant quelques indications. Il est entré au comité central au neuvième congrès et a accédé au Bureau politique avec le dixième, en 1973. Entre ces deux réunions de l'instance suprême du parti, deux groupes ont vu leur représentation se modifier : les militaires, proportionnellement très nombreux au neuvième congrès, étaient moins au dixième (diminution de 45 % à 30 % selon les experts). A l'inverse, les cadres de l'appareil, et notamment les cadres provinciaux, firent en 1973 une entrée en force. M. Hua Kuo-feng est très représentatif de ce groupe.

Homme d'appareil, M. Hua Kuo-feng est aussi un homme d'ordre. Les observateurs ont relevé ses talents d'organisateur lors du récent séisme qui frappa la Chine et lors des obsèques du défunt président. Ancien ministre de la sécurité, administrateur, expert, à ce qu'on dit, des questions agricoles, le nouveau président se distinguait bien évidemment du « groupe de Changhaï », plus porté à l'idéologie et à l'anti-autoritarisme. Beaucoup de cadres provinciaux comme lui se sont jadis trouvés en butte aux attaques des gardes rouges et des rebelles ; ils ont finalement joué un rôle capital dans l'apaisement des révoltes et l'établissement des comités révolutionnaires. Au Hunan, dont il était en 1966 un des trois plus hauts responsables, M. Hua passe pour avoir durement contrôlé les « gauchistes », notamment l'or-

ganisation dite du Shengwulian, dont les écrits ont reçu en Occident une vaste publicité. Ce sont ces mêmes hommes qui furent les alliés de Chou En-lai contre Lin Biao, ce qui explique leur spectaculaire montée au dixième congrès qui suivit la chute de ce dernier. Ces cadres éprouvés, mesurés, prirent l'organisation plus qu'idéologie, avaient sans doute bien du mal à coexister avec la fraction radicale et à accepter son autorité (1). Depuis l'élimination de Teng Hsiao-ping, cette fraction jouait un rôle de poids au bureau politique. La maîtrise de l'appareil de propagande, la direction exercée par M. Wang Hong-wen sur les milieux populaires, la présence de M. Tchang Tchouen-kiao à la tête du département politique de l'armée, l'appui visible du président Mao la plaçaient en position de force (2). Mais, selon toute vraisemblance, son pouvoir se diluait en province et bien des secteurs échappaient à son emprise. L'écart entre les organismes centraux et les régions, qui affecte de manière chronique l'administration et le gouvernement de la Chine, s'est aggravé avec la révolution culturelle. Ces derniers temps, il a joué contre l'extrême gauche, mais c'est un problème permanent qui se posera à tout gouvernement (3).

On peut s'attendre à présent à voir apparaître la prédominance d'une coalition plutôt que d'un secteur particulier des appareils. Il est déjà clairement apparu que des cadres civils sont allés à des militaires, mais l'armée n'est pas homogène et la question se pose de savoir si elle est unanime en ces circonstances. Sont-ce les commandants régionaux qui appellent M. Hua ? Or peut le penser car, de longue date, les cadres provinciaux ont noué avec ces commandants des liens solides et on les a vus s'opposer pour résister à la contestation des gardes

rouges. Sont-ce au contraire les responsables des forces centrales, la tendance dite « professionnelle », qui le soutiennent de façon prioritaire ? Il se peut que sa position personnelle mette Hua Kuo-feng en position de recevoir l'aide de ces deux parties de l'armée (4). Laquelle alors jouera un rôle prépondérant et comment cela peut-il affecter le processus de centralisation entamé depuis quelques années ? Il n'y a pas de réponse possible à ces questions pour l'instant.

Par JEAN DAUBIER

Les derniers événements rendent prévisible, mais non certaine, une diminution du rôle de l'idéologie, du moins sous sa forme la plus militante. Nécessaire à l'unité spirituelle du pays, déjà ébranlée, la doctrine de Mao Tse-tung continuera sans doute d'être proclamée. Mais les hommes qui émergent aujourd'hui seront vraisemblablement plus prudents, et moins imaginatifs peut-être, dans sa mise en application. Ce facteur, rapproché d'une assidue certaine de la population à l'égard des campagnes d'étude et de rééducation successives de ces dernières années, pourrait favoriser un relatif relâchement des tensions et de la mobilisation que certains observateurs disent déjà perceptible. La tentation des hommes de l'appareil sera-t-elle alors de compenser une éventuelle baisse des stimulants moraux par un renforcement des contrôles administratifs et de la discipline ? Choisiront-ils plutôt d'augmenter les salaires et les primes et, d'une manière générale, de favoriser une certaine hausse du niveau de vie ? Tout cela reste hypothétique.

L'impersonnalité du pouvoir

Sur le plan politique, on note déjà la réaffirmation des principes de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat. Il est bien évident cependant que la révolution chinoise sans les radicaux n'aurait plus le même visage. A travers les flux et les reflux parfois importants de la révolution culturelle, ceux-ci incarnent un certain esprit : le défi aux tendances bureaucratiques et à l'immobilisme, sans laquelle une révolution est toujours un peu morte.

Le « groupe de Changhaï » a fortement diffusé le thème de la lutte contre la bourgeoisie dans le parti. C'est au sein du parti en effet que, selon lui, se manifestent avec le plus de gravité les tendances à la restauration capitaliste. L'instauration du socialisme, disait M. Tchang Tchouen-kiao, n'a transformé que le régime de propriété. Tout le reste : les rapports entre les hommes, les normes de répartition, les superstructures, reste marqué par les vestiges du passé, le droit bour-

geois et l'inégalité. Une des thèses majeures des radicaux était la lutte contre les privilèges et contre l'appartenance d'une nouvelle bourgeoisie. Pour eux, la Chine avait un « Etat bourgeois sans capitalisme », selon la formule de Lénine.

Placée sous leur direction, la presse chinoise reprenait depuis quelques mois une citation de Mao, datant d'ailleurs de 1964 : « Entre la classe des bureaucrates et les larges masses ouvrières et paysannes, il existe une contradiction fondamentale ». Pouvait-il sur ce thème d'avant-garde exister un consensus entre militants, gestionnaires, cadres politiques et officiers ? On peut en douter. La théorie de « l'Etat bourgeois sans capitalisme » allait très loin. Il est improbable que le « groupe de Changhaï » ait pu largement la faire approuver, si léniniste fut-elle. Il est assez logique désormais d'attendre sa mise en sourdine, compte tenu de ses fortes résonances anti-hiérarchiques.

Mais la situation actuelle serait incompréhensible si l'on n'en soulignait un élément important : l'ampleur des manifestations dirigées contre les radicaux ne saurait s'expliquer uniquement par l'esprit grégaire ou des pressions de l'appareil. Au fil des ans, l'extrême gauche est devenue impopulaire : on l'accuse de raideur idéologique, on lui reproche le mauvais fonctionnement des nouvelles institutions. On peut prévoir que lui sera attribuée la responsabilité des excès de la révolution culturelle, des tensions et des violences levées, de l'humiliation des cadres, des inepties de la propagande. Il serait facile d'objecter que les responsabilités furent multiples et complexes, mais l'heure n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, aux nuances. Qui plus est, l'extrême gauche depuis plusieurs années s'est cantonnée dans des luttes d'appareil sans mobiliser les masses. Elle s'est ainsi isolée.

(1) Le numéro 28 de Pékin *Informations* (12 juillet 1976), selon une habitude aussi typique que pittoresque de la presse chinoise, brosse un vaste tableau des conflits sous le couvert d'un article « historique » retraçant la lutte entre radicaux et libéraux au huitième congrès. Ce simple extrait en donne une idée : « Il y a des légendes tenues pour révolutionnaires et progressistes pour la réforme, le maintien de l'unité et la centralisation du pouvoir, et contre le partage par les bureaucrates provinciaux de la grande majorité des postes importants. Les deux camps ont des avantages et des inconvénients. Les radicaux étaient des dignitaires de haute origine. Gouverneurs provinciaux, responsables militaires, ils avaient acquis le pouvoir et Han Yu était leur représentant sur le plan politique et idéologique. Désireux de préserver leurs intérêts acquis et leurs privilèges héréditaires, les conservateurs s'opposaient à l'empereur réformiste et à la révolution culturelle. Le parti, leurs adversaires indépendants, a un certain droit d'être mécontent. »

(2) Cf. notre article « La gauche maternelle du jeu », *Le Monde diplomatique*, 10-17-76.

(3) Encore n'est-ce qu'un aspect d'une crise beaucoup plus vaste. Désormais, partout, la révolution culturelle, le parti, l'Etat, les écoles, la médecine, diverses institutions n'ont été qu'impartialement

remodelée et fonctionnent mal. Des expériences diverses sont en cours, dans l'enseignement notamment, dont la réussite reste incertaine. L'établissement des jeunes diplômés à la campagne suscite des résistances persistantes. Les éliminations successives de dirigeants actuels, puis durement stigmatisés, ont engendré le scepticisme et une attitude de réserve morale et idéologique. Tous les observateurs relèvent les progrès du cynisme et de la délinquance. Il ne faut donc pas de gain pour attendre un retour à la « normale », c'est-à-dire, à leurs yeux, à la situation d'avant 1966. Mais peut-on exorciser la révolution culturelle ?

(4) Cf. notre précédent article : « L'armée chinoise et la succession de Mao », dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 1976.

(5) Les télégrammes de condoléances envoyés pour la mort de Mao Tse-tung ont été acceptés quand ils provenaient des gouvernements des pays de l'Europe de l'Est et rebroussés lorsqu'ils provenaient de pays « révisionnistes » de ces mêmes pays.

(6) Le 2 novembre, devant les journalistes français, une personnalité du parti chinois et exclu un accommodement avec l'O.S.S.

THAILANDE

Massacre d'étudiants et répression

Le coup d'Etat donne plus de consistance à l'opposition

En confisquant le pouvoir à leur profit, dans la soirée du 6 octobre, les militaires thaïlandais ont mis fin à trois années d'une expérience démocratique très aléatoire des deux dernières années. Le coup d'Etat, tout au long, ont en sous-main entretenu le désordre profitant aujourd'hui d'une remise en ordre brutale. Mais, déjà, la nouvelle équipe est tiraillée entre les tenants d'une répression plus modérée qu'effarouchent les arrestations massives, les exécutions sommaires, la torture dans les prisons, les bûchers de littératures jugées subversives en place publique, bref, tout ce qui est susceptible de nuire à l'image que souhaiteraient donner des dirigeants qui, pour l'essentiel, attendent leur salut de l'étranger et, plus précisément, de l'aide du « monde libre ».

Aux premières heures du 6 octobre, des centaines de nervis d'extrême droite, supervisés par la police complice, ont traqué des manifestants étudiants progressistes coincés dans l'enceinte de l'université de Thammasat à Bangkok. On a dénombré officiellement quarante et un morts. En fait, des témoins oculaires estiment que le nombre des morts a largement dépassé la centaine. Des étudiants ont été lynchés, pendus, brûlés, au cours de scènes d'une sauvagerie sans précédent. Si cette extrême brutalité a stupéfié les observateurs, les victimes et même certains acteurs, le coup d'Etat en lui-même n'a pas surpris. Il était attendu depuis des mois (1).

L'opération a été menée par une large fraction des forces armées associée aux milieux civils monarchistes : un nouveau couple, moins deux caractéristiques : son attachement au trône et son orientation résolument pro-américaine.

Contrairement à une illusion répandue, les rivalités entre clans militaires n'ont pas été une garantie suffisante au maintien de la démocratie. Même privé de son chef, le général Kriat Sivarat, le coup d'Etat, le 6 octobre, n'a pas été le début d'un nouveau pan-démocratie. Aussitôt, les étudiants manifestaient, avec d'autant plus de hargne que deux des leurs qui collaient des affiches dans la rue étaient pendus sans autre forme de procès par des policiers qui

passaient par là. Victimes depuis plus d'un an de attaques systématiques des nervis d'extrême droite intouchables, redoutant que la police ne se retourne tout à fait contre eux, les étudiants ont été très surpris de l'appareil comme les agresseurs, les étudiants se contentèrent de manifester nuit et jour dans l'enceinte de

Thammasat où, le moment venu, ils vont être pris — et traités — comme des rats. La reconstruction publique qu'ils font de la pendaison de leurs camarades fournira à la droite le prétexte à son intervention : elle les accuse — à tort — d'avoir trahi l'un des deux « pendus » les traits du prince consort, crime de lèse-majesté expié dans le sang du 6 octobre.

Le rôle de l'armée

TANDIS que les étudiants allaient aveuglément vers ce dénouement affreux, le gouvernement finissait de capoter. Fin septembre, Mom Rajawong Seni Pramot remettait sa démission, la reprenait aussitôt pour former un nouveau cabinet. Il laissait au demeurant ce soin à un comité de six personnes qu'il désignait. La nouvelle équipe, constituée enfin le 6 octobre dans un contexte de crise croissante, consacrait le triomphe de l'alle gauche démocrate sur la droite et l'extrême droite. M. Samak Santarawat était entré au gouvernement. Le lendemain, c'était la tuerie de Thammasat : l'armée prenait le pouvoir. M. Samak devenait un des principaux conseillers civils de la junte de vingt-quatre officiers supérieurs provisoirement installée aux commandes. Deux semaines plus tard, le 23 octobre, cette junte s'effaçait avec la formation du gouvernement de M. Thanin Kraivithien, dont les milieux monarchistes civils et les militaires du « groupe Kriat Sivarat » se partagent judicieusement les portefeuilles. M. Samak est désormais ministre de l'Intérieur : le chef nominal de la junte, l'amiral Sa-ngad Chalorwong, ministre de la défense, le premier ministre, juriste doctrinaire de l'anticommunisme pur et dur, est un royaliste convaincu : un royaliste

civil et un militaire pro-américain ont été choisis comme vice-premiers ministres.

Qu'un gouvernement civil à forte participation militaire soit désormais sur l'avant-scène ne signifie nullement que l'armée est rentrée dans ses casernes : elle reste, bien au contraire, la véritable maîtresse du jeu, gérée

Par KAO TOM

pendant par certains éléments monarchistes. Les officiers les plus fidèles aux anciens dictateurs Thanom et Prapat veulent en effet venger les affronts d'octobre 1973 et de leurs années de semi-dégoût (sans nécessairement porter à nouveau au pouvoir l'un ou l'autre des anciens dictateurs). Leur leader est le général Kriangsak Chavanond, véritable « homme fort » de la junte. Le roi, semble-t-il, s'efforce de maintenir la balance égale entre ces militaires revanchards et ses propres fidèles, plus pondérés.

Inversement, la cruauté des événements du 6 octobre et des jours suivants, le caractère expéditif de la chasse aux progressistes qui se livre depuis lors (de trente à deux cents arrestations par jour), ne signifient pas nécessairement l'instauration en Thaïlande d'un régime à la Pinochet, dont les outrages dans la répression sont historiquement étrangers au royaume. En outre, le roi pas plus que les Américains n'ont intérêt à laisser se développer une situation du même type.

Outre les progressistes et libéraux traqués et emprisonnés, les forces perdantes dans ce coup d'Etat sont assez nettement une fraction au moins de la bourgeoisie féodale (dont le général Pramot est un bel exemple) et la droite nationaliste qui avait soutenu jusqu'à la révolution culturelle les affirmations en politique étrangère par les deux gouvernements précédents.

Sans pouvoir prouver la participation de la C.I.A. au complot, aussitôt démenté par l'Amiral, on doit noter que le coup d'Etat bénéficie trop nettement aux Etats-Unis pour qu'ils ne l'aient pas au moins toléré voire encouragé. Des sa nomination comme conseiller civil de la junte, M. Thanin Kraivithien, ancien ministre des affaires

étrangères sous la dictature Thanom-Prapat et pro-américain notoire, convenait qu'on allait assister à un rapprochement américano-thaïlandais. Le fait que le ministère des affaires étrangères incombe à l'ancien ambassadeur à Washington, M. Udayak Pacharayangkum, est tout aussi significatif que la remise en cause annoncée par la junte des accords d'évacuation et de restitution à la Thaïlande des bases américaines dans le pays. A l'évidence, le changement de régime à Bangkok répond aux vœux des militaires américains, dont l'aide active va être sollicitée dans la lutte contre le communisme à l'intérieur et aux frontières, et qui disposeront ainsi d'une base appropriée pour la déstabilisation des régimes indochinois.

La politique de normalisation des relations avec les pays indochinois a vécu ; les nouveaux dirigeants s'engagent à aggraver, véritablement au moins, tant Hanoi que Pékin et Moscou. Du même coup se trouve compromise l'image angélique cultivée par l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont fait partie la Thaïlande, et affirme l'antagonisme entre l'Indochine socialiste et l'Asie du Sud-Est capitaliste. On aurait tort de sous-estimer cette évolution : dès le début de l'année, certains milieux militaires proches du palais évoquaient en privé la possibilité de « dépasser les contradictions internes en portant le conflit sur le plan extérieur ». Ce « scénario de l'impossible » envisage rien moins qu'un conflit ouvert avec le Vietnam et le Laos.

L'installation au pouvoir d'une équipe d'extrême droite, musclée va assurément ramener l'ordre, au moins pour un temps, et, de ce fait, peut-être aussi une certaine confiance des investisseurs nationaux et étrangers qui, jusque-là, désertaient le pays. Mais on peut douter que les pesanteurs socio-économiques thaïlandaises permettent un miracle décisif dans le domaine — surtout si la communauté chinoise, qui tient les rênes de l'économie, continue d'être inquiétée comme c'est le cas à présent.

La monarchie est renforcée en apparence de l'intervention partisane accrue de Sa Majesté Bhumibol Aduldet dans la vie publique. Mais, si le nouveau régime militaire-monarchiste parait marquer des points à court

PLURALISME ET CONTESTATION

Le journal mural de Li Yi-zhe

EN septembre 1973, trois anciens gardes rouges, usant du pseudonyme collectif de Li Yi-zhe, plaçaient dans les rues de Canton un journal mural qui attaquait vivement Lin Piao. Leur contestation très mordante débordait largement la politique du défunt maréchal. Des commentaires y ont eu une forme de dissidence à la soviétique et M. Fadoul Yérougas, dans le *Quotidien de Paris* comme un « samizdat » chinois. Ce texte fut assez largement diffusé, en Chine méridionale du moins, et parvint même par des comités de parti désireux de maintenir sa réputation. Ce document, est connu de tous les spécialistes, mais seuls des extraits en avaient été publiés en français. Les éditions Christian Bourgeois en présentent aujourd'hui une traduction complète sous le titre : « Chinois, si vous sachiez... » (1).

Cette affiche est révélatrice d'un malaise dont il est toutefois bien difficile d'appréhender l'étendue. L'emprise du maoïsme sur la population chinoise s'est-elle amoindrie ? Selon certains observateurs, la révolution culturelle et sa succession de campagnes d'étude et de rééducation auraient engendré une « fusion idéologique » due à la « révolution culturelle » et à la « révolution idéologique ». Pour d'autres, l'hostilité des dirigeants chinois au bureaucratisme les porterait périodiquement à tolérer l'expression de ce type d'opinions.

Le journal de Li Yi-zhe comprend deux parties. L'une analyse les problèmes politiques qui selon les auteurs, se posent en Chine et elle se termine par un appel au respect de la légalité socialiste, des libertés individuelles et de la démocratie. Elle date de 1973 et elle est adressée à la quatrième Assemblée nationale populaire, dont la tenue paraissait alors imminente et qui, en fait, eut lieu en janvier 1975. La seconde partie fut écrite dans cet intervalle et prit la forme d'une longue préface précisant l'analyse et justifiant une nouvelle publication du texte en novembre 1974. Plein d'humour et d'ironie, ce journal frise, par moments, la bravade et, parfois, laisse percer une note d'amertume désabusée. On n'a

aucune peine à imaginer les trois auteurs sous les traits de ces jeunes anticonformistes qui abondent au sud de la Chine et à Canton plus qu'en toute autre ville.

Leur affiche contient une violente charge contre la politique menée par Lin Piao de l'été de 1968 au mois d'août 1970, période qui vit monter puis décliner son étoile.

Le « système Lin Piao », comme le désignent les trois jeunes gens, a « saboté » et même « supprimé » la politique du président Mao. « Nous n'oublions pas, écrivent-ils, que la politique primait tout. Quelle politique ? De celle : « Il faut, jour après jour, sans relâche, étudier, étudier, étudier ! ». Réciter le rosario, ressasser des souvenirs... Nous n'oublions pas la liturgie interrompue et perturbée par le matin, la confession du soir, Meetings, rassemblements, changements de service, repas même, tout était laqué d'un air d'importance et de sérieux visé l'habitude de se rassembler avant le travail devant le portrait du président pour lire ses citations. On faisait de même avant les repas dans les restaurants collectifs. Cette habitude avait été prise dans l'armée ; à partir de 1968, elle fut introduite chez les civils par les équipes de propagande militaires.

Les auteurs ne se limitent pas à cet aspect du « système ». Cette époque est, à leurs yeux, celle d'une répression massive qui aurait fait de nombreuses victimes parmi les cadres et dans la population. Ils accusent Lin et ses partisans d'avoir réduit, puis supprimé le lopin individuel des paysans, d'avoir terrorisé les intellectuels et saboté l'établissement des jeunes à la campagne. Ils concluent, d'ailleurs, la théorie du génie (théorie selon la quelle le développement du marxisme résultait non des luttes de masse, mais de l'apparition de personnages d'exception comme Lénine ou Mao). Lin, a-t-il dit, a pensé, toute recherche, toute enquête, toute question sur tout problème et pratiquement supprimé huit cents millions de cerveaux.

En Chine à l'émergence des « courants d'opinion », cette dernière étiquette leur sera généralement attribuée.

Malgré ses faiblesses et ses ambiguïtés, ce texte soulève pourtant un problème-clé : Liou Chao-chi puis Lin Piao, aujourd'hui stigmatisés comme contre-révolutionnaires, ont accédé aux plus hautes fonctions ; par mo-

ments, ils ont exercé une influence sensible sur la politique chinoise ; leur ascension n'a-t-elle pas bénéficié du fait qu'ils étaient souvent malaisés de contester les dirigeants ? Que les critiques des simples militants ou des gens du peuple couraient le risque d'être étouffées et exposaient leurs auteurs à des « représailles » bureaucratiques ?

Le droit de critiquer

Le problème n'a rien d'imaginaire puisque l'article 3 des statuts adoptés en 1973 au dixième congrès consacra un certain droit de contestation : « Tout membre du parti a le droit d'adresser des critiques et des suggestions aux organisations et aux dirigeants à tous les niveaux ». Dans le rapport qu'il lut à ce sujet, M. Wang Hong-wen déclara : « La discipline du parti n'autorise absolument pas à user de pressions et la persuasion est inefficace, et à séquestrer la presse ». On voit d'ailleurs, à l'appui de ce qui est dit, que « Un vrai communiste doit (...) oser aller à contre-courant, sans crainte d'être destitué, exclu du parti, jeté en prison, contraint au divorce ou passé par les armes ». Le vice-président du parti savait de quoi il parlait : en 1966, il dirigeait les révoltes ouvrières contre la municipalité de Changhaï et celle-ci lança contre lui les policiers des forces de sécurité, qui le contraignirent, pour un temps, à la clandestinité.

On peut se demander pourquoi la contestation des dirigeants fait courir de pareils risques et pourquoi il peut être dangereux d'être révolutionnaire dans un régime révolutionnaire. La réponse du journal de Li Yi-zhe est qu'il n'y a pas de démocratie en Chine. C'est pourquoi les trois dissidents demandent que soient codifiés les droits individuels et affirmée la légalité socialiste.

Or ces revendications posent un autre problème : sont-elles compatibles avec le régime socialiste, dont l'évolution tend à réduire les rapports juridiques entre les hommes et le rôle du droit (2) ? Sont-elles compatibles avec la dictature du prolétariat que les maoïstes proclament et défendent ?

Non, dit un autre document publié dans ce livre et qui constitue une réponse au journal de Li Yi-zhe. Ce texte typique du langage et du style de certains fonctionnaires du parti est signé d'un pseudonyme et fut également affiché dans les rues de Canton. Il est présenté dans le livre comme émanant d'un collectif de propagande du parti communiste.

Cette deuxième affiche contient des accusations prévisibles. Relevant certains propos excessifs, peu rigoureux ou obscurs des trois jeunes gens, elle les accuse inévitablement de s'en prendre non à Lin Piao, mais au régime socialiste et au président Mao. Elle les accuse même de défier Lin, ce qui est plus curieux. Elle reproche aux trois contestataires de mettre le signe « égal » entre l'U.R.S.S. et la Chine et de prétendre que cette dernière est dirigée par une couche sociale privilégiée, « absurdité risible, car on ne peut absolument pas dire que la formation d'une couche privilégiée et la restauration du capitalisme sont évitables et encore moins que c'est déjà

devenu une réalité ». La réfutation du texte de Li Yi-zhe n'est pas sans lourdeur ; elle n'évite pas l'usage de procédés parfois de discutables juxtapositions de citations. Pourtant, cette réplique constitue également un document intéressant, car elle contient une argumentation de fond caractéristique du point de vue des communistes chinois avec ce qu'elle implique à la fois de massif et de cohérent. Li Yi-zhe dit-il, estime qu'il faut « appliquer la loi aux criminels de droit commun et la dictature inouïe de la loi aux criminels de droit commun ». Or, écrit le collectif, « parmi les opposants que Li Yi-zhe énumère, il n'y a ni la classe des propriétaires terriens, ni celle des paysans riches, ni la bour-



geoisie, ni les droitières, ni les contre-révolutionnaires. Ce n'est évidemment pas un hasard ». La dictature du prolétariat telle qu'elle est appliquée en Chine doit donc frapper les classes susmentionnées. En particulier, la privation des droits politiques doit viser certaines personnes non en raison de la nature de leurs actes (violence non claudicante ou non), mais en raison même de leur appartenance de classe. Le texte accuse donc les trois contestataires de rejeter ce principe fondamental (3) de l'organisation étatique et de vouloir affaiblir celle-ci.

Les inquiétudes de la population

Telle est la polémique et tels sont les problèmes qui apparaissent à la lecture de ces textes contradictoires. On en percevra mieux l'ampleur en replaçant le linéolaire dans le contexte historique de ces dernières années et en montrant son lien avec la situation actuelle.

En été 1968, les interminables divisions groupusculaires des étudiants et des rebelles sont condamnées. Les autorités maoïstes vont s'efforcer d'unir la population, de réédifier le parti et l'administration. La menace militaire soviétique (que l'intervention en Tchétchénie vient concrétiser de manière très inquiétante) rend cette tâche urgente. L'armée est la seule force d'appoint capable de mener cette opération. C'est sous son autorité que la révolution culturelle va se poursuivre. Ses équipes se répandent partout. Le pouvoir de son chef, Lin Piao, croît à mesure et sera consacré

par le neuvième congrès, en avril 1969.

Que s'est-il passé en Chine à ce moment-là ? La question n'est pas superflue, car cette période est mal connue. Elle commence à s'éclaircir et nous avons mentionné ici un livre utile de M. Jack Chen, *Inside the Cultural Revolution* (4). Alors que se redifiaient les comités du parti (très lentement), une sourde rivalité s'agissait entre Chou En-lai et Lin Piao. Avec l'armée, ce dernier disposait d'une base d'appui considérable ; si Chou reconstruisait l'appareil du parti, il disposerait à son tour d'une base dont tous les principes enseignés qu'elle doit commander à l'armée. Il paraît établi que Lin et ses fidèles se sont efforcés de freiner la reconstitution du parti, notamment en maintenant une forte pression sur de nombreux cadres. Sans cadres, pas de parti.

Or la révolution culturelle se déroula alors selon une conception particulière : il ne s'agit plus de lutter contre des privilèges et une nouvelle classe dirigeante embourgeoisée, thème radical sur lequel il n'y a pas de consensus, mais de lutter contre des agents de l'impérialisme et du Kuo-min-tang infiltrés dans le parti. En novembre 1968, Liou Chao-chi est ainsi désigné comme un « agent de l'ennemi ». Comme cette doctrine privilégie les facteurs externes de la lutte (l'intervention étrangère), on la croit favorable à l'unité à l'intérieur du pays.

A partir de là, les choses sont peu claires et l'interprétation reste hypothétique. Organisations du parti et groupes de gardes rouges sont soumis à des contrôles. Il s'agit de détecter d'éventuels « agents du Kuo-min-tang et de l'étranger ». Or, dans certains endroits, l'épuration s'enfonce et les dossiers s'accumulent. De nombreux cadres seront accusés à tort et à travers, et avec eux des intellectuels et de jeunes activistes (leurs accusateurs sont parfois d'autres activistes de groupes opposés qui se livrent à la surenchère ; à cet égard, le factionnalisme ne disparaît pas).

La reconstitution du parti sera longuement bloquée. Selon M. Chen, ces manœuvres, dont on connaît mal les tenants et les aboutissants, se murent à un moment en terrorisme. Une campagne d'« élimination physique » débuta en certains endroits. On ignore jusqu'où sont allées ces exactions, mais elles firent des victimes et elles ont laissé un mauvais souvenir. Cette ligne fut combattue par Chou En-lai, qui a reçu l'appui de Mao Tse-toung. Elle a évidemment rencontré l'opposition de nombreux cadres et de nombreux intellectuels. Une étude attentive de la politique chinoise de l'époque montrerait que le neuvième congrès fut peut-être moins l'apogée de Lin que le commencement de sa fin. C'est à cette époque, en effet, que fut réélu officiellement la « matérialisation des décisions » (juechi zhengzhi). La libération des cadres et la reconstitution des comités du parti en font partie. Peu à peu le parti renoua effectivement et Lin Piao va disparaître. Chou En-lai s'appuiera sur des officiers hostiles au ministre de la défense et sapera l'assise de son pouvoir ; il s'appuiera aussi sur des responsables provinciaux du parti, des hommes d'appareil qu'impatiente la lenteur des processus de réorganisation. Après le dixième congrès, ils seront largement représentés au comité central. M. Hua Kuo-feng appartient à cette catégorie de cadres.

Lin a donc été combattu et sa défaite a coïncidé avec la renaissance du parti, mais sa politique a suscité un autre type d'opposition, qu'expriment des gens comme Li Yi-zhe. Pour eux, l'époque de Lin Piao fut celle de l'arbitraire. Ils aspirent à une sorte de « libéralisation » et de « dégel », comme dans certains pays d'Europe de l'Est (encore que ce type d'analogie puisse n'être qu'approximatif). Quelle est l'ampleur de ce courant ? Quelle est son audience ? Autant d'inconnues pour l'instant, mais les manifestations d'avril 1976 sur la place Tien-An-Men étaient certainement le fait de gens aux motivations semblables. L'élimination de Teng Hsiao-ping et le retour des radicaux leur a-t-il fait craindre un renouveau des pressions idéologiques et des excès de 1969 ? C'est possible, et il a été suggéré qu'à et là que de hauts responsables, partageant cette inquiétude, aient pu encourager à couvrir ces manifestations. Ce courant fait peut-être partie désormais du paysage politique chinois.

J. D.

Du « rite » à la « caricature »

DANS leur adresse à l'Assemblée, les anciens gardes rouges demandent que les droits des citoyens soient garantis, afin d'empêcher le retour de ce système. Ils appellent le pluralisme de leurs vœux. « Il ne faut pas craindre », disent-ils, « les opposants qui ne se cachent pas, dès lors qu'ils respectent la discipline et subissent une critique constructive ». Les trois auteurs réclament aussi la suppression des privilèges et le contrôle du peuple sur l'Etat et la société. Pour commencer, ils veulent que soient rigoureusement châtiés « ceux qui ont commis d'horribles crimes en feignant d'ignorer la loi ou en abusant d'elle pour créer toutes sortes de faux procès, en se servant de leurs positions officielles pour des vengeance personnelles, en instaurant des prisons privées, en faisant de la torture

une pratique courante et en traitant la vie humaine comme un jeu ».

Pêle-mêle, les auteurs exigent ensuite des augmentations de salaires, le rétablissement des primes, la codification de la politique du parti et la réaffirmation du principe dialectique de la révolution (sur principe n'a-t-il pas l'implication pratique est considérable : en schématisant, on peut dire que la révolution est la négation du capitalisme et que, pour commencer, elle doit être faite à son tour ; dès lors, la dissidence telle que l'incarne les Li Yi-zhe devient positive). Pour finir, les auteurs font preuve d'optimisme : « Un mouvement révolutionnaire, dans un avenir proche, qui anéantira le système Lin Piao et aura réédifié et fait progresser l'esprit de la première révolution culturelle ».

Cette affiche, dont l'originalité est évidente, a frappé tous les spécialistes des questions chinoises, car l'ampleur des problèmes qu'elle soulève est considérable. On pourra cependant dire que l'exposé est souvent obscur et confus et que l'analyse présente des faiblesses. Le placard répond, par exemple, fort mal à la question par lui-même posée : comment le « système Lin Piao » fut-il possible ? Dire qu'il résultait des « conditions historiques dans lesquelles se débattait la société chinoise », ou que « le socialisme chinois est l'enfant prématuré de la société féodale et semi-coloniale qui porte les traces idéologiques de deux mille ans de domination féodale », revient à évoquer la vertu dormitive de l'opium.

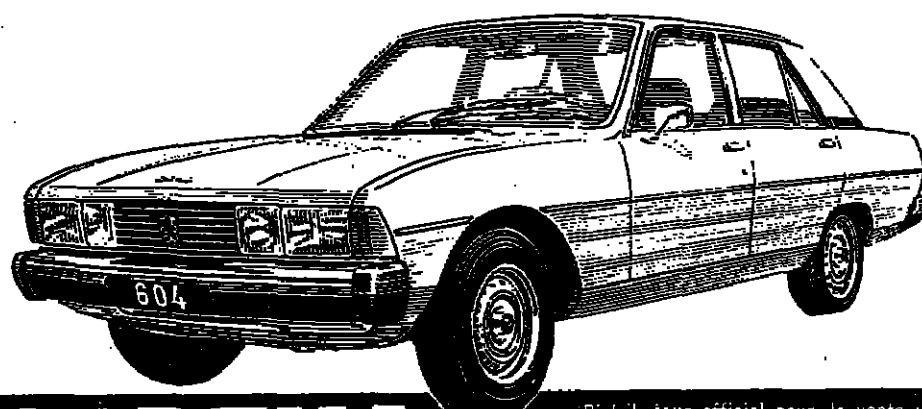
L'ambiguïté n'est pas non plus absente de cette affiche. Les trois auteurs usent de formules percutantes comme celle-ci : « C'est précisément avec ces rites qu'ils (les linpiaoïstes) ont gouverné le parti, l'Etat, l'armée, et cela a conduit inévitablement à faire du P.C.C. une caricature du vieux système impérial avec son souverain-père absolu : à faire de la Chine un Etat social-fasciste d'essence féodale ; à faire de notre armée une réplique de la soldatesque de Yuan Shi-kai ». Dans le contexte politique chinois, une telle phrase est tout simplement explosive car, de toute évidence, au-delà de Lin Piao, elle met en cause le régime lui-même et le président aujourd'hui décédé. Or les trois jeunes gens s'affirment assez fréquemment maoïstes et cette référence est, il faut bien le dire, assez déroutante : si elle n'est pas purement formelle et imposée par les nécessités politiques de leurs luttes, elle témoigne alors d'une curieuse ambivalence de sentiments à l'égard du régime et de son fondateur.

Le contenu de ce journal mural a paru inadmissible aux communistes chinois, qui taxèrent d'antisocialisme ses auteurs. Comme ceux-ci appellent, en outre, à « réviser les verdicts » (page 68), langage constamment asso-

● RECTIFICATIF. — Une légère erreur s'est glissée dans l'article de Jean Daubier intitulé : « L'armée chinoise et la succession de Mao » (*Le Monde diplomatique*, octobre 1976). A la page 22, sous l'intertitre « Commissaires et officiers », il fallait lire : « Mao s'est fortement appuyé sur le D.F.G. mais, pour d'obscures raisons, son chef, Hsiao Hua, fut écarté en 1967 et cet organisme n'a plus joué, depuis, qu'un rôle effacé ».

(1) Voir dans le *Monde diplomatique* de septembre le reportage de Marcel Sacan. (2) La Thaïlande et ses défis internes.

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CO et TT

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

LE PARTI COMMUNISTE, L'UNION SOVIÉTIQUE

« Pour la France, (...) une alternance avec une social-démocratie pourrait être envisagée (...) ». A l'heure actuelle, (...) il n'y a pas de proposition social-démocrate pour la France (...) Je crois que, s'il y avait une proposition social-démocrate en France, elle aurait (...) beaucoup plus de support que la proposition du programme commun (...) Si le moment venait (...) une alternance social-démocrate) était proposée, j'estime qu'elle pourrait s'exercer à l'intérieur de notre cadre institutionnel et de notre conception de la société. » Ainsi s'exprimait M. Valéry Giscard d'Estaing le 17 octobre.

De tels propos signifient-ils qu'une alternance ne saurait être acceptée avec le programme commun ? Au moins disent-ils clairement qu'une telle alternance serait incompatible avec « notre cadre institutionnel » et « notre conception de la société ». Alors qu'une campagne se développe sur ce thème, il n'est pas sans intérêt d'examiner les arguments de ceux qui, au contraire, pensent que le programme commun laisserait intacts l'appareil de l'Etat bourgeois et le pouvoir du capital. C'est la thèse que développe ici Jacques Vallier, professeur de sciences économiques à l'université de Paris X, directeur de la revue Critiques de l'économie politique.

LE P.C.F. souligne très fréquemment que, au-delà de la crise cyclique de surproduction particulièrement importante qu'a connue l'économie capitaliste en 1973-1975, se manifeste une crise durable du système capitaliste. Cette crise durable du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) qui, commencée en 1967-1968, marque l'ouverture de ce que le P.C.F. appelle une longue période de suraccumulation durable (1).

A cet égard, on soulignera que, dans la littérature consacrée en U.R.S.S. au C.M.E. (2), fut développée, dans un premier temps, la thèse centrale sui-

vante : de nos jours, la contradiction essentielle, jouant le rôle déterminant dans la lutte des classes, n'est plus entre le capital et le travail, mais entre les deux systèmes mondiaux, le capitalisme et le socialisme. Face à la concurrence du système socialiste, explique-t-on, le capitalisme a été conduit à « choisir » de s'adapter, et des mesures ont été prises qui, à la fois, le consolident et présentent des aspects jugés « positifs » : le développement du progrès technique qui prépare les bases matérielles du socialisme, et un certain nombre de nationalisations qui mettent en cause la propriété privée des moyens de production — donc, ajoute-t-on de façon abusive en assimilant rapports de production capitalistes et propriété privée, l'existence de la classe bourgeoise.

De cette analyse découle logiquement la conclusion selon laquelle le capitalisme était entré dans une phase longue de consolidation. De ce fait, enfin, ce n'était pas la révolution socialiste qui était à l'ordre du jour, mais simplement une « limitation du pouvoir des monopoles » et une « démocratisation » de l'Etat.

Cependant, la crise durable du système capitaliste et le développement spectaculaire, en Europe occidentale, des luttes ouvrières à partir des années 1967-1968, allaient contraindre ces

auteurs à introduire quelques nuances. On allait, de plus en plus souvent, parler de crise du capitalisme (même si c'était en termes très généraux) et de révolution socialiste. Mais on insistait que la contradiction essentielle de notre époque est la contradiction entre les deux systèmes, et que seule était à l'ordre du jour l'instauration de « démocraties avancées », présentées comme phases de transition au socialisme.

Dans les faits, au-delà du verbalisme sur la transition au socialisme, le soutien de gouvernements bourgeois en place en Europe occidentale, la préférence par exemple ouvertement accordée à M. Giscard d'Estaing durant la campagne présidentielle, éclairaient particulièrement bien l'ensemble de ces analyses. On voit, en effet, qu'elles sont complètement « fonctionnelles » : justifier la politique du « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire, en définitive, justifier le maintien de l'ordre bourgeois dans les pays capitalistes et celui de la domination de la bureaucratie en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. Toute victoire révolutionnaire, en Europe occidentale, ne serait que la destruction d'un puissant développement de l'activité politique des prolétaires des pays de l'Est, et donc une menace mortelle pour le pouvoir de la bureaucratie ?

Puissance de l'appareil d'Etat bourgeois

FACE aux contradictions exacerbées et durables dans le fonctionnement du capitalisme, le P.C.F., quant à lui, présente en même temps, et de façon contradictoire, une théorie du fonctionnement du C.M.E. (la théorie de la suraccumulation/dévalorisation du capital) sur laquelle nous ne pouvons nous étendre ici, mais dont l'aboutissement logique est la possibilité d'un capitalisme sans crise, et une analyse (plus précise que celle des Staliniens) de la crise du C.M.E. définie comme crise de suraccumulation durable liée à la baisse du taux de profit et aux limites des interventions de l'Etat pour empêcher cette baisse.

A partir du moment où la crise est définie comme une crise du capitalisme, on pourrait s'attendre que, pour sortir de la crise, la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du sys-

tème capitaliste et de l'Etat bourgeois. Or, il n'en est rien.

Dans un premier temps, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.F. consiste à expliquer que la crise est due conjointement à la politique des monopoles, que l'on isole du fonctionnement d'ensemble du système capitaliste, et à la politique gouvernementale mise au service des monopoles. Dès lors, pour sortir de la crise, il suffit de nationaliser les principaux monopoles et de changer de gouvernement, dans le cadre du même Etat bourgeois, non détruit mais simplement « démocratisé ».

Nous aurions alors une société de transition au socialisme, caractérisée par l'existence d'un Etat qui serait un milieu entre un Etat bourgeois et un Etat ouvrier, et la fin de la domination du capital puisque c'est la « logique des besoins » qui dominerait à l'échelle de l'ensemble de la société. La vérité

est, malheureusement, tout autre : nous aurions une « démocratie avancée » où l'application du programme commun laisserait, en fait, à la bourgeoisie, l'essentiel de ses leviers de commande politiques et économiques.

Tout d'abord, la bourgeoisie conserverait le pouvoir politique. Les marxistes savent, en effet, que l'appareil d'Etat bourgeois est organiquement lié à la bourgeoisie et qu'il ne peut être mis au service de la classe ouvrière. Ils savent que la transition au socialisme ne commence qu'après la destruction de l'Etat bourgeois, l'administration, l'armée, la police, l'appareil judiciaire, etc. — et l'instauration de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat, permettant la condition, bien sûr de ne pas dégénérer, comme en U.R.S.S., en dictature d'une caste bureaucratique, la réalisation d'une démocratie qualitative, ment et qualitativement supérieure à la démocratie bourgeoise. Ils savent enfin que, tant que l'Etat bourgeois n'est pas détruit, la bourgeoisie conserve le pouvoir, la présence au gouvernement de partis ouvriers n'y change rien. Elle peut, au mieux, être une étape vers la destruction de l'Etat bourgeois. Mais comme il n'y a pas question d'une telle destruction, et que, bien plus, on est prêt à gouverner dans le cadre de la Constitution de la V^e République, voire à conserver Giscard, on voit que le pouvoir politique de la bourgeoisie a peu à craindre.

Outre le pouvoir politique de la bourgeoisie, et contrairement à ce qu'affirme le P.C.F., le règne du capital serait également maintenu. Quatre remarques, à cet égard, peuvent être faites :

a) L'application, même intégrale, du programme commun, laisserait en place un très important secteur privé. En son sein, de nombreux monopoles subsisteraient : Michelin, Elf, Shell France, Peugeot, etc. Bref, ni l'économie capitaliste ni le grand capital lui-même ne disparaîtraient. On notera, d'ailleurs, les villages pris par le P.C.F. comme exemple de l'ampleur des nationalisations : favorable, au départ, à vingt-cinq nationalisations, il accepte de se limiter, dans le secteur industriel, à neuf nationalisations et quatre prises de participation, et surtout, durant la campagne présidentielle et immédiatement après, il explique que ce sont des critères

« scientifiques » et « rigoureux » qui ont été pris en compte pour ne pas aller au-delà et que le seul dont parle le programme commun ne doit pas être une « porte ouverte » (Cahiers du Communisme, n° 9, septembre 1974, pp. 18-19) ; quelques mois plus tard, il explique que le seul minimum « ne peut en aucun cas, être considéré comme un catalogue figé » (Economie et Politique, avril 1975, p. 24) ;

b) Le maintien de l'Etat bourgeois et l'existence d'un important secteur privé, y compris monopoliste, ne permettraient pas d'assimiler le secteur public à un secteur socialiste. Le secteur public resterait, comme il l'est à l'heure actuelle, soumis aux lois de la valorisation capitaliste, et les travailleurs des entreprises nationalisées resteraient soumis à l'exploitation capitaliste, quels que soient les changements prévus dans leur mode de gestion ;

c) A partir du moment où la bourgeoisie conserve l'essentiel de ses leviers de commande, ou bien, elle peut s'opposer au développement des nationalisations à moins qu'elle, obligée, sous la pression des luttes, de l'accepter, elle conserve les moyens de revenir en arrière (dénationalisation) à partir du moment où les luttes ne vont pas jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois et si, de ce fait, elles courraient tôt ou tard un reflux ; ou bien, la bourgeoisie accepte les nationalisations, mais elle a tous les moyens de les utiliser dans le sens de ses intérêts de classe. En 1945-1947, en France, avec le P.C.F. au gouvernement, c'est ainsi qu'elle a utilisé les nationalisations pour reconstruire le capitalisme français. Certes, la bataille pour l'expropriation des monopoles est un élément important de tout programme de transition, mais à condition qu'il s'agisse, là aussi, d'un véritable programme de transition, c'est-à-dire qui se fixe pour perspective la mobilisation

(1) Pour une analyse détaillée, cf. J. Vallier, *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Petite Collection Maspéro, Paris, 1976, 222 pages, 10 F.

(2) Cf. notamment : E. Varga, *Essais sur l'économie politique du capitalisme* (1967) ; Y. Tchernobor, *Le Capitalisme monopoliste d'Etat* (1969) ; N. Iznosimov, *Le Capitalisme contemporain* (1974) ; auteur collectif, *L'économie politique du capitalisme* (1974), tous ces livres aux Eds. du Progrès, Moscou.

AU-DELA DES DOGMES ET DE LA CRITIQUE INTEMPORELLE

Vers un renouveau du marxisme en économie

LA critique de l'économie politique est un des fondements du marxisme. Marx ne lui a-t-il pas consacré la majeure partie de sa vie consacrée en passant au crible, minutieusement et avec un acharnement sans pareil, une grande partie de la littérature économique de son temps ? Paradoxalement, c'est pourtant un domaine qui est resté, depuis les années 30, un des points faibles de la réflexion socialiste et révolutionnaire. Tout s'est largement passé comme si les économistes marxistes s'étaient contentés de reprendre à la lettre certaines affirmations ou prévisions de leur inspirateur sans se préoccuper de restituer le contexte ou de reconstruire dans toute sa vigueur la démarche intellectuelle qui les sous-tendait. On a ainsi produit un discours mécaniste sur les contradictions croissantes du capitalisme, discours à la fois abstrait et intemporel, dont l'objectif premier est surtout de conforter les militants dans leurs propres croyances. C'est seulement depuis quelque temps — essentiellement depuis les débuts de la crise du stalinisme et l'éclatement des difficultés des sociétés occidentales — que les choses sont en train de changer. Chez les marxistes de toutes obédiences, on veut maintenant aller au-delà d'une compréhension dogmatique et sommaire de Marx pour chercher à assimiler toute la complexité d'une élaboration tout à fait originale et susceptible de mieux éclairer, hors des sentiers battus, le monde d'aujourd'hui.

De ce point de vue, il faut saluer la parution en français du premier tome du livre de Roman Rosdolsky, la Genèse du capital chez Karl Marx (1). Il s'agit en effet d'une étude très scrupuleuse des fameux Grundrisse qui permet au lecteur de mieux saisir comment Marx a mis au point ses catégories et comment il entendait les utiliser. Toute la distance qui sépare Marx de ses dévotionnaires est ainsi contenue dans ce livre. Il est en fait un peu plus vrai que Marx emprunte abondamment à Smith et à Ricardo — la valeur-travail en particulier — mais la discipline qu'il développe n'a presque rien à voir avec l'économie politique classique. R. Rosdolsky montre en particulier que tout l'enchaînement des catégories — marchandise, argent, valeur, capital — ne reflète pas une mise en forme ordinaire, un ensemble d'opérations consistant à classer, à trier et à rélier des généralisations obtenues à partir de nombreuses observations. Il s'agit, au contraire, d'une suite de déductions sur le mode héglélien où les catégories paraissent s'engendrer les unes les autres comme dans un mouvement d'idées. Cela semble contredire le matérialisme dont se réclame Marx, mais R. Rosdolsky indique fort bien que cet emploi systématique d'une méthode apparemment idéaliste se veut cependant l'expression rigoureuse d'une réalité spécifique, celle de la société capitaliste.

Sans doute R. Rosdolsky ne fournit-il pas toutes les clés pour comprendre le pourquoi de cette transformation des catégories (par rapport à leur signification dans une perspective empirique), mais il permet d'appréhender un des aspects essentiels de l'analyse marxienne, la mise en évidence de l'extériorité du rapport social de production à l'égard des individus qui en sont les supports, sa dynamique apparemment autonome par rapport aux agents les plus actifs de la production sociale. Les catégories abstraites de l'économie politique sont en quelque sorte données d'une vie propre, parce qu'elles échappent, comme les relations économiques qu'elles expriment, à toute forme de contrôle social véritable. C'est sa majesté le Capital (et les nécessités de la valorisation) qui mène la danse ; il impose sa loi, la force de ses pseudo évidences, parce qu'il devient — pour des hommes aveuglés — l'expression par excellence, trans-historique et éternelle, de l'importance que prennent dans une société très complexe les moyens de production.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de richesses qu'on ne peut mettre en question sous peine de mettre simultanément en question le développement des forces productives.

LE marxisme est critique de l'économie politique, précisément parce qu'il ne veut pas se plier à ce fétichisme et qu'il entend redonner son historicité véritable à la réalité économique en déchiffrant les lois de son évolution. Cela implique évidemment qu'il démontre l'historicité du capitalisme et la vigueur toujours renouvelée des forces qui le contestent de façon globale. C'est la tâche à laquelle s'est attelé Ernest Mandel dans son ouvrage tout à fait remarquable, Le Troisième Âge du capitalisme (2), et qui fera certainement date.

L'auteur, en effet, ne s'est pas contenté d'une énumération des « méfaits » du capitalisme des

monopoles. Dans un chapitre très brillant, il montre d'abord que le secteur des armements, le plus souvent privilégié dans l'intervention étatique, ne peut apporter que des solutions provisoires aux problèmes que rencontrent les capitalistes pour réaliser la plus-value ou pour contrebalancer la baisse du taux de profit, la suraccumulation du capital. Dans un premier temps, les dépenses de l'Etat, lorsqu'elles stimulent une production de plus-value supplémentaire en mobilisant du capital inemployé, permettent de donner un coup de foin à la production, mais, dans un deuxième temps, elles ne font que s'insérer dans les difficultés générales de l'économie (dévaluation de la composition organique, etc.) sans les surmonter, puisqu'elles ne changent pas fondamentalement les données de l'accumulation. Mais E. Mandel ne s'arrête pas là, il démontre également que le recours à l'inflation de crédits et aux manipulations monétaires n'est pas un moyen de régulariser la croissance, voire de la stabiliser. Encore une fois, cela peut permettre d'utiliser du capital inemployé, voire de financer l'utilisation de capacités excédentaires de production, mais le cycle d'origine monétaire — le développement d'activités économiques à partir du crédit et de la création de monnaie — ne peut échapper à son étroite imbrication avec le cycle économique proprement dit (celui des mouvements profonds de l'accumulation). Il faut même tenir compte du fait que l'inflation rampante tend de plus en plus à dégrader et à devenir intenable quand la croissance se ralentit. L'auteur en conclut logiquement que les interventions conjoncturelles sont d'une efficacité très limitée, et, de toute façon, circonscrites par les contraintes de la loi de la valeur.

Il est donc clair qu'aux yeux d'E. Mandel le capitalisme les au-devant de difficultés croissantes dans les années à venir — en particulier parce que la force relative de la classe ouvrière a considérablement cru dans les pays occidentaux et parce que les relations d'échange inégal avec le tiers-monde commencent à être bouleversées. Même la « troisième révolution technologique », c'est-à-dire l'application accélérée du progrès technique et son extension à de nouveaux domaines — sur laquelle beaucoup fondent encore des espoirs — ne représente pas dans ce cadre une véritable solution, puisque la substitution massive de travail mort — de processus automatisés — au travail vivant saperait les bases mêmes de l'exploitation capitaliste. Une entreprise totalement automatisée s'intégrerait à une économie à peu près complètement automatisée sans pour autant changer le point de vue capitaliste (plus de main-d'œuvre à exploiter). Cela ne veut pas dire qu'Ernest Mandel prédise un effondrement du capitalisme à brève échéance, ou une sorte d'affaissement progressif et irrémédiable excluant toute perspective de remontée. Bien au contraire, rien n'est plus loin de sa pensée que des affirmations aussi simplistes. Ce qu'il veut faire comprendre, c'est que le capitalisme, pour continuer sa marche aveugle, va devoir imposer à la masse des coûts de plus en plus élevés et qu'il ne pourra connaître de nouveau une période de prospérité qu'en redistribuant les cartes, c'est-à-dire en infligeant des défaites majeures à la classe ouvrière. Le troisième âge du capitalisme est peut-être celui de sa mort, mais seule la lutte des classes en décidera. Sans politique révolutionnaire, la critique de l'économie politique est impuissante (3).

ON voit tout de suite les objections qui naissent à l'égard de la dynamique du capitalisme, tant du côté bourgeois que du côté marxiste. L'auteur ne néglige-t-il pas les transformations structurelles du capitalisme contemporain, particulièrement celles qui résultent de l'intervention croissante de l'Etat ? E. Mandel a, pourtant, dit, prévu ces critiques et étudié en fait de très près l'évolution actuelle du capitalisme des

quelles circonstances et surtout pas comme un effet obligatoire du progrès technique. C'est seulement lorsque la substitution du capital au travail se fait plus rapidement que la baisse des coûts du capital et l'élevation de la productivité du travail ou lorsque la croissance de la masse et de taux de la plus-value est insuffisante pour compenser la croissance en valeur du capital constant que l'on peut considérer la baisse du profit comme insurmontable. C'est d'ailleurs à l'exploitation du capital que Mandel rapporte les difficultés qui affectent l'accumulation du capital aux âlées et venues de la lutte des classes, non comme une force pour le moyen terme (la résistance ouvrière à l'exploitation dans les cycles économiques), mais aussi pour le long terme, en soulignant que la longue période de prospérité connue par le monde occidental entre 1945 et 1970 s'explique en grande partie par les défaites historiques subies auparavant par la classe ouvrière face au fascisme ou au cours de la deuxième guerre mondiale. A ce propos, E. Mandel fait une mise au point qu'on peut considérer comme à peu près définitive sur le problème des « ondes longues », c'est-à-dire les mouvements de longue durée de l'économie capitaliste étudiés, entre autres, par Kondratieff. Pour lui, il ne peut être question d'accepter l'idée de super-cycles de longue durée, de cinquante ou soixante ans, se succédant de façon régulière comme les cycles de durée moyenne. Il y a bien une succession d'« ondes longues », mais sans qu'on puisse faire état de répétitions véritables ou d'un renouvellement de processus analogues, comme on peut l'observer à moyen terme. La succession à laquelle on est confronté est une succession de périodes hétérogènes, ayant chacune des caractéristiques profondément différentes. Même si les « ondes longues » sont marquées de façon prédominante par l'expansion ou la stagnation (comme c'est le cas en ce moment) en fonction de l'évolution des rapports de classe à l'échelle internationale.

ON voit tout de suite les objections qui naissent à l'égard de la dynamique du capitalisme, tant du côté bourgeois que du côté marxiste. L'auteur ne néglige-t-il pas les transformations structurelles du capitalisme contemporain, particulièrement celles qui résultent de l'intervention croissante de l'Etat ? E. Mandel a, pourtant, dit, prévu ces critiques et étudié en fait de très près l'évolution actuelle du capitalisme des

monopoles. Dans un chapitre très brillant, il montre d'abord que le secteur des armements, le plus souvent privilégié dans l'intervention étatique, ne peut apporter que des solutions provisoires aux problèmes que rencontrent les capitalistes pour réaliser la plus-value ou pour contrebalancer la baisse du taux de profit, la suraccumulation du capital. Dans un premier temps, les dépenses de l'Etat, lorsqu'elles stimulent une production de plus-value supplémentaire en mobilisant du capital inemployé, permettent de donner un coup de foin à la production, mais, dans un deuxième temps, elles ne font que s'insérer dans les difficultés générales de l'économie (dévaluation de la composition organique, etc.) sans les surmonter, puisqu'elles ne changent pas fondamentalement les données de l'accumulation. Mais E. Mandel ne s'arrête pas là, il démontre également que le recours à l'inflation de crédits et aux manipulations monétaires n'est pas un moyen de régulariser la croissance, voire de la stabiliser. Encore une fois, cela peut permettre d'utiliser du capital inemployé, voire de financer l'utilisation de capacités excédentaires de production, mais le cycle d'origine monétaire — le développement d'activités économiques à partir du crédit et de la création de monnaie — ne peut échapper à son étroite imbrication avec le cycle économique proprement dit (celui des mouvements profonds de l'accumulation). Il faut même tenir compte du fait que l'inflation rampante tend de plus en plus à dégrader et à devenir intenable quand la croissance se ralentit. L'auteur en conclut logiquement que les interventions conjoncturelles sont d'une efficacité très limitée, et, de toute façon, circonscrites par les contraintes de la loi de la valeur.

Il est donc clair qu'aux yeux d'E. Mandel le capitalisme les au-devant de difficultés croissantes dans les années à venir — en particulier parce que la force relative de la classe ouvrière a considérablement cru dans les pays occidentaux et parce que les relations d'échange inégal avec le tiers-monde commencent à être bouleversées. Même la « troisième révolution technologique », c'est-à-dire l'application accélérée du progrès technique et son extension à de nouveaux domaines — sur laquelle beaucoup fondent encore des espoirs — ne représente pas dans ce cadre une véritable solution, puisque la substitution massive de travail mort — de processus automatisés — au travail vivant saperait les bases mêmes de l'exploitation capitaliste. Une entreprise totalement automatisée s'intégrerait à une économie à peu près complètement automatisée sans pour autant changer le point de vue capitaliste (plus de main-d'œuvre à exploiter). Cela ne veut pas dire qu'Ernest Mandel prédise un effondrement du capitalisme à brève échéance, ou une sorte d'affaissement progressif et irrémédiable excluant toute perspective de remontée. Bien au contraire, rien n'est plus loin de sa pensée que des affirmations aussi simplistes. Ce qu'il veut faire comprendre, c'est que le capitalisme, pour continuer sa marche aveugle, va devoir imposer à la masse des coûts de plus en plus élevés et qu'il ne pourra connaître de nouveau une période de prospérité qu'en redistribuant les cartes, c'est-à-dire en infligeant des défaites majeures à la classe ouvrière. Le troisième âge du capitalisme est peut-être celui de sa mort, mais seule la lutte des classes en décidera. Sans politique révolutionnaire, la critique de l'économie politique est impuissante (3).

(1) Roman Rosdolsky : *La Genèse du capital chez Karl Marx*, François Maspéro, Paris, 1976, 388 pages, 10 F.

(2) Ernest Mandel : *Le Troisième Âge du capitalisme*, U.R.S.S., Paris, 1976, 448 pages, Trois volumes : 10 F l'un.

(3) Voir à ce sujet l'autre ouvrage d'Ernest Mandel paru récemment aux éditions Gallimard : *La Longue Marche de la Révolution*, Paris, 1976, 320 pages, 44 F.

سكان الوطن

L'ÉGYPTE et l'ouverture politique

Le retour au libéralisme économique impliquait une forme de multipartisme qui sert les aspirations conservatrices et contraint les courants de gauche à préciser leur stratégie

Reportage de MARIE-CHRISTINE AULAS



Les 28 octobre et 4 novembre derniers, les élections du nouveau Parlement égyptien se sont déroulées selon un processus devant conduire à un retour progressif au multipartisme. Bien que leurs résultats assurent une très large majorité à la tendance gouvernementale, cette expérience, tant constitutionnelle que politique et sociale, serait-elle le prélude à une évolution beaucoup plus large ?

Certes, la tendance au libéralisme politique se manifeste aussi en d'autres pays : en Thaïlande en octobre 1974, aujourd'hui au Sénégal et en Espagne. Mais le cas égyptien

mérite une attention particulière de par son rôle historique d'avant-garde dans le monde arabe et le tiers-monde.

L'initiative du gouvernement égyptien intervient à un moment où la tendance anti-démocratique s'affirme de plus en plus nettement dans le monde arabe. Les rares États connaissant jusqu'à un certain libéralisme se sont, tour à tour, heurtés à des épreuves qui en annulent les effets. Au-delà du Liban, déchiré par la guerre civile, on a vu Bahreïn en août 1975, puis Koweït un an plus tard, dissoudre leur Parlement. L'Égypte serait-elle le seul pays de la région à relever le défi ? Et pourquoi maintenant ?

VOILA plus de vingt ans que l'Égypte abandonnait son multipartisme, hérité d'une longue tradition parlementaire. Six mois après la révolution de juillet 1952, le groupe des « officiers libres » qui venait de prendre le pouvoir abolissait la Constitution de 1923 et prenait une série de mesures visant à liquider l'ancien système. Les partis étaient finalement supprimés le 16 janvier 1953 (1). On annonça alors une période transitoire de trois ans pour trouver et mettre en place les nouvelles structures politiques du régime. Mais quel système choisir ? La question était d'autant plus délicate que, dans l'atmosphère postcoloniale qui commençait sur les rives du Nil, la réponse devait être inédite. Elle allait conduire à une scission au sein du Conseil de la révolution. Les partisans de la démocratie comme le général Naguib et le major Khaled Mohieddine se heurtèrent à l'opiniâtreté du colonel Gamal Abdel Nasser. Devenu premier ministre le 17 avril 1954, celui-ci les écarta du pouvoir.

Il semble qu'à l'époque Nasser n'ait pas eu d'idée précise sur l'avenir politique qu'il entendait réserver au pays. Sa décision était essentiellement motivée par le refus d'un retour au système des partis qui avait conduit à la faiblesse et à la désintégration de l'État.

Après deux années pendant lesquelles Nasser affirma son autorité tant à l'intérieur (abrogation du traité de 1936 avec la Grande-Bretagne, puis nationalisation du canal de Suez) qu'à l'extérieur (conférence de Bandung et refus du pacte de Bagdad), une Constitution était promulguée. Elle mettait sur pied un parti d'Union nationale créé en mai 1957, puis dissous en mars 1958 à la suite de l'union avec la Syrie. L'idée d'une coalition populaire avait commencé à se préciser. Elle devait s'affirmer aux lendemains de l'échec de l'union égypto-syrienne lorsque Nasser proposa à la population la Charte nationale, qui devait faire office de Constitution. Il s'ensuivit, dans les villes et villages, des discussions et débats qui étaient repris par la presse et la télévision et auxquels participait le chef de l'État. « Ce fut le débat populaire le plus authentique que le pays ait connu » (2). Le 30 juin 1962, la Charte nationale était adoptée et l'Union socialiste arabe, qui constituait la seule organisation politique légale du pays, était mise en place au cours des années suivantes.

Pour Nasser, l'Union socialiste arabe (U.S.A.) n'était pas un parti unique au sens classique, mais l'organe de rassemblement des forces populaires qui pouvaient s'exprimer à chacun des différents échelons. Cependant, l'idée qu'une école de formation des cadres était créée pour animer la vie politique, on mettait parallèlement sur pied une organisation secrète, l'Avant-garde, dans le but d'orienter et de contrôler

l'activité des membres et des différents organes du pouvoir et de l'information. Aussi, les objectifs visés par la création de l'organisation étaient-ils annulés par la méfiance dont elle faisait preuve à l'égard de la population. La démocratie était bafouée. L'Union socialiste arabe ne servait qu'à fournir des assises politiques à un régime dont seul le leader incarnait l'idéologie et cristallisait les aspirations populaires. Elle se bornait à être un appareil d'enregistrement et d'application des décisions venues d'en haut.

La défaite de 1967 allait conduire l'Égypte à une sévère autocritique qui se traduisait tant par le ton de la presse que par les discussions qui n'épargnaient aucune couche sociale. L'U.S.A., par contre, ne se mit pas elle-même en question, n'entama aucun débat. L'opinion populaire, jugulée, s'exprima alors dans de violentes manifestations à Alexandrie et dans d'autres villes. Pour la première fois, le régime nassérien était dénoncé par la rue. Au cours du discours qu'il prononça le 30 mars 1968 (3), Nasser décida la rénovation de l'appareil politique par des « élections libres de la base au sommet ». Le programme approuvé le 2 mai par un référendum avec une majorité de 99,98 % prouva, en quelque sorte, que rien n'avait vraiment changé.

Elections truquées et référendum unanime

LE décès du leader allait achever de faire perdre à l'U.S.A. sa raison d'être. Ce n'était plus qu'un corps sans âme. Mais l'importance de ses structures et de ses ramifications à l'échelle nationale donnait à ses dirigeants un pouvoir occulte susceptible de tenir en échec le gouvernement et son président. Les débats houleux qui s'y déroulèrent au cours de l'hiver 1971 confirmèrent les rivalités entre héritiers de Nasser. Le président Sadate joua de main de maître lorsque, le 15 mai 1971, il élimina les « centres de pouvoir » (4) tant de l'Union socialiste arabe que des autres courants qu'ils étaient infiltrés. L'organisation secrète l'Avant-garde était supprimée, ses leaders internés, tout comme les autres membres du « comité ». Sadate consolidait son pouvoir à la faveur de l'épuration qui s'ensuivit, et annonçait la fin de la censure ainsi que le retour aux libertés démocratiques lors d'un autodafé des bandes magnétiques qui avaient servi de pièces à conviction lors du procès des conjurés. C'était le début du « mouvement de rectification ».

Le 20 mai 1971, le chef de l'État proclamait devant le Parlement son intention de réorganiser l'Union socialiste arabe. En fait, on se borna

à tenir de nouvelles élections qui donnèrent lieu à de très nombreuses irrégularités. Plusieurs villages furent « le théâtre d'incidents parfois violents et révélateurs d'une certaine tension » (5). Rien n'avait changé au niveau des structures et des buts de l'Union socialiste, sinon que les nouveaux représentants du peuple étaient désormais plus dociles à l'égard de la politique du président. Et si M. Sayed Marei, nommé secrétaire général de l'U.S.A. après le 15 mai, n'hésita pas à critiquer l'organisation des son premier discours en déclarant : « Les relations des responsables avec la population ne sont pas claires », il n'en demeure pas moins que l'U.S.A. resta totalement en marge de la vie politique. Plus que jamais, elle se limitait à son appareil bureaucratique, ne jouant plus aucun rôle dans la nation. Les manifestations populaires (6) qui se succédèrent au cours des trois premières années de la présidence de Sadate allaient en être le signe le plus évident.

Dans la ligne de la réorganisation de l'administration annoncée par le chef de l'État, d'autres élections eurent lieu au cours de l'été 1971. Le 11 septembre, une Constitution permanente était soumise à référendum et ratifiée par 99,98 % des électeurs : « Le nouveau texte accentue notamment le caractère démocratique, d'une part, présidentiel, pour ne pas dire autoritaire, d'autre part, du régime égyptien (7) ». Le 28 octobre, les Égyptiens retournaient aux urnes pour élire trois cent cinquante députés à l'Assemblée nationale, rebaptisée « Assemblée du peuple » depuis les événements de mai. Comme autrefois, les candidats devaient être membres de l'U.S.A. Aussi les listes furent-elles « préparées par le ministère de l'Intérieur selon les directives de la présidence de la République. Tous les candidats jugés non soit progressistes ou gauchistes ont été soigneusement éliminés (8) ».

La nouvelle Chambre allait être, dans son immense majorité, composée d'hommes fidèles à une certaine conception du régime et au président. C'est pourtant elle qui, un an plus tard, devait critiquer sévèrement le programme du chef du gouvernement, M. Aziz Sidky. La fronde parlementaire, dirigée par des éléments situés à droite du régime, révélait la remontée des forces réactionnaires et la réactivation du Parlement au sein de la vie politique.

A la veille de la guerre d'octobre 1973, la vie politique égyptienne était caractérisée, tant par l'absence de l'U.S.A. que par l'émergence d'une droite qui parvenait de plus en plus à imposer ses vues au sein du Parlement. Le retour à la démocratie, annoncé le 15 mai, était sérieusement affecté tant par les manipulations électorales que par les épurations que connut la presse au cours de l'hiver 1973.

partie étaient en fait des nominations, les règlements de l'U.S.A. n'ont jamais été appliqués, celle-ci n'était qu'un appareil d'enregistrement des volontés gouvernementales, on ne lui a donné aucun rôle social à jouer. Tout en reconnaissant que l'U.S.A. avait été « une grande école où de larges secteurs de la population ont fait l'expérience de la discussion et de la défense de leurs droits et de leurs intérêts », M. Baha Eddine proposa qu'à l'avenir toutes les tendances de la nation soient vraiment représentées en son sein. A côté de cette approche, partagée par les libéraux, la gauche se montrait divisée entre la tendance nassérienne, fidèle à l'U.S.A., qui demandait sa réactivation, et la gauche non nassérienne, favorable à la pluralité des partis. Le débat était tel que le caricaturiste d'Al Ahram, Salah Jahine, résuma alors la situation en montrant deux Égyptiens qui disaient : « Nous voulons un parti unique qui ne soit ni une union socialiste, ni une union arabe ».

Dans cette atmosphère, le comité central de l'U.S.A. fut amené à ouvrir une discussion sur le sujet sans aboutir à des résultats concrets. Il y eut de même des comités de consultation de l'Assemblée du peuple. Au cours des neuf séances de débats organisées avec les différentes « forces populaires », on remarqua que « la majorité des travailleurs et des paysans étaient hostiles à l'idée des partis », comme nous l'a déclaré M. Abou Wafaa. Cependant, M. Abou Wafaa, beau-frère du président Sadate et député

actif à l'Assemblée du peuple, devait être le premier à prendre une initiative concrète dans le sens d'un retour au multipartisme. Au mois d'octobre 1975, il annonça la création d'une « membre » (tribune) dite « tribune démocratique et socialiste ». Une semaine plus tard, M. Mustapha Kamel Mourad, chef de file de l'opposition de droite au Parlement, créait la « tribune des socialistes libéraux », suivie par la « tribune de la gauche nationale progressiste », animée par M. Khaled Mohieddine, président du comité égyptien du Conseil mondial de la paix, connu pour son attachement aux idées progressistes.

Au cours des mois d'octobre et novembre 1975, on assista à une prolifération débridée des « tribunes » qui atteignit un chiffre proche de la cinquantaine. Outre le fait que cette initiative sortait du cadre constitutionnel, puisque rien n'avait été légalement prévu quant à leur création, leur rôle et leurs liens avec les structures politiques existantes, c'est à elles d'entre elles annonçaient des tendances qui mettaient en question l'idéologie officielle par le gouvernement, en particulier la « tribune socialiste nassérienne », dirigée par Kamel Rifat. Comment le président Sadate, héritier légitime de la révolution de juillet et se déclarant à chaque discours fidèle aux principes du nassérisme, pouvait-il admettre qu'une autre tendance nassérienne existât en dehors de lui ? La création de cette « tribune » allait pousser le chef de l'État à prendre lui-même les choses en main. Peu de temps après son retour d'un voyage officiel aux États-Unis, il annonça, le 20 novembre, la dissolution des « tribunes » lors de la réunion du comité central de l'U.S.A.

Entraves juridiques et économiques

ALORS que la question d'un retour au multipartisme dominait la vie politique intérieure, le président n'offrait, sur le moment, aucune alternative à l'expérience des « tribunes ». On pouvait d'ailleurs se demander si, dans le fond, il était lui-même favorable à une pluralité de partis, car son passé de militant nationaliste laissait peu de traces d'une adhésion aux libertés démocratiques. Membre du parti fasciste Misr El-Fatid dans sa jeunesse, Sadate eut, dès le début de la seconde guerre mondiale, des contacts avec les forces de l'Axe, avec les Italiens puis avec les agents de Rommel. Le 8 octobre 1942, il était arrêté par les Britanniques pour espionnage au profit de l'Allemagne nazie. A sa sortie du camp de détention de Minat, il rejoignit l'association des Frères musulmans et servit ensuite d'agent de liaison entre celle-ci et le groupe des « officiers libres ». Lorsqu'en 1953 se posa le problème de l'avenir politique de l'Égypte Sadate était partisan de la suppression des partis.

Mais, dans le contexte actuel, le chef de l'État devait être amené à de nouvelles options pour faire face tant à la pression des individus et des groupes qu'à l'échec des prochaines élections à l'Assemblée du peuple, prévues par la Constitution tous les cinq ans. Au cours de l'important discours qu'il fit le 14 mars dernier, le président déclara : « L'expérience démontre par la constitution de trois tribunes représentant la droite, le centre — le centre étant la tendance essentielle dans notre pays — et la gauche. »

Pourquoi trois tribunes ? M. Sayed Marei nous a répondu : « L'Égypte est comme n'importe quel autre pays. Il y a une aile de droite, une aile de gauche et un centre. C'est vrai partout. L'aile de droite a des idées précises sur l'économie. L'aile de gauche a des idées précises sur la révolution de juillet. La création de ces trois tribunes vient d'une analyse des tendances de la base. Les gens n'ont pas dit qu'ils se rapprochaient en fonction des trois tribunes, mais nous voulons tracer la voie d'un retour au multi-

(1) Seul les Frères musulmans, constitués à l'époque en parti politique et momentanément éparpillés.

(2) *Nasser's Egypt*, P. Mansfield, Penguin African Library, Londres 1969, page 220.

(3) Connus sous le nom de « Manifeste du 30 mars ».

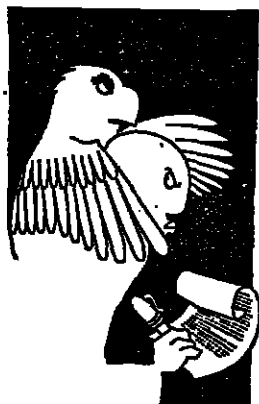
(4) Qualificatif utilisé par le régime pour désigner le groupe dirigé par Ali Sabri, Charouf Gomaa, Saïd Charrat.

(5) *Le Monde*, 4 juillet 1971. Il s'agit des villages d'Abou Ekhair, dans la province de Zagazig, et de Kanchichia, proche du village natal du président Sadate.

(6) Entre autres les manifestations d'étudiants et d'ouvriers au Caïre en janvier 1973, à l'université de Caïre en décembre 1973.

(7) *Le Monde*, 22 septembre 1971.

(8) *Le Monde*, 28 octobre 1971.



pas ne pas avoir son corollaire en politique. Le capital privé souhaitait en effet obtenir des cautions politiques et ne plus être soumis à l'État-patron. D'autre part, la « dé-nassérisation », commencée lentement dès le 15 mai, affichée après la guerre d'octobre, devait atteindre les structures politiques comme elle avait atteint les structures économiques. Tous les changements — en matière économique, sociale, psychologique — introduits alors appelaient à leur tour une réorganisation de la vie politique. Et, au-delà de cette conjonction de facteurs internes favorables au retour à une certaine démocratie, les nouvelles alliances avec les pays capitalistes occidentaux n'exerçaient pas une influence moins décisive sur l'orientation à prendre.

Des limitations qui favorisent le centre au pouvoir

L'initiative d'un retour au multipartisme revint non pas au gouvernement, qui mit en place l'« aile droite » (ouverture), mais au courant politique de gauche, qui faisait ouvertement son apparition sur la scène publique. A la faveur des changements introduits dans la presse au début de l'année 1974, les journalistes Ali et Mustapha Amine, jusque-là chassés d'Égypte par Nasser pour collusion avec la C.I.A., furent réintégrés et nommés à la tête de leur quotidien, El Akhbar. C'est par le biais de ce journal, l'un des plus importants du pays, qu'ils demandèrent « le retour de l'opposition et l'abolition du parti unique, car, si ce système pouvait donner des résultats, l'Amérique et l'Europe l'adopteraient ». Cette attitude, partagée par les nouvelles couches de la grande bourgeoisie, comme par l'élite sociale antérieure à la révolution, avait pour but la libéralisation de la vie politique et économique, l'abolition des interventions de l'État, et donc la suppression des séquelles de la période nassérienne (Charte — Manifeste de 1968, etc.).

L'idée, latente, du retour à la démocratie fut largement reprise dans les débats et discussions de l'époque. Au mois de septembre 1974, le nouveau rédacteur en chef d'Al Ahram, Ahmed Baha Eddine, publia une série d'articles où il ne ménagea pas ses critiques à l'égard de l'Union socialiste. « L'Égypte est l'un des rares pays du tiers-monde à avoir des traditions démocratiques », écrivait-il ; puis il énumérait les lacunes de l'U.S.A. : les élections au comité exécutif du

مركز البحث

partisme basé sur une idéologie. M. Sayed Marei, président de l'Assemblée du peuple en exercice, ne participe pas aux élections dans le cadre des « tribunes », mais en tant que candidat indépendant.

Quelles qu'aient pu être les consultations populaires effectuées au préalable, il est clair, en fait, que l'initiative vient d'en haut et reste dans le cadre de l'U.S.A. Ces trois tendances, décidées par le président, font en effet partie de l'organisation, où elles remplacent, en quelque sorte, les cinq « forces laborieuses » qu'étaient les travailleurs, les paysans, la petite bourgeoisie nationale, les syndicats et l'armée. Aussi est-ce l'U.S.A. qui a la charge de conduire cette « opération difficile » qui marque la fin de l'étape de la légitimité révolutionnaire et le début de celle de la légitimité constitutionnelle (9). A cette fin, elle a fait libérer des locaux pour chacune des « tribunes » ou sein de l'immense immeuble qu'elle occupe sur les bords du Nil, au centre du Caire. Au-delà, chaque « tribune » est libre de conduire sa campagne dans les limites politiques, juridiques et démocratiques qui lui sont assignées « de jure » ou « de facto ».

Limites politiques : dans le discours annonçant leur création, le président Sadate avait pris soin de préciser que « l'U.S.A. doit se charger de maintenir et de la sauvegarde de trois éléments :

- 1) L'unité nationale ;
- 2) L'indivisibilité de la politique nationale, c'est-à-dire que les droits des paysans et des ouvriers soient garantis ainsi que l'enseignement gratuit ;
- 3) La paix sociale, c'est-à-dire qu'aucune classe ni groupe ne peut imposer sa volonté aux autres.

Plus tard, Sadate ajouta qu'il se réservait les domaines de la presse, de la politique étrangère, des organisations de jeunesse et des organisations féminines.

Les limites juridiques sont, quant à elles, évitantes puisque les « tribunes » n'ont aucune

existence légale. Non prévues par la Constitution, on peut les supprimer du jour au lendemain. D'autre part, l'Égypte est encore sous le coup de la loi d'exception imposée à la suite de la défaite de 1967 et qui n'a toujours pas été abrogée. En fait, l'article n° 74 de la Constitution votée en septembre 1971 va ou-delà puisqu'il permet au président d'agir en dehors de la Constitution dans une situation exceptionnelle. Sous Nasser, l'application de ce texte nécessitait, au préalable, un référendum. De même le Parlement ne peut plus désormais renverser légalement le gouvernement, comme c'était le cas autrefois.

Les limites démocratiques font que la campagne électorale n'offre pas les mêmes opportunités à chacune des trois « tribunes ». Les restrictions apportées à la liberté d'expression en sont le signe le plus manifeste et certainement le plus nuisible à l'expérience en cours. En effet, la presse, qui avait été nationalisée sous Nasser (10), reste la propriété de l'U.S.A. Elle avait ainsi été progressivement amenée à devenir le porte-parole du régime, qui décidait des changements rédactionnels, fort nombreux depuis la guerre d'octobre.

Monopole de la presse

COMME l'écrivait, début avril, Salah Goudat, rédacteur en chef de l'hebdomadaire El Mousawwar, proche du président : « A qui appartient la presse d'Égypte avec tout ce qu'elle compte de tendances sociales, politiques et idéologiques ? Nous appartenons à un seul grand patron, de quelque couleur que nous soyons : nous sommes la propriété de l'Union socialiste arabe. (...) Mais cette union dans sa nouvelle forme groupe trois tendances. (...) Les journaux devront-ils en dépendre selon leur couleur ? Et, s'il en est ainsi, comment concilier cette triple appartenance avec une appartenance unique ? »

Cette question délicate méritait d'être posée à la veille de la consultation électorale, et c'est

une réponse appropriée que l'on attendait lorsque le président Sadate déclara le 14 mars : « Je ne toucherais pas à la liberté de la presse, mais il est nécessaire de former tout de suite de nouveaux conseils d'administration. »

Or, le 27 mars, il ottaqua sévèrement les journalistes qui venaient de présenter des revendications salariales par le canal de leur syndicat et, le lendemain, un décret présidentiel promulguait la récomposition des conseils d'administration des organes de presse. Des personnalités et journalistes proches du régime étaient nommés à la tête des trois principaux quotidiens : Moussa Sabri à El Akhbar, Youssef El Sebaï à El Ahram, Abdel Monem El Sawi à El Goumhouria. La plupart d'entre eux affichaient ouvertement leur appartenance à la « tribune » du centre et leur volonté de ne refléter que les opinions de celle-ci.

Il a bien été proposé que les trois journaux soient répartis entre les trois « tribunes », mais le président refusa. Il a, par contre, suggéré que les leaders des trois « tribunes » aient une réunion avec le Conseil supérieur de la presse pour pouvoir disposer d'un quelconque espace rédactionnel au sein des trois journaux. Cette réunion a toujours été refusée par le premier ministre, M. Mamedouh Salem, par ailleurs président de la « tribune » du centre. En fait, la droite et la gauche ne disposent d'aucun quotidien de large diffusion pour s'exprimer pendant la campagne électorale.

La gauche possède encore le mensuel d'analyses El Taïf'a qui a subi des mesures discriminatoires au début de l'année, ainsi que l'hebdomadaire Rose El Youssef. Soumis à un approvisionnement limité en papier, celui-ci a augmenté son prix fin août en annonçant à ses lecteurs qu'il devait acheter son papier au cours du marché parallèle pour pouvoir poursuivre sa parution normalement. A côté de cette discrimination, on note le transfert ou la mise à l'écart de plusieurs journalistes connus pour leurs opinions progressistes, qui sont désormais interdits de publication (11).

chaque « tribune » au sein d'une même « dai'ra » (circonscription) (17). Cela élimine de la « tribune » du centre un grand nombre de personnalités qui se présenteront tout de même mais en tant qu'indépendants et contre le centre puisque la raison essentielle qui les avait amenés à y adhérer était l'espoir d'en être les représentants.

Quelle que soit la diversité des courants d'opinion qui voient le jour à travers la campagne électorale, peut-on dire que l'expérience soit significative d'un retour à la démocratie ? L'histoire des trois « tribunes » et les limites qui leur sont assignées donnent plutôt à penser qu'il s'agit d'une manœuvre du pouvoir pour contrecarrer l'opposition à l'intérieur et donner une image libérale à l'extérieur. En effet, si beaucoup de conditions justifient aujourd'hui un retour à une vie libérale, le régime n'était pas à même de se lancer dans l'aventure sans perdre l'essentiel de ses prérogatives. Un retour en arrière, comme le souhaitait la droite, était impossible puisque cela aurait été à dénoncer ouvertement la révolution de juillet. Un multipartisme impliquait la création d'un parti nassérien homogène ; dans ces conditions, que serait-il resté d'un régime qui ne peut s'exprimer à travers un programme cohérent ? Le maintien de l'Union socialiste arabe sous sa forme antérieure n'était, à son tour, plus compatible avec la nouvelle situation. Aussi la formation de « clubs politiques » au sein de l'U.S.A. était-elle l'issue la plus habile pour endiguer l'évolution. En créant arbitrairement trois « tribunes », le but était de permettre à l'U.S.A. de se réinstaller au centre, justifiant son existence par la présence de deux petits partis, sans activités réelles.

L'entreprise tend aussi à empêcher l'opposition de s'exprimer. Certes, l'opposition de droite ne sera pas plus gênée qu'autrefois puisqu'en réalité la « tribune » de droite s'est révélée, dans la pratique, être le porte-parole du centre en matière économique, et M. Mourad a toujours pris l'initiative et la défense des mesures économiques que le gouvernement n'était pas en mesure d'assumer ouvertement. D'autre part si, dans le précédent Parlement, les députés devaient être obligatoirement membres de l'Union socialiste arabe et ne pouvaient, délibérément, se déclarer hostiles à la Charte, aux nationalisations, à la réforme agraire, etc., désormais, cette condition n'étant plus exigée, un grand nombre de changements pourraient avoir lieu.

La façade et les finances

QUANT à l'opposition de gauche, une fois reconnue publiquement, elle peut être mieux cernée et, par là même, isolée. On comprend pourquoi le gouvernement jette dès à présent l'anathème aux quelques marxistes inscrits à la « tribune », qualifiant l'ensemble « d'arabes, anti-nationalistes au service d'une puissance étrangère », et reprochant aux nassériens progressistes d'adhérer à la « tribune » de gauche. A cet égard, M. Abou Wafia nous déclarait : « Je préférerais que la gauche reste la gauche sans se lier aux nassériens. Mais, malheureusement, ils avaient besoin des nassériens pour augmenter leur popularité. Ils n'avaient pas de bases populaires, tandis que les nassériens en ont une. » Consciente des limites qui lui sont imposées et des risques qu'elle court, l'opposition de gauche tente une habile stratégie mais, dans ce contexte, la marge de manœuvre très étroite dont elle jouit implique souvent des compromis qui ne sont pas toujours approuvés par l'ensemble de ses membres. Malgré cela, l'avenir ne réserve-t-il pas à la gauche égyptienne, qui partage déjà le sort des forces progressistes arabes, une issue de type thailandaïs ? Dans la forme, sûrement pas, car les épurations sanglantes n'ont guère leur place dans l'histoire égyptienne, mais, dans le fond, la question mérite de retenir l'attention.

S'il convient de faire des rapprochements avec des expériences du même type tentées ailleurs, c'est parce que cette évolution de la vie politique égyptienne n'est pas seulement motivée par des raisons intérieures. Les nouvelles alliances conclues par le régime depuis la guerre d'octobre le poussent à accepter les conditions requises par ses nouveaux partenaires. Les pays occidentaux, capitalistes, comme les États pétroliers du Golfe, souhaitent en effet voir l'Égypte prendre une coloration « libérale » assortie d'anti-progressisme. En matière économique, c'est une condition de leurs investissements ou prêts comme de leurs relations avec le capital privé local. En matière politique, c'est une certaine sécurité pour l'avenir de la région et pour un règlement définitif avec Israël.

Après les manœuvres électorales qu'on connues l'Italie et le Portugal, est-il possible de croire que l'Égypte, située au cœur d'une zone stratégique de première importance, soit libre de conduire la vie politique comme elle l'entend ? Le point de convergence de ces différentes données vise à donner à la vallée du Nil une apparence libérale sans contenu significatif, ce qui, à certains égards, rappelle l'élection du premier Parlement égyptien en 1866, à l'époque d'Ismaïl Pacha. La décennie pendant laquelle le khédive commença cette expérience constitutionnelle vit la pénétration du capital étranger en Égypte à travers l'entreprise de de Lessops. L'un des buts de la création du quatrième Parlement du monde était « d'effacer une façade constitutionnelle pour gagner la sympathie et les prêts de la France et de la Grande-Bretagne » (18).

(Lire la suite page 10.)

Les trois « tribunes » et les « indépendants »

Pour M. Mamedouh Salem, « le point important sur lequel insiste l'organisation (du centre) est l'équilibre entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt du peuple. S'il n'y a pas cet équilibre, l'un des intérêts dominera. Ainsi la tendance de droite ne tient pas à garder cet équilibre puisqu'elle favorise l'intérêt de l'individu. Quant à la tendance de gauche, en mettant l'accent sur l'intérêt général et l'accroissement de l'intervention gouvernementale, elle conduit à geler les initiatives personnelles (14). »

Au-delà de l'imprécision, on assiste à une inflation verbale, les tenants de la « tribune » centriste agitant des slogans de gauche pour réaliser une politique de droite. Par exemple, le programme évoque la protection du secteur public, mais le gouvernement, qui n'a jamais remis en cause le secteur public en lui-même, l'a totalement dépouillé de son rôle dirigeant au cours des trois dernières années. De même, le slogan de l'éducation gratuite à tous les niveaux se heurte à l'encouragement et à la participation croissante du capital privé dans le domaine de l'éducation. En fait, la politique réalisée jusqu'à par le gouvernement correspond davantage aux buts affichés par la « tribune » de droite qu'à ceux qu'annonce la « tribune » du centre.

Compromis entre les tendances de gauche

L'ORGANISATION de gauche, ou « Organisation des progressistes nassériens », s'est regroupée autour de M. Khaled Mohieddine, figure historique de la révolution de juillet 1952. Musulman pieux et modeste, M. Khaled Mohieddine fut parmi les douze « officiers libres » l'un des plus proches de Nasser au début de la révolution. Les divergences d'opinion qui devaient l'éloigner du pouvoir en 1954 n'empêchèrent pas Nasser de lui garder une profonde amitié qui devait lui assurer une certaine immunité : contrairement aux autres marxistes, M. Khaled Mohieddine ne connut pas les gélées nassériennes.

La création de la « tribune » de gauche devait être l'un des événements les plus intéressants de l'expérience du retour au multipartisme. Au niveau du gouvernement d'abord qui, pour la première fois depuis de très nombreuses années, donnait à la gauche la possibilité de s'exprimer, mais aussi au niveau des tendances progressistes qui, jusque-là divisées, devaient trouver une base commune en surmontant leurs divergences. Certes, la « tribune » de gauche n'offre pas un panorama complet de l'ensemble de l'opposition progressiste puisque certaines tendances participent aux élections en tant qu'indépendants, mais l'essentiel des forces nationalistes s'y trouve réuni.

Ainsi note-t-on, au sein de la coalition de nassériens qui représentent 75 % des effectifs de la « tribune » (15), la présence de marxistes (représentés par trois membres au sein du secrétariat général qui en comptent trente-huit), de membres de la gauche religieuse, de la gauche libérale, de syndicalistes et d'éléments de l'opposition progressiste. Dans le dernier Parlement, le courant politique de cette « tribune » était représenté par trois députés. Seront-ils plus nombreux dans la prochaine Assemblée du peuple ? Tel est certainement l'enjeu, mais sans doute pas le but étant données les nombreuses restrictions de la campagne électorale.

Les quatre-vingt-cinq mille adhésions à la « tribune » enregistrées fin septembre représentent déjà un succès du fait des pressions diverses qui sont exercées sur eux. Il est vrai que les membres du comité fondateur de l'organisation ne méritent pas leurs efforts pour tenir des meetings populaires où M. Khaled Mohieddine est accueilli aux cris de « Zaim », zaim » (16). Mais, au-delà de l'échec électorale, la « tribune » cherche à jeter les bases d'une opposition organisée. L'adhésion des membres conduit à leur participation au sein des unités de base progressivement mises en place à travers le pays pour donner aux militants une formation politique et leur confier des responsabilités. D'ores et déjà, la « tribune » progressiste dispose d'assises populaires importantes dans certaines régions comme la Nubie, où le gouvernement d'Assouan est le seul d'Égypte à avoir adhéré à la « tribune » de gauche. Il est vrai que la population de Haute-Égypte voue un attachement fidèle à Nasser et à Khaled Mohieddine, qui fut le premier leader de la révolution

à les avoir visités en 1953 et après leur installation à Kom Omba à la suite de la construction du grand barrage).

D'autres régions à caractère industriel, comme Alexandrie, Hélouan, Choubrah El Khayma, Dakkhla, Mehalla El Kobra, constituent, elles aussi, des secteurs favorables à cette tendance. Mais la stratégie progressiste vise surtout des objectifs à long terme comme en témoigne le programme préliminaire où dominent les choix socialistes avec prééminence du secteur public. Le programme définitif sera établi à la suite du Congrès national qui doit, en principe, se réunir à la fin de l'année, après les élections. Actuellement, les discussions du projet de programme se font au niveau des unités de base, dont les résolutions sont réunies à l'échelon des gouvernorats.

C'est donc un des buts de la campagne électorale que de préparer l'avenir, susciter la réflexion critique, comme l'engagement politique, mais aussi de répliquer aux attaques. Si l'accusation d'athéisme, reprise en chœur par l'ensemble des mosquées d'Égypte dès le vendredi 7 mai, a légèrement diminué d'intensité, les invectives adressées quotidiennement par les organes d'information ont conduit la « tribune » de gauche à s'interroger sur sa participation aux élections en tant qu'organisation. Pour certains membres, les conditions électorales imposées favorisent le pouvoir, qui a besoin de l'existence d'une opposition limitée et contrôlée ; ils souhaitent donc s'en détacher et se présenter en indépendants. Après un important débat interne, les dirigeants de l'organisation ont cependant déclaré, lors d'une conférence de presse, le 18 septembre dernier : « Malgré tous les défauts de certains organes et l'irrégularité de la campagne, nous allons participer aux élections comme organisation politique, responsable devant le peuple et l'histoire. »

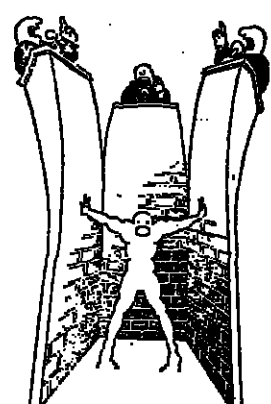
Franco-tireurs de tous bords

QUANT à la masse de ceux dont les courants d'opinion ont été délibérément écartés par la création des trois « tribunes », on les qualifie généralement d'indépendants, faute de pouvoir leur donner le nom d'organisations qu'ils n'ont pas la possibilité de créer. Ils peuvent représenter un phénomène sans précédent dans l'histoire du parlementarisme égyptien. En tant qu'individus ou courants d'opinion, ils bénéficieront des faiblesses et des contradictions du système actuel et, par leurs alliances, donneront une orientation imprévue et inédite au prochain Parlement. Dans leurs rangs, on trouve d'anciens politiciens du parti wahdî, des personnalités antérieures à la révolution qui jouissent encore d'influences traditionnelles dans le « rif », de même que certains des grands noms du régime comme M. Sayed Marei.

Parmi ceux qui, du point de vue politique et social, appartiennent à la gauche, on trouve les groupes d'extrême gauche hostiles à l'expérience des « tribunes », car, pour eux, il s'agit « d'une manipulation pour décevoir le régime en décevant ». Ils ne font pas partie de la « tribune » de gauche mais sollicitent son aide. Sans doute se retrouveront-ils à ses côtés au sein du prochain Parlement, tout comme le courant représentant une partie de la jeunesse de la révolution de juillet qui, lui non plus, n'a pas voulu adhérer à la « tribune » de gauche.

Manquant de figure politique à leur tête, puisque Kamel Rifat a rejoint la « tribune » progressiste et que M. Hassanin Haykal (ancien rédacteur en chef d'El Akhbar) refuse de participer aux élections, ces nassériens, animés par le jeune député d'Alexandrie Kamel Ahmed, refusent toute alliance pour préserver leur authenticité nassérienne. Mais le président Sadate a opposé un refus total à la création d'une « tribune » nassériste en déclarant : « S'il y a une quatrième tribune nassériste, nous n'avons plus de raison d'être. » C'est pourquoi l'Assemblée générale de l'Union socialiste arabe qui, comme chaque année, devait se tenir le 23 juillet, a été annulée. L'éventuelle création d'une « tribune » nassériste devait en effet y être évoquée.

L'autre phénomène intéressant soulevé par les indépendants est celui des centaines de personnes inscrites à la « tribune » du centre dans l'espoir d'être choisies comme ses candidats. Mais deux candidats seulement peuvent être présentés par



Dès l'annonce de leur création par le président Sadate, les trois « tribunes » commencent à s'organiser autour de leur leader le plus représentatif de la tendance qu'elles étaient censées représenter.

M. Mous t a p h a Kamel Mourad, ancien officier ayant participé à la révolution de juillet, la société cotonnière

aujourd'hui directeur d'une d'États, prit la tête de la « tribune » de droite dénommée « Organisation libérale socialiste ». Cette organisation, qui comprend seize députés dans le dernier Parlement (12), attire les hommes d'affaires et certains politiciens actifs avant 1952. Plusieurs de ses membres sont à l'origine des lois votées depuis la guerre d'octobre, qui ont donné ce caractère de plus en plus « libéral » à l'économie égyptienne. Au niveau politique, cette « tribune » souhaite un régime « pleinement démocratique », de type occidental. Selon ce que nous a déclaré M. Mourad, « les éléments fondamentaux pour accéder à cette politique sont : un président élu et non un plébiscite — un gouvernement parlementaire, — un pouvoir judiciaire plus indépendant ». Dans le domaine économique, « nous croyons au socialisme humain et non au socialisme marxiste. (...) Il faut libérer toutes les forces productives de la nation. (...) L'entreprise libre doit être autorisée dans tous les domaines. Le secteur public doit se limiter à l'industrie lourde et aux questions stratégiques. (...) Nous voulons que les capitaux étrangers viennent par des investissements privés et non par des prêts seulement. »

Au-delà de ces options, M. Mourad ne ménage pas ses critiques à l'égard du gouvernement : « Si l'initiative n'a pas été un succès jusqu'à présent, c'est parce qu'elle n'est faite qu'en paroles mais rien de concret n'a été réalisé. (...) Je pense que la « tribune » de droite représente la majorité : « Nous avons au moins 70 % de la population qui va voter pour nous » ; il n'hésite pas pour cela à faire des meetings populaires « de Louxor à Alexandrie ».

La « tribune » du centre, dite « Organisation arabe socialiste », a choisi comme président le premier ministre, M. Mamedouh Salem, à la demande de M. Abou Wafia et d'un certain nombre de députés et de membres du Comité central de l'Union socialiste arabe. Le centre représente, en fait, la tendance gouvernementale, le président Sadate en étant le chef spirituel comme l'a déclaré M. Mamedouh Salem. De ce fait, et compte tenu de la nature de la campagne électorale, l'organisation dispose de toutes les facilités de l'appareil de l'État à l'échelle du pays. Dans le « rif » (campagne), 98 % des possibilités de l'Union socialiste arabe sont à son service ; dans les villes, ce sont les personnalités politiques qui se présenteront comme candidats. Les influences exercées, entre autres, sur les cheikhs qui dépendent du ministère des waqfs (biens religieux), sur les instituteurs et professeurs, sur les coopératives et colonies agricoles, sur les « omdehs » (maires des villages), avec le concours de l'ensemble des organes d'information, expliquent l'adhésion de nombreux membres à cette « tribune » ils sont évalués à près de cinq cent mille.

En fait, le centre ne fait pas de campagne électorale en ce sens qu'il n'organise pas de meetings populaires à travers le pays. Certes, les déplacements du premier ministre sont annoncés par la presse et la radio-télévision comme étant ceux du chef de la « tribune » du centre, mais ils recourent en fait les activités habituelles du chef du gouvernement. Il est difficile de parler d'homogénéité intellectuelle au sein de cette « tribune » puisque l'on y trouve des membres qui, socialement, se situent à l'extrême droite, et d'autres qui sont connus pour leurs sympathies à la révolution de juillet. Cette ambiguïté se reflète dans le programme de l'organisation qui révèle un manque de précision et de nombreuses contradictions.

Pour M. Abou Wafia, « les principes de la tribune du centre reposent sur la révolution de juillet 1952 et le mouvement de rectification de mai 1971. La tribune du centre ne croit pas en une seule révolution mais dans les deux (13). »

(9) Discours du président Sadate, 14 mars 1976.

(10) À l'exception du quotidien de deux pages en langue française, le Journal d'Égypte, connu pour ses potins mondains, les Alexandriniades.

(11) Herald Tribune, 18 septembre 1976.

(12) Jusqu'à ces dernières élections, le Parlement n'était pas réparti entre différentes tendances puisque tous les membres appartenaient obligatoirement à l'Union socialiste arabe. Le nombre de députés indiqués ici, et plus loin pour d'autres tendances, se réfère aux chiffres publiés dans « L'Annuaire des forces qui participent aux élections », El Taïf'a, septembre 1976.

(13) Entretien avec l'auteur, Le Caire, septembre 1976.

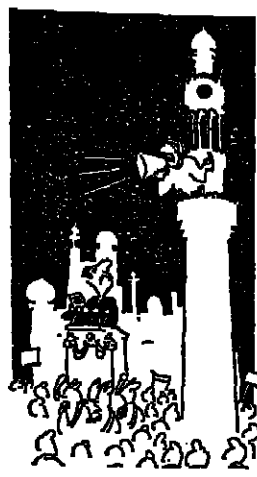
(14) Interview de M. Mamedouh Salem, El Ahram, 13 août 1976.

(15) Chiffres indiqués par M. Khaled Mohieddine et M. Kamel Rifat lors de la conférence de presse tenue par leur « tribune » le 18 septembre 1976.

(16) « Zaim » : leader. Terme jusque-là réservé à Nasser.

(17) Parmi les deux candidats élus dans chaque circonscription, l'un représente les ouvriers et les paysans en fonction des définitions indiquées dans la Charte nationale de 1962, et amendées par le Manifeste de 1969 ; l'autre candidat représente les « professionnels ».

(18) Egypt and the Fertile Crescent, P.M. Holt, Cornell University Press, 1968, page 204.



Les Frères musulmans en quête d'une base politique

Au-delà de l'expérience électorale, les grands courants populaires égyptiens se situent ailleurs, dans leur aptitude à mobiliser réellement les masses. Parmi eux, le courant religieux, inhérent à la personnalité de la majorité : la mosquée, beaucoup plus proche de la vie quotidienne que l'église dans une société chrétienne, et l'éducation islamique du plus grand nombre, font partie intégrante de l'univers de tout Egyptien, de la ville comme à la campagne, avant comme après la révolution. Une situation économique et sociale catastrophique vient grossir le courant des dévotions populaires où beaucoup cherchent un palliatif aux difficultés croissantes de la vie quotidienne. Dès l'arrivée au pouvoir du président Sadate, une certaine liberté était accordée aux Frères musulmans relâchés des geôles nassériennes. Les alliances conclues avec la Libye d'abord, avec l'Arabie Saoudite ensuite, devaient favoriser l'extension du courant religieux. Le pouvoir a tenté de s'en faire un allié en lui accordant plusieurs concessions, comme le caractère islamique accentué de la Constitution, le gel de la loi sur le statut personnel, qui avait suscité des manifestations organisées par des éléments religieux, le décret sur l'interdiction de l'alcool dans les lieux publics (19). Aussi le gouvernement s'est-il attaché, à l'occasion de la campagne électorale, la majorité des huit mille cheikhs, fonctionnaires du ministère des waqfs, qui utilisent leurs sermons du vendredi pour rallier la population à la « tribune » du centre. Est-il pour autant en mesure de contrôler cette force potentielle ? Plusieurs indices donnent à penser que le régime tend de plus en plus à être dépassé par elle et ne peut plus la dominer.

La confrérie des Frères musulmans, qui sort de la tourbe de ces vingt dernières années, tente de conquérir des bases politiques, et elle y parvient. D'ores et déjà, sa revue mensuelle *El Daw* paraît régulièrement, de même que sa publication étudiante, *Sout El Gama'a*, la seule à ne pas avoir été interdite à l'Université (20). Le nom

du « merched » (chef suprême) a été annoncé par des circuits détournés et l'on note de plus en plus l'infiltration des Frères musulmans dans les sphères supérieures du pouvoir. Leur retour à l'activité publique les conduit progressivement à devenir une force politique de première importance. Jusqu'à présent, ils ont cherché à imposer une situation de fait : au-delà ils tentent de retrouver les osses politiques qui avaient fait d'eux une des premières forces nationalistes avant la révolution.

Evidemment, certaines de leurs conceptions idéologiques les rendent aptes à être entraînés par les forces réactionnaires dans des alliances conjoncturelles. Mais jusqu'où peut aller leur collusion avec un pouvoir, même de droite ? La tendance fanatique ne peut se satisfaire d'une action politique tactique et n'a qu'une alternative : la croyance ou l'athéisme. Or être un bon musulman conduit à être contre tout ce qui existe dans la société égyptienne actuelle : les banques, les compagnies d'assurances, les prêts, le jeu, sans parler des conséquences au niveau de la politique étrangère, qui nécessite un soutien systématique aux pays islamiques (l'ère avec la Turquie contre Chypre, avec le Pakistan contre l'Inde, etc.). En fait, il paraît impossible dans une société moderne de trouver une coexistence pacifique entre un régime quel qu'il soit et un groupe tel que les Frères musulmans.

Islam et socialisme

Au cours des dernières années de son existence légale (21), une partie des membres de la confrérie s'était rapprochée du courant progressiste sous l'influence de leur philosophe, Sayed Kobb (22), qui tenta d'interpréter le monothéisme dans le sens d'une libération de l'homme. Il déclarait : « Je respecte les communistes quand ils sont nationalistes... Ce sont des gens honnêtes. Il faut combattre leurs idées par des idées, leurs arguments par des arguments et non par le fer et le feu. » Il laissa de nombreux ouvrages sur la parenté entre islam et socialisme, la dissonance entre islam et capitalisme. Mais cette tendance progressiste, qui commençait à voir le jour à la veille de la dissolution des Frères musulmans, semble avoir disparu aujourd'hui du mouvement qui renait.

Les héritiers spirituels de Sayed Kobb ont été attaqués par la revue *El Daw*, qui les accusés

de matérialisme, de communisme. Aussi ont-ils rejoint les rangs de la gauche religieuse au sein de la « tribune » progressiste. Si la représentation sociale de cette dernière est relativement limitée, son rôle est important par la démythification de l'interprétation réactionnaire de l'islam qu'elle tente de faire auprès des masses. A travers cette gauche religieuse s'opère un retour à la tradition ancienne de l'islam, proche du rationalisme des mots-zélites (23). La situation actuelle de l'Egypte lui fait retrouver les accents réformistes des grands penseurs de l'islam de la fin du dix-neuvième siècle.

Nourie de l'expérience, et face au contexte actuel, la gauche religieuse refuse les critères d'analyse européens que beaucoup tentent de lui imposer. Pourquoi parler d'interprétation marxiste de l'islam puisque l'histoire, l'action, le travail sont des catégories autochtones, et non des catégories importées ? Pourquoi ne pas dépouiller l'islam de ses scories réactionnaires imposées après le quatrième collier pour retrouver sa force révolutionnaire, qui existe tout comme dans le christianisme de Camille Torres ? Minoritaire, cette tendance progressiste est appelée à un avenir certain tant en Egypte que dans le monde arabe. Déjà quelques cheikhs s'en font les interprètes, de même que certains journalistes comme Fohmi El Wadi d'Al Ahras, désormais interdit de publication. Au Koweït, la publication trimestrielle *Al muslim el mussar*, du même esprit, commence à avoir une certaine audience.

A côté de ce courant religieux, le courant progressiste possède, lui aussi, d'importantes osses populaires. Hérité de la pensée politique et de l'histoire nationale de ce dernier siècle, on y retrouve les réflexions de Rifa'a Badawi Raïf Al Tahawi (24), les accents de Moutapha Kamel (25) comme les enseignements des révolutions de 1919 et, bien entendu, de 1952. Ce courant progressiste, cristallisé dans le nassérisme, prend une extension de plus en plus large par réflexion nationaliste. Depuis quelques années, on assiste à un retour aux conceptions nassériennes, d'autant plus surprenant qu'il émane d'individus jusque-là hostiles au leader. Mais, outre le fait que cette tendance se heurte aux manœuvres du régime, elle pêche toujours par son absence d'idéologie précise et son manque de leadership. Malgré tout, elle apparaît comme une force nationaliste de première importance, capable à son tour de mobiliser les masses.

Le marasme économique et les mirages du libéralisme



Aussi, les élections législatives ont-elles un impact très relatif sur la population. Tout d'abord la situation du plus grand nombre limite l'intérêt politique de l'expérience. La population est analphabète pour 60 à 70 %. La jeunesse, qui représente 60 % des trente-huit millions d'Egyptiens, n'a pas le droit de voter avant vingt et un ans, et les candidats doivent avoir au moins trente ans. Le nombre des députés, quant à lui, n'a pas été augmenté depuis 1956. Vingt années de dictature ont fini par créer à l'égard des élections une certaine méfiance que n'a pas ébranlée le récent plébiscite présidentiel avec 99,93 % des suffrages exprimés.

Ensuite, les difficultés croissantes de la vie quotidienne dominent les préoccupations de la majorité des Egyptiens. « Madame, la pauvreté est plus terrible que la guerre civile », disait un chauffeur de taxi caïrote à une réfugiée libanaise. La situation économique et sociale a pris une tournure tellement inquiétante que les chiffres parviennent difficilement à en situer l'ampleur. Estimer la hausse des prix depuis cinq ans à 120 %, comme l'a fait le sous-secrétaire à l'économie, Gamal El Nasser, ne rend pas compte de l'impossibilité de trouver un emploi, un logement, un moyen de transport. Qui, parmi 95 % des Egyptiens, a connu une telle augmentation de salaire ? Le diplômé, sorti de l'Université, ne commence à gagner que 20 L.E. par mois (26), encore fait-il partie de ceux qui ont l'espoir d'améliorer leur sort. Comment vivre soi-même et ses enfants lorsque l'on ne dispose que de

10 L.E. par mois (27) et que l'on travaille de huit à dix heures par jour ?

C'est à ce type de question que, pour la première fois, des « Egyptiens sans voix » ont répondu dans la série d'interviews que le mensuel *El Tal'a* publie depuis le mois de janvier. Ecouter la femme de salle d'un hôpital caïrote, le petit paysan du delta ou l'employé des transports dépasse l'expectation de la misère des années 30 par le grand romancier Naguib Mahfouz. La lecture de ces récits a suscité une forte émotion parmi l'élite progressiste qui a accablé la revue. On n'ignorait pas le sort difficile de la majorité mais on ne pouvait imaginer qu'il atteignît de tels extrêmes. En fait, il faut admettre que l'Egypte est en cours d'industrialisation, ce qui n'était pas le cas voilà seulement trois ans.

L'appauvrissement

Pour certains, la seule solution est l'émigration qui permet de faire vivre les membres de la famille laissés sur les rives du Nil. Le gouvernement encourage d'ailleurs, par tous les moyens, ce qui prend l'allure d'un phénomène social. Les visas de sortie sont accordés rapidement et sans restriction géographique (ce qui n'était pas le cas auparavant). De nouveaux bureaux de délivrance des passeports ont été ouverts pour répondre à une demande croissante, et il est désormais possible d'obtenir des congés spéciaux pour se rendre à l'étranger afin d'y chercher un emploi. Par ce moyen, l'Etat espère remédier au problème du chômage et surtout obtenir des devises ; c'est pourquoi il autorise le rapatriement des salaires des émigrés au taux du change parallèle. Mais ce système, d'une part, accroît l'inflation et, d'autre part, prive le pays de sa main-d'œuvre la plus qualifiée puisque ce sont essentiellement les cadres et les ouvriers spécialisés qui peuvent « bénéficier » de cette solution.

Aujourd'hui, on n'évoque plus le terme d'« infitah » (ouverture) qui avait inspiré les changements économiques introduits ces trois dernières années. Comme l'écrivait Salah Ghalil, journaliste au quotidien *Al Akhbar* : « A force d'employer le mot « infitah » et de constater l'absence de tout résultat, même marginal, les déclarations des responsables sont devenues des rêves, des souhaits, des mirages. » Le gouvernement aurait-il envisagé une autre orientation économique ? C'est ce que l'on pouvait croire lorsque le premier ministre annonça le 28 janvier dernier, devant l'Assemblée du peuple, la mise en application d'un plan d'austérité économique. Trois mois plus tard, le président Sadate mettait, à son tour, l'accent sur une politique d'austérité. En fait, aucun plan ne fut mis en route, ni le plan d'austérité, ni le plan quinquennal qui devait commencer en janvier 1976.

Pourtant, à l'occasion de la conférence annuelle des économistes égyptiens, qui s'est tenue au Caire début mars sur le thème : « L'impact des relations internationales sur l'économie intérieure », l'ensemble des spécialistes présents, quelles que soient leurs options politiques, ont reconnu la nécessité d'une planification impérative. Parmi eux se trouvaient les ministres en exercice, intéressés par la question. Néanmoins, les mesures prises au cours de la dernière année (28) reflètent une orientation totalement opposée.

A la demande du secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, et des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (29), le gouvernement égyptien a décidé de libérer le livre en la laissant « flotter » sur le marché international. Cette loi, votée par le Parlement au début de l'été, à l'initiative de M. Mourad, revenait à admettre une dévaluation de plus de 50 % de la monnaie nationale. Mais il fut aussitôt décidé de suspendre son application afin de procéder à des études plus poussées. En fait, cette mesure visait essentiellement à favoriser l'arrivée d'investissements étrangers, gênés par le problème du change officiel qui leur fait perdre la moitié de leurs bénéfices au moment de rapatrier les capitaux. La faiblesse des réserves en devises et l'importance de la dette extérieure ne permettent pas à l'Egypte de faire face à cette échéance.

Economie précaire, puisque la production est incapable de satisfaire les besoins de la consommation. Si l'on a fait de sérieux efforts au cours des dernières années en matière d'industrie chimique, qui vont permettre l'exportation d'engrais, c'est sur les revenus du canal de Suez, du pétrole et du tourisme que l'on compte pour sortir de l'impasse à l'horizon 80. En fait, ces secteurs, dépendant de facteurs politiques, sont aléatoires et peu productifs. Aussi, pour remédier aux difficultés immédiates, l'Etat égyptien a de plus en plus recours au financement par déficit. Tandis que la production nationale augmente de 3 %, la masse monétaire s'accroît de 20,9 % (30). Le ministère des finances a dépassé le plafond de son compte à découvert auprès de la Banque centrale, et ce en dépit de la loi.

Le gouvernement cherche à restreindre ses dépenses pour faire face à la crise, c'est pourquoi, sur les conseils de la Banque mondiale et du F.M.I., il a diminué de 20 % ses subventions aux produits de première nécessité, tels que le blé, la farine, le sucre, le lait, etc., qui s'élevaient cette année à 1,3 milliard de dollars (31). Cette décision affecte ceux qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner au marché parallèle, autant dire la majorité de la population.

Le gouvernement compte beaucoup sur le capital arabe et paraît s'impaciter devant son hésitation persistante à investir dans le pays. Alors que « l'Egypte a besoin de 12 milliards de dollars pour financer ses projets industriels et agricoles de 1976 à 1980 », le président Sadate obtenait, lors de la réunion de Djeddah, le 18 juillet dernier, la création d'un fonds intitulé « Autorité du Golfe pour le développement de la République arabe d'Egypte », qui attribuerait à l'Egypte 2 milliards de dollars. Une semaine plus tard, le chef de l'Etat lançait un nouvel appel à ses compatriotes arabes et demandait à la population égyptienne « d'attendre quelque temps encore ». Mais, comme l'écrivait un journaliste koweïtien dans un article publié par la revue « Rose El Youssef » (32), « pourquoi le capital arabe investit-il en Egypte alors que le capital privé égyptien, qui dispose de moyens conséquents, n'y investit pas lui-même ? »

Le capital occidental ferait-il la même analyse ? En dehors des secteurs tertiaires — banques, compagnies d'assurances, tourisme, — le capital privé paraît peu intéressé à investir en Egypte, en dépit des encouragements qui lui sont prodigués. On voit surtout arriver des prêts accordés par des gouvernements et des institutions internationales et assortis de conditions qui affectent l'indépendance de l'économie nationale. De même qu'au niveau politique, on assiste au niveau économique à un processus comparable à ce qui se déroulait à la fin du dix-neuvième siècle et dont Rosa Luxemburg a fait l'analyse dans son livre « L'accumulation du capital ». A la suite des emprunts faits par les khédives Ismail, puis Tewfik, l'Egypte était en état de cessation de paiement : « Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux. On paie les dettes anciennes faites au capital anglais et français avec l'argent emprunté au capital anglais et français (...). Chose étrange, le capital européen n'était pas effrayé par l'état désespéré de ce pays en faillite, mais offrait sans cesse de nouveaux prêts considérables pour le sauver... » (33).

Une double impasse

IMPASSE politique malgré l'expérience électorale, impasse économique de l'« infitah » : ces deux causes expliquent la dégradation sensible du climat intérieur. Depuis le début de l'année, de violentes révoltes populaires n'ont cessé d'éclater tant dans la capitale que dans le « rif ». Les rues du Caire, comme les villes de Manzoula, Damiette, Damanhour, Qena, ont été le théâtre d'affrontements entre la police et la population, à un rythme inhabituel et avec une violence peu coutumière. Dans les centres industriels, les grèves ne se comptent plus, bien que le gouvernement rappelle à chaque occasion que, dans un pays socialiste comme l'Egypte, le droit de grève est interdit. Il est certain que l'« infitah » a oublié de « libérer » ce domaine... A Alexandrie, cent cinquante ouvriers du secteur textile ont été arrêtés après une grève de deux semaines au mois d'août. La grève des conducteurs d'autobus du Caire au mois de septembre a été imputée aux communistes, et la vague d'attentats à la bombe du mois de juillet a servi d'occasion contre la Libye. Depuis, tous les lieux publics de la capitale sont soumis à une stricte surveillance.

Qu'en est-il des scandales qui n'ont cessé d'éclater durant ces dernières mois ? Lorsque, dans l'enceinte de l'Assemblée du peuple, le député de droite M. Mahmoud El Qadi a accusé M. Osman Ahmed Osman, ministre de l'habitat et de la reconstruction, d'avoir reçu 10 millions de francs en dessous de table de l'Arabie Saoudite et d'avoir exporté du ciment alors que le pays en manquait (34), le chef de l'Etat a lui-même répondu : « Il est inadmissible que les débats de ce Parlement se contentent de répéter des rumeurs. » Peu de temps après, le détournement de fonds de la compagnie d'Etat Egyptair était, à son tour, évoqué par l'Assemblée du peuple. Actuellement, deux importantes affaires de détournements de fonds publics sont étudiées par des commissions d'enquête : il s'agit de l'utilisation privée des biens waqfs, et de l'Union générale des coopératives agricoles, présidée par le député Ahmed Younés. Cette corruption est souvent critiquée dans la presse par les journalistes d'« Al Akhbar », qui se font les défenseurs de l'honnêteté sans pourtant s'attaquer aux racines du problème. Face à la montée de la délinquance, de la criminalité et de l'agitation de la rue, la police n'intervient plus.

Que se passe-t-il donc ? On n'a plus le temps de vivre et, surtout, on ne fait plus de « nousta » (35). Si les Egyptiens n'ont plus l'occasion de sourire de leurs propres infortunes, cela mérite réflexion.

(Copyright Marie-Christine Aulas et le Monde diplomatique.)
(Deserts de Floride.)

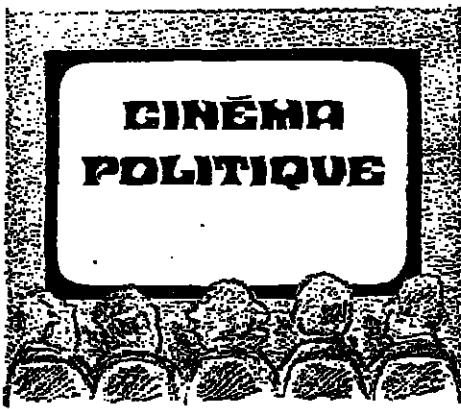
FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe
Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau
75007 PARIS - Tél 555.27.52 - 705.81.45

Centre France-Pays Arabes à LYON :
36, rue Tramassac, 69005 Lyon - Tél. : 37-16-63
Centre France-Pays Arabes à NANCY :
45, rue de Metz, 54000 Nancy



Les structures économiques constituent, au-delà des thèmes, des œuvres et des auteurs, l'originalité évidente du cinéma algérien. De tous les pays d'Afrique, l'Algérie demeure en effet l'un des rares à avoir complètement nationalisé le secteur cinématographique. Ceci, en l'imagerie, ne s'est point réalisé sans de considérables résistances, malgré la prudence du processus de nationalisation.

Dans un premier temps, vers 1964, l'Etat s'approprie les trois cent cinquante salles du pays et en confie, trois ans plus tard, la gestion aux municipalités. Ces deux mesures permettraient à la fois de planifier l'exploitation des films et de déculpabiliser l'acte de loisir le plus populaire de ce pays en révolution (1), car les bénéfices des séances furent consacrés à la réalisation de projets communaux.

L'Office national pour le commerce et l'industrie cinématographiques (ONCIC), créé en 1967, se vit ensuite accorder, vers 1969, le monopole de la production et, surtout, celui de la distribution, encore au pouvoir des grandes compagnies américaines. Celles-ci, qui, au moyen de la M.P.E.A. (Motion Picture Exportation Association), contrôlaient le marché mondial du film, décidèrent, en retour, d'interdire le vente de leurs films à l'Algérie.

Ces années de boycottage (1969-1973) allaient être très dures pour le jeune Office algérien, dont la préoccupation prioritaire sera alors de maintenir en activité, coûte que coûte, les salles du pays pour garantir, au moins, l'emploi des quelque trois mille cinq cents personnes qui en vivent directement.

Comme Cuba naguère, l'Algérie vérita qu'il n'est point aisé de contourner efficacement le boycottage des exportateurs américains. Tenu d'importer près de trois cents longs métrages par an,

Algérie: un peuple et ses images

L'ONCIC cherche à s'approvisionner auprès d'autres pays producteurs. Ceux-ci allaient se montrer soit plus avides de goin que les Américains eux-mêmes (ce fut le cas de la France), soit moins aptes à fournir des films aussi séduisants que ceux auxquels le public algérien demeure attaché (ce sera le cas des pays socialistes d'Europe). La pénurie interdisait cependant une sélection trop sévère, et les écrans d'Algérie proposèrent, à l'époque, les films les plus disparates. La fréquentation des salles diminua.

La fermeté de l'ONCIC a eu raison, depuis, des pressions américaines; la M.P.E.A. s'est résignée dernièrement à passer avec l'Office algérien un protocole d'accord pour la vente, à un prix forfaitaire, de cent cinquante films de la période 1969-1973. La première tranche de soixante-quinze films se trouve déjà en exploitation dans les salles algériennes.

Cet accord a allégé les contraintes de l'importation. La qualité et la diversité des films importés se sont, en conséquence, radicalement accrues; au cours de notre séjour, au mois d'octobre dernier, les cinquante-quatre salles d'Algérie présentaient entre autres: La dernière tombe à Dimboza, l'Arrangement, Léonor, Touki-Touki, Macadam Cowboy, le Sirène du Mississippi, le Retour de l'enfant prodige, etc. Aucun western italien ou film de karaté n'était à l'affiche.

Dans le domaine de la production, ces années de boycottage auraient dû encourager les responsables à multiplier le nombre des réalisations algériennes; mais elles furent marquées par certaines indécisions et même par de regrettables abus de pouvoir. Des cinéastes qui cumulaient la fonction de réalisateurs et celle de haut fonctionnaire (comme MM. Ahmed Rachedi et Mohammed Lakhdar Amine, directeurs respectivement, à l'époque, de l'ONCIC et de l'Office algérien des actualités), mirent au service de la première les avantages et influences que leur conféraient la seconde. Ils réalisèrent des super-productions jugées vaines et ruineuses comme l'Opium et le Bâton, Décembre ou la Chronique des années de braise (qui devait coûter près de 12 millions de dinars (2)).

L'actuelle direction de l'ONCIC, mise en place en 1973, s'est proposée d'embler de mettre en œuvre, à confusions, apaisés et ambitions, ce qui avait caractérisé la gestion précédente. C'est cette nouvelle équipe qui a fait plier la M.P.E.A. Elle a établi une politique du « plein emploi des ressources humaines » et se propose de maintenir en activité permanente (en assurant le tournage annuel d'une dizaine de longs métrages et d'une quarantaine de courts métrages) l'ensemble des techniciens et des réalisateurs algériens dont un nouveau statut a été fixé, en juin dernier, les traitements mensuels (qui ont été triplés en trois ans), lesquels oscillent entre 1 400 DA et 2 400 DA, sans compter les primes; celles-ci peuvent aller, pour un scénario de long métrage par exemple, jusqu'à 20 000 DA.

Bien que l'ONCIC demeure un outil structurel encore perfectible (comme l'indiquent ci-dessous la critique algérienne Mouloud Mimoun), ses responsables actuels appliquent déjà leur nouvelle stratégie; elle prévoit une production sensible à des thèmes nationaux, une coproduction privilégiée avec le monde arabe, la conquête de marchés élargis pour le film algérien, une distribution indépendante des contraintes impérialistes, une exploitation liée aux nécessités des communes, des cinéastes saoules des préoccupations financières, des techniciens, enfin, associés plus étroitement au travail de la réalisation.

Par une telle avancée tous azimuts, les nouveaux gestionnaires espèrent prouver aux réalisateurs eux-mêmes que l'ambition de faire un cinéma politique juste exige une juste politique du cinéma.

IGNACIO RAMONET.

(1) L'Algérie possède le taux de fréquentation annuel par habitant le plus élevé d'Afrique: il est de l'ordre de six films par an et par habitant alors que, par exemple, celui de la France n'est que de trois et demi (chiffres publiés par le F.I.M. Français, n° 1949 du 22-10-1976).

(2) Le budget moyen d'un film algérien est actuellement de l'ordre de 2 millions de francs. Le film de M. Lakhdar Amine aura donc coûté autant que six longs métrages. 1 DA vaut 1,4 F.

Chroniques du temps présent

LONGTEMPS, on reprocha aux cinéastes algériens de n'aborder qu'un seul sujet, celui de la guerre de libération nationale, et de négliger les problèmes contemporains. Vers 1972, deux films virent franchir un tel continuum thématique: le Charbonnier, de Mohamed Bouamari, qui, avec un regard d'ethnologue, proposait une critique des résidus conservateurs dans une société en mutation; et le très beau Noua (1), d'Abdelaziz Tobli, qui effectuait, dans un style rappelant par endroits les grands maîtres soviétiques, une dramatique description de la misère et de l'humiliation des « khammès » (paysans sans terre) pendant la période coloniale. Ces deux longs métrages contribuèrent, les premiers, à soutenir l'effort de mobilisation pour le succès de la révolution agraire (décidée en 1971), qui demeure encore le thème dominant dans le cinéma algérien d'aujourd'hui.

Les longs métrages terminés depuis deux ans continuent, en effet, cette tendance: le Vent du Sud, de Slim Riad, les Nomades, de Sid Ali Mazil, et les Déracinés, de Lamine Merbah, développent directement ou indirectement les motifs de la révolution agraire, ainsi d'ailleurs que les Pêcheurs, de Ghouti Bensedouch, quoique, dans ce film, la lutte contre la néo-féodalité se déroule dans un autre milieu: celui de la pêche côtière. Même le film-métaphore de Mohamed Bouamari, l'Héritage, dont le propos est plus vaste, comporte des allusions précises aux revendications paysannes.

Les origines historiques de la paupérisation rurale constituent le sujet des Déracinés: son auteur rappelle dans quelles circonstances et avec quelles arguties les cultivateurs de la région de l'Ouarsenis furent, vers 1880, déposés de leurs meilleures terres au profit des colons européens et des caïds collaborateurs. Ce film soutient le bien-fondé des deux premières phases de la révolution agraire, qui recommandent de distribuer aux khammès les terres abandonnées par les colons ou récupérées sur les fеоdоux.

La troisième phase de cette révolution voudrait organiser, sur des bases socialistes, le pastoralisme. Dans l'Algérie de demain, précise la charte nationale, il n'existera plus de berger exploité et l'agriculture: le socialisme donnera à chaque berger les moyens nécessaires afin qu'il possède ses propres troupeaux. Ces récentes résolutions furent illustrées, dès 1975, par Sid Ali Mazil qui, dans les Nomades, décrit la dégradation et l'exploitation des bergers du Sud algérien: il montre leur lutte contre les grands éleveurs et leurs efforts pour constituer, avec l'aide de l'Etat, une coopérative. Un berger pauvre, en révolte contre son patron et contre le conservatisme de son milieu, est aussi le personnage principal du Vent du Sud, de Slim Riad.

Dans les Pêcheurs, le propriétaire de la conserverie sent bien ce que son attitude à l'égard des marins a d'analogie à celle des fеоdоux de la campagne: aussi critique-t-il amèrement les objectifs de la révolution agraire. Ses ouvriers et les pêcheurs exigent, comme les bergers dans les Nomades, la création d'une coopérative marinière.

D'autre part, tous ces films récents foisonnent de remarques critiques à l'endroit d'institutions ou de pratiques contraires au projet socialiste de l'Algérie. Ainsi, l'Héritage illustre, en un plan magistral, un dévoiement de la religion au profit de la minorité féodale: on y voit passer, derrière la population en prière, regroupée autour du cadé, les

hommes de celui-ci chargés de bottes de paille (destinées au marché noir), que l'Etat avait pourtant mises à la disposition du peuple. Le Vent du Sud relève l'assimilation sacrilège de la religion à une superstition qui permet aux « talebs » de prétendre guérir en faisant brûler des bouts de papier portant inscrits des versets coraniques. Cette magie blanche est également dénoncée dans les Nomades. Slim Riad, toujours dans le Vent du Sud, note les réticences de certains religieux à admettre le socialisme islamique; un cheikh n'y perçoit qu'un simple effet de langage: « Le socialisme, déclare-t-il, est le nom d'action du verbe. La grammaire est la clé de toutes les sciences. » Le socialisme, lui répondra un instituteur, ce n'est pas le nom d'action, c'est l'action elle-même. »

Le problème de la libération des femmes traverse pratiquement tous ces films. Dans l'Héritage, Bouamari fait de la femme la garante de la continuité des traditions, la gardienne de la mémoire et de la culture populaires; il la situe à l'origine de toutes les prises de conscience. Slim Riad montre que la femme a su conserver les pratiques artisanales (polarie, tissage), culinaires ou rituelles pour mieux sauvegarder l'homogénéité culturelle d'un peuple. Bensedouch, dans les Pêcheurs, donne un rôle politique offensif aux femmes qui, les premières, déclenchent une grève et s'organisent contre le pouvoir patronal.

Souvent mariée contre son gré, balotée de l'autorité du père à celle du mari, surveillée, enfermée, toujours minceur dans la société conservatrice, la tentation est grande pour une jeune fille de fuir en ville étudier, comme la fait Néfissa dans le Vent du Sud, quitte à revenir, comme les étudiantes volontaires des Nomades, pour aider les paysans à constituer des coopératives. La jeune fille moderne peut cependant se révéler, pour l'homme de la campagne, une source d'égarements: ainsi, le héros des Pêcheurs, devenu amoureux d'une belle automobiliste russe, néglige sa épouse, traîne d'égarement dans la grande ville et sombre dans la boisson.

Corollaire du précédent, le thème du machisme (la « reija », dit-on en Algérie) n'est point fréquemment abordé; aussi le long métrage que termine actuellement Allouch Merzak, Omar Gellato, suscite-t-il déjà un vif intérêt. Ce film, dont nous n'avons vu qu'une seule séquence, se situe entièrement à Alger et ses personnages principaux sont de petits fonctionnaires découverts, passionnés de musique « chaabi », de football et de conversations, sur les femmes, dans les castes. Le machisme, nous a déclaré le réalisateur, est un phénomène du sous-développement. La sur-virilité prétendue d'Omar Gellato luitra par le ton symboliquement, par la rendre impuissant.

Les méthodes bureaucratiques, que la charte nationale critique, sont aussi dénoncées par certains films: dans les Nomades, par exemple, un berger sinistré qui s'adresse à un employé de la caisse de prévoyance pour obtenir un prêt urgent se voit répondre qu'il devra fournir un copieux dossier, lequel sera examiné par une commission « dans six mois... ou dans un an ».

TOUTES ces notations critiques, et d'au-tres, confèrent sans doute aux films algériens récents un contenu politique alerte et ambitieux. Ces œuvres se voient avec intérêt car on les sent préoccupées de soutenir les projets socialistes de la révolution algérienne. Il n'en demeure pas moins que la plupart d'entre elles (l'Héritage est une exception) constituent des

illustrations malhabiles de scénarios excessifs.

En dehors de propos contondants, allusions à des thèmes politiques majeurs (dont nous avons proposé ci-dessus un rapide inventaire), la mise en scène ne semble guère avoir été méditée: le thème paraît flotter dans un trop vaste volume filmique dont les signes ne sont point maîtrisés; le récit est inutilement laborieux, les ellipses capricieuses, la photographie souvent plate (2), l'harmonisation des couleurs dédaignée; le montage vainement large; les cinéastes peu dirigés; nul plaisir de réalisation ne se dégage dans ces œuvres stylistiquement plates, besogneuses.



FATEMA EL HADJ DANS « LES PÊCHEURS », (1976) DE GHOUTI BENEDDOUCH. Elle organisera la lutte contre le pouvoir patronal.

Nombre de réalisateurs algériens devraient effectuer une autocritique et se demander s'il ne conviendrait pas, au moment d'entreprendre la réalisation d'un film, de préparer celle-ci avec une équipe où le scénariste, le directeur de la photo, le décorateur, le compositeur, le directeur de production et les comédiens seraient étroitement associés au travail de création. Il faudrait également songer à consulter le public (3) pour envisager de réaliser, sans crier à l'aviolissement et sans faire de concessions politiques, des films populaires: mélodrames critiques ou comédies offensives.

Dans un pays qui, dans les domaines militaire, politique et économique, a fait s'effriter tant de certitudes surannées, beaucoup de réalisateurs algériens pourraient se défaire d'une attitude qui repose sur le vénérable concept bourgeois d'« auteur » et qui, par la suffisance qu'elle leur confère, menace de les isoler, de les exclure et de les alir.

I. R.

(1) Nous doit sortir à Paris dans le courant du mois de novembre. Pour le Charbonnier, voir le Monde diplomatique, 7 juin 1973.

(2) A l'exception de celle des Nomades, d'une grande beauté plastique, due à Mouloud Mimoun, dont le travail remarquable a déjà été publiquement salué par Youssef Chahine, dont Lakhdar fut l'opérateur pour le Retour de l'enfant prodige.

(3) Le public d'Algérie contribue directement au soutien financier du cinéma algérien puisqu'il acquitte un supplément de 1 DA à l'occasion de la projection de films nationaux. Pour les autres films, le prix des places demeure gelé depuis 1962.

Nos écrans à venir

Le débat sur le cinéma en Algérie a trouvé sa conclusion dans la charte nationale, adoptée en juin 1976, qui se prononce « pour un cinéma d'avant-garde ». Cette perspective nouvelle inaugure une réflexion sur une autre question: que doit être une « avant-garde » dans notre cinéma? Doit-on se contenter d'imprimer une position progressiste au contenu des films? Faut-il conserver l'organisation actuelle de la cinématographie, alors qu'elle reste marquée par une forme de marché héritée de la période coloniale? C'est en ces termes que le problème est le plus souvent posé.

Dans les faits, la confrontation des opinions des cinéastes et de celles des responsables administratifs permet de relever quelques points d'accord:

distribution, on a montré qu'on s'attachait surtout à l'aspect économique. En supprimant la mainmise étrangère sur les salles de projection, on permettait un contrôle progressif de la distribution par l'organisme national. Simple en apparence, cette tâche s'est pourtant révélée accablante dans les conditions qui prévalaient après l'indépendance: l'absence de traditions, la pénurie de cadres, etc., étaient telles qu'il fallut dissoudre le Centre national du cinéma et apporter un certain nombre de correctifs. La gestion des salles fut alors choisie aux communes; ensuite fut créé l'ONCIC, dont les prérogatives, limitées à la production et à la distribution, en font un organisme plus opératoire.

L'amélioration de la programmation, la diversification des approvisionnements et une meilleure maîtrise des mécanismes du marché demeurent aujourd'hui l'effort s'orienter vers la production, dont il convient de repenser l'articulation avec la distribution. L'attention portée à ce secteur se manifeste dans la décision de produire dix longs métrages par an. Les huit films actuellement en chantier autorisent d'ailleurs des espoirs, qui devront se confirmer au-delà de l'année 1977. De même, la coproduction, après quelques errements, semble avoir trouvé son orientation en se tournant vers le monde arabe, où le film progressiste reste marginal, ce qui a incité l'Algérie à soutenir des auteurs égyptiens comme Youssef Chahine et Salah Abou Seïf. Cette politique permet d'autre part un brassage de techniciens de diverses origines nationales et prépare la diffusion du film algérien sur le marché arabe.

Les changements intervenus depuis trois ans dans la direction de l'ONCIC et l'assainissement de la gestion de cet organisme ont sans doute favorisé la définition plus claire des objectifs actuels du cinéma algérien. Cependant, des problèmes demeurent, liés à la législation hybride et caduque qui régit encore notre cinématographie nationalisée (ainsi, par exemple, l'ONCIC, qui doit s'autofinancer, ne reçoit que 18 % de la « recette guichet »). Les limites et les imprécisions de cette législation entravent la volonté d'intégrer, d'homogénéiser et de contrôler plus en profondeur les mécanismes subtils du marché national.

Toutes ces questions demeurent liées aux problèmes du développement de la production culturelle et à ceux, spécifiques, de la création, dont la charte nationale s'est préoccupée en réaffirmant le principe nécessaire de la liberté d'expression. C'est en réaffirmant, de manière critique et, pourquoi pas, poétique, les problèmes d'une société en pleine évolution que nos écrans gagneront l'adhésion du public.

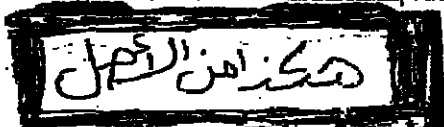
L'élaboration d'un cinéma national constitue une tâche complexe et il nous faut espérer que, dans les faits, les cinéastes et les responsables administratifs envisageront des orientations audacieuses et des solutions concrètes pour faire de cet exaltant projet une réalité culturelle.

MOULOU MIMOUN.

Le Monde
des Philatélistes
OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Spécimen sur simple demande.

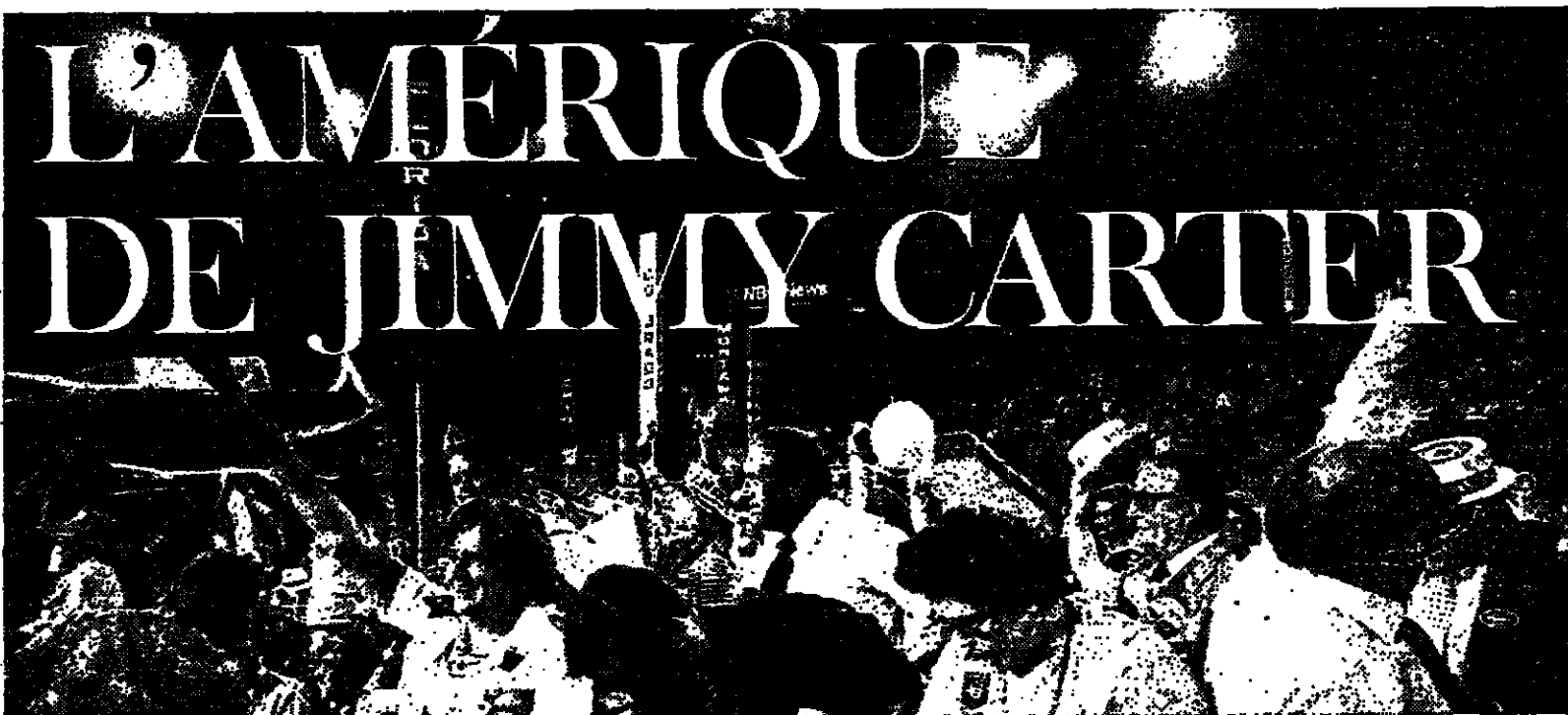
11 bis, bd Haussmann,
75009 PARIS.



images

Priorité à la défense des intérêts économiques

Le véritable vainqueur de l'élection présidentielle aux Etats-Unis n'est pas M. Jimmy Carter : c'est le camp des abstentionnistes qui, une fois de plus, mais avec une majorité accrue, a recueilli le plus grand nombre de suffrages : abstentionnistes 46,7 % de l'électorat potentiel, J. Carter 27 %, G. Ford 25 %. Mais les chiffres ne suffisent pas à rendre compte de la gravité du phénomène : comme le montre l'article de Marie-France Toinet (page 17), le plus préoccupant est bien que l'on s'obstine à ne pas en rechercher les véritables causes.



Plus profonde qu'on ne veut bien le croire, la nature de cette crise politique s'explique si l'on tente de répondre aux questions suivantes : pourquoi l'appareil du parti républicain, aussi peu démocratique que tous les appareils, a-t-il choisi de se battre sous la bannière de Gerald Ford dont chacun avait pu constater la médiocrité ? En vertu de quel principe, de quelle tradition, le choix devait-il nécessairement se porter sur le président sortant ? Du côté démocrate, les questions qui se posent ne sont pas plus rassurantes.

L'article de Diana Johnstone a le mérite de rappeler que l'homme qui entre à la Maison Blanche, quelle que soit son étiquette, doit tenir compte des puissances économiques qui l'ont soutenu et qui, elles, ne sont jamais exposées au jugement des électeurs. On ne saurait ici parler de « pouvoir occulte » tellement il est ostensible... Et tellement connu qu'il décourage des millions de citoyens de se rendre aux urnes. Ces puissances industrielles et financières ont toujours su, comme l'indique l'article

de Joyce Kolko (page 15), infléchir la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis selon les besoins non pas seulement de l'économie américaine prise comme un tout, mais des grandes sociétés qui lui impriment ses grandes orientations. D'autres groupes de pression, dont Charles Zorogibe évoque les principaux (page 16), exercent souvent une influence considérable. De telle sorte qu'une autre question se pose : si les abstentionnistes constituent le camp majoritaire, le principal vaincu n'est-il pas finalement l'électeur lui-même ?

Constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde

Une stratégie « trilatérale »

Par DIANA JOHNSTONE

(Suite de la première page.)

Pour cette tâche, elle recourt à des idéologues officiels américains comme Samuel Huntington (général inventeur du concept d'« urbanisation forcée » pour caractériser les effets sociologiques des bombardements américains sur les campagnes sud-vietnamiennes), qui pousse un cri d'alarme devant le danger que représenterait pour la « démocratie » (gouvernable) « les intellectuels orientés par des valeurs » (à valeur-orientée, intellectuels « ») : ceux-ci, suscitent, selon lui, un respect pour le pouvoir, et les effets néfastes de leur action devraient être tenus en échec par un contrôle de l'information aux sources (pour réduire la nocivité de la presse) et une sélection plus rigoureuse dans l'enseignement.

Mais le principal idéologue de la Trilatérale est Brzezinski : comme il s'agit d'un professionnel aspirant à prendre la succession d'un collègue qui a trop bien réussi et se trouve sur le déclin, il cherche à se distinguer autant que possible de M. Kissinger, dont la réputation, si brillante, peut accablée aux traditions idéologiques américaines, à fini par lui aliéner les Américains de droite comme de gauche.

« Le capitalisme dans un seul pays est le potentiel d'un modèle américain », écrit Brzezinski. « Comme dans le cas du socialisme dans un seul pays », de Staline, il pourrait inspirer en Amérique une mentalité d'« étatisme » et, comme dans le cas soviétique, largement autoprovoquée. Selon Brzezinski, la tendance générale des sociétés à évoluer vers des modèles « probables » plus « statiques » que les Etats-Unis n'a rien pour effrayer les Américains, du moment qu'ils reconnaissent que cela ne signifie pas un glissement vers le modèle soviétique.

Il faut donc sortir de la perspective de l'« inévitable » de la division du monde en deux blocs — perspective qui mène à un certain défaitisme à l'égard de l'« économie mondiale » (quand, par exemple, M. Kissinger aurait pour un instant cru le Portugal « perdu ») — et fonder la politique étrangère sur une appréciation de la valeur du « pluralisme », c'est-à-dire de « la diversité, et non pas une progression vers un monde homogène basé sur un seul modèle idéologique ».

Cette acceptation d'un « pluralisme » est ambiguë. Théoriquement,

elle pourrait signifier une attitude plus ouverte envers les efforts de progressistes du tiers-monde pour atteindre un certain degré d'indépendance économique. Mais, en pratique, les « trilatéralistes » proposent un développement organisé à travers les institutions — Banque mondiale, F.M.I. — dont les exigences suscitent des dictatures militaires (comme au Chili ou en Argentine). L'ambiguïté n'est pas moins marquée en ce qui concerne l'« eurocommunisme » à l'italienne et la possibilité de gouvernements de gauche en Europe méridionale car, malgré une tolérance déclarée pour le pluralisme et une dépréciation de la menace de l'expansionnisme soviétique, la Trilatérale a été formée précisément pour assurer à l'égard du reste du monde une coordination des politiques économiques des pays développés, politique qui serait sans doute sérieusement mise en question par tout gouvernement européen vraiment indépendant et de gauche.

Sur l'Italie et l'Europe notamment, les débats de ces derniers mois, qui superficiellement opposaient M. Kissinger aux « trilatéralistes », révèlent davantage de différences de forme que de fond, différences qui ont peut-être été exagérées par un certain jeu spéculatoire destiné à faire croire qu'une époque d'immoralisme est en train de céder la place à une résurrection des principes et de l'optimisme propres aux grandes traditions américaines. Ainsi, le 13 avril dernier, à Washington, l'Association américaine des rédacteurs en chef (American Society of Newspaper Editors) ont droit au spectacle d'une part de M. Kissinger se montrant pessimiste sur une éventuelle participation des communistes au gouvernement italien, ce qui pourrait « tenter d'autres

Par DIANA JOHNSTONE

pays européens d'aller dans le même sens », et d'autre part d'une attaque commune contre cette attitude par trois importants « trilatéralistes » : M. Brzezinski, George Ball et Paul Warnke. Le New York Times note que ces « trois anciens hauts fonctionnaires d'administrations démocratiques » étaient en train de donner leurs conseils aux quatre démocrates — Carter, Humphrey, Jackson et Udall — qui étaient alors les meilleures chances d'être nommés candidats à la présidence par leur parti, mais le journal ne mentionna pas l'appartenance des trois à la Trilatérale.

Cet encadrement des démocrates par des spécialistes de la Commission pourrait faire croire qu'elle est définitivement liée au parti. Ce n'est pas tout à fait vrai. La Trilatérale est là pour influencer quiconque se trouve au pouvoir. Elle a été reçue par le président Ford, qui a joué sa contribution à l'établissement de l'« ordre du jour de la discussion internationale d'une façon hautement constructive ». Elle a influencé M. Kissinger lui-même, dont les derniers discours sont cités par l'Ulman et par le rapport annuel de la Commission comme autant de preuves du triomphe du « trilatéralisme ». Parmi les petits nombres d'hommes politiques membres de la Commission (7), la moitié sont républicains, et l'un d'entre eux, l'ancien gouverneur de Pennsylvanie, M. William Scranton, a déjà été nommé par le président Ford ambassadeur aux Nations unies pour remplacer le démocrate Moynihan, dont la démission agressive n'était pas du goût des « trilatéralistes ».

« D'où l'ancien gouverneur de l'Etat de George a-t-il tiré cette sagesse ? » « Ayant librement son manque relatif d'expérience, Carter a fait appel aux conseils d'une large gamme de spécialistes. Deux personnes ont joué des rôles clés dans la formation de la pensée de Carter : les professeurs Zbigniew Brzezinski et Richard Gardner, de l'université de Columbia. Brzezinski a surtout travaillé sur les questions de sécurité avec Carter, tandis que Gardner s'est concentré sur les problèmes économiques. Carter s'est aussi servi de la pensée d'anciens hauts fonctionnaires démocrates, tels que Cyrus Vance, George Ball et Paul Warnke, ainsi que Henry Owen, de la Brookings Institution. » Dans une rare mention de la Trilatérale, Yergin dit que Brzezinski en a été directeur, mais ne dit pas que tous les hommes de cette « large gamme de spécialistes » — Gardner, Vance, Ball, Warnke et Owen — sont aussi membres de la Commission trilatérale, ainsi que Carter lui-même et son collègue. Pendant la campagne électorale, M. Carter reprenait les arguments déjà avancés contre M. Kissinger par ses maîtres à penser de la Trilatérale.

L'authenticité du « débat » entre M. Kissinger et l'équipe trilatérale est difficile à juger, étant donné qu'il était entendu depuis des mois que M. Kissinger abandonnerait bientôt sa charge quel que soit le résultat des élections. Dans ce contexte, il aurait été plutôt habile de monter

une certaine comédie dans laquelle le secrétaire d'Etat, souffrant d'une indéniable usure du pouvoir, aurait affirmé certaines positions « par exemple la « doctrine Sonnenfeldt » acceptant la domination soviétique sur l'Europe de l'Est — que la prochaine administration, quelle qu'elle soit, se verrait obligée par l'opinion publique d'abandonner. Car un aspect du « pluralisme » de Brzezinski est de considérer que l'influence soviétique non seulement n'est pas en faible expansion mais est susceptible d'être réduite même à l'intérieur du bloc soviétique. C'est sans doute pour cela que Moscou a montré une méfiance marquée pour la candidature de M. Carter.

Les premiers mots du débat amorcé le 13 avril pourraient laisser croire que le pluralisme trilatéral serait aussi plus disposé à accepter un abandon de la « doctrine de la souveraineté limitée », à l'Ouest comme à l'Est du « rideau de fer », puisque les « trilatéralistes » ont tous attaqué M. Kissinger pour avoir déclaré que l'entrée des communistes italiens au gouvernement remettrait en question le fonctionnement de l'O.T.A.N. M. Ball, Warnke et Brzezinski ont critiqué la corruption de la démocratie chrétienne italienne et ont souligné que les Etats-Unis devraient garder des rapports normaux et corrects avec tout gouvernement italien. L'exemple de l'Italie mérite d'être ici examiné en détail, car il est révélateur de ce que serait toute politique américaine à l'égard d'autres pays européens dans la même situation.

La C. E. E. pour stabiliser l'Italie

POUR montrer la relative tolérance des démocrates, l'hebdomadaire italien l'Espresso (10) publie une interview d'un des plus proches successeurs de Kissinger, M. George Ball, qui affirme que la participation des communistes au gouvernement italien serait au début « un peu gênante » pour l'O.T.A.N. mais ne créerait aucune « difficulté insurmontable ». De la lecture de

« tous les discours et écrits » de M. Berlinguer et de ses collègues, M. Ball n'aurait pu déduire avec certitude que le P.C.I. respecterait ou non « les règles du jeu » une fois au pouvoir, mais il considérait que Washington devait baser sa politique sur l'« inévitabilité » de cette participation et ne rien dire qui puisse compromettre les relations futures. (Lire la suite page 14.)

Contre la « polarisation idéologique »

LA Trilatérale préfère sans doute un président démocrate, seul capable de s'assurer le soutien des syndicalistes (8) et des diverses minorités qui composent la classe ouvrière américaine pour mener une politique étrangère forte. Dans l'étude citée, Huntington déplorait la politisation des années 60, qui prit la forme d'un « défi général aux systèmes d'autorité en place » et rendit les Américains « plus conséquents idéologiquement », créant ainsi une « polarisation » qui affaiblissait tout « gouvernement faible serait incapable de poursuivre une politique économique internationaliste, produisant un « unitarisme » qui « pourrait affaiblir encore plus les alliances entre les pays trilatéraux et les rendre plus vulnérables aux pressions économiques et militaires du bloc soviétique ».

Le parti républicain, déjà minoritaire depuis longtemps et fort ébranlé par le Watergate, ne paraissant guère capable de produire un président assez fort pour rétablir le leadership américain du « monde libre », on se tourne naturellement vers le parti démocrate. Mais celui-ci, plus populaire et donc plus touché par la politisation des années 60, souffrait de cette malheureuse « polarisation idéologique », personnifiée par M. Wallace (droite populiste) et McGovern (gauche libérale). Certains sages, tels que M. Averell Harriman, auraient vu le remède dans le choix d'un homme à la fois du Sud (comme M. Wallace) et assez progressiste, mais idéologiquement assez vague pour calmer la tension entre « libéraux » et « conservateurs ». Par bonheur, un tel homme se trouvait dans la Commission trilatérale.

« Je ne suis pas un idéologue, et on ne peut jamais être à l'avance quelle position je prendrai », dit M. Jimmy Carter sans fausse modestie.

De telles considérations auraient peut-être incité un autre homme politique membre de la Trilatérale, mieux connu mais identifié comme libéral, à retirer sa candidature — le sénateur Walter Mondale, du Minnesota. De toute façon, il a été choisi par M. Jimmy Carter comme conseiller.

« Carter exprime le nouveau consensus en politique étrangère américaine qui est en train de naître », écrit Daniel Yergin, de Harvard, dans le Los Angeles Times (9). « Carter prône une collaboration et une consultation plus serrées avec les principaux alliés de l'Amérique en Europe occidentale et le Japon », collaboration rendue nécessaire par « des problèmes de récession, d'infla-

(8) Dans son livre *America in a Hostile World*, à paraître bientôt aux éditions Basic Books, et dont des extraits ont été publiés par Foreign Policy, été 1976.

(9) Les dix membres du Congrès américains se répartissent ainsi : deux représentants démocrates, deux représentants républicains, trois sénateurs démocrates et trois sénateurs républicains.

(10) Si la Commission trilatérale n'a pu attirer que fort peu de participation syndicaliste, la raison principale en serait, suppose l'Ulman, « l'hostilité ouverte à la vision d'une économie internationale où le chômage sera peut-être le prix à payer pour le fait que le travail n'est pas en pratique aussi libre de traverser les frontières nationales que les marchandises, le capital ou la technologie ».

(11) Le 18 juillet 1976 ; repris dans Current, septembre 1976.

(12) Le 11 avril 1976.

Lire pages 14 à 19 :

P. 14-15. — Une stratégie « trilatérale », suite de l'article de Diana Johnstone. — Intérêts économiques disparates contre stratégie globale, Joyce Kolko. P. 16-17. — Suite de l'article de Joyce Kolko. — Le tour d'« attention » témoigne d'un profond scepticisme à l'égard du système politique, Marie-France Toinet. — L'influence des groupes économiques et ethniques, Charles Zorogibe.

P. 18-19. — Suite des articles de Marie-France Toinet et de Charles Zorogibe. — La prudence du Kremlin devant la compétition pour l'élection présidentielle, Bernard Féroz.

Voir aussi nos précédents articles : « Le phénomène Carter dans l'Amérique en crise » (Général Aronowicz, juin 1976) et « Les internationalistes libéraux et le rôle mondial des Etats-Unis » (Richard Falk, septembre 1976).

sumptueux décor de bureau contemporain en cuir et acier

ARMORIAL
GRAVEUR - MARQUINIER

16, FG-ST-HONORE 27 bis, BD RASPAIL 24, AV. VICTOR-HUGO
PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT - PARIS

(Suite de la page 13.)

M. Kissinger et ses collègues avaient, dit M. Ball, fait des déclarations « absurdes », peut-être dues aux pressions de certains cercles italiens. « Mais c'est une erreur de céder à de telles pressions, avant tout parce que (ces déclarations) constituent une ingérence dans une question politique que les Italiens doivent pouvoir résoudre librement », juge-t-il. Titrant l'interview « L'Italie est adultère, elle marche toute seule », l'Espresso paraissait rassuré. Un peu trop peut-être.

En effet, dans un long et important article publié dans le Washington Post le 30 mai, M. George Ball n'avait plus de doute quant au P.C.I. Il écrivait : « Malgré tous les beaux discours sur les différences entre le socialisme et le marxisme humaniste, (...) il n'y a aucune raison de croire que le parti communiste italien, une fois au pouvoir, adopterait de telles idées. Il est clair que les professions de libéralisme de Berlinguer sont une tactique pour gagner le pouvoir : une fois ce but atteint, elles seront immédiatement jetées par-dessus bord. » M. Ball, pour montrer à ses compatriotes le régime de terreur qui menace les Italiens, tira de sa lecture de « tous les discours et écrits de Berlinguer » ce qu'il y trouvait de plus violent : « Si des groupes rétrogrades se montrent trop « récalcitrants », Berlinguer a fait comprendre que « nous autres communistes n'avons jamais peur d'avoir recours au scalpel si nécessaire. »

Ce que M. Ball reprochait à M. Kissinger, c'était d'avoir proféré des menaces concernant la sécurité de l'Europe alors qu'il fallait tout simplement « prévenir le peuple italien que l'entrée des communistes au gouvernement mettrait en danger leur bien-être économique. Pour produire son effet, un tel avertissement doit venir des voisins européens de l'Italie plutôt que des États-Unis, bien qu'il doive faire partie d'une stratégie coordonnée », conseilla M. Ball. « Voici un cas où il est clair que l'Amérique doit faire tout son possible pour développer une stratégie en concertation avec ses alliés occidentaux, se contentant pour une fois d'un rôle de figurant silencieux. Il est clair que la C.E.E. a la capacité de réduire sérieusement le niveau d'activité économique de l'Italie par toute une gamme d'expédients — de l'imposition de restrictions sur les importations agricoles à l'arrêt des aides régionales. Comme ultime sanction, les autres membres pourraient expulser l'Italie de la Communauté. »

Voici du « trilatéralisme » moins abstrait, et qui sera bientôt mis en pratique par M. Kissinger lui-même et par M. Ford à la conférence de Porto-Rico (11), comme on l'apprendra par les relations du chancelier Helmut Schmidt au mois de juillet.

« Quand MM. Kissinger et Ford ont menacé l'Italie de l'expulsion de

l'O.T.A.N. si les communistes venaient au pouvoir, c'était le plus sûr moyen de faire être des communistes », déclara à son tour M. Jimmy Carter. « J'estime que c'aurait été une menace pour l'O.T.A.N. et pour la solidarité qui doit unir les nations d'Europe. L'attitude comuniste a été celle d'Helmut Schmidt, qui a dit que l'aide allemande à l'Italie serait remise en question (...). J'estime que si les pays démocratiques s'expriment franchement, énergiquement et ouvertement, ils ne font qu'exercer légitimement leur influence (12). »

Un point d'accord entre le George Ball de l'Espresso et le George Ball du Washington Post : pas de panique devant la perspective du P.C.I. au gouvernement. Mais les motifs de sa sérénité ressortent mieux dans l'article du journal américain.

« Que se passerait-il en fait si les communistes faisaient partie d'un gouvernement de coalition en Italie ? Déjà, la seule perspective de cet événement a déclenché une fuite massive de capitaux : la réalité signifierait l'écrou de la confiance des investisseurs parmi les plus marquantes de la finance et de l'industrie du pays. L'investissement se tarirait ; les compagnies multinationales essen-

raient de se retirer de leurs engagements italiens, même au prix de la fermeture des usines et de l'accroissement du chômage. Le gouvernement italien serait forcé d'imposer des contrôles rigoureux pour se défendre. Si la C.E.E. ne prenait pas de mesures selon les provisions d'aide mutuelle du traité de Rome, et si les nations de la C.E.E., ensemble avec les États-Unis, manquaient de soutenir une opération de sauvetage par le moyen du Fonds monétaire international, l'Italie pourrait vite se trouver dans une déroute financière », devant laquelle « les communistes au gouvernement choisiraient presque certainement des mesures répressives qui démasqueraient sans équivoque leurs instincts antidémocratiques. »

« Loin d'inciter d'autres États européens à suivre la voie tracée par l'Italie, le vacarme qui en résulterait produirait plus probablement peur et répression. Si était clair que l'Italie était en voie de s'isoler du reste de l'Europe, le communisme perdrait rapidement son attrait pour d'autres pays européens comme M. Ball l'écrit. Voici le scénario qui s'appelle « vaccination », et que M. Kissinger aurait été prêt à jouer au Portugal si la gauche avait été capable de s'installer au pouvoir dans ce pays.

L'utilité de l'endettement

DANS un débat sur « la stabilité politique de l'Italie », tenu à huis clos en avril dernier au Centre des études stratégiques et internationales — dont le directeur, David Abshire, est membre de la Trilatérale — de l'université de Georgetown à Washington (comme l'a raconté le correspondant de l'Espresso, Guido Ceraso), les journalistes américains Claire Sterling aurait informé un public choisi de quelque cinq cents fonctionnaires, spécialistes et personnalités (13) que les chefs du P.C.I. étaient indépendants de Moscou et que M. Berlinguer ferait tout pour maintenir la liberté dans son pays... mais que le vrai problème n'était pas là. « En réalité, le parti communiste ne dirige pas la masse des travailleurs en Italie, il la suit », aurait-elle dit. « N'oubliez pas que le mouvement ouvrier italien est le groupe politique le plus combatif et le mieux organisé du monde. Les ouvriers italiens sont les seuls à vouloir vraiment détruire le capitalisme, tandis que leurs chefs communistes ne s'y intéressent pas, même vaguement, et ne cherchent qu'à mettre la main sur l'industrie capitaliste. » Pour sortir l'Italie de sa crise, il serait nécessaire, selon l'analyse de la journaliste, d'exiger de la classe ouvrière de très lourds sacrifices, qui ne manqueraient pas de provoquer la colère des travailleurs. Le P.C.I. veut partager le pouvoir avec la D.C. pour expliquer des mesures antipopulaires en blâmant les démocrates-chrétiens ; mais si le P.C.I. se trouvait obligé, dans un gouverne-

ment de gauche, d'en assumer toute la responsabilité, « rien pourrait le sauver de la colère de la classe ouvrière ». L'Italie deviendrait « ingouvernable ».

Cette situation n'est évidemment pas sûre chose que le moment du scénario classique où le gouvernement de gauche modéré, comme celui d'Allende, se trouve dépassé par les espoirs qu'il a suscités sur sa gauche, et maîtrise de moins en moins les événements. Le moment, que la gauche révolutionnaire voudrait saisir pour faire la révolution malgré réformistes et révisionnistes. Le moment aussi des coups d'État militaires pour « rétablir l'ordre ».

Ce moment classique trouve aussi sa place dans l'article de M. George Ball : « Mais que diriez-vous si les communistes sont nécessaires pour rétablir l'économie défailissante de l'Italie ? (...) Le mouvement ouvrier italien est aujourd'hui le plus important de l'Europe, et dans ses rangs se trouvent de forts éléments extrémistes. Si, donc, des chefs communistes dans un gouvernement italien étaient prêts à accepter une telle responsabilité, l'économie italienne en pleine dégradation, comme la journaliste Claire Sterling l'a signalé, Moscou lui-même pourrait entreprendre de l'aider. (...) Mais la gauche communiste plus radicale, parce qu'elle ne peut pas accepter le risque d'un parti communiste occidental qui traiterait avec le capitalisme bourgeois, par crainte de créer une mauvaise foi dans les régimes de l'Europe orientale. »

Nous revoyons devant la menace soviétique, qui surgit juste où on l'attendait le moins (14). A la réunion de Georgetown, l'ancien ambassadeur à Rome, Mme Claire Sterling, Luce, veuve du fondateur de l'Espresso, avait insisté sur le fait qu'il faudrait utiliser « tous les moyens » sauf l'intervention militaire américaine pour sauver l'Italie de la menace communiste et aurait fait une suggestion pratique : donner à la presse américaine les « lignes principales à suivre » pour expliquer la situation à l'Américain moyen. L'article de M. Ball sera-t-il un premier effort dans ce sens ?

A cette même réunion, l'ancien directeur de la C.I.A., William Colby, aurait insisté sur « les bonnes vieilles méthodes » de pression économique qui avaient si bien marché dans le passé tout en reconnaissant qu'il y avait un problème : le capitalisme de la D.C. qui tient les postes-clés de l'économie et empêcherait le démantèlement de structures improductives.

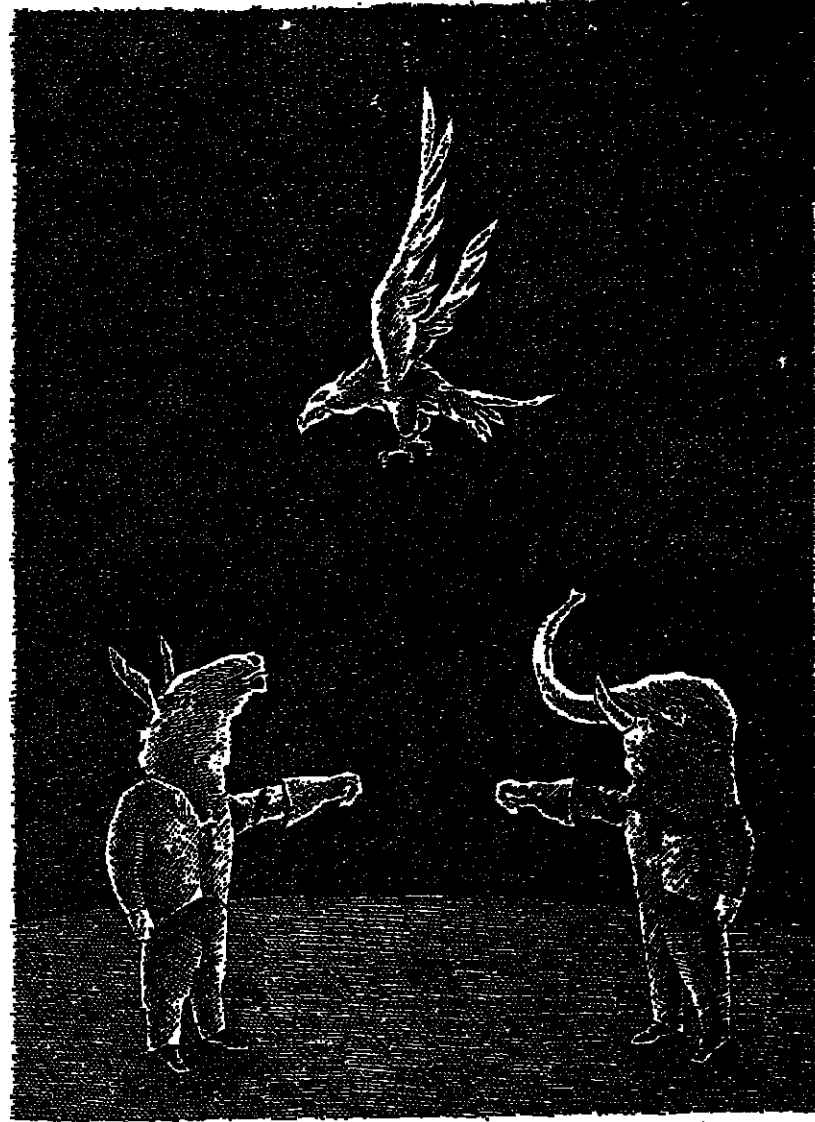
Quoi que disent les uns et les autres, toutes les habitudes d'analyse et d'action risquent de disparaître n'importe quel gouvernement américain à faire le pire en Italie. Le choix d'un scénario de « déstabilisation » paraît d'autant plus probable que tel est en fait le cas qu'on trouve déjà depuis un certain temps, peut-être sans le reconnaître. Pour ceux dont le but principal est de briser l'influence grandissante du P.C.I. et

(11) Cette réunion fut citée par le rapport annuel de la Commission trilatérale comme une indication que les gouvernements prenaient conscience du besoin d'une coopération trilatérale.

(12) Playboy, édition française, novembre 1976. Dans le même interview, le candidat démocrate prime une politique étrangère plus « ouverte », c'est-à-dire avec moins de « sales affaires » de la C.I.A. et plus de pressions économiques franchement appliquées. M. Carter dit qu'il n'aurait pas fait ce que la C.I.A. a « sans doute » fait au Chili. « Mais, en ce qui concerne d'interdire nos prêts, le colonel d'intérêt, la nature des produits vendus, les sociétés d'exportation que je maintiendrais en fonction, la composition d'un gouvernement étranger pour le nôtre », ajoute-t-il.

(13) Parmi les assistants se trouvaient les conseillers en politique étrangère (Foreign Advisory Board) du président, des hauts fonctionnaires de la C.I.A., quelques journalistes italiens et diverses personnalités politiques, notamment M. John Connally qui, ayant déjà pu montrer sa tendresse pour le vieux continent en 1973, fonda plus récemment une « Alliance des citoyens (américains) pour la liberté de la Méditerranée » ayant pour but de « sauver la liberté » de l'Italie, au besoin contre les Italiens eux-mêmes.

(14) Dans un discours à la Trilatérale, le 31 mai 1976, Breznevski constata un changement récent dans la perspective de l'Union soviétique qui, au lieu de s'adresser à des modérateurs mondiaux des luttes de libération nationale, regarderait plutôt vers la crise générale des pays avancés, notamment le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la France, comme source de changements fondamentaux.



(Dessin de Julien.)

l'élan du mouvement ouvrier italien, il n'y a aucune raison d'attendre l'arrivée des communistes au pouvoir pour créer un schéma tellement énorme que les communistes italiens ne sauront jamais réussir quel que ce soit dans les limites de la modération qu'eux-mêmes veulent respecter. Après tout, au Chili, c'était bien l'énorme dette étrangère accumulée sous le régime démocrate-chrétien d'Eduardo Frei qui facilita l'étranglement du régime de son successeur Allende. Pour l'instant, en Italie, il suffit peut-être de maintenir la D.C. au pouvoir aussi longtemps que possible pour que le pays s'enfonce de plus en plus dans la ruine économique, la démolition et les dettes. Dans cette perspective, les promesses d'aide économique de la C.E.E. à l'Italie pour soutenir un gouvernement ne sont pas contrairement à une éventuelle « déstabilisation » d'un pays fortement endetté et dépendant.

Et le dénouement du scénario ? Une « ingouvernabilité » qui dure le temps nécessaire pour persuader les forces armées de « faire leur devoir » et de balayer communistes et démocrates-chrétiens ensemble, c'est-à-

dire tous les « politiciens » responsables du désordre. A ce moment-là, les prêts étrangers, loin d'être argent perdu, assureraient un nouveau contrôle sur l'essentiel de l'économie italienne. Après une période de « purification », on pourrait peut-être envisager de « restaurer la démocratie » sous une forme moins démocratique, par exemple par un régime présidentiel fort.

Les choses ne sont certainement pas aussi claires et aussi simples que cela. Dans le « trilatéralisme », la Commission trilatérale, il semble bien y avoir une certaine hésitation devant l'« eurocommunisme ». Pour tant, il ne s'agit pas uniquement de l'Europe. « Des structures économiques intérieures différentes pourraient aussi créer des attitudes différentes envers les revendications économiques du tiers-monde », observe le professeur Ullman dans son article sur le « trilatéralisme ». Ce qui est vraiment en jeu, c'est la solidarité des pays industrialisés envers les pays pauvres, objectif primordial de la politique dite « trilatérale ».

DIANA JOHNSTONE.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- | | |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques, publicité. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production exécutive. | <input type="checkbox"/> Informatique commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénierie. | <input type="checkbox"/> Ingénierie commerciale et technico-commercial. |
| <input type="checkbox"/> Divers organisation et recherche. | |

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Mois de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	46	79	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	79	136	199	259	315	368	416	462	504	542	572
52 semaines	129	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines choisies.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : « LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Batignolles, 75008 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris) EXTRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine.

M.D. — Nov. 1976

Capitalisme en crise

cherche nouveau Keynes...

« LES espoirs suscités par les théories keynésiennes ont été amèrement déçus par la tournure récente des événements mondiaux... » L'application de ces théories, en effet, « a non seulement entraîné l'inflation mondiale en échouant dans une prévention durable du chômage, mais se trouve être à long terme la cause d'un chômage beaucoup plus important que celui qu'elle entendait combattre ».

C'est en ces termes que F.A. von Hayek explique le succès soudain de ses propres théories qui, après une éclipse de quarante ans, lui ont valu le Prix Nobel en 1974. C'est aussi l'argument présenté par Christian Schmidt pour justifier la publication, aujourd'hui, en français d'un recueil de quatre conférences de Hayek (1), publiées à Londres en 1931 et considérées à l'époque par Keynes comme « le plus horrible mélange que j'ai jamais lu ».

Keynes, théoricien miracle qui a permis au capitalisme de s'en « sortir » en 1929, a donc échoué à empêcher une nouvelle crise. A bas Keynes, donc, et vive l'anti-Keynes, c'est-à-dire un Hayek !

Le raisonnement peut paraître simpliste. D'autant plus que la pensée économique de Hayek ne peut guère faire pièce à celle de Keynes. Les démonstrations présentées dans Prix et production, pour prouver le caractère néfaste des interventions « arbitraires » des pouvoirs publics, n'arrivent même pas à convaincre Christian Schmidt, qui se voit contraint de qualifier de « paradoxes » les nombreuses et surprenantes contradictions qu'il y relève.

En fait, l'intérêt soudain qui se manifeste pour Hayek témoigne de l'anxiété avec laquelle le capitalisme cherche actuellement un théoricien-miracle. Né en 1889 en Autriche, directeur de l'Institut autrichien d'études économiques de 1927 à 1931, professeur à Londres de 1931 à 1950 (naturalisé britannique), puis à Chicago et à Fribourg (Allemagne de l'Ouest), Hayek est « l'un des héros les plus courageux et obstinés du grand courant doctrinal néo-libéral », « dans la grande tradition du marginalisme autrichien », comme l'écrivait récemment le professeur Gaston Leduc. Il a écrit plusieurs ouvrages de polémique, notamment la Route de la servitude, publiée en 1944 à Chicago, et que Emile James résumait en ces termes : « Tout repose sur l'idée que le sacrifice de la liberté économique (2) entraîne l'avènement du totalitarisme... ».

Hayek est souvent cité aux États-Unis par les adversaires de ceux qui veulent introduire un peu plus d'égalité dans la société américaine. De ce côté-ci de l'Atlantique, la France s'est donné un premier ministre, M. Raymond Barre, qui doit avoir attentivement lu Hayek puisqu'il a traduit un de ses ouvrages (Sciences et sciences sociales, essai sur le mauvais usage de la raison, publié en France en 1963).

Si Hayek paraît donc bien adapté, politiquement, au rôle qu'on veut lui faire jouer, néanmoins il n'a pas la stature théorique nécessaire pour être le nouveau Keynes. Son aversion pour l'intervention bureaucratique dans l'économie ne risque guère de contaminer nos bureaucraties. En revanche, sa dénonciation des politiques « arbitraires » des pouvoirs publics qui cherchent à éviter le chômage par l'expansion du crédit, conduisant ainsi à un « glissement » injustifié de la demande, des biens de production vers les biens de consommation, plaira à ceux qui trouvent que le partage salaires/profits en France favorise trop les salariés.

On le voit, les justifications théoriques d'une politique d'austérité sont en train de mijoter dans la marmite des économistes. La potion magique que Milton Friedman préparait naguère pour Pinochet n'est-elle qu'un coup d'essai ?

F. L.

(1) F. A. von Hayek, Prix et production, éditions Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie », Paris, 1976, 120 pages, 35 F (traduit par Tradecom, préface de Christian Schmidt).

(2) Sur l'usage du concept de liberté économique au Chili, voir l'article d'Orlando Letelier, le Monde diplomatique, octobre 1976.

مكتبة النهر

Intérêts économiques disparates contre stratégie globale

Les Américains ne s'étaient certes pas lancés dans la guerre de Corée afin de résoudre leur dilemme économique : elle les déchargea quand même

puissent passer des contrats avec l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de leurs filiales étrangères, le Congrès sabota avec succès bon nombre de tentatives par lesquelles M. Kissinger voulait se donner les moyens de sa diplomatie.

Mais la réaction cocardière du Congrès à l'égard du *Méayague* a vite dissipé ces illusions. On ne put savoir que son changement d'attitude à la fin de la guerre du Vietnam. Et c'est ce Congrès que certains voyaient déjà rejoindre et moins réactionnaire qui refusa au département d'Etat les crédits nécessaires à une renégociation de l'accord sur le commerce des armes. Ce refus ne permit les plus arrogants de la puissance américaine. Rien n'a changé en ce qui concerne les motivations, les intérêts et les desseins des Etats-Unis. Ou plutôt, ce ne sont pas les évaluations subjectives qui ont changé, c'est la réalité objective qui s'est transformée.

Le Congrès nourrit toujours de nombreuses contradictions. Ainsi, sous la pression de la communauté grecque aux Etats-Unis, plus importante que la communauté turque, le Congrès a mis en œuvre la stratégie du département d'Etat plus qu'on attribue à la Turquie la responsabilité de la détérioration des grandes villes américaines et les forfaits des criminels qui contrôlent le marché de la drogue, comme si les Etats-Unis étaient la culture du crime, étant l'unique source du fléau. Et, à aussi, bien sûr, un lobby sioniste particulièrement influent, qui parvient à faire sensiblement restreindre les ventes d'armes aux pays arabes du Proche-Orient et sape toutes les tentatives d'accord avec l'U.R.S.S. En outre, les intérêts particuliers, qui depuis toujours présentent très lourdement sur la politique commerciale, s'intensifient en période de crise économique.

Enfin, au dehors des canaux de la diplomatie formelle et de la politique extérieure, les relations entre nations éprouvent des contours de plus en plus complexes, qui transforment peu à peu la configuration de l'échiquier mondial. Ainsi, quand des entités privées étendent leurs intérêts au milieu entier, quand des multinationales américaines revêtent qu'elles ont versé à l'histoire, quand des multinationales étrangères, quand le gouvernement américain intervient subrepticement dans les affaires intérieures d'autres nations pour les forcer à changer de régime, lorsque les gouvernements prennent des mesures économiques répondant à leurs besoins intérieurs, et quand tout cela a lieu dans le cadre

De la Corée

PENDANT cette période, la lutte entre l'administration et le Congrès fut particulièrement intense. Contrairement aux responsables du département d'Etat, les membres du Congrès législatif ne parvinrent jamais à comprendre qu'à l'époque il était indispensable au capitalisme américain d'exporter des dollars afin de combler le déficit en dollars des partenaires commerciaux des Etats-Unis, ce qui permettrait de préserver un équilibre de prospérité à l'intérieur du pays. En 1949, au moment où la récession prenait mauvaise tournure, le Congrès refusa l'accroissement des importations en provenance de l'Europe, interdisant par la même occasion l'exportation de dollars en vue d'acquiescer des dollars sans passer par l'aire américaine. Il ne consentait à

Quand

QUI sont les membres européens premiers dans l'ordre alphabétique ? Raymond Barre. Du côté français, patrons tels que MM. Jacques de Pierre Pierre Jouve (Péchiney-Ugine-Kuhlmann-Mousson), Edmond de Rothschild, Pierre (rational française des assurances), Pierre Pagny (La Paternelle), on note la présence de MM. Michel Debatiste (Fédération agricole) et René Bonesty (C.F.D.T.). Communauté économique européenne.

Dans sa déclaration d'intentions, il sur « l'analyse des principaux problèmes de l'ensemble trilatéral, la Commission pratiques d'action commune (...). La tâche de dimension trilatérale aussi bien les démocraties industrielles restent un vital. Leur objectif, cependant, ne doit pas être la recherche d'accords qui, pour un quart-monde dans un effort de coopération équitable ».

Il n'est pas sûr que des consultations entre les démocrates industriels. M. Jimmy Carter, témoin d'une volonte de la monnaie capitaliste et d'abandonner les accords bilatéraux menés par M. Ains, dans un rapport intitulé « En le Commission trilatérale recommandant l'Amérique du Nord-Japon-Europe de l'Options d'ensemble avec les pays producteurs de pétrole », au sein de la série-membre, et des problèmes de la dette de chaque pays, document souligne l'Union. « A été entravée par l'affaiblissement japonais » (p. 11), en particulier à ce titre, et que le problème de leur dette doit être pris en compte par le Conseil de leurs riches ressources en énergie.

Dans ce contexte historique, la mise en pratique des objectifs définis par les Etats-Unis et leur ordre de priorité sont constamment remis en cause. Mais les objectifs fondamentaux restent toujours les mêmes. Cet aspect crucial de la politique étrangère américaine est mis en lumière par certains développements caractéristiques de l'évolution survenue depuis la deuxième guerre mondiale.

Les Américains ne s'étaient certes pas lancés dans la guerre de Corée afin de résoudre leur dilemme économique ; elle les déchargea quand même d'une bonne partie de leurs problèmes. Leur réaction au conflit fut largement déterminée par la conjoncture économique mondiale. Ils avaient adopté une nouvelle attitude en Indochine où n'importait où ailleurs. Car la guerre de Corée, en donnant à la « guerre froide » une nouvelle intensité, offrait une très commode justification à la poursuite des exportations de dollars en direction des pays du monde libre. L'assistance militaire — de fraie d'entretien — des milliards de dollars — des troupes américaines envoyées sur place, etc. Toutefois, dans les années qui suivirent immédiatement la fin de la guerre de Corée, les investissements privés américains et les réserves d'or du pays se mirent à décliner, ce qui allait soulever la production de matières premières dans les pays du tiers-monde.

La fin de cette guerre coïncida avec l'apparition de nouvelles tendances inflationnistes dans l'économie américaine, qui découlaient directement du conflit. Du coup, les Etats-Unis revinrent sur leurs premières évaluations stratégiques des guerres terrestres en Asie et en Europe. L'aboutissement de la guerre nucléaire, qui impliquait le recours à des armements et à des méthodes nouvelles, les effets inflationnistes sur l'économie générale seraient considérablement moins graves. Tous ces facteurs jouaient en dehors du champ des relations diplomatiques formelles entre les gouvernements et les parlements nationaux, mais l'évolution se fait avec la même rapidité et la même force que naguère, mais l'évolution modifiée.

Les développements ultérieurs de l'économie capitaliste aux Etats-Unis et dans le monde transformèrent à nouveau tout le cadre de référence de la politique étrangère américaine. En 1957, afin de réduire le déficit et de freiner les tendances inflationnistes de son économie, le gouvernement américain prit un certain nombre de mesures déflationnistes, assez similaires à celles qu'il devait prendre ultérieurement en 1982 et 1983. L'effacement des récessions aux Etats-Unis. Au même moment, les pays d'Europe créaient la C.E.E. et rendaient leurs monnaies convertibles en dollars, ce qui, dans le contexte d'une récession aux Etats-Unis, exerçait une force d'attraction très considérable vers le capital privé américain ; c'est ainsi que la plupart de dollars devint piètre. Ensuite, pendant la période 1964-1965, les Etats-Unis furent touchés par deux des hauts et des bas conjoncturels ; ainsi, la « crise » du Spoutnik ranima un peu l'économie, mais ce ne fut qu'une flambée passagère.

Il ne fait pas de doute que la renaissance générale de l'économie américaine, la reprise des investissements à l'intérieur du pays et la réapparition

d'une formidable demande d'importations qui stimula considérablement l'économie mondiale avant directement fonction de la guerre menée par l'Amérique au Vietnam entre 1965 et 1968. Encore une fois, l'Amérique n'était pas intervenue au Vietnam dans le dessein de résoudre ses problèmes économiques internes. Ses motivations formaient une trame extrêmement complexe où se mêlaient l'économie, la stratégie et l'idéologie des libertés individuelles. La somme de tous ces facteurs était finalement plus importante que n'importe lequel d'entre eux pris isolément. Il se peut qu'au début les objectifs de l'entreprise aient été beaucoup moins nombreux, mais la prolongation du conflit et sa dynamique firent apparaître de nouveaux problèmes qui jouèrent initialement aucun rôle dans le grand dessein américain.

Bien que très profitable au départ pour tous les intérêts en jeu, le processus ainsi enclenché contenait en germe ses propres contradictions. Car, en réalité, les cycles périodiques du capitalisme ne sont pas sans lien avec les événements politiques mondiaux. De fait, la guerre d'Indochine a provoqué la lente érosion de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale, elle a altéré la puissance américaine et transformé, directement et indirectement, les rapports entre les Etats-Unis et le reste du monde.

Au « *boom* » initial succèdent bientôt les crises monétaires, l'inflation, la récession, et une certaine tension se fait jour entre les Etats-Unis et ses partenaires d'Europe et du Japon au fur et à mesure que l'hégémonie américaine sur les échanges internationaux se corrompt peu à peu. Ce bouleversement des rapports de force a conduit les Etats-Unis, aux Etats-Unis mêmes, à renforcer les tendances favorables à un nouveau tournant diplomatique en direction de la « détente » avec l'U.R.S.S. et la Chine. L'industrie américaine exerce des pressions dans ce sens, dont l'influence fut décisive au moment de la récession de 1970-1971. Elles d'accordèrent à plusieurs reprises à la Chine, au Japon, à l'U.R.S.S. les mouvements révolutionnaires dans l'ensemble du globe en « neutralisant » les deux grandes puissances qui les soutenaient.

Les événements survenus tout au long de ces décennies ont modelé la ligne de conduite des Etats-Unis en politique étrangère, et c'est pour cela que tout énoncé formel d'une « stratégie globale », toute tentative de formulation de l'« intérêt national » et de ses priorités sont voués à rester purement académiques. Mais si l'on veut trouver un fil directeur à la politique extérieure des Etats-Unis pendant cette période, ce sera forcément la nécessité constante de protéger les intérêts américains (il faut insister sur ce pluriel) dans un monde en perpétuelle mutation, et son corollaire logique, la contre-révolution.

(Lire la suite page 16.)

PENDANT cette période, la lutte entre l'administration et le Congrès fut particulièrement intense. Contrairement aux responsables du département d'Etat, les membres du Congrès ne parvinrent jamais à comprendre qu'à l'époque il était indispensable au capitalisme américain d'exporter des dollars afin de combler le déficit en dollars des partenaires commerciaux des Etats-Unis, ce qui permettrait de préserver un semblant de prospérité à l'intérieur du pays. En 1949, au moment où la récession prenait mauvaise tournure, le Congrès refusa l'accroissement des importations en provenance de l'Europe, interdisant par là même aux pays européens la possibilité d'acquiescer des dollars sans passer par l'aide américaine. Il ne consentait à

desserrer les cordons de la bourse que lorsque l'on faisait appel à son anti-communisme militant, ce qui fut le cas il y a il y a quelques années. Ce programme s'aborde un des progrès de la finance, s'aborde un des progrès de la finance, s'aborde un des progrès de la finance, puis la guerre, que le Congrès soutint très énergiquement.

La guerre de Corée mit fin à la récession et, du même coup, la tendance excédentaire se renversa, suscitant, chez les investisseurs, un intérêt nouveau pour les matières premières du tiers-monde, ce qui aggrava les difficultés économiques de la France et de l'Angleterre. En revanche, les économies du Japon et de l'Allemagne se trouvèrent fortement stimulées, et c'est ainsi que le « miracle » économique débuta dans ces deux pays.

La contre-révolution est le réflexe automatique de Washington à chaque fois que des intérêts américains se trouvent menacés quelque part. C'est une très vieille histoire, et elle est suffisamment bien connue pour qu'il ne soit pas nécessaire de revenir sur ses détails. Mais les bains de sang, la torture et la répression sont devenus le pain quotidien de la politique étrangère américaine à partir de l'écrasement du mouvement d'indépendance progressiste en Corée pendant l'occupation et le

ne devient souhaitable
à mi-chemin, dans une perspective à court
pas permis de résoudre les contradictions

Oui sont les membres européens de la Commission trilatérale ? Parmi les premiers dans l'ordre alphabétique figurent MM. Giovanni Agnelli et Raymond Barre. Du côté français, à côté de bankers et de grands patrons tels que MM. Jacques de Fouchier (Banque de Paris et des Pays-Bas), Pierre Jousset (Péchiney-Ugine-Kuhlmann), Roger Martin (Saint-Gobain-Pont-à-Mousson), Edmond de Rothschild, Paul Delouvrier (E.D.T.), Michel Gaudin (Fédération française des assurances), Pierre Esteve (Union des Assurances de Paris), Papezy (La Paternelle), on note la présence d'hommes politiques et de syndicalistes : MM. Michel Bobbioni (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et Jean-Benoît Bédarride (E.D.T.), ainsi que de hauts fonctionnaires de la Communauté économique européenne.

Dans sa déclaration d'intentions, la Commission proclame qu'en se fondant sur l'analyse des principaux problèmes auxquels doivent faire face les régions de l'ensemble tricontinental, la Commission a cherché à développer des propositions pratiques d'action commune [...]. La rénovation des pratiques institutionnelles a été l'un des premiers thèmes étudiés, car globalement dans ces pays, les pratiques globales des démocraties industrielles restent une communauté identifiable et un noyau vital. Leur objectif, cependant, ne doit pas être la préservation du statu quo mais la recherche d'accords qui, progressivement, embrassent le tiers et le quart du monde dans un effort de coopération pour assurer un ordre mondial plus équitable...

Il n'est pas sûr que des consultations accrues suffisent à résoudre la compétition entre les démocraties industrielles, mais cette déclaration, reprise par M. Jimmy Carter, témoigne d'une volonté d'élaborer une stratégie globale pour le monde capitaliste et d'abandonner la politique des « petits pas » et la pratique des « deux vitesses ».

Ainsi, dans un rapport intitulé « Energy : A Strategy for International Action », la Commission trilatérale recommande l'adoption d'une stratégie d'ensemble Amérique du Nord-Japon-Europe de l'Ouest sur trois points principaux : les relations d'ensemble avec les pays producteurs de pétrole ; les divisions suscitées par le choc pétrolier ; les problèmes économiques et sociaux d'ajustement à l'intérieur de chaque pays. Le document souligne que « la liberté de manœuvre (des Etats-Unis) a été entravée par l'affaiblissement de leurs partenaires européens et japonais » (p. 11), en particulier à cause de leur extrême dépendance énergétique, ce que le projet de « stratégie d'ensemble » envisage à l'égard des pays de l'OPEP « dont il n'est pas possible de compléter le Canada et les Etats-Unis dans le développement de leurs riches ressources en énergie fossile ».

La Commission trilatérale critique la politique suivie par les Etats-Unis pendant et après l'embargo, dans la mesure où leurs propositions sont restées

Au plan européen, la Commission regrette, en effet, lors de la prise de décisions, l'absence de concertation préalable avec les institutions nationales. Elle insiste sur le fait que la C.E.E. ne doit pas se limiter à répondre rapidement à une politique à long terme. Elle note que les négociations bilatérales avec les pays producteurs ne résolvent pas le problème de l'énergie dans son ensemble. Elle insiste sur la concertation trilatérale, la coopération institutionnelle et la consultation des institutions nationales. Elle insiste sur la création d'une « commission pour les énergies renouvelables » afin de coordonner les activités de la Commission et de la Communauté européenne avec les institutions nationales et européennes auprès de cette commission...

Dans tous ses travaux, le Commissaire européen plus représentative de l'Europe méditerranéenne devrait renoncer à l'option de l'Ouest ou la Grande-Bretagne, l'Organisation de l'Ouest fait que, pour le Japon et l'Amérique, « le Report of Task Forces to the p. 9]. Dans l'optique d'une stratégie globale s'appliquant au conflit Nord-Sud, l'intégration importante et, cette fois, on s'efforcera de que, constitutionnel. Selon M. Jimmy Carter, le rapport de la Commission de l'Organisation comme le faisait M. Kissinger, en fonction « il est probable que dans un proche avenir relèveront davantage de problèmes économiques du Sud) que de problèmes de sécurité internationale dominent les relations internationales du monde. » A cet égard, les rapports soviétiques adoptera l'Union soviétique à ce sujet, les relations commerciales avec l'Union soviétique, par le biais de la Communauté économique européenne. Trilatérale semble bien annoncer qu'une nouvelle histoire des relations internationales

H. D.

(Suite de la page 15.)

Domingue, le putsch militaire grec de 1967. Au Brésil et en Indonésie, l'intervention américaine fut un succès, en partie dû au fait que l'installation au pouvoir dans ces deux pays de régime « compradore » coïncidait avec la relance économique mondiale qu'avait provoquée l'escalade américaine de 1965 au Vietnam. Mais ce qui était possible au Brésil, économiquement parlant, il y a dix ans, ne l'est plus aujourd'hui au Chili, dans un contexte économique radicalement différent.

A n'en pas douter, la faveur des Etats-Unis traitait plutôt à des « compradores » libéraux comme Figueres au Costa-Rica, et Betancourt au Venezuela, mais, la plupart du temps, les régimes de ce genre se révélaient incompatibles avec leurs objectifs primordiaux. On en trouve un exemple particulièrement évident dans la politique adoptée par l'Amérique à l'égard de la République Dominicaine dans les années 60 : après avoir eux-mêmes organisé l'assassinat de Trujillo, les Américains se virent contraints d'enlever le pays et d'installer un nouveau régime dictatorial pour se prémunir contre un glissement vers la gauche qui n'aurait pas dans leurs plans.

Lorsqu'il s'agit de pays faibles et dépendants, le réformisme n'est, aux yeux des Etats-Unis, qu'une plus tolérable que la révolution. D'ailleurs, les réformistes ne parviennent généralement qu'à mobiliser contre eux toutes les forces conservatrices, à l'intérieur comme à l'extérieur, tout en restant dépourvus de la base de classe qui serait nécessaire à leur survie. Les gouvernements renversés par des putschs patronnés par les Etats-Unis n'avaient rien de révolutionnaires ; ils étaient formés de réformistes et de modérés qui ne visaient à rien de plus qu'à élever le niveau de vie de leurs populations et à garantir les aspects les plus régressifs du néo-colonialisme. Mais cela les mettaient automatiquement en conflit avec les capitaux étrangers qui dominaient leurs économies. Certains, comme le gouvernement chilien d'Unité populaire, tablèrent sur l'hypothèse erronée qu'il leur suffisait de se placer sous la protection de la Constitution, d'agir loyalement à l'égard de toutes les classes de la société et de faire appel au nationalisme des masses pour contraindre efficacement les menées du capital international. Mais, dans une telle situation, la bourgeoisie locale finit toujours par faire passer ses intérêts de classe avant son nationalisme et s'empresse d'aller chercher à l'extérieur des protections contre la menace qui pèse sur elle à l'intérieur. Washington n'a pas renoncé à sa quête théorique de régimes « compradores » libéraux ; mais, dans la pratique, les Américains finissent toujours par conclure que la seule véritable alternative dans les pays du tiers-monde est entre la réaction et la révolution.

Et pourtant, l'entreprise contre-révolutionnaire la plus massive, la plus longue et la plus systématique que l'Amérique ait jamais menée s'est achevée en Indochine par une débâcle sanglante.

Le peuple vietnamien lui-même, et c'est logique, voit dans les transformations internes du pays et dans la victoire remportée sur l'intervention étrangère l'aspect crucial de sa révolution. Mais, pour le reste du monde, la révolution vietnamienne est une des plus importantes, non pas à cause du nombre d'hommes qu'elle a libérés ou de la dimension de la société qu'elle a transformée, mais parce qu'elle a infligé une défaite sans précédent à

une très grande puissance impérialiste et parce qu'une longue lutte a progressivement miné le système économique mondial dans ses fondements mêmes. Car l'impact de la guerre du Vietnam est beaucoup plus dévastateur qu'il n'aurait semblé de prime abord. M. Kissinger a parfaitement raison de dire que celle-ci a modifié de fond en comble la perception qu'ont les autres pays de la puissance américaine. Après cette défaite, Washington ne peut pas se contenter d'apporter à sa politique extérieure quelques ajustements de détail. L'élément déterminant est la transformation des conditions objectives, qui affaiblit considérablement la puissance américaine. Il se

Stabiliser le rapport mondial des forces

BIEN entendu, la contre-révolution ne se limite pas aux pays du tiers-monde. La réaction officielle aux Etats-Unis du fascisme italien Almirante et toutes les révolutions sur les menées souterraines de la C.I.A. en Italie, l'intervention probable des Américains en Grande-Bretagne au moment des grèves de 1973 et 1974, les menées de la C.I.A. au Canada pendant la crise québécoise de 1970, ne sont que quelques exemples récents du genre d'actions que suscite de leur part la moindre éventualité d'un « glissement vers la gauche » dans des pays industrialisés. A l'occasion du congrès des partis socialistes européens, au mois de février, le département d'Etat avertissait les socialistes français qu'il ne « tolérerait pas » la participation du parti communiste au gouvernement en France. Cette menace à peine voilée a des implications qu'il est facile d'imaginer en se référant aux actions passées dans des contextes analogues. Même les sociaux-démocrates allemands ont été en butte aux ingérences de M. Kissinger.

La détermination des Etats-Unis à ne pas laisser les partis communistes occidentaux accéder au gouvernement de leurs pays respectifs s'explique par un certain nombre de raisons. L'une paraît être d'ordre idéologique : M. Kissinger voit dans ce phénomène le signe symbolique d'une modification globale du statu quo.

Car si les capitalistes concevaient les bénéfices de la politique « de détente » comme une fin en soi, M. Kissinger, lui, n'y voyait qu'un moyen. Son objectif ultime est de stabiliser définitivement le rapport mondial des forces dans sa configuration actuelle. Il faut que toutes les pièces de l'échiquier restent en place. Et l'accession au gouvernement des partis communistes occidentaux représenterait une faille intolérable dans les perspectives globales de la détente. M. Kissinger fit état du même argument en ce qui concerne l'Angola : pour lui, le M.P.L.A. risquait de remettre en cause le statu quo en Afrique, même si certains groupes d'intérêts américains, comme la Gulf, estimaient que le M.P.L.A. était un partenaire aussi valable qu'un autre.

Il s'agit ici de la superstructure idéologique, et, même si M. Kissinger a lui-même accordé une certaine validité à

ces théories, il y a forcément, sous l'idéologie, quelque chose de plus réel. Aux yeux du gouvernement américain, le glissement vers la gauche qui se profilait en Angola faisait peser une menace intolérable sur le statu quo dans l'ensemble de l'Afrique australe. A cet égard, peu lui importait de savoir si soutenait le mouvement nationaliste. Il s'agissait surtout de tirer parti des ressources de la nouvelle nation africaine, et dans ce sens l'installation au pouvoir d'un régime néo-colonial dépendant des Etats-Unis et donc susceptible de se plier à leurs exigences paraissait beaucoup plus profitable que celle d'un régime nationaliste et indépendant, orienté à gauche qui plus est. En outre, l'Angola occupait sur le continent africain une position stratégique qui peut décider de la survie des intérêts impérialistes dans toute l'Afrique australe, et notamment en Rhodesie et en Afrique du Sud. Aussi, même si l'éventualité que la Gulf réalise des accords fructueux avec le M.P.L.A. n'était pas exclue, un autre type de régime était préférable à tous autres regards. Les Etats-Unis mirent donc sur le F.N.L.A.

En Italie, malgré le réformisme du P.C.I., et bien que ses édités administratifs depuis des années une bonne partie du pays, la crise économique est toujours à l'ordre du jour, et les conséquences politiques qu'elle pourrait entraîner restent imprévisibles. La « fuite des capitaux » n'est qu'un symptôme parmi d'autres de la peur de la bourgeoisie italienne en face d'une crise politique de plus en plus possible au fur et à mesure que les conditions économiques empiraient. Dans le contexte de la crise économique mondiale, l'important n'est pas de savoir qui participera à la gestion de l'Italie, d'autant plus que cet Etat est criblé de dettes et talonné par ses créanciers internationaux. L'Italie n'a pas d'« homme providentiel », et aucun parti, aucune combinaison de partis n'est capable de réformer le système économique. De même, aucun gouvernement ne peut espérer se maintenir en place aussi longtemps qu'il ne disposera pas d'un pouvoir absolu. C'est la leçon la plus importante que l'on puisse tirer des événements du Chili, et elle est valable partout.

Crise économique et politique étrangère

AUJOURD'HUI, ce sont les problèmes économiques qui déterminent la politique étrangère américaine, et leur rôle devrait être encore plus déterminant dans les mois à venir sur le terrain à mesure que les phénomènes économiques concrets feront se délabrer le bel édifice de la « grande stratégie politique ». M. Charles Robinson, sous-secré-

taire d'Etat aux affaires économiques, déclarait d'ailleurs, au moment de son entrée en fonctions : « J'ai immédiatement délégué la politique étrangère et la politique économique étaient une seule et même chose. Les questions économiques prennent de plus en plus d'importance dans les relations internationales. »

Cela n'a rien de nouveau, bien sûr. Mais aujourd'hui les rivalités, les tensions et la course à la puissance vont s'intensifier sur le plan international. Cette intensification apparaît déjà dans la compétition sur les marchés, dans les manipulations monétaires, dans la formation de blocs d'intérêts, dans les répercussions internationales qu'entraînent les mesures économiques prises au plan national dans chaque pays, et dans les tentatives des Etats-Unis de colmater les brèches de leur hégémonie en utilisant les positions débitrices d'autres nations. Dans tous ces secteurs, les événements prennent une tournure extrêmement imprévisible, et les initiatives politiques et diplomatiques doivent toujours tenir compte de l'économie mondiale.

C'est dans le domaine des échanges et dans la lutte pour la conquête des marchés que les rivalités apparaissent aujourd'hui au grand jour ; et cette lutte ne peut que s'intensifier, puisqu'il n'y a aucun indice de renouveau dans le commerce international. Bien au contraire, les espoirs de débouchés autres que le marché traditionnel qui avaient surgi en 1975, quand des partenaires nouveaux étaient venus compenser le resserrement des marchés, butent à présent sur les effets que l'évolution de la dépression a eus sur ces pays et qui se sont traduits par des annulations et des reports de commandes déjà passées. Ce fait contribue à expliquer le déficit du commerce américain au début de 1976. Les Etats-Unis se montreront sans doute plus « agressifs » qu'auparavant dans leurs échanges internationaux, qu'il s'agisse de la conquête de marchés extérieurs ou de la protection de leur propre marché intérieur. Car leur ligne de conduite politique est entièrement tributaire de leurs impératifs économiques, ainsi qu'on a pu le voir au Proche-Orient, où la tactique américaine est passée, en moins d'un an, des menaces de guerre sur les matières premières à la recherche de nouveaux débouchés.

Une position avantageuse de créanciers

C'EST déjà évident quand les variations abruptes du cours du dollar portent gravement préjudice aux exportations de nombreux pays au moment précis où il était crucial pour eux d'accroître le volume de leurs ventes. La chute du dollar était due, pour une bonne part, aux efforts du gouvernement américain, qui voulait stimuler son économie en diminuant les taux d'intérêt ; mais, loin de favoriser les investissements dans une économie trop compromise par la dépression, cette tentative aboutit à une pluie de dollars sur les marchés étrangers, qui provoqua de nombreux conflits diplomatiques. Les problèmes monétaires, partie intégrante de la guerre commerciale, continueront d'affecter gravement les relations internationales, et l'incapacité à définir des solutions à long terme devrait accroître les tensions dans le court terme, puisque les questions monétaires débouchent directement sur les problèmes de l'emploi, des échanges et du profit.

Les Etats-Unis restent très conscients de la position politiquement avantageuse que leur confère leur situation de créanciers à l'égard d'autres nations, et ils s'efforcent d'en tirer parti. Ainsi, la Grande-Bretagne n'a pratiquement plus aucune liberté d'initiative dans le domaine politique dans la mesure où ses élections économiques internes et une bonne part de sa politique étrangère lui sont dictées par ses créanciers étrangers, principalement par les Etats-Unis.

Au moment de la crise pétrolière de

1974, les Etats-Unis tentèrent de rétablir leur hégémonie sur l'Europe en proposant la création d'un fonds de « solidarité » de 25 milliards de dollars pour parer d'urgence au déficit budgétaire des pays en cause et pour constituer, sous l'égide américaine, un front uni contre les pays de l'OPEP. Cette proposition ne rencontra qu'un succès partiel et très provisoire, puisque ce succès ne dura qu'aussi longtemps que la crise du pétrole parut être la plus grave des urgences pour les pays industrialisés. Mais, à partir de 1975, l'évolution de la dépression prit le pas sur la crise du pétrole pour devenir le premier sujet d'inquiétude des pays européens, qui tendaient tous à attribuer la responsabilité non plus à l'OPEP, mais aux Etats-Unis et à leur politique économique intérieure aussi bien qu'extérieure.

Dans la pratique, le passage d'une politique de confrontation à une politique dite de « conciliation » avec le tiers-monde n'a amené qu'une légère modification de la rhétorique américaine, assortie de la décision de participer désormais à des conférences supranationales boycottées. Les Etats-Unis entendaient ainsi faire prendre une orientation nouvelle aux efforts économiques des pays du tiers-monde et faire dévier leurs exigences de transformations dans les échanges internationaux vers des institutions bien établies qu'ils avaient bien en main, comme le F.M.I., afin d'augmenter encore leurs dettes et leur état de dépendance. Les actions des pays de

L'INFLUENCE DES GROUPES ÉCONOMIQUES ET ETHNIQUES

Par CHARLES ZORGBIBE

« LA politique étrangère des Etats-Unis est conforme aux plus hauts critères de moralité », affirmait M. Gerald Ford, le 6 octobre, au cours du débat télévisé de San-Francisco. Et Jimmy Carter de rétorquer : « J'ai remarqué que M. Ford n'a pas fait de commentaire au sujet des prisons chiliennes... » A certains égards, l'opinion Kissinger semble avoir commencé sous M. Kissinger : l'opinion publique américaine ne se reconnaît plus dans une diplomatie de l'équilibre — « trop froide, trop anti-idéaliste pour être menée par une démocratie », prédisait Tocqueville — transposée du dix-neuvième siècle européen, contrainte à toutes les traditions américaines, au « style national » des Etats-Unis. Non pas que la politique étrangère américaine ait été particulièrement « angélique » à travers les deux derniers siècles ; mais même les interventions armées et les plaidoyers pour la sécurité nationale — tels ceux d'un Theodore Roosevelt — étaient présentés en termes moraux.

Le rejet de la grille européenne de l'ère Kissinger est sensible parmi les experts américains de politique étrangère : les grandes lignes d'une nouvelle diplomatie bipartite apparaissent, relevant au plus vif intérêt pour le dialogue Nord-Sud, le souci de renforcer les liens « tripartites » avec les alliés traditionnels — Europe occidentale et Japon — et

d'intensifier la compétition idéologique avec le bloc soviétique. Il importe surtout de reconsolidier la part des impératifs géopolitiques et celle du combat transnational pour les droits de l'homme dans l'action américaine. M. James Callaghan, rédacteur en chef de Foreign Affairs, rappelle devant nous l'effacement des milieux universitaires et d'une fraction de la classe politique devant les révélations sur le coup d'Etat chilien — ce « Watergate » de politique étrangère ; et la modification des positions américaines sur l'Afrique australe, si elle peut s'expliquer, en termes d'équilibre, par la nécessité de répondre à la pression soviétique dans les Etats « de la désintégration portugaise », n'en conserve pas moins la réputation officielle des « préoccupations morales ».

Sans doute est-il trop tôt pour dessiner les contours de la future politique étrangère américaine : les thèmes dominants des plateformes électorales peuvent se consumer rapidement aux mille feux du jeu international. La campagne présidentielle n'est cependant pas sans incidence sur la conduite de la diplomatie américaine. M. Richard Neustadt a souligné les problèmes que pose le « cycle quadriennal » : hésitant dans la première année de son mandat, car il lui faut réunir une équipe et établir des priorités, le président est contraint, trois ans plus tard, à une prudence excessive et à un attentisme qui peut tourner à l'irresponsabilité, comme la montre la stratégie du président Eisenhower et du secrétaire d'Etat Dulles lors de la crise de Suez en 1956 ; ou, au contraire, le chef de l'exécutif est préoccupé de se conformer aux attitudes électorales adoptées au cours de la campagne — ainsi s'expliqueraient la mésaventure de la baie des Cochons, au début de la présidence de John Kennedy, ou les réactions de Lyndon Johnson à l'incident du golfe du Tonkin, en août 1964, à la veille du renouvellement de son mandat.

Pendant la course à la présidence, le futur « maître Jacques » de la Maison Blanche est obsédé par l'opinion publique, plongé dans le bain populaire, soumis à de multiples pressions internes : ne devra-t-il pas, plus tard, pour rétablir le consensus sur lequel sont fondées les institutions américaines, sans sombrer dans l'immobilisme, aller jusqu'à dramatiser la décision à prendre et pratiquer cette « diplomatie de crise » que M. Stanley Hoffmann a

dépeinte avec acuité, retrouvant au passage les accents de Marcuse pour analyser la fonction de légitimation de la presse libre et des médias manipulés par les milieux officiels ennemis de clémence l'orthodoxie nationale ? Mais le chef de l'exécutif court-il réellement le risque d'être aliéné au corps électoral et de sacrifier à l'humour du public l'élaboration de sa politique étrangère ? La course à la présidence éclaire les facteurs internes de la politique étrangère américaine — leur impact, mais aussi leurs limites.

Démocratie et politique étrangère

AUT 1976 : interrogé, à Plains, sur ses choix de politique étrangère, M. Jimmy Carter préfère mettre l'accent sur la démocratisation des processus de décision : « Souvent, dans le passé, les décisions ont été prises dans la coulisse, sans que le peuple ait été consulté ou informé... En faisant participer le peuple américain et le Congrès à nos décisions en matière de politique étrangère, nous obtenons un soutien beaucoup plus ferme de nos prises de position. »

Pure rhétorique électorale ? Ou problème central de politique étrangère, dans la mesure où l'usage excessif des prérogatives présidentielles et le culte du secret ont suscité un réveil de l'opinion publique et du Congrès ? Paradoxe remarquable pour les héritiers de la Realpolitik, partisans d'une stricte séparation des politiques étrangères et intérieures : la politique étrangère est souvent, pour le meilleur et pour le pire, la résultante du jeu des forces internes ; elle subit l'impact des moyens d'information de masse. Dans le tourment de l'affaire du Watergate, M. Kissinger est contraint de s'adresser à l'opinion publique américaine, par l'intermédiaire de Newsweek, le 30 juillet 1973, pour la mettre en garde contre le danger d'abandon d'une politique étrangère « positive ». En retour, dans l'élan de l'affaire du Watergate, certains des conseillers de l'administration républicaine s'en prennent à la diplomatie « discrète » du secrétaire d'Etat : le sénateur Jackson accuse M. Kissinger d'avoir conclu des arrangements secrets avec les Soviétiques sur la limitation des armements stratégiques — soupçonné d'obtenir des résultats spectaculaires lors des négociations

de 1972, M. Richard Nixon aurait informé les Soviétiques que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention d'atteindre la limite maximale de missiles sous-marins autorisés, ce chiffre fictif n'étant inscrit dans l'accord qu'à la seule fin de ne pas inquiéter les alliés de l'Amérique. L'administration républicaine avait pourtant été honnête à ses débuts : face à une opinion publique divisée sur le problème du Vietnam et profondément déçue par la politique extérieure en général, elle avait rétabli un certain consensus national grâce à ses succès initiaux à Pékin et à Moscou. Mais, confrontés au Congrès et à l'opinion publique, elle a bientôt éprouvé des difficultés telles que son entreprise diplomatique s'est trouvée menacée. L'assaut mené qu'elle a subi par le « parti jacksonien » symbolisait la conjonction de deux courants : les nostalgiques de la « guerre froide », qui tiennent la détente pour un piège tendu par les Soviétiques, alliés aux porte-paroles de l'intelligentsie, qui ont mis tous leurs espoirs dans le développement des rapports entre l'Est et l'Ouest et réagissent au durcissement intérieur de l'Union soviétique. Mais, au-delà du grand débat sur les rapports avec l'Est — à l'acte de foi de M. Henry Kissinger dans un processus historique, à son espoir que le développement de la coopération avec l'Est suscitera, à long terme, une modification de la structure des sociétés communistes, les « jacksoniens » répondent par le souhait d'une utilisation tactique des conditions présentes — partant de très anciennes frustrations. Ainsi, la multiplication, depuis des décennies, des accords exécutifs n'a soulevé la procédure de ratification des traités, ne tend-elle pas à enlever au Sénat la connaissance de problèmes fondamentaux. Les Etats-Unis ont conclu, en 1930, vingt-cinq traités et neuf accords exécutifs, — en 1971, dix-sept traités et deux cent quatre-vingt accords. La distinction traditionnelle du traité et de l'accord exécutif, instruments d'un engagement majeur dans le premier cas, mineur dans le second, tend à être inversée ; pour le sénateur Fulbright, en 1972, l'accord exécutif était comparable à l'« apprenti sorcier... »

Selon les commentateurs classiques, l'action de l'exécutif jouit d'une sorte d'immunité au moment où la critique serait nulle. Plus tard, en cas d'échec, le Congrès se livrerait à une vague « vendetta rétrospective » : après la

مكتبة القرآن الكريم

l'OEPE, réunis en un seul bloc, et les accords séparés qu'ils avaient entamés avec les pays de la C.E.E. avaient provoqué une inquiétude très vive chez les Américains et les avaient convaincus de modifier leur tactique et d'accepter le dialogue. « Afin de mieux faire obstacle à la tournure peu favorable qu'avaient prise les événements », comme le faisait observer un des assistants de M. Kissinger, « l'ONU l'automne dernier : « Le dialogue est la meilleure manière de tenir en main les pays les moins développés. » Mais, dialogue ou pas, le monde continue à se transformer.

Au stade où nous en sommes, la querelle Nord-Sud est principalement une affaire de famille qui oppose entre eux les différents secteurs du capita-

lisme mondial, bien qu'elle prenne parfois les aspects d'un combat du monde riche contre le monde pauvre. Elle n'en est pas moins épineuse. Il s'est tout au plus opéré une passation de pouvoir des bourgeoisies « compradores » aux capitalistes nationaux. Mais une volonté de contrôle nationaliste sur les ressources et le développement économique des pays du tiers-monde, bien qu'elle soit à l'opposé du contrôle socialiste, peut menacer l'exploitation néo-colonialiste et impérialiste et déclencher un conflit international tout aussi sérieux. Même si la menace ne porte pas sur la propriété privée, mais seulement sur la domination étrangère, le danger est très réel pour un Etat impérialiste comme les Etats-Unis.

M. Kissinger a aussi laissé clairement

entendre que l'aide américaine et les échanges avec l'Amérique seraient fonction de « l'attitude adoptée à leur égard par chacun des pays en cause lors des rencontres internationales ». Pour l'instant, les Etats-Unis peuvent faire jouer leur mainmise sur le « pouvoir alimentaire » dans leurs rapports avec les autres nations. Partout, ils s'efforcent d'exploiter au maximum les faiblesses économiques relatives pour s'assurer des gains politiques et économiques. Mais il s'agit là de pratiques dévaluées, d'attitudes traditionnelles qui ne répondent plus à la condition générale de la crise devant laquelle les Etats-Unis sont aussi vulnérables que n'importe quelle autre nation. Car, outre les problèmes internes auxquels l'économie américaine doit faire face, les banques

américaines ont de plus en plus souvent affaire à des débiteurs insolvables, et les débouchés dont les exportations américaines ont de plus en plus besoin se rétrécissent sans cesse. La fait reste que, dans ce domaine, les faiblesses économiques des autres nations, au lieu d'enrichir la puissance américaine, tendent plutôt à la miner encore davantage.

La politique étrangère est partout confrontée à la réalité de la crise économique, qu'il s'agisse des pressions qu'exercent à l'intérieur ou de la modification du rapport des forces à l'extérieur, et c'est à partir de ce contexte que se décideront ses actes futurs. Mais, quel qu'il advienne, la politique étrangère américaine continuera à répondre aux besoins multiples et

contradictoires du capitalisme américain et à se conformer au modèle stratégique d'ensemble de la contre-révolution. Pourtant, les éléments disparates de cette politique étrangère, bien qu'ils soient liés et agissent les uns sur les autres, n'ont jamais constitué et ne constituent toujours pas une stratégie globale et cohérente. Il se peut que les penseurs du département d'Etat aient formulé dans leur tête cette stratégie globale, mais il ne leur sera jamais possible de la traduire en actes dans le contexte d'un monde en perpétuel bouleversement. C'est ce contexte qui, en revanche, définira les formes d'action auxquelles ils auront recours dans le cadre général de leurs objectifs impérialistes et contre-révolutionnaires.

JOYCE KOLKO.

Phénomène d'une ampleur exceptionnelle dans les démocraties libérales

« Chôisis si tu l'oses... »
(Cornelle, *Horace*, acte IV, scène IV.)

AUX dernières élections législatives américaines, en 1974, 58 % seulement des électeurs potentiels ont pris la peine de voter : record d'abstention depuis les élections législatives de 1946, alors que des millions d'Américains, encore mobilisés, n'avaient pu participer au scrutin. Aux élections de 1976, l'abstention constitue un record depuis les élections présidentielles de 1968. Certes, la participation a été un peu plus forte que les sondages ne l'avaient prévu : ils estimaient qu'une moitié seulement de l'électorat se rendrait aux urnes. Mais on est loin de la participation « massive » que, prenant leurs désirs pour des réalités, les observateurs ont pu vouloir relever. A moins, évidemment, que l'on ne considère une participation de 58,3 % — chiffre provisoire — comme particulièrement importante. Techniquement, il est difficile aux Etats-Unis de calculer l'abstention : tous les Etats n'ont pas d'inscription électorale ; le bureau du recensement — qui calcule les chiffres de participation — est en outre à modifier, en 1976, de grandes distorsions de point les chiffres d'abstention pour les précédentes présidentielles. En tout état de cause, d'après les derniers chiffres connus, la participation de cette année sera inférieure à celle de 1972, qui était la plus faible depuis 1948. On s'interroge sur le triomphalisme que dénotent les premiers commentaires.

On considère parfois que « l'indifférence, le scepticisme, l'abstentionnisme sont des maux universels (1) ». Pourtant, la participation électorale se situe à des niveaux jamais atteints en Europe occidentale. Au deuxième tour des élections prési-

dentielles françaises de 1974, l'abstention totale tombe à 12,06 % des inscrits, ce qui ne s'était pas vu depuis 1958. Aux élections législatives qui ont eu lieu en 1976 en Italie (20-21 juin), en Suède (19 septembre) et en Allemagne (3 octobre), la participation a constamment dépassé 90 %.

L'abstentionnisme électoral nous paraît donc une facette particulièrement caractéristique de la démocratie américaine et non un mal universel. Le phénomène, aux Etats-Unis, n'est d'ailleurs pas récent, même s'il prend une ampleur croissante depuis 1960, comme on peut le constater à la lecture du tableau ci-contre.

Pendant fort longtemps, les analystes se sont efforcés d'expliquer la forte abstention américaine par des raisons mécaniques : aux Etats-Unis, « les difficultés d'inscription ont fait que de nombreux citoyens n'ont pas été inscrits (2) ». En fait, l'explication est peu satisfaisante. Tout d'abord, elle est par trop technique. L'inscription obligatoire, les tests d'alphabétisation, la taxe électorale et les exigences de résidence ont été établis aux Etats-Unis à la fin du dix-neuvième siècle. Officiellement, il s'agissait d'éviter la fraude électorale. En réalité, on souhaitait en même temps empêcher l'accès aux urnes des « indésirables », les Noirs, les Asiatiques, les indigènes du Sud et, plus tard, les Portugais ou les Mexicains. Cette poli-

Par MARIE-FRANCE TOINET *

tique fut pleinement efficace : les Noirs, par exemple, électoralement affaiblis par le quinzième amendement (adopté en 1870), ne recouvrèrent le droit de vote, qui leur est de fait dénié à la fin du dix-neuvième siècle, qu'à la suite de la loi sur le droit de vote de 1901. Ensuite la situation n'est-elle pas parfaitement satisfaisante. En effet, « les citoyens noirs sont exclus des réunions de parti locales, omis à tort des listes d'inscription, intimidés par les présidents de bureaux de vote et gênés par l'insuffisance des bureaux de vote... ». Les électeurs noirs reçoivent des informations erronées et sont techniquement désqualifiés de façon discriminatoire (3). Trop technique, l'explication « mécanique » est aussi insuffisante. Car une augmentation de la participation aurait dû correspondre à la suppression des obstacles électoraux. Il n'en a rien été. En effet, si l'affranchissement de non-votants a été voté, c'est tout au long du vingtième siècle s'est traduit, dans un premier temps, par une participation accrue des nouveaux électeurs. L'enthousiasme s'est bien vite éteint. A l'heure actuelle, alors que l'accès aux urnes est plus facile que jamais — au total, il est maintenant relativement plus simple de s'inscrire sur les listes électorales aux Etats-Unis qu'en France — l'abstention atteint des niveaux partiellement élevés.

Un électorat pourtant subtil

L'ARGUMENT « mécanique » nous laisse cependant moins valables que les électeurs américains ne sont pas inscrits en opposition systématique à l'égard de la participation électorale. Ainsi, William Flanagan du Survey Research Center de l'université de Michigan, qu'une proportion assez réduite de l'électorat national potentiel ne vote jamais, environ 15 % dans les années récentes (4). C'est dire que 85 % participent au moins épisodiquement. Quand ils s'abstiennent, il doit donc bien y avoir un sens politique à ce geste. Car cet électorat est capable d'une extrême subtilité. En règle du jeu sont complexes — notamment en ce qui concerne les primaires, — le maniement des bulletins de vote compliqué. Or l'électeur moyen est parfaitement à même de s'en accommoder. Il va plus loin : alors que les règles qui régissent le vote ne

facilitent pas de telles méthodes, il « panache » de plus en plus volontiers son bulletin de vote, exprimant par exemple une préférence pour les républicains au niveau présidentiel et une préférence pour les démocrates au niveau sénatorial. Ainsi, en 1972, deux cent trente et une circonscriptions sur quatre ont enregistré un « panache » leur vote en ce qui concerne les seules élections présidentielles et de représentants. Ce « panachage » correspond à une volonté politique tout à fait claire et dont sont parfaitement conscients les électeurs : en 1976, 59 % des électeurs qui ont déclaré vouloir voter pour le président ont donné comme l'une des raisons qui déterminent un tel choix leur souhait de voir un congrès démocrate contrôler par un président républicain (5). Et pourtant ce raffinement de

* Chargée de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

l'électorat dans son ensemble n'est guère ressenti par les analystes américains. Bien souvent, l'interprétation politique qu'ils donnent de l'abstention consiste, en fait, une justification de la situation américaine. Au mieux, l'abstentionnisme est considéré comme une responsabilité individuelle détachée de tout contexte social, l'abstentionniste décrit comme un citoyen « passif », « apathique », voire « cynique ». Au pire, l'abstentionnisme est considéré comme un bien, car une trop forte participation risquerait de mettre le système politique en danger puisque elle impliquerait le concours d'un élément cynique, hostile à la démocratie et, par conséquent, déstabilisateur.

Ces deux explications ne nous semblent aucunement rendre compte de la réalité, car elles négligent des problèmes fondamentaux : l'électorat ne s'abstient-il pas parce qu'il a mesuré les limites du processus électoral, parce qu'il s'est rendu compte de l'absence presque totale d'alternative politique que lui offre le système américain ? Cet électorat, en effet, continue à juste titre, d'accorder toute son importance — plus que bien des spécialistes de science politique — au vote : en 1976, il estimait à 77 % que « le vote était encore le moyen le plus important dont disposent les Américains pour influencer le gouvernement (6) ». Et pourtant, moins d'un tiers des électeurs concernés ont participé aux élections primaires présidentielles de 1976, mais 54 % environ ont voté lors des élections de novembre. S'il y a une telle distance entre l'idéal et la pratique, entre ce que pensent et ce que font les électeurs, n'est-ce pas en raison de ce que l'on doit peut-être appeler une aliénation à l'égard d'un système politique dont la pratique semble justement fort loin de l'idéal ? Les Américains, pour leur part, semblent en être convaincus, qui portent un jugement de plus en plus dur sur le système politique. Alors qu'en 1964, 76 % d'un échantillon national représentatif avaient confiance dans le gouvernement de Washington pour agir correctement toujours ou la plupart du temps, ce pourcentage est tombé à 33 % en 1976 (7). D'après le Survey Research Center de l'université de Michigan, le pourcentage de ceux qui estiment que le gouvernement est dirigé par quelques grands intérêts pour leur propre bénéfice et non pour le bien de tous est passé de 29 % en 1964 à 58 % en 1972. Enfin, selon un sondage du Cambridge Survey Research, « quatre personnes sur dix

interrogées estiment qu'il n'y a aucune différence quel que soit le vainqueur (8) ». Bref, une forte proportion d'Américains semblent d'accord avec ce coup de canne à sucre noir interrogé en Louisiane par le *Wall Street Journal* : « Je ne vote pas, parce que (...) celui qui sera élu ne s'intéressera pas à moi de toute façon. Quelle différence cela ferait-il ? » (9).

Cela n'en ferait guère. Les deux grands partis américains ne proposent pas — ou si peu — de visions fondamentalement différentes de ce que devraient être la société américaine et son rôle dans le monde. Ce qui ne veut aucunement dire que ces partis sont « désidéologisés ». Comme le notent très justement Françoise et Claire Masmala : « Ce n'est pas parce que deux partis ont une conception identique du monde que l'on peut en conclure à une absence d'idéologie. Les partis américains sont des partis dépendant en commun une certaine idéologie (10) ». Sur la plupart des problèmes, les deux grands partis sont, en réalité, séparés par des nuances. La preuve en est, par exemple, que le pourcentage des votes du Congrès où une majorité des démocrates votent contre une majorité des républicains n'atteint jamais 50 %, quelle que soit la session électorale. Même un Congrès censé idéologiquement polarisé comme celui élu en novembre 1974 n'a vu une telle situation se produire que dans 48 % des cas.

(Lire la suite page 18.)

- (1) Cf. Fontaine (A.), « La Démocratisation du pouvoir », *Le Monde*, 16 octobre 1976.
- (2) General (H. F.), *Why Europe Votes*, Chicago, University of Chicago Press 1960, page 185.
- (3) Sénateur Mathias (républicain du Maryland), « Amendment to the Voting Rights Act of 1965 », *Hearings before the Senate Subcommittee on Constitutional Rights of the Judiciary Committee, Government Printing Office, Washington*, 1970, page 9.
- (4) Flanagan (W. E.), *Political behavior of the American electorate*, 2^e édition, Boston, Allyn and Bacon, 1972, page 22.
- (5) « The Race Turns into a Dead Heat », *Time*, 11 octobre 1976, page 38.
- (6) Alpern (D. M.), « The skeptical voter », *Newsweek*, 12 avril 1976, page 32.
- (7) *Ibid.*, page 32.
- (8) Cité in « A Presidential Poll », *Wall Street Journal*, 2 février 1976.
- (9) Shattler (B.), *Left Behind : for a Plantation Land, Progress of Blacks Seem far Removed*, *Wall Street Journal*, 17 octobre 1974.
- (10) Masmala (F. et C.), *Pouvoir, société et politique aux Etats-Unis*, Fayot, Paris, 1970, page 184.

pénétration américaine au Cambodge, au printemps 1970, le Sénat tente de reprendre, par l'amendement Cooper-Church, le contrôle du pouvoir de guerre du président. Les premiers coups de la « révolution du Congrès » n'ont pas été prévus : le « réveil du Congrès » n'était que provisoire : les crédits demandés pour la défense et le Vietnam avaient été accordés sans difficulté. Mais un nouvel équilibre ne joue-t-il pas, depuis, en faveur du Congrès — comme l'a montré l'épisode de la non-intervention américaine en Angola ? Resterait un ultime problème institutionnel — celui d'un John Kennedy apparemment en pleine crise des médias d'octobre 1962, que des fusions américaines sont toujours entropées en Italie et en Turquie, malgré ses ordres antérieurs : le contrôle par le président de son propre appareil administratif.

L'action internationale des syndicats

A la démocratisation de la politique étrangère, M. George Meany, président de la confédération syndicale américaine Federation of Labor — Congress of Industrial Organizations (A.F.L.-C.I.O.) l'avait, par avance, approuvée. Trois ans plus tôt, devant la convention de son organisation, il avait rejeté le point de vue selon lequel la politique étrangère « serait le domaine réservé d'une élite de politiciens, de professeurs et de dirigeants des puissantes entreprises multinationales : ce sont les travailleurs qui paient les impôts qui permettent l'action internationale du gouvernement ; ce sont leurs fils qui sont appelés à combattre dans les guerres résultant des échecs de la sécurité collective ». De manière plus générale, « notre sort dépend de la survie de la liberté dans ce monde difficile. Parce que, sans liberté, sans démocratie, le syndicalisme ne peut se développer » ; et le leader du mouvement syndical américain de préciser : « Un monde sans syndicats deviendrait un vaste atelier de travail forcé, dont les services, offerts au rabais, menaceraient notre propre niveau de vie ».

Mais l'action de l'A.F.L.-C.I.O. ne se réduit pas à une participation au processus de décision américain ; elle s'exerce en une véritable « diplomatie parallèle », aussi efficace dans les rapports transnationaux que celle du département d'Etat dans la société interna-

tionale. Ses animateurs ont acquis une grande notoriété : M. David Dubinsky, chef de file du International Ladies Garment Workers Union (I.L.G.W.U.) — pièce forte du syndicalisme new-yorkais —, après avoir organisé, pendant la seconde guerre mondiale, l'important effort d'aide aux syndicalistes européens victimes du nazisme, contribua longtemps au financement de l'organe central du parti socialiste S.F.I.O. ; M. Joy Loveston, ancien secrétaire général du parti communiste américain, exclu sur l'ordre de l'Union soviétique, fut le très influent délégué aux relations avec les confédérations latino-américaines en 1974, une influence prépondérante sur la politique internationale de l'A.F.L.-C.I.O. ; M. Irving Brown, représentant permanent du syndicalisme américain en Europe, puis en Afrique, tint sur les fonts baptismaux, en 1947, la confédération Force Ouvrière, s'efforçant de déloger un syndicalisme non communiste en Italie et en Grèce, avant de créer, en 1964, le Centre de coopération syndicale afro-américain, qui devait organiser plus de deux cents programmes de formation de responsables syndicaux en Afrique ; M. Saraffino Romualdi, militant antifasciste italien, réfugié aux Etats-Unis en 1923, bête noire des péronistes, fut le très influent délégué aux relations avec les confédérations latino-américaines.

La diplomatie parallèle du syndicalisme américain s'est déployée dans les combats de la guerre froide et de la décolonisation. L'A.F.L.-C.I.O. fit preuve alors d'un anticolonialisme déterminé — l'ambassadeur Henri Bonnet essaya un culot échevé, en 1954, lorsqu'il tenta d'exposer la politique ténisienne de la France à MM. Meany, John Lewis et Walter Reuther — et d'un anticomunisme intrinsèque, souvent dénoncé par les libéraux américains. M. John Kenneth Galbraith clouait, il y a quelques années, la politique étrangère des syndicats à la droite de celle du républicain Gerald Ford ; et l'historien de la nouvelle gauche, M. R. Radwin, l'expliquait par une « dévotion servile » à des thèmes des milieux industriels qui dépendent, pour leurs profits, de la continuation de la « guerre froide ». De fait, sa position anticomuniste a parfois entraîné l'A.F.L.-C.I.O. en de durs combats : ainsi, lorsqu'elle prit parti, en 1954, contre le gouvernement Arbenz qui, au Guatemala, tentait de réaliser une réforme agraire aux dépens de l'United Fruit.

Pourtant, les critiques de gauche de l'A.F.L.-C.I.O. ont le tort de voir dans l'anticomunisme syndical un opportunisme : il s'agit, selon eux, pour la grande centrale, de donner des preuves de son adhésion aux valeurs américaines afin de se faire accepter du monde des affaires et d'obtenir ainsi, pour les travailleurs, une plus large part du revenu national. En réalité, le comportement de l'A.F.L.-C.I.O. envers les régimes communistes semble fondamentalement lié à la vision du monde de ses dirigeants : dès 1917, les syndicalistes américains analysaient l'expérience léniniste comme une tyrannie qui réduit à l'esclavage la classe ouvrière, du fait de l'abolition de tout syndicalisme libre, auquel seraient substitués de véritables « agences d'Etat ». Et la fidélité à cette vision, loin de permettre un opportun rapprochement avec les milieux économiques, isole aujourd'hui l'A.F.L.-C.I.O. : M. Meany ne dénonçait-il pas récemment l'employeur « qui s'avance la perspective de marchés commerciaux avec les Soviétiques tandis que sa secrétaire réserve des places pour le ballet chinois » ?

La grande centrale syndicale américaine fait aujourd'hui figure de cénacle asséché. Lors qu'elle se retire de l'Organisation internationale du travail — à la création de laquelle la père fondateur de l'A.F.L., M. Samuel Gompers, porta en 1919 une contribution essentielle — pour protester contre la « nouvelle majorité », composée largement de forces illégitimes, elle influence indirectement le gouvernement de Washington qui s'appuie à abandonner à son sort la vieille institution genevoise ; mais lorsque l'A.F.L.-C.I.O. rompt, en 1969, avec la Confédération internationale des syndicats libres et dénonce, en janvier 1974, la conférence syndicale pan-européenne qui réunit, pour la première fois depuis 1948, syndicalistes de l'Est et de l'Ouest, elle exprime un refus total de la détente qui ne correspond guère à la politique officielle des Etats-Unis. Refus total que combattit, à partir de 1966, Walter Reuther, président (jusqu'à sa mort en 1968) de l'United Auto Workers, et ancien président du C.I.O. — et qui imprime une grande ambiguïté à la position du syndicalisme sur l'échiquier politique américain : l'A.F.L.-C.I.O. assure au parti démocrate l'appui de ses fonds et de ses bataillons électoraux ; on ne peut pas dire pour autant qu'elle

se soit ralliée à la politique étrangère des démocrates.

Groupe ethniques et « foyers nationaux »

TRADITIONNELLE surenchère pour capter le vote des minorités ethniques : à la fin septembre, MM. Jimmy Carter et Gerald Ford, devant la convention nationale des Polonais Américains, brosent les grandes lignes de leur « politique vers l'Est » et énumèrent la liste de leurs collaborateurs directs d'origine polonoise — mais, quelques jours plus tard, les déclarations télévisées de M. Gerald Ford sur l'indépendance « réelle » du gouvernement de Varsovie lui font perdre plusieurs millions de voix. En revanche, le 11 octobre, en annonçant la livraison d'équipements militaires perfectionnés à Israël, le président sortant ménage l'important vote juif américain.

A certains égards, la nation américaine apparaît moins comme le produit du mythe que « melting pot » que comme une fédération d'ethnies séparées, reliées entre elles par un réseau de valeurs communes. Simples proies, lors des premières vagues d'immigration, des machines parvenues des grandes exploitations, les diverses communautés ethniques ont su, au fil des décennies, tirer une véritable influence de leur poids électoral. Plusieurs générations plus tard, subsiste un vif attachement à l'endroit de la « terre natale », du « foyer national », notamment visé, toujours idéalisé. Les ethnies ont donc en naturellement tendance à se constituer en autant de groupes de pression, avec pour objectif principal le développement de relations positives entre les Etats-Unis et leur pays d'origine : ainsi, les Polonais, les Italiens, les Irlandais d'Amérique ont-ils su créer un climat général favorable à leurs anciennes patries. Qu'une crise politique, qu'une catastrophe naturelle affectent le lointain foyer national, le groupe américain concerné multiplie les appels aux pouvoirs publics — comme le montrent la réaction des Hongrois d'Amérique à l'intervention soviétique de 1956 à Budapest, ou l'émotion des Iroquois-Américains devant le séisme en Italie du Nord cette année.

(Lire la suite page 18.)

(Suite de la page 17)

La presse elle-même note combien rares sont les problèmes qui séparent les candidats aux diverses élections : « La campagne s'avère inhabituellement vide de dialogues sérieux sur les problèmes », écrit un journaliste du *New York Times*. L'adverbe seul nous semble trop optimiste : le phénomène n'est pas récent. Editorialistes et hommes politiques font écho à ce thème. Mais peut-être les électeurs eux-mêmes souhaitent-ils une telle absence de débat, un tel manque de différenciation entre candidats. En

fait, l'apathie qui caractériserait l'électorat nous semble d'autant moins réelle que les sondages indiquent un intérêt certain pour la politique. Dans l'enquête (1976) de *Newsweek* que nous avons citée plus haut, 43 % des personnes interrogées déclarent s'intéresser plus et 28 % autant à la politique qu'en 1972. Une enquête Yankelovich (11) va dans le même sens : alors que 61 % des interviewés déclarent n'éprouver que « peu d'enthousiasme pour l'un ou l'autre candidat, les trois quarts ont cependant pris la peine de regarder le premier débat télévisé Carter-Ford ».

Un impressionnant dossier à charge

EN fait, dès qu'ils entrent en scène, les électeurs participent immédiatement en plus grand nombre. Aux élections de 1974 à la Chambre des représentants, par exemple, l'abstention atteignait 62 % en moyenne. Nous avons calculé qu'elle atteint 79 % quand il y a un candidat unique (quarante-trois cas), tombe déjà à 73 % quand il y a deux candidats (dix-sept cas) et n'atteint plus que 50 % quand moins de dix points séparent les candidats des deux grands partis (quatre-vingt-trois cas). L'observation n'est pas récente : elle confirme l'étude qu'avait faite l'un des meilleurs politologues américains de la participation aux élections de 1920 et de 1924. Comme le notait E. P. Gosnell, « lorsque la proportion du vote reçu par le parti vainqueur dans un État donné approche 50 %, le pourcentage des suffrages exprimés par rapport aux suffrages potentiels augmente dans cet État (12) ». C'est en particulier ce qui nous semble expliquer une participation un peu plus élevée qu'on ne l'avait prédit : les derniers sondages ayant souligné combien les résultats seraient serrés, la compétition en a semblé plus ouverte, l'enjeu plus important, le vote plus tentant.

Nous voyons une preuve supplémentaire de la défiance à l'égard du système politique que constitue, dans une très large mesure, l'abstentionnisme américain dans le fait que les citoyens américains ont par ailleurs un niveau de partici-

tion politique tout à fait comparable à celui de leurs homologues européens. Conscients que le système politique est bloqué au niveau électoral, voire, en conséquence, au niveau gouvernemental, les Américains tentent d'avoir une influence sur leur environnement politique par d'autres biais que les processus politiques classiques. D'où l'importance des groupes de pression, qui caractérisent une étonnante diversité. Il est, à cet égard, très significatif de retenir l'exemple de la minorité noire. Son abstentionnisme est particulièrement élevé. Mais l'ampleur de sa participation politique a pourtant attiré l'attention de plusieurs observateurs. Ainsi, Robert Dahl a-t-il pu noter : « Les Noirs à New-Haven, une minorité de 10 à 12 % environ de la population, opèrent à un niveau de participation bien plus élevé que n'importe quel groupe de la communauté (13) ».

Un tel type de participation a ses limites, pour efficace qu'il puisse être, et il l'est parfois. En effet, ne visant que la réforme de points limités, ses résultats sont aisément incorporés par la société dans son ensemble, laquelle continue de fonctionner suivant les mêmes schémas, en perpétuant les mêmes inégalités, en excluant les mêmes groupes. Pour les classes dominantes, il a au moins pour avantage de donner un sentiment d'efficacité à des groupes qui leur imposent une politique et leur incapacité d'accéder au pouvoir au niveau le plus



élevé pourraient autrement pousser à une remise en cause du credo américain. Cette « soupe de sûreté » ne serait-elle pas un des éléments d'explication pour l'incapacité permanente à s'implanter des partis ouvriers ?

Quoi qu'il en soit, puisque l'on ne peut attribuer l'abstention à l'apathie de l'électorat, il faut se demander si ce n'est pas le système politique lui-même qui est cause d'abstention. Il est malaisé de répondre sans nuances par l'affirmative. En effet, comme bien souvent aux États-Unis, chacun des indices relevés est relativement béni. Mais leur accumulation, toujours dans le même sens, finit par constituer un dossier à charge impressionnant. Électoralement, on peut d'abord souligner les obstacles à la candidature : à tous les niveaux, on remarque un élitisme sans failles. L'homme politique est typiquement âgé, blanc, protestant, de famille aisée et implantée aux États-Unis depuis plusieurs générations. Il est né dans une petite ville et diplômé de l'université. Il appartient au sommet de la hiérarchie sociale. Cette caractéristique se retrouve d'ailleurs, dans l'ensemble, au niveau de l'élec-

torat. Comme le note Walter Dean Burnham : « En gros, la moitié supérieure de la structure de classe américaine participe (aux élections), la moitié inférieure s'abstient (14) ».

La circonscription, lorsque cela est possible, est découpée sur mesure. Les grands partis font d'ailleurs tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la concurrence des tiers partis, et pour protéger leurs partisans de tout défi, notamment intérieur. La corruption est fréquente : elle est d'autant plus frappante que les élus en sont à peine conscients. Elle révèle des forces extrêmement diverses du pol-de-vin parfois déguisé en contribution électorale — les campagnes électorales américaines sont des gouffres financiers — au patronage (nomination de militants du parti à des postes de fonctionnaire en dehors des règles de la fonction publique), en passant par les contrats de grands travaux ou d'installations militaires.

Aux des pièges de la concurrence électorale correspondent les cartes biseautées de l'action gouvernementale. Un président — qui a eu des prédécesseurs quant à ses trahisons, même s'il fut plus systématique qu'eux — a pu détourner, pour des

buts qui lui étaient propres, des crédits que le Parlement avait votés dans des objectifs différents : ne pas utiliser des crédits attribués ; poursuivre une « pacification » qu'il se refusait à appeler guerre ; puis, qu'elle eût été anticonstitutionnelle, car non déclarée par le Congrès, intimider ses adversaires intérieurs et extérieurs, notamment par l'utilisation illégale du F.B.I. et de la C.I.A. et, en dernière analyse, gouverner grâce à l'appui d'une minorité de faveur par l'utilisation sélective mais déterminée du veto.

Face à lui, un Congrès où le pouvoir réside bien souvent entre les mains d'hommes vieillards, autocratiques et peu représentatifs de l'ensemble du pays, en raison de règles qui semblent, au total, assez peu démocratiques. L'ancienneté, la frilosité, la commission des règles, le secret, sans compter une procédure qui permet tout (y compris de voter à la fois pour et contre une même proposition, ce qui est le meilleur moyen de ne mécontenter personne) et des méthodes de travail peu satisfaisantes ont longtemps caractérisé l'institution parlementaire. Malgré des réformes récentes, ces défauts persistent plus qu'on ne le croit et balaient le processus parlementaire.

Dès lors, comment s'expliquer devant l'abstentionnisme croissant d'un électorat que la guerre du Vietnam puis le scandale du Watergate semblent avoir, au moins provisoirement, rendu plus méfiant quant aux vertus du système politique américain ? Ce scepticisme ne semble pas avoir atteint MM. Gerald Ford et Jimmy Carter, qui, lors de leur premier débat, ont communié dans l'admiration pour « le meilleur système de gouvernement sur Terre ». S'il en est bien ainsi, il n'est pas certain qu'il faille s'en réjouir.

MARIE-FRANCE TONNET.

(11) « Turned off, Not Turned out », *Time*, 11 octobre 1976, page 30.
(12) Gosnell (E. P.), *Why Europe votes*, op. cit., page 189.
(13) Dahl (R. A.), « Equality and Power in American Society », in David (S. M.) et Peterson (P. E.) eds, *Urban Politics and Public Policy*, Praeger, New York, 1972, page 58.
(14) Burnham (W. D.), « Fighting the Insane War », in *The New Republic*, 20 octobre 1976, page 21.

Malgré les excès verbaux des candidats pendant la campagne électorale

EN 1972, les dirigeants soviétiques n'avaient pas caché qu'ils souhaitaient la victoire de M. Nixon. Ils appréciaient le réalisme du président, qui briguait un second mandat, et se méfiaient du libéralisme du candidat démocrate, M. McGovern. Pendant la campagne de 1976, le Kremlin a fait preuve de plus de retenue, comme s'il était décontenancé par le combat qui se livrait aux États-Unis. Ou comme s'il n'attendait de ce scrutin aucun changement important.

Le temps n'est plus où les leaders soviétiques prenaient pour argent comptant ce que disaient et écrivaient les personnages importants de l'autre monde. Ils ont perfectionné leurs connaissances, affiné leurs analyses tout en restant abasourdis par certaines réactions d'un système aussi différent du leur. En 1973, par exemple, ils ne soupçonnaient pas l'ampleur de l'affaire du Watergate. Comment d'ailleurs pouvaient-ils imaginer que le président de la première puissance du monde allait être

réduit à néant par une histoire d'« écoutes » ? Par la suite, ils ont eu parfois quelque peine à comprendre M. Ford, mais ils ne furent pas trop effarés par le changement de président puisque c'est autour de lui qu'ils ont développé les mécanismes de pensée et les méthodes leur étaient devenus familiers, qu'ils traitaient.

Pendant toute la première partie de la campagne électorale, M. Brejnev et ses collègues eurent un réflexe « conservateur ». Sans doute préféraient-ils le maintien d'une administration républi-

Par BERNARD FERON

caine à laquelle ils se maintenaient accoutumés. Et puis, les propos de M. Jimmy Carter rendaient pour eux un slogan et l'« entourage » du candidat démocrate éveillaient leur méfiance. Ils se gardèrent pourtant de diffuser les commentaires que l'on aurait attendus en d'autres temps. Ils ne mirent guère en contraste la prudence du chef d'État en place, acquis aux principes de la coexistence pacifique, et l'ardeur de son challenger.

La mission de M. Harriman

MEME le débat télévisé des deux candidats consacré à la politique étrangère suscita l'embarras plus que la colère de Moscou. Les dirigeants du Kremlin n'avaient pas dû féliciter hautement M. Ford d'avoir affirmé que les pays d'Europe orientale étaient indés-

pendants ? Et blâmer M. Carter d'avoir promis qu'il serait beaucoup plus ferme dans les négociations ? Les Soviétiques ont sans doute dénoté dans les discours du candidat démocrate l'influence de M. Schlesinger, qui, lorsqu'il était ministre de la défense de M. Ford, criti-

quait la souplesse — excessive à son gré — de M. Kissinger. A l'époque où il donnait ses conseils à M. Carter, M. Schlesinger ne faisait-il pas un voyage en Chine ? Le candidat démocrate semblait faire grand cas de l'opinion d'un homme qui, aux yeux des Russes, s'apparente à M. Strauss. Il faisait aussi crédit à M. Brzezinski, brillant universitaire qui a prôné, lui aussi, une attitude ferme.

Le débat télévisé a cependant été commenté avec circonspection à Moscou. Les Soviétiques ne doutaient certainement pas que M. Ford aurait essayé de corriger des propos mal reçus par une bonne partie de l'électorat. Il ne fallait donc pas se hâter de lui tresser des couronnes. Il importait aussi de ne pas prendre au pied de la lettre tout ce que disait son adversaire. M. Brejnev a vraisemblablement retenu la leçon de politique américaine que M. Harriman (démocrate) est venu lui administrer au début de l'automne. L'ancien ambassadeur des États-Unis à Moscou s'était

fixé pour tâche ou avait reçu pour mission de rassurer les Soviétiques en leur fournissant un mode d'interprétation du capitalisme. Il convient, disait-il, de distinguer entre le langage de l'aspirant à la charge suprême et celui de l'homme d'État investi de responsabilités.

M. Brejnev ne demandait qu'à le croire. Il eût d'ailleurs été imprudent de sa part de faire tirer à boulets rouges sur l'homme qui pouvait être à partir de janvier 1977 président des États-Unis. Après les élections, le dialogue entre les deux Super-Grands peut être plus difficile qu'il ne l'était il y a un an puisque la campagne a révélé l'écho que trouvaient dans l'opinion américaine les dénonciations de la faiblesse, voire de la « capitulation », à l'égard de Moscou. Mais les changements de ton ne traduisent pas nécessairement des bouleversements quant au fond.

On s'est aperçu que les polémiques d'il y a un quart de siècle aux États-Unis entre partisans de l'« endigue-

Le Kremlin est resté prudent devant la compétition

(Suite de la page 17.)

Deux grands problèmes internationaux dominent particulièrement prise au jeu des groupes ethniques : ceux de Chypre et du Proche-Orient. Dans l'affaire de Chypre, l'électorat grec américain a protesté avec vigueur contre la politique de M. Henry Kissinger, dénonçant l'assentiment du Pentagone au « coup » des colonels grecs contre le régime Makarios, puis la possibilité des États-Unis devant l'intervention turque et le partage de facto de l'île. Sur le Proche-Orient, la puissance de l'électorat juif américain a été souvent décrite. Paradoxalement, le « sionisme » des juifs américains est relativement récent : pour les « pères fondateurs » du judaïsme américain, le véritable « Terre promise » s'était-elle perdue le 10 septembre 1897, sur la proposition de son président, Isaac Wise. Seules la montée du nazisme et l'entreprise d'extermination du judaïsme européen modifieront le comportement de la communauté juive américaine. Encore qu'une fraction minoritaire s'en tienne au « non-don » des origines : à Atlantic City, en juin 1942, vingt-quatre rabbins réformés publièrent une « déclaration de principes des rabbins non sionistes » et créèrent l'American Council for Judaism, dont les effectifs ne dépasseront jamais quinze mille membres, mais dont les positions susciteront un vif intérêt dans le monde arabe.

La conflictualité du Proche-Orient a provoqué une rivalité entre groupes ethniques. Les « Arabes américains » sont, certes, moins nombreux que leurs concitoyens juifs ; mais l'immigration du dix-neuvième siècle — un quart de million de chrétiens syro-libanais, petits agriculteurs dans

les États du Sud, ouvriers dans l'industrie automobile à Chicago et à Detroit, commerçants à New-York et dans les régions du Nord — a fait plusieurs milliers d'intellectuels palestiniens et juïens, arrivés depuis 1948 ; et l'aide financière des États pétroliers est acquise. Des organisations représentatives des Américains d'origine arabe apparaissent donc, désormais, qui ambitionnent de modifier la sympathie instinctive de l'ensemble de l'électorat américain pour la cause israélienne ; et la première assemblée annuelle de la National Association of Arab Americans, à Detroit, en juin 1973, était présidée par M. James Aboumoud, sénateur du Sud-Dakota, Américain d'origine libanaise, qui appela à la convention « à s'identifier à l'héritage arabe et à s'organiser en groupe ethnique afin de jouer un rôle effectif dans le processus politique ».

En réalité, sur la politique américaine au Proche-Orient, l'influence essentielle est moins celle des organisations constituées que des individus influents, qui ont un accès direct à la Maison Blanche, au département d'État, au Congrès : bailleurs de fonds de campagnes présidentielles et sénatoriales, amis personnels du président, voire simplement Américains connus. Le mythe de la toute-puissance « sioniste » doit être détruit : le vote juif est désormais « coupé » en deux lors des différentes compétitions électorales, l'identification au parti démocrate jouant moins que par le passé ; sans doute une déclaration publique de soutien à Israël est-elle la bienvenue... mais les deux candidats à la présidence la font régulièrement ; et, si elle est spectaculaire, l'action des organisations juives est efficacement équilibrée par celle, plus discrète, du « lobby pétrolier ». La préoccupation pour la sécurité d'Israël est, certes, commune à la quasi-totalité de l'opinion américaine, mais elle ne dicte pas de décision spécifique dans la politique quotidienne.

Un grand absent parmi les groupes ethniques : la communauté noire. Son intérêt pour les affaires africaines, très vif à partir de l'indépendance du Ghana, s'est vu du fait même de la multiplication de ses contacts avec les nouvelles républiques africaines et de sa prise de conscience d'une identité noire américaine. La protestation, en 1967, de Martin Luther King contre l'engagement américain au

Vietnam apparut, au sein même du mouvement noir, comme un changement de cap dans le combat pour les droits civiques, et comme une erreur tactique. Sans le soutien des Noirs, le regroupement le plus noir du Congrès, manifeste un intérêt évident pour l'évolution de l'Afrique australe et met en garde l'administration contre tout geste de soutien aux régimes d'apartheid. De manière générale, les Noirs américains sont plus « libéraux » en politique étrangère que leurs concitoyens blancs, mais leur influence sur la diplomatie américaine n'est guère supérieure à celle des autres minorités « périphériques » : Indiens, japonais, mexicains, vietnamiens... Et si les Noirs new-yorkais ont massivement pris parti, lors de la « primaire » démocrate de septembre, contre la nomination de M. Patrick Moynihan comme candidat au Sénat, ils entendaient condamner non le comportement « anti-Nars-mondiste » de l'ancien ambassadeur aux Nations unies, mais les rapports sur la communauté noire qu'il rédigeait, négatifs, pour M. Richard Nixon.

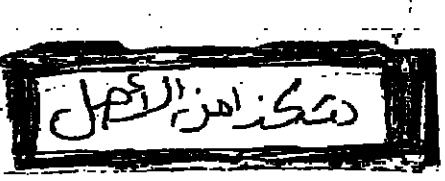
Le jeu des puissances économiques

PEUT-ON encore parler ici de pression sur le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine ? N'atteint-on pas plutôt la source essentielle d'inspiration de la diplomatie des États-Unis ? Nul doute pour Karl Deutsch : dans son modèle du « système national de décision » américain, par lequel il entend rendre compte de l'ensemble des facteurs sociologiques internes qui influent sur la prise de décision de politique étrangère, il décrit cinq « piliers » : a) l'élite socio-économique, les 2 à 3 % de la population qui détiennent les principaux leviers économiques et dominent la société américaine ; b) l'élite politique et gouvernementale, le « classe politique » composée des membres de l'exécutif et du Congrès, de la haute fonction publique et des appareils des partis ; c) les moyens d'information de masse ; d) les « notables », ces 5 à 10 % de la population qui suivent de près le débat politique et servent de « relais sociologique » ; e) l'ensemble des citoyens qui prennent part aux scrutins. Chaque pilier transmet des messages et exerce une action sur les autres piliers. Le flux principal est descendant... à partir de l'élite socio-économique.

Au-delà de ces considérations théoriques, l'action internationale des grandes forces économiques est difficilement discernable, car peu spectaculaire... Elle varie, évidemment, selon les régions du monde et la nature de l'activité des firmes concernées : à Cuba, en 1959-1960, l'United Fruit, hostile à la réforme agraire, contribua à la déstabilisation des rapports américains-cubains, alors que d'autres milieux d'affaires souhaitent participer à l'industrialisation de l'île. Sous la présidence de Lyndon Johnson, après l'échec relatif de l'« Alliance pour le Progrès », les lobbies économiques semblent avoir pris une influence excessive sur l'élaboration et l'exécution de la politique latino-américaine de Washington. Sur le Proche-Orient, les grandes compagnies pétrolières excluent tout appel à l'opinion publique et au Congrès et concentrent leur action sur le département d'État, le Pentagone, la Maison Blanche ; leur but est de tempérer les positions américaines par une attention accrue aux rapports non avec les États arabes radicaux, mais avec les régimes d'Arabie Saoudite, de Koweït, d'Irak.

Faut-il distinguer de l'action des grandes firmes nationales celle des entreprises multinationales ? Pour M. François Perroux, une firme ne serait multinationale que par surcroît ; elle est d'abord « allée indévitablement du gouvernement de son pays. Elle est d'intérêt quasi politique, mais avec un statut privé, fort commode ». Collusion particulièrement nette dans le cas des multinationales d'origine américaine : leurs dirigeants « sont issus d'un groupe culturel toujours bien défini, différent de l'ensemble de la population américaine », écrit M. Stephen Hymov ; les liens entre les pouvoirs publics américains et les firmes « découlent en partie de l'appartenance à l'establishment, à la même promotion d'une université, à la même association professionnelle », résume M. Jack Balkman. Les stratégies des firmes à dominante américaine s'inscrivent donc dans une stratégie globale des États-Unis, la gouvernance de Washington tentant de réaliser par l'intermédiaire du secteur privé ce qu'il n'a pu obtenir par la diplomatie, voire de diffuser, par ce biais, selon M. Eric Jantsch, l'ensemble des « valeurs dominantes de la société capitaliste avancée ».

CHARLES ZORGBIE.



Comment, sur un vaste territoire,
la course aux richesses énergétiques oppose depuis cinq ans
une grande firme multinationale, des tribus indiennes,
les syndicats et le gouvernement du Québec.

L'AFFAIRE DE LA BAIE JAMES

Par PIERRE DOMMERGUES

La Baie James, c'est d'abord un territoire immense : 350 000 kilomètres carrés de montagnes, de forêts, de lacs et de rivières — le cinquième de toute l'étendue du Québec, 80 % de la superficie de la France.

Située au nord de la province du Québec, ce territoire s'étend du 49° parallèle au sud (environ 450 kilomètres de Montréal) au 55° parallèle nord. Cinq rivières le traversent d'est en ouest et se jettent dans la Baie James : La Grande, l'Estmain et, plus au sud, un groupe de trois rivières : la Rupert, la Broadway et la Nottaway. On compte six établissements indiens, quatre sur la côte (dont Fort-George), deux à l'intérieur en bordure des lacs Waswanipi et Mistassini, ainsi que quelques petites villes minières. La population majoritairement blanche qui ont surgi depuis une cinquantaine d'années. L'ensemble du territoire est habité par environ six mille Indiens, des Cris pour la plupart, mais aussi quelques centaines d'Esquimaux (les Inuits) et des métis.

EN avril 1971, M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, annonce sa décision d'entreprendre le développement économique de la Baie James. Aucune étude sérieuse n'existait aux plans économique, écologique, social, ou humain, mais le temps presse : le candidat du parti libéral s'est fait élire, l'année précédente, sur une plate-forme qui promet la résorption du chômage (« cent mille emplois nouveaux par an ») et le développement d'une économie indépendante. Au Québec, donc, de développer son potentiel énergétique, les ressources hydro-électriques et ses richesses minières. « Le monde commence aujourd'hui », proclame M. Bourassa lorsqu'il fait adopter, le 14 juillet 1971, la loi qui sanctionne « le projet du siècle ». « Le développement des ressources du territoire de la Baie James », écrit-il dans son livre sur la Baie James, publié au cours de la campagne électorale de 1972, « offre un nouveau défi à tous les Québécois. La Baie James, c'est la jeunesse du Québec à la conquête de son avenir ».

L'affaire de la Baie James est importante parce qu'elle offre un raccourci exemplaire des problèmes posés aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe ou dans les pays du tiers-monde par la mise en place de gigantesques programmes économiques, coordonnés par un État qui se dit au service du public, alors qu'il sert essentiellement les intérêts des sociétés multinationales, qu'il asservit sans retour l'économie nationale, et qu'il détruit tout espoir d'indépendance économique, politique et culturelle. Les

victimes immédiates de ce projet sont les Indiens qui perdent leurs terres, leurs droits d'occupation d'un territoire où ils ont toujours vécu, mais aussi les Québécois, traditionnellement sensibles à la « colonisation » américaine et anglo-canadienne. Le peuple du Québec, comme l'Indien, est « floué » au plan économique (il finance un projet dont il ne profite pas) et au plan culturel : n'est-il pas décidé, par exemple, que, étant donné le nombre de pilotes ontariens et américains, la langue de communication radio sera l'anglais sur ce territoire canadien-français ?

L'affaire de la Baie James offre également un exemple de la « tolérance répressive » des démocraties occidentales qui fournissent à leurs victimes des institutions, en l'occurrence judiciaires, permettant, dans un cadre inoffensif pour les intérêts ultimes du système, de donner une impression d'égalité : c'est ainsi que les Indiens Cris et Inuits obtiennent en novembre 1972, après un procès d'un an, la suspension des travaux entrepris à la Baie James afin que leurs droits soient reconnus. Une semaine plus tard, ce jugement historique est non point cassé, ce qui eût montré de façon trop visible les pressions économiques et politiques sur un système judiciaire dépendant de l'exécutif, mais « suspendu » par la Cour d'appel de Montréal, qui, avec l'aide de la Cour suprême du Canada, pourrait faire en sorte que la justice démocratique soit rendue aux Indiens par les plus hautes instances judiciaires dans un délai de cinq ans... une fois que les travaux seront terminés.

L'univers des Cris et des Inuits

CE qui ressort des témoignages des autochtones interrogés par leurs avocats au cours des dépositions des ethnologues convoqués par les avocats, c'est que, malgré les contacts avec la civilisation blanche, l'essentiel du mode de vie indien a été préservé dans ce territoire.

Mais le projet gouvernemental risque de compromettre définitivement cet équilibre : pour mettre en place le complexe hydro-électrique de La Grande, il va falloir tripler les superficies mondées ; quant au bassin de drainage nécessaire par l'ensemble du projet, il couvre plus d'un tiers du territoire.

Les dégâts potentiels sont déjà sensibles : dès 1970, on découvre un indice élevé de mercure dans le sang d'un indien hospitalisé. L'enquête révèle qu'une usure à papier moderne, construite au mépris des normes antipollution, déverse chaque jour six kilos de mercure dans la rivière et deux kilos dans l'Estmain. Solution : les Indiens sont invités par le gouvernement fédéral à s'abstenir de boire de l'eau. La même enquête apprend que cette usine déboise systématiquement les concessions forestières qui lui ont été octroyées, ce qui entraîne la disparition des originaux dont se nourrissent les Indiens de cette région, alors qu'une coupe sélective, préservant par exemple quelques grands arbres aux bords de la rivière, permettrait d'accroître leur population.

On insiste généralement sur le rapport privilégié de l'Indien avec son

environnement : « La terre offre ses richesses, les Cris et les Inuits les respectent. La terre est un jardin dont ils récoltent les fruits et dont ils considèrent qu'ils font partie, puisqu'ils sont nés sur la terre, qu'ils ont grandi sur la terre, comme les plantes, les arbres et les animaux... L'Indien ne se considère ni comme maître, ni comme esclave de la nature : il se perçoit comme « participant aux événements ». Les animaux, les vents, la neige ressemblent à des personnes, qu'il faut consulter lorsqu'on doit avoir des rapports avec eux. L'un des témoins, l'anthropologue Harvey Fein, remarque que « les chasseurs waswanipi disent qu'ils attrapent un animal seulement quand il leur est donné, ils disent qu'en hiver le vent du Nord, chuetenshu, et les animaux eux-mêmes leur donnent ce dont ils ont besoin pour vivre ». Les Cris et les Inuits disent que le chasseur reçoit le nourrir, mais l'âme retourne pour rendre, de façon telle que les hommes et les animaux ne deviennent pas. L'équilibre est réciproque ».

Mais cette réciprocité ne crée pas la dépendance de l'Indien — bien au contraire. L'indépendance se situe d'abord au niveau de la famille qui se constitue en groupe de chasse autonome, ensuite dans l'acte du chasseur qui opère généralement seul, enfin dans ce qu'on pourrait appeler la politique de chasse de l'Indien. En effet, loin de subir la chasse, l'Indien l'organise : il laisse certaines zones en jachère pendant une ou plusieurs années, il pratique un système de

rotation avec d'autres « propriétaires » de territoires de chasse afin que d'autres rapports s'établissent entre l'animal et le chasseur, il désigne son « espace de chasse » non pas en termes géographiques mais en fonction des points cardinaux, des déplacements d'animaux, ainsi que de sa relation personnelle au gibier. Etant donné la connaissance qu'il a des animaux et de leurs mouvements, le chasseur exerce donc un contrôle — de nature magique par rapport à celui de l'éleveur auquel on l'oppose traditionnellement — mais un contrôle réel sur la reproduction des animaux.

L'un des axes de la plaidoirie indienne a été la conception que les Indiens ont de la terre comme élément de cohésion culturelle, mais aussi comme source de subsistance. Avec témoignages à l'appui, les avocats font valoir : 1) que, pour vivre, une forte proportion d'Indiens dépend presque exclusivement du pétrole brut et le pétrole d'origine non canadienne représente 11 % des importations du Québec, le choix est parfaitement justifié ; 2) que, en juillet 1974, le premier ministre réaffirme que « le projet de développer la Baie James pour faire face à la demande québécoise en électricité au cours des années 80. Quelle est en effet la solution de rechange ? Doit-on aller à la chaudière, en 1980, éclairer à la chaudière, fermer des hôpitaux et des services publics ? ».

En avril dernier, une nouvelle étape dans l'escalade des besoins du projet du Québec est franchie, cette fois par le président de l'Hydro-Québec (H.E.D.F. québécois) : selon M. Giroux, qui a approuvé « l'historique de la demande québécoise en électricité », la croissance annuelle de la consommation est de 7,16 %. À ce rythme, le Québec aura besoin de 30 millions de KW en 1985 (alors qu'il n'en produit que 14 millions aujourd'hui), et 75 millions en l'an 2000. Avec ses 10 millions de kilowatts et l'installation de plus puissants au moment, la Baie James ne fournira alors que 12 % des besoins québécois. Ce n'est donc pas une, mais cinq ou six Baie James qu'il convient de construire si le Québec veut conserver son autonomie énergétique. La Baie James est créée, les Québécois vont accepter l'augmentation démesurée du coût de la Baie James et se préparer à investir encore davantage dans des projets encore plus gigantesques.

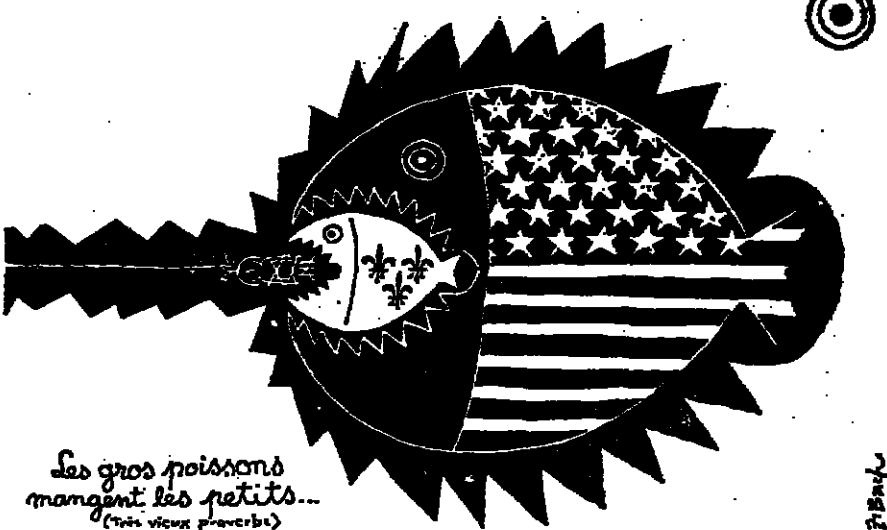
En des termes qui masquent mal l'irritation et le dépit, le premier ministre et ses grands commis continuent à asséner sur une Assemblée nationale et un public mal informé des assertions fortement contestées. Le recours exclusif à l'énergie hydro-électrique préconisé par le premier ministre est-il préférable à une combinaison harmonieuse avec l'énergie thermique et nucléaire, proposée notamment par le parti québécois ? Les projections gouvernementales reposent sur des postulats erronés : le coût d'être établies à partir de la consommation moyenne, ces estimations sont fondées sur la consommation de pointe qui ne dure que 2 % de l'année et qui incheut les exportations d'électricité vers les États-Unis ; ces dépassements pourraient être réglés par une politique d'échange puisque la période de pointe se situe en été pour l'État de New-York et en hiver pour le Québec ; 2) Les projections officielles reposent sur un scénario — peu vraisemblable — de croissance démographique chiffrée à 0,5 % et économique évaluée à 4,5 % ; 3) Le National Energy Board, agence fédérale chargée de coordonner la production énergétique du Canada, prévoit, pour le Québec, un taux d'accroissement de la consommation électrique de 4,5 % et non de 7,16 %. Il n'y a donc pas lieu, en la demeure, mais le premier ministre recourt à la stratégie combinée du secret, de l'urgence et de la menace.

Le projet comprend un double programme hydro-électrique : celui de La Grande, au nord, consiste à détourner dans cette rivière les eaux d'une partie du bassin des rivières Caniapiscau, Grande Baleine et Opapica, ce qui accroît de 80 % la puissance initiale du cours d'eau et assure une production de 10 millions de KW (à titre de comparaison, la puissance de Churchill Falls, le complexe le plus important en Amérique du Nord, est de 5,5 millions de KW). Plus humble, le second projet prévoit l'aménagement des trois rivières du sud : la Rupert, la Broadway, et la Nottaway pour une puissance d'environ 3,5 millions de KW. Le premier

ministre opte pour le premier projet qui a l'avantage d'ouvrir le Grand Nord aux industries minières et de leur offrir une route, construite avec les deniers de l'État, qui donne accès aux concessions minières contrôlées par les grandes sociétés. Ce n'est guère qu'en mai 1976 que l'on repare du second projet : l'aménagement des trois rivières du Sud, actuellement au stade de l'étude, coûterait 10 milliards de dollars pour une production égale à la moitié de celle de La Grande. La décision serait liée aux réactions hostiles soulevées par le projet de construction de onze centrales nucléaires dans la vallée du Saint-Laurent.

Le « projet du siècle » connaît bien des avatars aux plans techniques, économique et financier. Estimé à 5,5 milliards de dollars en 1971, le coût passe officiellement à 5,8 milliards (1973), à 11,9 milliards (1974) et à 16,2 milliards en août 1976. Comme le coût de la Baie James est de 20 milliards — 125 milliards de nos francs.

L'explication officielle ? L'inflation. « L'inflation », précise le président de la Baie James (S.E.B.J.), est le principal facteur d'augmentation. Au cours des dix-huit derniers mois, l'inflation subie par l'industrie de la construction lourde au Québec a été de 31 %. Il s'agit là d'un taux de près de 20 %. Nos projections se situent à 9 %. Comme le coût de ce projet est exceptionnel et des projections révisées à la hausse pour les années futures, le nouveau taux moyen pour la période de 1974 à 1976 passe à 12 %. Il n'y a donc pas de doute que, pour plus de 30 %, l'augmentation est due à des réajustements techniques qui auraient pu être évités par des études plus précises et plus complètes. Les planificateurs n'ont pas suffisamment tenu compte de la protection de l'environnement (pourrait être proclamée dans les brochures publicitaires de la S.E.B.J.), ni des droits indiens, ni des impacts de construction — que l'on appelle



Les gros poissons mangent les petits...
(voir page 10)

aujourd'hui des « surprises ». Le président de la S.E.B.J., M. Boyd, reconnaît certaines erreurs d'estimation qu'il chiffre à 162 millions, alors que les experts considèrent généralement qu'un milliard de dollars aurait pu être économisé depuis le début du chantier par une planification et une gestion plus rigoureuses.

L'objectif n° 1 de M. Bourassa était de faire face, « en termes québécois », à la crise internationale de l'énergie. Son second objectif : développer l'économie provinciale et plus particulièrement celle du Grand Nord. Son troisième objectif : mettre fin à la crise du chômage. Sur ces trois plans, qu'en est-il ?

1° L'emploi : le premier ministre annonce, en avril 1971, la création de 188 000 emplois ; à la fin de l'année, il se rétracte et ne parle plus que de 56 000 emplois ; le Bureau fédéral de l'emploi comptabilise 23 000 emplois nouveaux. En mai 1973, une enquête menée par l'Echo (édition de Val-d'Or) dénombre 1 400 travailleurs sur le chantier, en mars, avec une prévision de 2 400 en été. Le dernier rapport d'activité de la S.E.B.J. fait état, pour 1975, d'un effectif maximum de 5 180 personnes en juillet, 2 430 en janvier et 1 249 en décembre — dont plus de 600 employés au siège social. En fait, ainsi que l'ont montré les économistes du Comité de défense de la Baie James, dès 1974, le « projet du siècle » consacre la structure du chômage au Québec : 1° les effets d'entraînement négatifs ne se justifient par aucune théorie et par aucun précédent historique ; 2° le coût de chaque emploi créé dans le cadre du développement hydro-électrique est démesuré, et ruineux pour la province ; le coût moyen d'un emploi temporaire à la Baie James est de 293 000 dollars, de 5,8 millions pour un emploi permanent puisque, selon les statistiques officielles, mille personnes suffiront à faire fonctionner les centrales — alors que l'investissement moyen pour la création d'un emploi dans le domaine de l'industrialisation classique varie entre 30 000 et 35 000 dollars.

2° Le développement économique de la province, et plus particulièrement du Nord-Ouest québécois : contrairement aux promesses du premier ministre, les retombées économiques sont inégalement réparties, même au plan géographique. Montréal importe le gâteau. Le siège social de la S.E.B.J. est à Montréal. Lorsqu'elles ne sont pas américaines, les firmes conseilles sont installées à Montréal. Les entrepreneurs viennent majoritairement de Montréal. Grâce à un système de patronage tatoué des bureaux mêmes du premier ministre, un ouvrier sur trois vient de Montréal, alors que le chômage est encore plus aigu dans la Nord-Ouest chez les Blancs et chez les Indiens.

3) Une dimension est absente des chiffres officiels : qui va d'abord tirer profit de l'énergie ainsi créée ? Qui perçoit les intérêts des emprunts réalisés par la S.E.B.J. et l'Hydro-Québec — et garantis par le gouvernement ? Selon les plus récentes estimations, le service de la dette dépasse les 4 milliards de dollars (20 milliards de nos francs), soit 30 % du coût total de la construction. Peut-on dans ces conditions parler d'une solution « québécoise » au problème de la crise internationale de l'énergie ?

L'hypothèque publique

LA mi-janvier, les responsables lancent un emprunt privé de milliard de dollars. Un mois plus tard, le 18 février, l'Hydro-Québec encaisse un chèque de 668 millions de dollars, le solde devant être versé avant la fin de l'année. Trente-six millions financiers américains prêtent mis en place par les courtiers de la First Boston Corporation, la Salomon Brothers, Merrill Lynch, entre autres. Un milliard vite emprunté sans douleur, titre le Soleil du 30 avril 1976.

Le climat est à la confiance à New-York et dans le monde entier. Lorsque sont émises les premières obligations (« bonds ») de la Baie James — en anglais : les « James Bonds » — M. Bourassa est sélectif, car les amateurs ne manquent pas : « Le Québec, déclare-t-il au cours d'une tournée en Grande-Bretagne en décembre 1972, ne vient pas ici en demandant à financer la Baie James, c'est nous qui finançons la Baie James. Ce sont les investisseurs qui veulent participer au financement du projet. Nous leur demandons alors de soumettre leurs offres. J'ai déjà reçu des offres de financement de plus grandes maisons financières internationales. Nous choisissons les meilleures ».

Le premier ministre oublie de signaler qu'il s'est déplacé dans le cadre d'une offensive magistrale lancée par le général de l'industrie du Québec, qui avait délégué son statut-major au grand complet : présidents de banques et d'entreprises québécoises, mais aussi représentants des sociétés multinationales installées au Québec

telles que I.B.M., B.P. Union Carbide, etc. Objectif officiel : « vendre le Québec dans un contexte canadien ». Le résultat de cette opération de charme ? Les Allemands sont intéressés (mais inquiets de la loi que le gouvernement fédéral prépare sur la propriété des capitaux étrangers) ; les Français ne réagissent pas (malgré les sollicitations du premier ministre qui déplore que la France soit, parmi les six, le dernier client du Québec, très loin derrière l'Allemagne de l'Ouest) ; un instant séduits, les Japonais se rétractent (la Baie James est décidément trop loin du Japon). Ce sont les Soviétiques, friands de devises canadiennes pour équilibrer leurs achats de blé, qui s'intéressent le plus vivement à la Baie James : M. Bourassa dément à plusieurs reprises que des contacts aient été établis avec Moscou, puis il annonce, au cours du printemps 1974, qu'une mission économique pourrait déboucher sur la création d'un « bureau canadien » en U.R.S.S. Il rappelle que les constructeurs soviétiques ont déjà enlevé à leurs concurrents canadiens deux importants contrats de turbines hydro-électriques.

Le premier ministre oublie également de signaler les incidences de la dette publique sur le peuple québécois. Pourtant, dès le lancement du projet, en 1971, M. Jacques Parizeau se demande comment le Québec pourra supporter la situation : la province emprunte à l'époque — 325 millions par an et l'Hydro-Québec 300 millions ; même si ce dernier chiffre est réduit, l'emprunt ce dernier chiffre est réduit, l'emprunt annuel total passera à 500 ou 600 millions pendant une période de dix ans. Où trouvera-t-on l'argent pour les

BIBLIOGRAPHIE

- LIVRES : Collectif de la Société pour vaincre la pollution, la Baie James, c'est grave, grave, grave, Édition québécoise, Montréal, 1972.
- ROYCE RICHARDSON, Baie James : Sans motif légitime, L'Express, Montréal, 1972, et Strangers Among the Land, Macmillan, 1976.
- Collectif du Comité de défense de la Baie James, James Bay Forum, McGill University Press, 1973.
- ROBERT BOURASSA, la Baie James, Édition du jour, Montréal, 1973.
- ALBERT MALOUP, la Baie James indienne, texte intégral de la décision du juge Albert Maloup, Éditions du jour, Montréal, 1973.
- ERIC GOURDEAU, le Procès-verbal de la décision de la commission nationale de développement nord-ouest du Canada, 74 ans d'exploration, la Baie James, publication du Conseil des sciences du Canada, 2, décembre 1974.

- La convention de la Baie James et du Nord québécois, Édition officielle du Québec, 1976.
- REVUES : Études Amérindiennes, numéros sociaux, décembre 1971 et novembre 1972, 417, St-Pierre suite 48, Montréal, Canada H2Y 2M4.
- Rapports annuels de la S.E.B.J. et S.E.B.J., 800 Est Bd de Maloune, bureau 2200, Montréal, Québec, H2L 4L4.
- DOCUMENTS : — Akwesasne Notes, Mohawk Nation, via Roosevelt, New-York, 1985.
- Documents de presse : la Baie James, publication bi-annuelle, des communications, ministère des Communications, 875 Est Bd St Cyrille, Québec, Canada G1A 4Y1.
- Rapports annuels de la S.E.B.J. et S.E.B.J., 800 Est Bd de Maloune, bureau 2200, Montréal, Québec, H2L 4L4.

مكتبة الشرح

autres développements économiques de la province et pour les programmes sociaux? Le coût des travaux ayant officiellement plus que quintuplé depuis cette estimation, la question de l'économie du parti québécois est plus que jamais pertinente. La baie James, c'est aussi l'hypothèque du siècle.

Aujourd'hui, les milieux officiels eux-mêmes s'interrogent sur l'engagement public: au cours de la dernière commission parlementaire consacrée à la baie James, les craintes du ministre des richesses naturelles rejoignent sur ce point celles du chef de l'opposition. Le ministre Cournoyer rappelle que l'on va bientôt investir dans le domaine de l'énergie 5 milliards par an, soit la moitié du budget actuel de la province, que le temps viendra où les programmes d'emprunt de l'Hydro-Québec hypothéqueront la capacité d'emprunt de l'ensemble du secteur public québécois.

L'inquiétude soulevée par la dette publique est d'autant plus justifiée qu'une partie de la production de la baie James est destinée à l'État de New-York et que le premier ministre envisage très sérieusement une exportation indirecte sous forme d'uranium enrichi. Les obstacles à la construction d'une telle usine sont multiples (côté provincial): une opposition politique (parti québécois) et technique (Hydro-Québec) à un projet qui consommerait le tiers de la production totale de la baie James. Côté fédéral: le projet nécessiterait une quantité d'uranium brut trois fois supérieure à la production canadienne et, par suite, des importations en provenance du Ghana, du Niger ou de l'Afrique du Sud; le coût de l'entreprise, qui devrait être financé par des capitaux étrangers (1 milliard par an pendant dix ans), influencerait le dollar canadien vers la hausse, compromettant ainsi la compétitivité de la production canadienne sur les marchés internationaux; enfin, en favorisant le développement de la technique de diffusion gazeuse, le projet porterait préjudice au système canadien, où l'on utilise de l'uranium

naturel (non enrichi) dans les centrales nucléaires de type CANDU.

Malgré ces obstacles, M. Bourassa encourage un premier projet de construction d'une usine d'uranium enrichi dès 1972. Ce projet ne va pas le jour car sa rentabilité exige le soutien total du gouvernement: or, le gouvernement fédéral est réticent et, à cette époque, le gouvernement provincial est encore trop timide pour l'imposer.

En 1974, M. Bourassa fait une seconde tentative, cette fois de gouvernement à gouvernement. Le 25 juillet, une entente est signée entre la S.E.B.J., la Sernu Nucléaire (une filiale du Commissariat français à l'énergie) et Cominco Canadian Investments (ces trois sociétés vont financer une étude préliminaire des possibilités d'implantation d'une usine d'enrichissement selon le procédé de diffusion gazeuse (projet Canadit). A la même époque, la S.E.B.J. crée une entreprise conjointe chargée d'explorer les réserves d'uranium dans la zone de la Grande-Rivière. En mars 1975, on annonce la découverte d'uranium à la baie James par un autre groupe, l'International Nickel, par l'intermédiaire de sa filiale d'exploration Canico, en association avec la S.E.B.J. Entre-temps, un 11 novembre 1974, M. Bourassa rencontre à Paris le président Giscard d'Estaing: fort prudent, le communiqué commun publié à l'issue des conversations fait état de la nécessité d'évaluer de part et d'autre les avantages d'un tel projet pour les économies respectives des deux pays. La France a besoin d'uranium enrichi, ne serait-ce que pour accroître ses distances à l'égard des États-Unis, et l'usine de Tricastin (projet Eurodif) ne répondra que partiellement ses besoins dans les années 80. Le Québec accueillerait volontiers des capitaux étrangers qui permettraient l'ouverture de nouveaux chantiers de construction, et le premier ministre s'engage à convertir au nucléaire, souhaiterait relever son prestige en lançant un projet de classe internationale.

L'Etat-manager

« L'Etat n'est pas acceptable, écrit Robert Bourassa dans son livre sur la Baie James, de laisser les groupes particuliers, les entreprises, les chapelles, gaspiller en guerres stériles les richesses de la collectivité. Bien au contraire, il faut que nos ingénieurs, nos architectes, nos écologistes fondez les liens entre les ressources personnelles les uns sur les autres. Le Québec, en effet, ne peut plus attendre du destin quelque seconde chance plus ou moins aléatoire. Les sommes d'argent impliquées, les énergies, les talents et les ressources humaines investies sont limités et doivent être utilisés avec le plus grand rendement possible. Voilà le but, et la raison d'être de la Société de développement de la baie James. (...) C'est l'occasion de raffermir la prise en main de nos ressources tout en imaginant des moyens inédits d'intégration de nos citoyens, de nos communautés de notre avenir. »

« Intégration » — voilà bien le maître mot. Pour le premier ministre, l'intégration veut dire, en premier lieu, coordination de toutes les activités de développement d'une région (économie, écologie, facteurs humains, etc.); en second lieu, prise en charge de la coordination par l'organisme susceptible d'assumer le mieux cette tâche dans l'intérêt général, c'est-à-dire l'Etat, ou plutôt une société créée par l'Etat et responsable devant lui. Il est un troisième aspect de l'intégration que le premier ministre se garde bien de souligner: cette coordination, assurée par l'Etat, s'insère, par l'intermédiaire des ministères ministériels, dans un système plus « efficace », plus « puissantes », plus « compétitives » que les entreprises nationales, dans l'économie internationale. L'intégration nationale qui aurait pu permettre de développer une certaine autonomie économique fait place à l'intégration mondiale qui contribue encore à enrichir le « sur-imperialisme » américain.

Sans doute est-il difficile de développer une économie indépendante dans le cadre actuel. Néanmoins ce qui frappe dans la politique de M. Bourassa, c'est sa volonté précoce de servir l'intégration mondiale. C'est lui qui prend les décisions: le premier, le contacte Rockefeller, la maison des Rothschild, la banque de la famille Tinto Zine. Avec l'énorme potentiel énergétique dont il dispose au moment où les États-Unis vivent la crise de l'énergie, il n'a pas eu de conditions qui lui soient défavorables, même en termes capitalistes.

Le principal mérite du premier ministre est d'avoir conçu — sur le plan technique et juridique — un organisme central de développement intégré. On s'est habitué aux diverses modalités d'intervention de l'Etat: planification indicative ou concertée, accroissement sélectif des dépenses de l'Etat, son soutien direct ou indirect à des opérations prestigieuses, participation dans des sociétés mixtes... M. Bourassa fait une synthèse magistrale de ces tendances qu'il pousse encore plus loin: il confie la conception, la coordination, l'intégration du gigantesque projet à un organisme presque invisible et pourtant omnipotent, où l'Etat-manager est présent sans être, où l'entreprise privée est omniprésente mais sans monopole apparent puisqu'elle collabore avec les services gouvernementaux, où les décisions sont prises par une minorité difficile à localiser. « La Société de développement de la baie James (S.D.B.J.), précise M. Bourassa, est un

organisme de conception, d'organisation, de gestion, de contrôle. C'est en d'autres mots un organisme de « management ». Ce qui veut dire que sa philosophie n'est pas de se structurer en personnel ou en équipement pour exécuter elle-même les travaux. Elle réalise ses objectifs en établissant une collaboration avec les gouvernements des structures para-gouvernementales et l'entreprise privée. »

Conformément à la loi de 1971, la S.D.B.J. peut agir directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, responsables de quatre secteurs principaux: électricité, mines, forêts et tourisme. La première filiale créée est la Société d'énergie de la baie James (S.E.B.J.) en association avec la Hydro-Québec qui acquiert progressivement la totalité des actions. Les trois autres filiales sont établies avec le concours d'organismes d'Etat. Par la suite, d'autres filiales ont été créées. Dans chaque cas, la S.D.B.J. doit conserver la majorité des actions.

Dans le projet initial du premier ministre, il y avait des autorités également importantes: la S.D.B.J., responsable des services publics, qui chapeautait l'ensemble du projet, et la S.E.B.J., responsable des travaux hydro-électriques. Mais progressivement l'influence de la première s'est accrue au profit de la seconde à laquelle elle sert de couverture. La S.E.B.J. s'approprie les pouvoirs du conseil d'administration qui établit les projets de construction, dispose du budget, choisit les entreprises. L'Etat-manager cède le pas devant l'entreprise-manager. Le rôle du premier ministre, gouverneur en chef, plus la S.E.B.J. doit progressivement partager les décisions avec l'Hydro-Québec, car le président de l'Hydro-Québec est celui qui a « ses entrées » auprès du roi des rois, le premier ministre.

En mai 1975, le rapport Gourdeau, publié sous les auspices du Conseil des sciences du Canada, analyse le processus de décision par lequel le projet a été mis en place. Sa conclusion est que « le processus de décision a été dérivé en dehors du cadre rigoureux de la collectivité ». Les ministères intéressés ne sont pas consultés, ni les ingénieurs de l'Hydro-Québec, ni les spécialistes du Nord-Ouest, ni les écologistes, ni les Indiens. Les décisions sont prises à huis clos par le premier ministre, gouverneur en chef, le président de l'Hydro-Québec et le président de la S.E.B.J. Le mépris est absolu à l'égard des experts: les commissaires de l'Hydro-Québec reçoivent de M. Bourassa l'ordre de faire parvenir un avis favorable concernant l'opportunité du projet. Le rapport révèle par ailleurs la création — après les événements d'octobre 1974, l'enlèvement de James Cross et l'assassinat de Pierre Laporte, ministre du travail — d'un « comité secret » chargé de concevoir un projet économique susceptible de redonner confiance aux Québécois, « y compris au cabinet des ministres eux-mêmes, dont plusieurs venaient sous la peur ». Le rapport révèle enfin la dépendance du premier ministre à l'égard des puissances financières: « On s'empêche difficilement, est-il précisé, que M. Bourassa ait laissé tomber sans jugement ses objectifs de départ (...) si l'on n'attache pas d'importance au fait que la Compagnie Bechtel et d'importantes familles américaines, dont celle de la famille Rockefeller, ont ensemble des relations étroites. »

Interlude : Bechtel Story

Le 22 septembre 1972, le président de la S.E.B.J. avait déclaré: « La gestion des travaux n'est pas et ne sera pas une tâche simple, mais elle est entièrement assurée par la S.E.B.J. et l'Hydro-Québec. » On apprend trois ans plus tard que l'Hydro-Québec se consacre dans les prochaines années aux divers programmes d'expansion prévus en dehors de la baie James, que

l'activité dans la prévision des coûts n'a jamais été si forte, qu'il n'y a pas au Québec « les ressources administratives et techniques » essentielles à la réalisation d'un complexe comme celui de la Grande-Rivière, alors que la gestion du chantier Falls, confiée à Bechtel, a été un succès. La firme américaine avait su par exemple limiter les dégâts d'une grève de chemin de fer en 1969 en organisant un

gigantesque pont aérien — mille cent cinquante-trois vols pour transporter le carburant et 11 600 tonnes de marchandises nécessaires à la poursuite des travaux.

Le 5 novembre, Jack Keable révèle dans *Québec Express* le contenu d'un contrat secret passé entre la S.E.B.J. et la firme de San-Francisco: 1) la gérance est confiée à Bechtel; 2) celle-ci touchera la part du lion: 150 millions de dollars au minimum, basés en début de travaux pour évaluer tous les risques, et sans clause de résiliation; 3) trois ans après la mise en service du pont, c'est Bechtel qui nomme le directeur.

Il faut attendre deux ans pour que soit communiqué à l'Assemblée nationale, en novembre 1974, le texte de l'entente passée entre la S.E.B.J. et Bechtel d'autre part — et encore le texte est-il, dans un premier temps, expurgé des paragraphes concernant les honoraires de la firme américaine. Selon l'article 3 du protocole d'accord, « Bechtel-Québec fournit à l'Hydro-Québec, sous leur direction et contrôle, son assistance dans l'exécution et la coordination de tous les travaux d'ingénierie nécessaires ou utiles à la réalisation du projet. » En fait, c'est le vice-président, un homme de la Bechtel, qui prépare le budget et les appels d'offres, l'octroi et l'émission des contrats. « Bechtel, a-t-on pu dire, ne décide peut-être rien, mais elle contrôle tout. » Pour ce qui est des honoraires, Bechtel reçoit, en plus d'une fraction importante des 10 % du coût de base réservé à la gérance, des frais d'administration et le remboursement des salaires des employés prêtés à la S.E.B.J. Détail révélateur: chaque fois qu'elle emprunte un ingénieur Bechtel qui perçoit par exemple un salaire de 40 000 dollars, la S.E.B.J. doit rembourser la somme de 81 400 dollars, soit 205,5 % du salaire réel, alors qu'elle ne paie que 16 % de commission lorsqu'elle emprunte un ingénieur de l'Hydro-Québec.

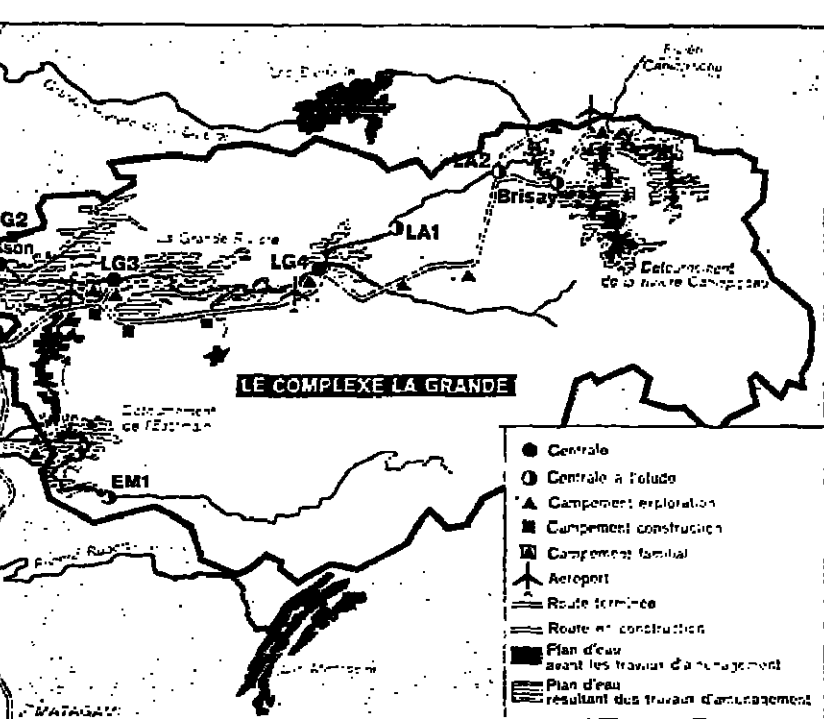
L'histoire de Bechtel est instructive: en 1935, Stephen Bechtel Sr. hérite d'une affaire de travaux publics estimée à 20 millions de dollars; dans les années 50, elle vaut, selon *Fortune*, entre 100 et 200 millions de dollars; aujourd'hui, Bechtel est l'une des plus importantes entreprises du monde. Son comité sur le coût de la vie au temps de l'après-guerre a été la société Kaiser pour la construction des « liberty ships » pendant la seconde guerre mondiale, avec la collaboration de John A. McCone, qui, par la suite, occupa des postes de directeur au commissariat de l'énergie atomique américaine, à la C.I.A., à l'I.T.T., enfin au comité public, dont l'autorité sur le corps diplomatique, McCone facilite les contacts Bechtel, notamment en Asie du Sud-Est. Bechtel se distingue par des travaux prestigieux tels que le pont de la baie de San Francisco, le canal de Panama, le pipeline américain au Canada pour alimenter les bases américaines qui y

Une parenthèse : les travailleurs

L'ATTENTION ne se porte guère sur les ouvriers de la baie James en échange d'un monopole syndical au profit de la F.T.Q. — se sont déroulées entre décembre et août 1972 avec la F.T.Q. — à l'exclusion des autres syndicats du territoire, des négociations ont débuté dans les bureaux montréalais du premier ministre, M. Bourassa, et sur l'invitation de ce dernier.

Après les événements de mars, chacun s'accorde à dire que la représentation patronale s'est substituée à la « dictature » syndicale: les délégués élus des deux centrales ne peuvent pénétrer sur le chantier qu'avec un laissez-passer. Les inspecteurs du ministère du travail ne sont autorisés à fonctionner que trente-quatre heures par semaine — et jamais la nuit alors que le chantier tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les rapports dénonçant les infractions patronales à la sécurité sont interceptés avant d'atteindre les tribunaux. Les travailleurs tentent de se plaindre sans succès à l'avis de la compagnie Nord-Air, qui les rapatrie à Montréal. Un règlement de l'Association des employeurs interdit aux syndicats de changer d'employeur sans sortir du territoire pendant au moins trois mois. Cité révoquée pour les patrons! Avant d'être renvoyé pour port et usage d'armes, le chef de chantier déclare: « Les gens viennent ici pour gagner de l'argent. Ils ne veulent pas se faire écorcher par les syndicats. La C.S.N., la F.T.Q., le cancer, la syphilis, c'est la même chose, tu en meurs si tu n'es pas soigné à temps. »

« Camp de concentration », « camp militaire », « bagne » — tels sont les commentaires fréquents de ceux qui visitent les chantiers de la baie. La misère n'est pas matérielle: la paye est bonne — 8 000 à 10 000 \$ par mois pour une semaine de soixante heures; la nourriture est excellente, « meilleure que chez soi »; les chambres à deux sont propres et confortables; on a récemment construit une aire de loisirs. Les relations hétérosexuelles sont interdites, les travailleurs revendiquent le droit de recevoir leurs épouses ou leurs amis pendant les week-ends. En novembre dernier, la S.E.B.J. renvoie un couple déclaré coupable de relations sexuelles. L'affaire est portée devant



sont installées. Depuis, Bechtel a construit 90 % des pipelines canadiens.

Bechtel emploie vingt-cinq mille personnes à travers le monde (dont dix mille ingénieurs) et recourt au service occasionnel de trente-cinq mille autres. Bechtel dirige actuellement cent dix-neuf projets importants dans vingt-quatre pays du monde. Aucun de ses chantiers n'est inférieur à 25 millions de dollars et plusieurs dépassent le milliard. La valeur totale de ses chantiers est estimée à 40 milliards de dollars. Les clients de Bechtel sont les gouvernements et les multinationales.

Bechtel connaît quelques scandales: à la fin des années 50, que la firme a offert un pot-de-vin de 110 000 dollars à deux fonctionnaires du New Jersey afin d'obtenir l'autorisation de construire des citernes de stockage sans procéder aux audits publics d'usage. Bechtel est condamné à verser une amende de 20 000 dollars — une somme près de six fois inférieure à celle offerte aux fonctionnaires écroués. A Washington, Bechtel refuse d'employer le quota légal d'ouvriers noirs dans une ville où la population est noire pour plus de 70 %. Bechtel détient l'un des records dans le nombre d'accidents graves survenus sur ses chantiers.

Bechtel Sr. est l'un des conseillers de la Banque américaine d'import-export, où il siège aux côtés de Victor Rockefeller, de la Chase Manhattan; ancien membre du Comité de direction de la banque Morgan, il est aussi un des directeurs de General Motors, de la Société minière Hanna, de la Banque Nationale Crocker; il a fait partie du cabinet du président John F. Kennedy, du président Nixon. Ses intérêts dans la société Hanna le lient au groupe Hanna-Humphrey dont la puissance remonte à l'époque où George Humphrey, ministre du Trésor sous l'administration Eisenhower, élimine Cyrus Eaton du monde de l'acier, acquiert le contrôle de l'ancienne société Hanna, ex-adjoint Consolidated Coal et absorbe Chrysler. Dans les années 60, la société Hanna et Consolidated Coal se regroupent avec Continental Oil, contrôlé par le groupe Morgan et secondé par la famille Mellon (Gulf Oil). Ainsi s'est constitué le plus important consortium énergétique du monde occidental.

les tribunaux qui réintègrent l'homme et la femme. A quelques centaines de mètres des dortoirs ouvriers, les cadres sont logés avec leur famille, dans des roulettes confortables, et ils ont le droit de recevoir leurs amis. Ils ont également droit — symbole de leur statut aux yeux des manuels — de consommer de la bière « en canette » alors que seule la bière-pression est servie dans la taverne commune. Les travailleurs ont le sentiment de vivre une forme nouvelle de la lutte des classes: leur hostilité à l'égard des cadres ne se situe pas en terme de salaires (sensiblement égaux) mais de qualité de vie.

« Nous voulons modeler notre avenir. Nous voulons établir les règlements qui nous guideront. Nous voulons mettre en place les règlements qui nous gouverneront. Nous voulons appliquer ces règlements. En nous établissant nous-mêmes, dans notre propre territoire, et en mettant en place une institution reconnue par le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, nous voulons contrôler notre évolution sociale, politique et économique. Nous voulons garder la possession de nos terres afin que nous, et les autres, puissions vivre du fruit de ces terres. Nous ne voyons aucune raison pour laquelle nous devrions abandonner nos droits à la terre. Nous considérons que nous pouvons utiliser nos droits pour participer au développement de ces terres aussi bien que toute autre personne. » Cette déclaration d'Andrew T. Desile, président de l'Association des Indiens du Québec, peut paraître bien platonique: que peuvent six mille Indiens Cris et Inuits face à la maison des Rothschild, la société Bechtel et la S.E.B.J.?

Il est une histoire que les Indiens aiment raconter: un jour, un criquet dut affronter un lion en combat singulier. D'un coup de patte, l'animal royal aurait pu écraser l'insecte. Mais le criquet pensa qu'il pourrait tirer profit de sa petite taille. Aussi se glissa-t-il dans l'oreille du lion, et bientôt il atteignit le cerveau de l'animal. Le lion devint fou, il se mit à se gratter, puis à se déchiqueter jusqu'à ce que mort s'ensuive. Alors le criquet sortit tranquillement de l'oreille du lion.

Dans les luttes qui les opposent au gouvernement américain (procès de Wounded Knee) ou québécois, les aborigènes marquent des points même si leurs buts sont loin d'être atteints. Ils se battent dans le cadre des institutions démocratiques et des traditions nord-américaines que nul gouvernement n'oserait nier directement. Ils ont signé avec les Canadiens et les Américains des traités qui assurent aux Blancs la cession de la plus large fraction de la terre et aux Indiens la garantie fédérale de la propriété de leurs réserves ainsi qu'une aide permanente dans certains domaines comme ceux de la santé et de l'éducation. L'objectif premier des Indiens dans l'ensemble de l'Amérique du Nord est donc d'obtenir le respect des traités qui, à leurs yeux, sont toujours valables puisqu'ils n'ont jamais été officiellement rompus par l'une ou l'autre partie.

(Lire la suite page 22.)

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
cartes de visite,
invitations
La distinction
d'une gravure traditionnelle
nouveau département "Société"
pour cartes et papiers à lettres
de belle qualité
Atelier : 47 Passage des Panoramas
PARIS 2^e - Tél. 236.94.48 - 508.86.45

(Suite de la page 21.)

Dans la mesure où ces traités reconnaissent directement ou indirectement la souveraineté des nations indiennes, les militants indiens ont tenté au cours des dix dernières années de porter leurs différends devant des institutions internationales comme la Cour de La Haye et l'Organisation des Nations unies. Ces dernières leur ont toujours opposé un refus au nom du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays, ce qui souligne une fois de plus l'ineffectivité de la convention pour la prévention du crime de génocide puis-que celle-ci n'a jamais été suivie de la création d'un tribunal international sous la juridiction des Nations unies.

Les Indiens doivent donc mener leurs combats auprès d'instances judiciaires nationales qui sont à la fois juge et partie. C'est ainsi que les Indiens du Québec, lassés par l'inertie du gouvernement Bourassa qui fait traîner les négociations, déposent en 1972 une requête près du tribunal de première instance de Montréal afin que les travaux de la baie James soient interrompus jusqu'à ce que leurs droits légaux aient été définis.

La situation des Indiens du Québec est compliquée par le fait que le gouvernement provincial n'a jamais signé de traités avec les Indiens, malgré les recommandations du gouvernement fédéral. Au centre du débat juridique se trouve le problème de la preuve: les avocats de la S.D.B.J. soutiennent que les Indiens n'ont aucun droit et qu'il leur incombe de prouver leurs droits s'il y a lieu. Les avocats des

Indiens soutiennent au contraire que le gouvernement fédéral a toujours reconnu leurs droits et qu'ils en jouissent aussi longtemps que ces droits n'ont pas été « déclinés » par le gouvernement fédéral: c'est donc au gouvernement qu'il incombe de fournir la preuve que les droits des Indiens Cris et Inuits n'existeraient plus. Or, dans la mesure où l'histoire et la jurisprudence confirment les thèses des avocats des Indiens, dans la mesure aussi où, selon les spécialistes fédéraux eux-mêmes, il n'y a aucune trace d'extinction des droits indiens dans la région de la baie James, les Indiens sont toujours possesseurs de leurs droits.

Encore faut-il préciser la nature de ces droits: le « titre indien » ne saurait être confondu avec le droit de souveraineté; c'est un droit d'occupation et d'usufruit qui relève de la législation fédérale et ne peut en aucun cas être abrogé par la législation provinciale. Dès le début du procès, le gouvernement fédéral considère que le dossier des Indiens est solide, et il conseille au gouvernement Bourassa de négocier avant qu'il ne soit trop tard. Par une de ces broches caractéristiques des démocraties nord-américaines, le gouvernement fédéral, tuteur des Indiens, se trouve dans l'obligation de financer le procès que les Indiens intentent au gouvernement provincial. Et, sans doute parce que le gouvernement québécois n'a pris au sérieux ni les avertissements fédéraux ni les actions intentées par les Indiens, le juge Malouin, dans un jugement sans précédent au Canada, reconnaît le 15 novembre 1973 les

droits indiens, et donne l'ordre de suspendre les travaux à la baie James.

Mais, huit jours plus tard, le 22 novembre 1973, le jugement est suspendu par la cour d'appel de Montréal et le 22 décembre, la Cour d'appel refuse aux Indiens l'autorisation de faire appel du jugement de suspension. Et, en novembre 1974, la cour d'appel infirme la décision Malouin — en faisant peu de cas de la jurisprudence et du droit coutumier, et en considérant comme acquise la constitutionnalité de la loi qui crée la S.E.B.J. dans des conditions juridiquement contestées. Théoriquement, les Indiens auraient pu, à cette époque, obtenir l'autorisation d'entreprendre une autre procédure, mais il aurait fallu quatre ou cinq ans avant qu'elle aboutisse. Pressé par le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial propose une entente de principe que les deux parties signent en novembre 1974. L'entente devient définitive en novembre 1975. A la demande des Inuits, elle est soumise à un référendum: en mai 1976, elle est ratifiée par les Cris et les Inuits qui s'abstiennent massivement dans un vote organisé avec la participation habituelle. Selon le gouvernement, cet accord « historique » est le plus généreux de l'histoire nord-américaine, plus favorable aux Indiens que l'accord passé entre le gouvernement américain et les habitants de l'Alaska: les Cris et les Inuits reçoivent une compensation par tête de l'ordre de 37 500 dollars, contre 10 000 dollars en Alaska. Outre le fait qu'une partie de la compensation (un tiers environ) est financée par la S.E.B.J. qui répercute cette

somme dans le coût total de l'opération, payé en dernier ressort par les contribuables et les consommateurs québécois, est qu'un autre tiers correspond sensiblement à l'aide que les gouvernements fédéral et provincial devaient de toute façon fournir aux Indiens, les Cris et les Inuits ont l'impression d'avoir subi le traditionnel traitement: un peu d'argent contre beaucoup de terre. Car, en fin de compte, que représentent les 225 millions données à titre de compensation? Un peu moins d'un demi pour cent du coût actuel des travaux en cours en territoire indien.

Quant à la terre, elle est divisée en trois catégories: la première — moins de 1 % de l'ensemble du territoire — revient aux Indiens qui s'engagent néanmoins à céder, sans compensation, le terrain nécessaire aux services publics et, contre compensation, le droit d'exploiter le sous-sol. La seconde catégorie — moins de 10 % du territoire — est en principe un « no man's land »: les Indiens y ont un droit d'usufruit, mais le gouvernement peut à tout moment désigner ces terres à des fins de mise en valeur (il est vrai en les remplaçant) et les sociétés minières sont autorisées à effectuer des relevés techniques à condition qu'elles ne gênent pas « outre mesure » les activités des Indiens. La troisième catégorie de terre — près de 90 % des superficies totales — est accessible également aux Québécois et aux Indiens, désormais considérés comme des citoyens québécois: les uns et les autres pourront chasser, pêcher, exploiter les sols, exploiter les ressources

naturelles. Chargé par M. Bourassa de mener les négociations, le député libéral John Côté ne réussit pas à convaincre les Indiens que des terres leur ont été « données », qu'ils sont désormais « autonomes », qu'ils ont acquis du « pouvoir », qu'ils sont enfin « responsables », et que l'ère du paternalisme est dépassée.

Les Indiens de la baie James se sont révoltés contre leurs représentants officiels. Car, en dernière analyse, les Indiens ont été trompés. La classe politique elle-même a été le jouet des forces multinationales qui ont contracté son représentant suprême à renoncer à son projet de développement économique intégré. L'affaire de la baie James a néanmoins permis une réflexion sur la nature du pouvoir, une remise en question des institutions démocratiques, une clarification des rôles. Les questions sont posées publiquement: qui prend les décisions engageant de façon irréversible l'avenir économique et social du Québec? Comment et pourquoi? Les Québécois savent maintenant qu'ils n'ont reçu que les miettes du « projet du siècle ». Pour le bricoleur québécois, explique l'un d'eux, la baie James, ça ressemble un peu au scénario suivant: emprunter de l'argent pour s'acheter une grosse limousine. Se mettre au volant en tenue de chauffeur pour conduire un boss (sic). Se dépêcher de la conduire à la Bourse pour qu'il ne rate pas une affaire en or. Attendre à la porte qu'il revienne payer la course pour pouvoir, alors, consommer la première traite, ou au moins donner un acompte sur les intérêts.

PIERRE DOMMERGUES.

IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE, IDÉOLOGIE ET CULTURE

« L'aliénation linguistique », d'Henri Gobard

VOILA une contribution importante au débat trop peu nourri sur l'impérialisme culturel et les armes dont peuvent disposer ceux qui ne veulent pas se résigner tout bonnement à la subit (1). La langue, en tant que gage de l'identité culturelle d'un peuple et d'une nation, est au centre du propos. Henri Gobard, dans un livre passionnant qui tient de l'essai et du pamphlet, met le doigt sur les menaces que représente pour la survie du français et du patrimoine culturel de la France la dynamique de l'internationalisation du capital qui se traduit, dans le domaine linguistique, par l'invasion de l'anglais. Ou plutôt de l'anglo-américain. Car si la langue de Shakespeare voit son immortalité consacrée, ce n'est pas grâce au Marchand de Venise mais à ceux de Wall Street. Le vocabulaire même qui désigne l'empire des États-Unis sur des contrées de plus en plus nombreuses, l'américanisation, n'est-il pas déjà une imposture? Ne laisse-t-il pas en effet dans l'arrière-boutique les faits et langues et gestes particuliers de maints peuples de par et d'autre des frontières des États-Unis, dans l'hémisphère américain? Gobard préfère employer le néologisme d'« usalisation ».

S'insposant dans le sillage de la puissance impérialiste, l'anglo-américain se veut la langue synthétique par excellence, celle qui résume et facilite tous les contacts et toutes les expériences et triomphe des Babels antérieures. Le mythe de la fin des idéologies, de la mort du politique et des particularismes trouve son véhicule privilégié dans cette langue particulière qui doit au fait d'avoir accompagné les destinées d'un projet impérial le droit de prétendre à l'universalité. Ne nous y trompons pas: il n'est pas dans l'intention de l'auteur de dénoncer le français

de la part qui lui revient tout au long de l'histoire dans l'oppression de langues nationales et régionales. Mais aujourd'hui, avec d'autres langues (il n'est besoin que de lire certains textes de Fasolini), le français risque, à son tour, de faire les frais de cette nouvelle étape de l'accumulation du capital.

L'a force de la réflexion d'Henri Gobard vient du fait qu'il sait fort bien de quel il parle et que le lieu d'où il parle cautionne la justesse de ses propos. Enseignant au département d'anglo-américain de Vincennes, il a pu observer

Il suffit d'être attentif à cet indice de la langue pour noter autour de soi maints cas, ou plutôt maintes caricatures, de « déterritorialisation » de la langue autochtone: depuis cette offre d'emploi d'une firme multinationale établie à Paris préconisant qu'il n'est exigé des candidats que des rudiments de français, devenu « langage facultatif », jusqu'à cette pratique indigne, dans des lycées parisiens, qui consiste à rebaptiser les enfants, avant de les laisser à l'anglais, en les dotant de leur prénom anglicisé. Quand le prénom résiste trop, on en impose un autre. L'enfant peut croire qu'il

CEPENDANT, pour rendre au front culturel la place stratégique qu'il occupe dans l'effacement des classes, aux niveaux international et national, il faut faire décoller les frontières du débat linguistique et essayer de percevoir comment, dans tous les domaines de la vie quotidienne, s'imposent, sans avoir l'air, sans recourir à l'anglais, au français, au français, ni à quelque autre langue que ce soit, des genres, des thèmes, des modes d'organisation, des techniques et des modèles inspirés par les exigences et la logique de l'accumulation internationale du capital qui s'opère sous la banquette étolée. Car ces modèles qui effritent un peu plus chaque jour notre identité et notre vitalité culturelle, en faisant pénétrer insidieusement une façon bien particulière de concevoir la vie, assument souvent le plus parfait « naturel », débarrassent et s'affirment comme s'ils allaient de soi, comme s'ils correspondaient à l'ordre normal et banal, autrement dit à l'évolution des choses.

C'est sous cette même logique que s'abrite Hochschild pour justifier la « dénationalisation » de sa production et la présence de 40 % de titres en langues étrangères dans son catalogue d'édition pour conquérir les marchés perdus par le français. Quelle part prend donc la bourgeoisie « nationale », qui continue à administrer une culture « nationale », au projet de domination multinationale? C'est une question qui permettrait d'élargir le débat et qui empêcherait que la lutte anti-impérialiste ne se laisse tenter par le chauvinisme.

(1) Henri Gobard, *L'aliénation linguistique*, Flammarion, Paris, 1976, 298 pages, 48 F.

Par ARMAND et MICHELE MATTELART

de près à la fois la complexité et l'ingénuité béate de cet « néo-béniléon » qui entrent dans le statut dominant de la langue qu'ils ont pour mission d'enseigner l'assurance de leur utilité sociale. Dans des pages pleines de drôleries paradoxales, nous suivons l'auteur, d'abord et surtout, dans l'histoire ethnologique de ceux qui, au sein même de l'Université, préparent le terrain à l'envahisseur. Ce livre devrait donc être particulièrement utile aux enseignants d'anglais. Il contient d'ailleurs des remarques judicieuses sur la façon de se préserver des idées et des déformations professionnelles (qui font partie de l'idéologie de la profession) et une thérapeutique pour s'immuniser contre la contamination d'une langue hégémonique quand on la côtoie, quand on la pratique, quand on l'utilise tous les jours.

Il s'agit d'un jeu, alors qu'en fait c'est la simulation d'un projet réel. L'invasion économique et l'invasion linguistique sont, on s'en doute, liées. Mais il est légitime de souligner l'importance du second aspect de ce combat culturel, car la vitalité linguistique d'un peuple est en rapport direct avec son pouvoir d'engendrer sa propre histoire. Les langues nationales et régionales ne portent-elles pas la trace des conflits, des luttes qui ont marqué le passé des gens qui les parlent et déterminent leur présent? Les langues tendent à disparaître, à s'effacer, à disparaître. En cherchant, par une démarche beaucoup plus sinueuse et diffuse, à saper la mémoire, à bannir l'histoire, le projet de développement multinationale ne représente-t-il pas un danger encore plus grand?

Le carnet des ambassadeurs

● L'ambassadeur de la République démocratique allemande et Mme Werner Flach ont donné une réception le 8 octobre, à l'occasion du vingtième anniversaire de la République.

● A l'occasion de leur départ, l'ambassadeur de la République populaire

de Bulgarie et Mme Ivan Boudinov ont donné une réception le 6 octobre dans les salons de l'ambassade.

● Le colonel Tarek Montasser, attaché militaire près de l'ambassade de la République arabe d'Égypte, a donné une réception le 6 octobre.

● L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont donné un cocktail le 12 octobre.

● A l'occasion de la venue en France d'une délégation parlementaire indienne, l'ambassadeur de l'Inde et Mme R.D. Sathe ont offert un cocktail le 13 octobre en leur résidence.

● Mlle Jacqueline Gonzales Chénail, chargée d'affaires a.i. à l'ambassade du Mexique, a donné une réception le 13 octobre à l'occasion de la réunion à Paris de la commission mixte franco-mexicaine et du séjour en France de M. José S. Gallastegui, secrétaire d'Etat mexicain aux affaires étrangères.

● Sous la présidence de M. Javer Malo, ambassadeur de la République d'Algérie, a été organisée la projection du film « Les Routes blanches », à eu lieu le 25 octobre à la maison de l'UNESCO.

● A l'occasion de la fête nationale, M. Otto Knebelberg, ambassadeur d'Autriche, a offert une réception le 26 octobre.

● L'ambassadeur d'Iran et Mme Amir Chahryar ont donné une réception le 26 octobre à l'occasion du cinquante-septième anniversaire du chah.

Nécrologie

● On annonce le décès de MM. Mohamed Sathi, attaché près l'ambassade de Tunisie, et de Mohamed Hamed, vice-consul de Tunisie à Bobigny, survenu accidentellement le 10 octobre.

● M. Gaston Leclerc, consul de France à Francfort-sur-le-Main, est décédé le 20 octobre.

Correspondance

Un gaullisme posthume

A la suite de l'article de Robert Biel, *Vingt ans après l'indépendance de Suez, la pénétration de l'influence américaine*, M. Jan Ulatowski, de Roquebrune (Charente-Maritime), nous adresse la lettre suivante:

Comment un Anglais, sept ans après la démission du général de Gaulle, arrive-t-il à se vanter? Car la thèse de l'indépendance du tiers-monde indissociable à l'indépendance de l'Europe que nous présente M. Biel est une thèse gaullienne. L'aurait-il plus actuelle aujourd'hui qu'il y a dix ans?

M. Biel suppose qu'on aurait pu éviter que les pays du tiers-monde, au lieu de devenir indépendants et coopérer avec l'Europe, tombent « sous la coupe de quelques superpuissances qui usent de cet avantage pour établir ainsi une domination sur les pays développés ».

La superpuissance visée dans ce texte n'est autre que l'Amérique, et elle seule. Cependant, la guerre froide, au cours de laquelle les pays du tiers-monde perdirent leur indépendance (si souvent à peine gagnée), ne profitait pas seulement aux États-Unis.

Or la décision de Nasser d'accepter, en 1956 (un an après Bandouna où la Chine esquissait déjà son schisme), l'alliance soviétique était cruciale: c'est à ce moment-là que le tiers-monde se mit à la disposition du système américain-soviétique, sous prétexte d'anticolonialisme: de Suez à l'OPEP même un droit chemin. Pris au piège de l'anticolonialisme, le tiers-monde se de ses propres mains désarma et Ugoé l'Europe, le seul partenaire avec lequel il aurait pu défendre son indépendance contre le système.

M. Biel, au contraire, trouve la décision de Nasser « sage ». Ainsi il veut nous faire oublier que Nasser était poussé dans les bras de Moscou par le retrait de la subvention américaine à la construction du barrage d'Assouan. S'il l'admettait, il devrait nous rappeler que Fidel Castro aussi fut poussé par les Américains dans les bras de Moscou (et que l'Allemagne était la logique même).

En d'autres mots, en faisant semblant de l'attaquer à l'impérialisme américain qui détruit l'indépendance à la fois du tiers-monde et de l'Europe, M. Biel cherche à masquer une réalité que les Américains eux-mêmes, depuis Nixon, ne tiennent plus à dissimuler: leur complicité avec les Soviétiques, ou plutôt celle de ces derniers avec eux.

A quel moment une telle campagne d'intoxication (car c'en est une) a-t-elle été lancée par les historiens américains « révisionnistes »? Quand l'Anglais Attlee se précipita en 1951 à Washington pour implorer Truman de révoquer ce fort de MacArthur qui voulait bombarder la Chine et provoquer ainsi Armageddon, Raymond Aron appelait cela « une délicate comédie de la peur ». Ce neutraliste de droite n'était pas dupe de la guerre froide. Ceux de gauche ne le sont pas non plus. Ces nostalgiques de la deuxième guerre mondiale et de l'alliance russo-américaine ont toujours rêvé du condominium américain-soviétique, « la plus formidable puissance depuis que l'homme est apparu sur la Terre », comme dit Jean Daniel.

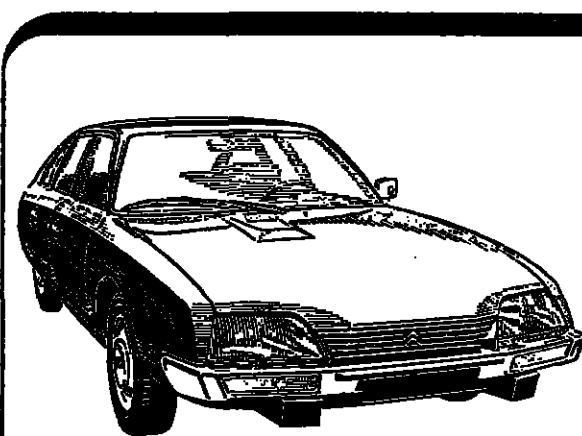
Régretter en 1976 l'échec de de Gaulle, qu'on a tout fait pour précipiter, c'est de l'hypocrisie ou de la déraison.

(Publié)

PETROLE ET GAZ ARABES

Seul bulletin en français spécialisé dans les affaires pétrolières du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: pétrole, gaz, projets industriels, finances... Bimensuel publié par l'ARAB PETROLEUM RESEARCH CENTER en deux éditions (française et anglaise) sous la direction de Nicolas SARKIS. Précédés instruments d'information et de travail adaptés par des milliers d'entreprises dans le monde.

Abonnement annuel: FF 1.000
Spécimen sur demande
Bureau de Paris: 7, av. Jaurès, 75016 Paris.

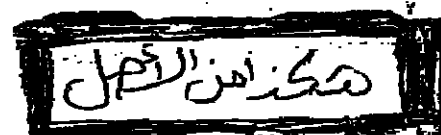


Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FIJALE DE S.A. A-CITROËN 610, rue de la Cavalerie, Paris 15^e, Tél.: TT CITRO 204.633 F, Tél. 567.99.20 - 793.62.78.

CITROËN CX



La Belgique en mutation

DE toutes les régions de la francophonie, laquelle est la plus anciennement attestée, la plus contemporaine des origines mêmes de la France ? Laquelle a « parlé français » avant les Français eux-mêmes ? Sans doute la Wallonie, terre romane, accolée à l'aire de culture germanique par une frontière qui ne connaît pas de comparaison ailleurs en Europe. Aucune donnée physique ne la commande, en effet, ni fleuve, ni montagne, ni bras de mer. Mais, au long des plates étendues, une ligne au nord de laquelle règne le flamand, et au sud le français.

Sur ce bornage, vieux de mille ans, deux régions se forment depuis la guerre : la Flandre et la Wallonie. Le processus de maturation de leurs identités se discerne de longue date, mais il a été entamé au lendemain du conflit, et la révision de la Constitution belge en 1971 l'a inscrit dans les faits. Désormais, dans ce royaume en principe unitaire, où fut tentée en 1830 une expérience de centralisation qui reposait en fait sur l'hégémonie culturelle d'une fraction de la population, il n'est plus subversif de penser « fédéralisme », ni d'accorder la priorité aux intérêts et aux sentiments d'une ethnie.

Le patriotisme belge n'en a pas pour autant perdu toute réalité. La « belgicité » inspire au moins des réflexes, à défaut de passion. Progressivement, le sentiment d'appartenance à une même communauté de destin s'est atténué, pour faire place à l'allégeance à une communauté ethnique, culturelle, en devenir politique.

Les mutations profondes de la Belgique n'ébranlent pas l'Europe ni son équilibre. Elles se font sans violence, mais d'un mouvement irrépressible. Quelle est aujourd'hui l'« identité de la Wallonie » ? C'est le thème de ce supplément, qui complète celui que le *Monde* a consacré (4-5 octobre 1976) à la « Wallonie, terre romane », tout en reprenant à l'intention des lecteurs du *Monde diplomatique* certains articles de personnalités wallonnes parlant de leur pays et n'engageant que leur ferveur pour lui et leur responsabilité politique propre.

Dans la large évolution qui voit naître ou renaître les réalités régionales en Europe occidentale, les deux régions belges offrent la particularité de n'être pas périphériques, mais de constituer les noyaux mêmes de la nation, tout en exprimant, dans un affrontement direct et une coexistence nécessaire, les deux civilisations, latine et germanique, qui font l'esprit européen.

L'analyse de cette situation déborde donc son cadre strict. Et, au-delà de la Belgique, c'est dans l'ensemble de la Communauté européenne qu'il convient de la replacer.

IDENTITÉ DE LA WALLONIE

Après les élections communales

La coupure des forces politiques ne décalque pas les oppositions régionales

Par ANNE-MARIE LIZIN

La Belgique est-elle définitivement divisée entre trois pôles aux préoccupations sociologiques différentes ? On aurait pu le croire en assistant aux réactions désenchantées des vainqueurs socialistes d'une ville wallonne proche de Liège, lorsqu'ils apprirent les résultats obtenus par leurs camarades flamands et bruxellois, aux élections communales du 10 octobre.

L'impression d'être mal secondés, l'incompréhension à l'égard des résultats des deux autres régions dominantes. C'est, en somme, presque à cause d'eux qu'on ne pourra pas faire de la progression socialiste wallonne un grand mouvement national. D'où la tendance accrue au repli sur soi-même, la volonté de ne considérer que sa propre région pour tirer des conclusions. Au moins, là, le socialisme progresse, on est bien chez soi.

Pourtant, cette impression première, affective, intuitive, il faut la nuancer en s'appuyant sur deux types de considérations. Tout d'abord, il y a, en fait, deux tendances généralisées en Flandre et en Wallonie : l'affaiblissement du courant communautaire et le repli sur la part fort dans la région, repli que l'on peut justifier, entre autres, par le climat économique critique.

En deuxième lieu, il serait simpliste d'analyser les résultats wallons comme un succès socialiste unilatéral. Il est vrai que la progression attendue s'est réalisée, et qu'elle a été suffisamment impor-

tante pour qu'on la considère comme une victoire, par rapport aux buts que les socialistes s'étaient donnés pour cette campagne : démontrer l'opposition au gouvernement C.V.P. de M. Tindemans.

Mais les socialistes n'ont pas été les seuls à enregistrer une progression. Même en tenant compte d'une surestimation certaine due aux méthodes de comparaison par rapport aux élections de 1970, où le P.S.C. était souvent, en Wallonie, « masqué » sous la dénomination « intérêts communaux ». Le

parti catholique a bénéficié également du recul libéral et du Rassemblement wallon, illustré par le peu de succès à Thulin, de son président, M. P.-H. Gendebien. Cela démontre que ce recul n'est pas uniquement dû à un réflexe oppositionnel qui, dès lors, aurait dû s'étendre également au P.S.C., membre actuel de la coalition gouvernementale et partenaire privilégié du C.V.P. Il apparaît comme la traduction de cette volonté d'apaiser sur les partis forts, que l'on constate dans les deux régions importantes du pays.

Tandis que la tête de liste démocrate chrétienne, bien qu'échouant dans l'actuel collège de la ville, ne parvient pas à réaliser une percée. Et cette avance du P.S.C. toutefois, perceptible pendant la campagne électorale, s'est traduite, au cours des deux ou trois dernières semaines, par un raidissement inhabituel des relations entre les militants socialistes et catholiques, raidissement au cours duquel on a vu réapparaître, avec une force quelque peu oubliée, les conflits philosophiques et de classe.

(Lire la suite page 26.)

Une campagne antisocialiste

Si l'on prend comme exemple la région liégeoise, cette progression des voix catholiques n'a guère bénéficié aux listes démocrates-chrétiennes, mais bien aux listes P.S.C. qui, souvent, représentaient le courant droitier (parfois organisé au sein du CEPIG). C'est notamment, le cas à Liègeville, où Jean-Pierre Grégoire a remporté un confortable succès, alors que la liste dissidente démocrate-chrétienne n'obtenait même pas un siège. Et, indice inquiétant, cette liste P.S.C. présentait un candidat d'extrême droite.

Le succès de la liste catholique se réalise presque entièrement au détriment du parti libéral, particulièrement faible, puisque exceptionnellement le R.W. se maintient grâce à une de ses rares person-

nalités. M. Jean Gol, secrétaire d'Etat à l'économie régionale. On pourrait trouver, en Wallonie, de nombreux exemples du même type, où la progression socialiste s'accompagne d'une progression du P.C.C., qui, pour être réelle, n'est pas moins supérieure à ce que veulent faire croire les porte-parole officiels de ce parti. Beaucoup plus souvent, il s'agit de la liste catholique traditionnelle et réactionnaire plutôt que la liste démocrate chrétienne.

Proche de Liège, la ville de Huy en est un exemple : si les socialistes emportent enfin le siège qui leur faisait défaut pour obtenir la majorité absolue, la liste P.S.C. passe de quatre à sept sièges en faisant réélire les principaux représentants de la bourgeoisie locale.

Les partis politiques

- Parti social chrétien (P.S.C.).
- Rassemblement wallon (R.W.).
- Parti communiste belge (P.C.B.).
- Parti de la liberté et du progrès (P.L.P., libéral).
- Parti socialiste belge (P.S.B.).
- Front démocratique francophone (F.D.F.).

CEPIG : Centre politique des indépendants et des cadres chrétiens.

La coopération des régions d'Europe

Par ALFRED CALIFICE *

La régionalisation est en marche. Par la révision du 24 décembre 1970, le pouvoir constituant a consacré l'existence de trois régions en Belgique et posé le principe de l'attribution aux futurs organes régionaux de la compétence de régler certaines matières. Par la loi du 1^{er} août 1974, le pouvoir législatif a créé des institutions régionales (conseils régionaux et comités ministériels des affaires régionales), à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Constitution.

Toutefois, ni l'article 107 quater ni la loi du 1^{er} août 1974 n'ont explicitement prévu l'intervention de la région dans les relations internationales.

Pourtant, la mise en œuvre de l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1974 (déterminant les matières pour lesquelles une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie) a démontré que, dans plusieurs de ces matières, la région est appelée à jouer un rôle dans les relations internationales et notamment frontalières. En effet, dans divers domaines, les mesures prises par l'autorité régionale, essentiellement par le comité ministériel des affaires régionales, peuvent évincer incomplètes, inefficaces ou inutilement coûteuses en raison de l'existence d'une frontière et de tout ce qu'elle implique : rupture de l'unité d'une zone à aménager, d'une réserve naturelle, d'un réseau de circulation ; inaccessibilité d'un service ou d'un équipement pourtant proche ; disparité des règles de protection d'un même environnement ; défaut de coordination des programmes de développement et des actions de promotion économique ou touristique, etc.

Prenons un exemple parmi d'autres, celui de la politique de l'eau, laquelle figure parmi les matières énumérées à l'article 4 de la loi

du 1^{er} août 1974. Il est évident qu'une politique de l'eau n'est praticable à l'échelon régional sans tenir compte de la dimension européenne. La Wallonie se trouve en effet, par la configuration de ses bassins hydrographiques, en liaison avec trois partenaires importants de la Communauté européenne : la France en amont, l'Allemagne et surtout la Hollande en aval. Elle contribue en outre à l'approvisionnement en eau de la région bruxelloise et de la région flamande. Cette situation amène la Wallonie au dialogue obligé et privilégié avec les régions voisines, et sa politique de l'eau est largement tributaire de cette concertation interrégionale.

Encore faut-il trouver un juste équilibre. L'autonomie des organes régionaux ne serait-elle pas réduite à peu de chose dans le domaine de la gestion des eaux si un traité, à la négociation duquel la région wallonne n'aurait eu aucune part, venait régler les débits et les prélèvements, fixer un délai pour la construction de barrages de soutien de l'étiage, préciser les volumes et les moments de décharge des réserves constituées derrière les barrages, fixer des objectifs de qualité des eaux et les délais pour les atteindre ? Ou serait-elle encore dans ces conditions l'autonomie de la région ?

D'autre part, on ne pourrait davantage admettre qu'un traité ou un règlement international imposé à une région des normes de qualité plus sévères sans prévoir au moins un mécanisme de compensation. Il ne serait pas équitable que l'essor d'autres régions fût en fait payé par la Wallonie, qui se verrait imposer de lourdes servitudes quant à la gestion de ses eaux et aurait de plus à sacrifier certains de ses sites les

* Ministre des affaires wallonnes, président du comité ministériel des affaires wallonnes.

plus beaux à la construction de barrages.

Il est donc indispensable de trouver un équilibre qui tienne compte également des intérêts des uns et des autres, et c'est cet équilibre que, pour sa part, le comité ministériel des affaires wallonnes recherche activement.

Les difficultés présentes tiennent notamment au fait que le système actuel de régionalisation ne donne pas encore aux régions la compétence nécessaire pour négocier et coopérer par-dessus les frontières, cette compétence restant quasi exclusivement réservée au département des affaires étrangères. Il en découle que toute solution d'un problème de coopération transfrontalière dans les matières régionales relève non point de ceux qui sont techniquement en mesure de la résoudre, mais d'un ministère dont les attributions traditionnelles et les intérêts sont naturellement tournés vers la politique étrangère et les affaires internationales de caractère général. Il faut à cet égard faire preuve d'imagination et introduire dans ce possible dans la législation nationale les modifications nécessaires pour faire disparaître les obstacles à la coopération interrégionale, comme le recommande d'ailleurs une résolution du comité des ministres du Conseil de l'Europe du 27 février 1974 (résolution n° 74/6).

Pour notre part, nous croyons que le vote de la loi sur la régionalisation définitive, en exécution de l'article 107 quater de la Constitution, devrait être l'occasion de donner aux régions belges les moyens de jouer un rôle plus actif dans la concertation et la coopération entre les régions européennes.

D'une communauté

Par MARCEL THIRY *

La communauté — le mot, la notion et la chose — aura connu dans l'histoire contemporaine une fortune assez remarquable. Au début, l'invention de cette relative communauté d'intérêts et d'attachements nuancés que, d'un terme soigneusement équivoque, on appelle Commonwealth, vient à la fois paillier et conforter la descente inopérable d'un empire. Puis nous vîmes l'Europe mettre en commun entre plusieurs de ses Etats l'exploitation de richesses naturelles, avant de se forger une communauté économique qui tendit bientôt à se vouloir politique. Dans un des Etats, la Belgique, de cette Communauté européenne, une profonde crise a fait apparaître deux communautés intérieures : constitutionnellement limitées jusqu'ici au domaine culturel, elles ont vite été poussées vers un pouvoir politique : elles feront la base d'un fédéralisme dont on ne cherche plus que la formule.

La communauté culturelle française de Belgique, reconnue en 1970, n'est pas limitée à la Wallonie, son élément le plus nombreux en population et le plus vaste en territoire : elle englobe les francophones de Bruxelles ; c'est ce qui fait son poids et permet d'entrevoir une Belgique qui soit équilibrée, condition essentielle de sa survie. Mais la Wallonie, actuelle région administrative dans la communauté culturelle, est aussi en réalité humaine, partie d'une autre communauté : d'une communauté avec la France ; d'une des communautés auxquelles participe la France.

Car il y en a plus d'une ; leur ensemble fait toute une riche biologie politique. Elles se superposent en plusieurs plans, comme dans un atlas on voit représenter un pays sur plusieurs cartes, d'après ses différents caractères. Ainsi la France appartient à la communauté par la langue, étendue sur plusieurs continents, la francophonie ; elle lui appartient avec cette Wallonie et avec Bruxelles. Et

la France est encore de ces communautés marginales où le lavas du cartographe aurait besoin de plus d'une nuance pour marquer les degrés de l'affinité — celle-ci étant autrement intense avec un Jura bernois qu'avec Jersey, noble cousinage archaïque.

Mais la communauté France-Wallonie peut se réclamer d'une personnalité particulière. L'ancienneté de sa tradition déjà lui est un gage de solidité. On pourrait s'étonner d'entendre parler de tradition ancienne à propos d'un pays à qui le poète Albert Mockel n'a révélé son nom qu'il y a tout juste quatre-vingt-dix ans, et qui n'a commencé à se constituer en nation que par une assez récente réaction à la poussée de la communauté flamande numériquement plus forte.

Ce serait méconnaître que les Wallons et les pays wallons existent, et le sentiment wallon pour la France avec eux, bien avant que la Wallonie fût conçue comme une entité. Si c'est Liège — Liège et Dinant, « petite France de Meuse » — qui manifeste au quinzième siècle, face à la « particelle maison de Bourgogne », cette fidélité passionnée à la France et à son roi qui étonne tendrement Michelet et qui va jusqu'à des témérités impolitiques, c'est que seule la démocratie principauté de Liège est alors indépendante en fait, malgré le lien formel d'allégeance à l'Empire, au milieu de la mosaïque féodale des marquisats et duchés ; c'est aussi que l'évolution culturelle et industrielle y était alors en avance et permettait une plus vive et libre expression des idées populaires. Mais le sentiment français était alors aussi profondément enraciné individuellement dans le Hainaut, par exemple, qu'en « petite France de Meuse », et il l'est resté. Quel souvenir n'a-t-il pas des charbons français alors que la langue

du foyer était surtout le dialecte) que j'y entendis dans mon enfance ! Sur fond de complaintes comme celle du roi Renaud, c'était le cycle napoléonien ou bien les lamentations sur l'Alsace-Lorraine, voire sur Dreyfus, « vaillant martyr de France... ». Il me semble même que ma mère chantait encore à Charleroi l'« Ode au Diable » l'Oiseau qui vient de France, alors que les autres provinces françaises avaient dû passer de longtemps à un autre répertoire. Cet arrière-plan — la frontière fait filtre, ou échoue, et retarde l'avènement du nouveau — peut avoir son avantage. C'est celui d'une stabilité. L'opinion, en l'espèce le courant affectif qui remonte vers la France le fil du fleuve et des rivières, en devient plus réfléchi, plus constante. Au temps du Front populaire, la réaction devant l'expérience fut bien moins vivement effarouchée dans nos villes wallonnes, alors en général assez modérément progressistes, que dans les villes françaises de même coloration politique. Et c'est d'abord sans doute que le foyer réformiste qu'on voyait s'allumer était loin, la frontière ici faisant écran ; mais c'est aussi qu'agissait l'instinct profond de confiance, et dût cet instinct se tromper quelquefois, dans une finale clairvoyance française. On put assister à un phénomène analogue, mais agissant dans l'autre sens politique et sur une autre couche du public, quand certains vifs coups de barre du général de Gaulle vinrent désorienter l'europhéisme : euf les protagonistes du mouvement, les Wallons pro-européens prirent en général l'événement avec un certain calme et une tendance à passer le pour et le contre avant de condamner le geste d'une France — représentée par un tel Français — qui « ne pouvait mal faire ».

(Lire la suite page 28.)

* Membre de l'Académie royale de littérature française.





Les voies de la diversification industrielle

Par JEAN-PIERRE PAUWELS *

Si la Wallonie a connu une croissance moins explosive que certaines régions européennes d'industrialisation plus récente, il n'en reste pas moins vrai que l'acquis et le potentiel industriels wallons, ainsi que la qualité du capital humain, constituent une base idéale pour amplifier l'effort de diversification entrepris depuis une décennie dans des secteurs tels que la pétrochimie à Feluy, la construction mécanique à Charleroi et, à Liège, la chimie et l'électronique.

La région wallonne doit continuer et amplifier la diversification de son économie. En effet, elle constitue la seule voie, lorsque certaines activités traditionnelles marquent le pas ou sont écartées à des rationalisations, pour maintenir leur compétitivité à l'échelle internationale. Plusieurs régions en Europe sont confrontées avec un problème analogue, et le remède proposé n'a rien d'original. La diversification de structures industrielles est néanmoins une opération de politique économique parfois plus difficile à réussir que le défrichement industriel d'une région moins développée. Elle permet d'abord de maintenir et ensuite de développer l'emploi, et de mieux faire face aux fluctuations conjoncturelles et autres impulsions de l'économie mondiale, à condition d'insérer la région dans des filières industrielles qui sont à sa portée et dont les perspectives sont prometteuses, toutes contraintes intérieures et extérieures prises en compte.

La diversification économique d'une région n'implique d'aucune manière l'abandon des activités traditionnelles rentables, qui sont à même d'assurer à moyen terme un important volume d'activités. C'est le cas en Wallonie pour l'industrie sidérurgique, dont le renforcement doit être poursuivi. Néanmoins, la tâche importante et

délicate de l'affectation des ressources entre la diversification industrielle et le renforcement de certaines activités traditionnelles devrait être mieux assumée que dans le passé par la planification régionale.

Dans quelle direction, l'économie wallonne doit-elle se diversifier et de quelle manière le processus peut-il être amplifié ?

Comme pour toute région européenne, les activités productrices de la Wallonie se développent à quatre niveaux : le marché régional, le marché national, les échanges avec l'Europe des Neuf et les exportations au-delà de la Communauté. La Wallonie, en tant que région européenne de moyenne dimension, constitue donc une entité économique très ouverte et très intégrée dans son environnement belge et européen.

Les activités traditionnelles de fabrication de demi-produits (produits sidérurgiques, ciment, verre) ont pu être expliquées par le fait qu'un petit pays dispose d'un avantage comparatif lorsqu'il se spécialise dans des produits qui sont standardisés internationalement. Il bénéficie ainsi d'un élargissement immédiat de son marché national.

La Wallonie a épuisé cet avantage comparatif en fabriquant de nombreux demi-produits. Pour l'avenir, elle devra donc amplifier son effort de diversification dans la direction des fabrications élaborées, c'est-à-dire des produits, biens d'équipement ou systèmes dont la conception nécessite un important effort de recherche et de développement et fait appel à des technologies avancées.

Les caractéristiques principales des fabrications élaborées sont, selon le cas, la qualité, la fiabilité, la spécificité, ou les trois ensemble.

* Président de l'Office de promotion industrielle.

Dans une perspective de développement industriel à long terme, la spécialisation dans des produits élaborés est très favorable et correspond parfaitement au profil économique et social de la Wallonie : région de dimension réduite, disposant, certes, de ressources naturelles (eau, bois, charbon) pouvant être gazéifiées à l'avenir, mais surtout d'un acquis industriel et d'un capital humain de qualité.

Avec la fabrication élaborée on s'écarte souvent de la production de masse ou de très grandes séries dans lesquelles les grands pays disposent d'un avantage absolu. Par ailleurs, en se spécialisant dans les « industries scientifiques », on ne produit plus ce que tout le monde peut, à son tour, au prix de quelque effort, produire rapidement. La région se crée ainsi des avantages comparatifs, tant par rapport aux grandes nations industrielles que par rapport aux pays en voie d'industrialisation.

La diversification de l'économie d'une région peut être le fait d'apports extérieurs ou être entreprise par le potentiel industriel propre de la région. Les investissements étrangers, parmi lesquels les investissements français occupent la seconde place après les américains, ont contribué, dans le passé, et contribueront vraisemblablement à l'avenir de manière importante à la diversification des activités productrices en Wallonie.

L'autre voie consiste à accélérer le processus en utilisant le potentiel industriel, national et régional, en greffant des activités connexes sur des entreprises existantes de la région, en faisant appel à leur savoir-faire pour entreprendre, au sein d'entités séparées, des activités nouvelles. La croissance de l'entreprise dépend pour une bonne part de sa propension à diversifier ses productions. La réalité industrielle nous le confirme chaque

jour, et la littérature économique tant américaine (L. Ansoff, R. Marais, E. Penrose) que française (A. Cottat) a fait preuve d'un intérêt croissant pour l'étude du phénomène dynamique de la diversification.

Si les pouvoirs publics sont à même de jouer un rôle important, tant par la soutien à la recherche et au développement que par une participation au risque inhérent à de nouvelles activités industrielles, il n'en est pas moins certain que le processus de réorientation en faveur des fabrications élaborées ne peut être mené à bien que par le talent des entrepreneurs, privés ou publics.

Il implique une action volontariste de longue haleine, nécessitant beaucoup de conviction et de courage, faisant appel à des moyens relativement importants, dont la valorisation s'opère souvent à terme, et comportant indéniablement des risques d'échec. C'est là toutefois la seule voie possible, si l'on veut accélérer et amplifier la diversification économique de la Wallonie.

Cette volonté est présente, tant au sein des pouvoirs publics, qui mènent depuis de nombreuses années une politique de redéploiement industriel, qu'au sein des forces vives de la région, par le truchement du Conseil économique régional (C.E.R.W.). Conscients de ce que toute entreprise de diversification des structures économiques constitue une opération à moyen et long terme, le secrétariat d'Etat à l'économie régionale et le Conseil économique régional envisagent d'entreprendre un vaste programme de recherches en vue d'activer le redéploiement industriel de la région. Cette initiative ne peut qu'influencer favorablement le processus de mutation économique qui est le sort de toutes les régions du charbon et de l'acier en Europe.

Les données du déséquilibre

La révolution industrielle a pris très tôt son essor en Belgique et s'est d'abord développée en Wallonie, à partir des mines de charbon et des industries du fer et de l'acier. D'autres activités, principalement dans la construction mécanique, se sont ensuite développées. Les secteurs de la métallurgie des non-ferreux, du verre et du ciment ont complété cette structure.

La spécialité de la Wallonie dans des secteurs industriels à haute intensité de capital et fabriquant des demi-produits, dont la demande est très sensible aux fluctuations du commerce international, s'est maintenue jusqu'à nos jours. Cette prépondérance s'est toutefois réduite au fil du temps.

La part de la Wallonie (2,2 millions d'habitants) dans le produit intérieur brut belge (P.I.B.) s'élevait en 1974 à 28,5 % contre 55,8 % pour la Flandre (5,5 millions d'habitants). Le taux moyen de croissance en Wallonie a atteint 4,4 % pendant la période 1970-1974 et était inférieur au taux moyen du royaume (5 %).

Si l'emploi a régressé en Wallonie de quelque neuf mille unités entre 1960 et 1970, il a, par contre, augmenté de sept mille sept cents unités pendant les années de haute conjoncture à partir de 1970. Pour l'heure le taux de chômage est toutefois plus élevé en Wallonie (10,9 %) qu'en Flandre (9,1 %) ou à Bruxelles (8,1 %).

En 1974, le secteur secondaire produisit 48,5 % du produit régional brut (P.R.B.) en Wallonie ; il se trouvait à égalité avec le secteur tertiaire. La contribution du secteur primaire ou agricole se limita à 3,8 %. La structure du produit régional brut est quasi identique en Flandre et en Wallonie, tandis qu'à Bruxelles, capitale et centre administratif du pays, le secteur tertiaire est prédominant.

Pour ce qui concerne le secteur secondaire, la métallurgie (10,2 % du P.R.B.) constitue la principale branche industrielle en Wallonie, suivie, en ordre décroissant, par les secteurs des fabrications métalliques (3,2 %), de la construction (7,7 %), de l'alimentation (4,5 %) et de la chimie (2,6 %).

Selon le ministère des affaires économiques, le produit régional wallon, en 1971, a été réalisé, par des secteurs dont la croissance était inférieure à 4,5 %, tandis que pour 53,3 %, le produit régional résultait, pour 15 %, seulement, de l'activité de secteurs avec un taux de croissance supérieur à 5,3 %.

Le calcul des coefficients de W. Isard indique pour la région wallon, en 1971, a été réalisé, par des secteurs dont la métallurgie, les produits céramiques, les activités extractives et les fabrications métalliques. La structure de la spécialisation est moins équilibrée en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre pour des raisons historiques, institutionnelles (Bruxelles capitale) et pour des raisons géographiques (la distance par rapport à des ports de mers polyvalents). Ce qui donne, c'est l'absence de spécialisation agro-industrielle, lorsque l'on sait la suprématie wallonne, par rapport aux autres régions, en terres cultivées et en forêts.

Quant aux investissements, ils se concentrent dans la métallurgie et les fabrications métalliques, principaux secteurs de l'activité industrielle. Le taux d'investissement en région wallonne correspond à celui de la Flandre et à la moyenne de la Communauté.

En 1972, la Wallonie a exporté 45,8 % de sa production industrielle. La part wallonne dans les exportations belges s'élève à 29,1 %. Les branches exportatrices sont, par ordre d'importance, la métallurgie, les fabrications métalliques, l'industrie chimique, le verre et le ciment. Pour ce qui concerne le commerce inter-régional, la balance commerciale de la Wallonie, tout comme celle de la Flandre, est déficitaire.



HOTELS AMIGO

BRUXELLES

1-3, rue de l'Amigo
Tél. (02) 511.59.10
Télex : 21.618

Au cœur de la ville,
dans le cadre prestigieux
de la Grand-Place

MONS (Masmuy-St-Jean)

Chaussée de Brunehaut
Tél. (065) 72.87.21
Télex : 57.313

Dans un site boisé,
à 1 km de l'autoroute
de Paris
Piscine chauffée

VERVIERS

Rue Herla, 1
Tél. (087) 22.11.21
Télex : 49.128

Dans un parc de verdure
Aux portes de l'Eifel
Piscine chauffée

NAMUR

Citadelle
Tél. (081) 22.26.30
Télex : 59.097

Dominant la Vallée de
la Meuse
Piscine et tennis

Les Hôtels AMIGO vous offrent :

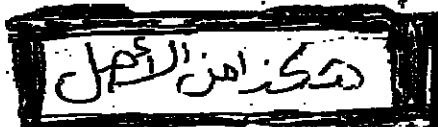
- un service de premier ordre ;
- chambres et suites de grand confort ;
- salons pour conférences et banquets ;
- facilités pour l'organisation de séminaires.

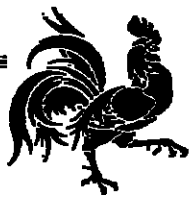


En vente en Belgique dans les meilleures maisons d'alimentation

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHEVRON

Téléphone : (086) 43-33-37





LES RÉALITÉS POLITIQUES

La classique opposition Nord-Sud s'exprime dans le heurt de deux nationalismes

nous déclare M. Lode Claes, sénateur de la Volksunie

Le souvenir des grands heurts de 1950, du climat de guerre civile qui tendait à s'installer entre Belges, appartient-il seulement à l'histoire ? Les évolutions profondes de la Belgique n'ont pas été freinées par la réforme de la Constitution de 1971. Mais les communautés dialoguent et leur coexistence aboutit parfois à des convergences sur les orientations fédérales.

La définition de l'identité de la Wallonie serait incomplète, si l'analyse de ses partenaires — certains disent : adversaires — les Flamands, ne figurait pas dans ces pages. Nous avons demandé à l'un des protagonistes les plus anciens du mouvement flamand, M. Lode Claes, sénateur de Bruxelles pour la Volksunie (parti flamand extrémiste), de dessiner la réalité wallonne, par comparaison et contradiction avec celle de la Flandre. On verra qu'il le fait sans polémique et que ses propos englobent aussi ce qu'il nomme « le nationalisme belge ».

« Que signifie aujourd'hui le fait wallon, le mot « Wallonie », dans le contexte psychologique, politique, culturel, de la Belgique, après la réforme de la Constitution de 1971 ?

— La Wallonie est une entité en constitution, peut-être une nation en formation. Il y a parallélisme entre l'évolution du pays flamand et celle du pays wallon, parallélisme qui n'existe pas pour la troisième région, Bruxelles, communauté urbaine, dépourvue des mêmes possibilités de se constituer en groupe ethnique. Elle est biculturelle, quoique le groupe flamand y soit minoritaire.

« Mais le parallélisme est marqué de diachronie : la prise de conscience du pays flamand, en tant que groupe ethnique, nation ou groupe socio-culturel, est de plus vieille date. Il se pourrait d'ailleurs que les antithèses régionales, au sein du pays wallon, soient plus considérables qu'au sein du pays flamand.

« La première explication, c'est que la Wallonie, pendant longtemps, s'est très fortement identifiée avec une certaine Belgique. Pas lieu donc pour elle d'en arriver à une prise de conscience, puisque la communauté belge était à prédominance française. La Wallonie, du point de vue économique, était en pleine expansion pendant le dix-neuvième siècle, et même le premier quart du vingtième siècle. Elle n'ignorait pas le même besoin de se constituer en entité politique propre.

« Les relations entre la Flandre et les Pays-Bas d'une part, entre la France et la Wallonie d'autre part, ne sont pas comparables. L'interland culturel et linguistique de la Wallonie est beaucoup plus considérable que l'interland de la Flandre, limité aux Pays-Bas. La Flandre a trouvé plus facilement un équilibre vis-à-vis des Pays-Bas que la Wallonie vis-à-vis de la France. Pour le moment, nous nous séparons de plus en plus équivalents aux Pays-Bas. Nous formons une

entité culturelle et linguistique, mais la question d'une annexion ne s'est jamais posée réellement et ne se pose pas maintenant.

Au-delà de l'opposition Nord-Sud

— Les Flamands considèrent-ils qu'ils ont encore quelque chose de commun avec les Wallons ?

— Le mouvement flamand, prise de conscience surtout culturelle, s'exprimant surtout sur le terrain linguistique, a trouvé sur son chemin d'abord la minorité francophone en pays flamand, minorité de 5 ou 10 %, mais élitiste et importante. Il s'est opposé à ces « Fransquillons », comme on les appelait, aux Flamands francisés en Flandre. Puis ce mouvement s'est fortement opposé à Bruxelles et à l'envahissement territorial, à la francisation des Flamands de Bruxelles et à l'expansion, à la tâche d'huile, comme on disait dans le mouvement flamand.

« Une vraie opposition directe, une lutte ethnique, de Flamands contre Wallons ? Non, ce n'est pas l'aspect primordial du problème belge. Peut-être même en est-elle absente. Il n'empêche que la Wallonie a été longtemps solidaire des francophones de Bruxelles et de ceux du pays flamand, non par volonté de les appuyer, mais par pesanteur, par le fait qu'ils appartenaient au même groupe linguistique.

« Voilà un quart de siècle, lorsqu'il fut de plus en plus net que le problème belge n'était pas d'abord linguistique et culturel,

« Elle ne se pose pas non plus dans les relations France-Wallonie, mais l'idée constante, jusque dans les préjugés, les stéréotypes, c'est que la Wallonie au fond devrait faire partie intégrante d'une vaste communauté culturelle, et même politique, française.

« Au point de vue culturel, la Wallonie a peine à se constituer en entité distincte du côté de sa frontière méridionale. La Flandre, au contraire, y est mieux parvenue. Les liens ethniques entre la Wallonie et la France sont autres. À l'intérieur de la francophonie, un certain régionalisme est en train d'apparaître. La constitution de la Wallonie comme entité propre ne peut qu'en être facilitée.

mais qu'apparaissent deux régions, deux nations en formation, les autres antithèses entre pays flamand et wallon se marquent de plus en plus. Ces deux régions, langue et culture mises à part, ont eu depuis lors une évolution très asymétrique. Les problèmes économiques, démographiques, les prépondérances politiques, ne sont pas les mêmes en Wallonie et en Flandre. Dire cela, c'est presque nécessairement en conclure qu'il y a opposition d'intérêts.

« Au point de vue psychologique, il n'y a pas de heurts directs. Pas encore maintenant. L'homme de la rue, en pays flamand, vous dira : « Mais, avec les Wallons, on pourrait bien s'entendre. Ce sont des gens qui n'ont pas de préjugés à notre égard, ce sont des Belges comme nous. » Malheureusement, l'homme de la rue n'est pas seul. Ceux qui appartiennent à la classe politique, les journalistes, les leaders de l'opinion, doivent constater qu'aucun problème important ne peut se poser en Belgique depuis dix ans, même la lutte contre l'inflation, l'achat d'armes de combat, les travaux publics, bien entendu, la politique d'expansion de la Belgique, ne se pose sans qu'à chaque fois apparaisse un clivage entre le comportement, la politique, du Nord et du Sud.

Les trois patriotismes

— Un cliché court en Belgique et en Europe : le Wallon est un homme de gauche et le Flamand un homme de droite. Le Wallon est un laïc et le Flamand un catholique.

— Il y a un fond de vérité. En bref, la Wallonie s'est industrialisée au dix-neuvième siècle, alors que la Flandre connaissait une autre histoire économique, sociale, sociologique, politique. La Wallonie était auparavant restée longtemps rurale : le Luxembourg belge a longtemps connu le même type de développement que la Flandre.

« Bien entendu, la deuxième guerre mondiale, et surtout depuis vingt-cinq ans, le taux de croissance économique en pays flamand et d'ailleurs à Bruxelles — car d'ailleurs par Bruxelles, toute la Flandre est devenue flamand — a été beaucoup plus fort qu'en pays wallon. Le pays flamand s'est donc trouvé dans un état néo-libéral.

« Du côté wallon, une forte tradition socialiste est née de l'industrialisation. La Wallonie cherche le remède à ses problèmes économiques dans un certain dirigisme : le socialisme wallon est dirigiste parce qu'il ne voit d'issue que dans une plus forte intervention de l'autorité publique.

« Même si les résultats des dernières élections communales ont marqué des changements modestes, le clivage des différences politiques s'est renforcé.

« Bien entendu, les idées politiques françaises sont plus diffusées en pays wallon. Le jacobinisme l'a longtemps inspiré, et d'ailleurs la Belgique a été fondée sur cette idéologie, non pas sur celle de la décentralisation. Cela a empêché la Wallonie de procéder à une prise de conscience ethnique.

« Beaucoup de Flamands, pour leur part, sont devenus jacobins sans le savoir et promettent, contrairement à ce qui devrait être leur philosophie politique fondamentaliste, mais dans un réflexe de défense bien dépassé, l'unité de la Flandre face à une Wallonie unie.

« La question s'est posée à l'occasion de la création des sociétés de développement régional. La Wallonie a opté pour une seule société, dans une certaine tradition jacobine. La Flandre a fini par créer cinq sociétés, se prononçant ainsi pour le vrai régionalisme, presque provincial. Mais ce n'a pas été sans mal.

« Dans cet ensemble, quel est le sens et le destin de la monarchie ?

— La monarchie ne fait pas partie du contentieux communautaire. Il s'en est fallu de peu en 1950. Tout au plus l'antithèse Nord-Sud, la question communautaire, l'incitait-elles à une plus grande prudence, à une non-immixtion accrue dans l'évolution territoriale du pays.

« Le problème est un peu autre. Il y a en Belgique au moins trois nationalismes. Des centaines de milliers de personnes s'identifient sans réserve à une communauté flamande, d'autres centaines de milliers s'identifient sans réserve à une communauté wallonne. Mais aussi des centaines de milliers s'identifient sans réserve à une communauté belge. Ce groupe est important, il a vu des siècles à plaider. Il a pour fondement la monarchie. Tous ceux qui se sentent Belges devraient se grouper autour de la monarchie. Comment situer un patriotisme belge, alors que dans ce pays il y a deux autres patriotismes ?

« La monarchie, et pas seulement ce roi-ci, a toujours essayé de faire une certaine synthèse entre les trois sentiments. Quand l'Allemagne a envahi la Belgique en 1914, le roi Albert a dit : « Flamands, rappelez-vous la bataille des Epéroux d'or, Wallons, rappelez-vous la bataille des Franchimonts. » Il faisait donc appel, pour susciter un patriotisme belge, à l'ennemi commun allemand, à deux autres patriotismes, le flamand et le wallon.

« Donc la synthèse était peut-être possible. Mais les nationalistes flamands, les nationalistes wallons, sont allés chacun de leur côté vers des types de fédéralisme différents. Pour les Flamands, l'autonomie devait être surtout culturelle ; et pour les Wallons, surtout économique, du type dirigiste. Le patriote belge, quant à lui, a livré un combat d'arrière-garde, pour essayer de freiner la marche vers l'autonomie ou de la vider de son contenu. J'aurais préféré qu'il prît clairement une autre vision et se déclare patriote belge. Prenez la fête des vingt-cinq ans de la dynastie. On en a fait quelque chose où le sentiment national belge est curieusement à l'arrière-plan. On a très peu célébré une vraie communauté. Par prudence peut-être.

« Depuis 1830, l'appareil de l'État a fonctionné dans le sens d'une assimilation de l'entité flamande dans une vaste entité d'expression française. L'indifférence envers une nation belge est très répandue en pays flamand, et bien au-delà du nationalisme flamand traditionnel. Le remplacer par un sentiment de solidarité par partis ou par classes, ce n'est pas la même chose. Les Wallons ne sont de tous les temps identifiés avec une nation belge. La prise de conscience wallonne sur le plan politique se manifeste parfois par des accents antibelges, presque masqués, et probablement moins justifiés que qu'on retrouverait dans la littérature politique traditionnelle du côté flamand.

« Le nationalisme belge se trouve à Bruxelles. Une capitale, c'est ce qui s'identifie le plus facilement, par sentiment et par intérêt, avec l'ensemble d'une nation. La chose surprenante, c'est donc le tournant qu'a pris l'opinion publique bruxelloise vers le fédéralisme à trois.

« Des sacrifices ont été fournis pour la cause du nationalisme belge. Des groupes sociaux sont allés jusqu'à s'identifier à l'existence d'une entité nationale, les cadres de l'armée, la magistrature, les fonctionnaires. Il faut en tenir compte. Et j'aimerais bien avoir devant moi le nationalisme wallon et le nationalisme belge, pas simplement exprimés comme arguments pragmatiques, mais également comme sentiments. Certains de ses partisans m'ont dit : « Nous sommes des sans-abri. » C'est assez curieux, car formellement cet abri existe : les institutions belges sont restées assez largement unitaires. Mais ils n'ont pas ou peu de porte-parole. Ils sont un peu partout, à Bruxelles surtout bien entendu, mais en partie en pays flamand, en partie en pays wallon.

« Ce nationalisme belge, du type classique, fin du dix-neuvième siècle, est surtout bourgeois. Le nationalisme flamand était surtout petit-bourgeois, face à la haute bourgeoisie francisée. Le bouillon de culture du mouvement flamand a été la classe intermédiaire, les vicaires, les intellectuels, les instituteurs, les avocats, les porteurs du renouveau culturel.

« Le nationalisme wallon est plus difficile à situer, mais, comparé aux deux autres, il a bénéficié surtout de l'apport du monde ouvrier. Rappelez-vous Rocard, ou les prises de position du parti socialiste, virant, chaque fois qu'il était au pouvoir, vers un unitarisme.

« L'événement le plus important depuis dix ans n'a pas été la

malheureuse révision de la Constitution, mais l'évolution des sociétés dans les trois régions, qui a rencontré l'évolution des structures au niveau des partis. La constitution des deux ailes chez les sociaux-chrétiens, ou au sein du monde libéral, a été rapide. Si le parti socialiste maintient une certaine unité d'action et nous a surpris voilà quelques mois par la présentation d'un plan de réglementation des problèmes communautaires, il est parvenu, quand on y regarde de près, par les mêmes forces centrifuges.

« La tradition de solidarité protestante lui a permis pendant longtemps de maintenir une unité, quoi qu'elle ait du mal à dépasser les oppositions des nationalismes. Dans la plupart des cas, même quand ceux-ci ne parvenaient pas à percer nettement à modifier les structures des partis ou de l'État, ils sont suffisamment

forts pour immobiliser l'évolution normale du monde socialiste belge, par la nécessité continuelle de composer entre Flamands socialistes et Wallons socialistes : la même chose pour les autres familles politiques.

« L'opposition sentimentale entre Flamands et Wallons n'existe pas, mais la conscience d'être différents est très grande, alors qu'ils vivent dans le même pays. La tentative de créer une nation belge s'est soldée par un échec. Il y a un patriotisme belge. L'échec n'a donc pas été complet. Mais la volonté de faire une nation flamande n'avance pas. Le besoin d'autonomie, flamande ou wallonne, résulte d'un effet de groupe de pression. Le vrai sentiment de prendre son propre sort en main, ce qui constitue une nation, n'émerge pas.

Propos recueillis par JACQUES NOBECOURT

La coupure des forces politiques

(Suite de la page 23.)

Le P.L.P. hutois, qui s'était refusé à une propagande antisocialiste, a été le grand perdant de ces élections. Si elle lui donne un éclairage particulier, cette analyse du renforcement relatif du P.S.C. en Wallonie ne doit cependant pas faire perdre de vue l'ampleur de l'avance socialiste dans cette région.

Elle a été générale à Liège, bastion privilégié, exceptionnelle dans le Namurois, solide dans le Hainaut. Si l'on excepte dès lors le Brabant wallon, où M. Pierre Fautz perd Braine-le-Château, et Waremmes, où M. Emond Leburton, vieille figure socialiste locale et nationale, enregistre un recul de 5 %, le P.S.B. est le vainqueur du scrutin et confirme sa position de

premier parti wallon. Il est suivi par le P.S.C., renforcé et radicalisé à droite.

Ensemble, ces deux partis dominent nettement l'échiquier politique wallon, où, désormais, le Rassemblement wallon et le Parti pour la liberté et le progrès font piètre figure et peuvent difficilement être encore considérés comme des partis de masse. Ils conservent un certain nombre de points forts, dus le plus souvent à la présence de leurs ministres (encore que M. Olivier, ministre P.L.P. des travaux publics, ne réside pas à l'avance P.S.C. de Bastogne), et qui tiendront le temps que durera encore leur participation au gouvernement. On peut penser, dès lors, qu'il y aura chez eux peu d'intérêt pour la remise en cause de ce dernier.

Conséquences nationales

Le R.W. et le P.L.P. deviendront alors les principaux appuis du C.V.P. pour la poursuite de l'expérience gouvernementale actuelle. A moins que ne se dessine, au sein du premier, une tendance défensive, prévoyant les prochaines élections législatives et demandant le retour à l'opposition. La comparaison entre l'évolution électorale du R.W. et celle du F.D.F. resté dans l'opposition, pourrait les inciter, mais ce parti est-il encore capable d'un tel saut ? S'il avait pu bénéficier, au plan national, du courant qu'il enregistre en Wallonie, le P.S.B. aurait pu ébranler la majorité de l'actuelle. Ce n'est malheureusement pas le cas en Flandre, ni surtout à Bruxelles, et, dès lors, ces dernières élections communales apparaissent à beaucoup comme un coup d'épée dans l'eau, une parenthèse qui risque de rester sans conséquence pour la vie du gouvernement.

Pourtant d'opposer deux régions, dont l'une serait « rouge » et l'autre, et l'autre catholique et droite, c'est plutôt sur la radicalisation à

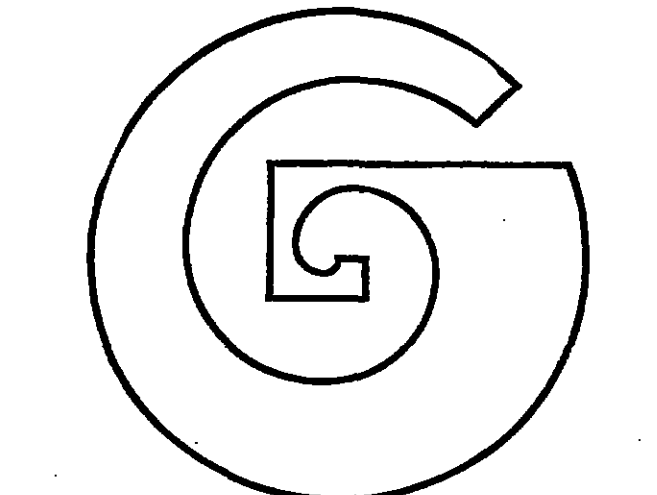
droite du mouvement chrétien qu'il faut se pencher.

Dominant et populiste en Flandre, minoritaire mais droitier et en léger progrès en Wallonie, le mouvement catholique délient les clés du gouvernement du pays. Et son évolution wallonne ne permet guère d'espérer qu'il voie d'un bon œil la gestion en commun avec les socialistes, contrairement à ce qu'on pu réaliser une démocratie chrétienne renforcée.

Alors, un pays coupé en deux ? Oui, mais pas uniquement dans le sens régional où l'entendement généralement les commentateurs de la situation politique belge. Il existe désormais deux forces en Belgique, dont l'une entend maintenir l'autre dans une situation d'opposition, contre la volonté de cette dernière.

En renforçant chacun des deux mouvements, les élections municipales n'ont rien clarifié. Elles ne quantifient l'opposition socialiste, et vont sans doute prolonger l'actuelle majorité.

ANNE-MARIE LIZIN



Première banque belge, la Société Générale de Banque met à la disposition de ses clients

- son réseau national de 1115 agences, en contact journalier avec tous les secteurs de l'économie
- son réseau international, comprenant quelque 150 points d'implantation répartis sur les cinq continents.

En France: BANQUE BELGE (France) S.A.
Paris: 12, Rue Volney - 75002 Paris
Tél. 261.50.37
Lille: 98-98, Rue Nationale - 59000 Lille
Tél. (20) 57.57.42

Société Générale de Banque

Phenix Works
FLEMALLE-HAUTE BELGIQUE

Centre International de fabrication de tôle revêtue

GALBEST tôle galvanisée
estetic tôle prépeinte
skinplate tôle plastifiée
zincrométal primaire soudable
DECRASTIC tuiles métalliques

Commercialisation: **Eurinter**
Quai Hoover, 1.B 4110 Flémalle-Haute/Belgique
Tél.: International +32 41/334830-Telex: 41210

سكس اس النجل

LA CAPITALE RÉGIONALE

Liège, aux avant-postes de la francophonie

Par JAMES SARAZIN

LIÈGE aura vécu au mois de septembre sous le double signe de Mozart et des élections municipales. Couverte d'affiches multicolores, sillonnée par de bruyantes voitures haut-parleurs, la ville aura pourtant bien davantage vibré pour les concerts du Festival de Wallonie que pour les journaux politiques qui ne semblaient intéresser que les éternels habitants de la ville.

Par l'absorption de huit communes suburbaines et de plusieurs faubourgs périphériques — ce qui fera tripler sa superficie — Liège va voir sa courbe démographique s'infléchir vers le haut pour la première fois depuis une quinzaine d'années. De 135 000 en 1961, le nombre d'habitants de la ville est tombé à 145 000 en 1970 et à 140 000 aujourd'hui. Sans cet apport soudain de 100 000 « néo-Liégeois », elle allait bien finir par perdre son statut de grande ville. Plus grave : la population active la désertait dans des proportions plus importantes (12 % entre 1961 et 1970), la condamnant au vieillissement et à un déclin accéléré (on y dénombre actuellement plus de 30 000 retraités). Encore le chiffre de la population liégeoise est-il artificiellement gonflé par un important afflux d'immigrés. La ville est une des plus cosmopolites d'Europe puisqu'on y dénombre 29 000 étrangers (25 % de la population). Après la fusion, la « Grand Liège » comptera 43 000 immigrés, et la province dans son ensemble en abrite près de 80 000. La Belgique même à l'égard des immigrés a une politique originale : elle a institué des conseils communaux consultatifs élus par les résidents étrangers.

Après trois ans et demi d'existence, l'expérience liégeoise n'est toutefois pas jugée satisfaisante par les responsables municipaux, qui estiment que la transition des luttes existant dans les pays d'origine des étrangers. Les élections du 18 mars 1973 furent, notamment, le prétexte à de violents affrontements entre Espagnols et antifranchistes.

Pour rendre la cité attractive, le conseil communal — à majorité socialiste et libérale — entreprit d'agir sur plusieurs terrains : logement, circulation, loisirs, emploi. En bien des endroits, la ville apparaît comme un vaste chantier. Des quartiers entiers sont percés de vastes excavations qui seront demain des artères ou des ensembles commerciaux et rési-

dentels. Les Liégeois se plaignent souvent de cette situation qu'ils doivent pour une large part au passage d'un des leurs, M. Jean Dehaene, au ministère des travaux publics à Bruxelles. Ces grands travaux coûtent aussi fort cher : sur un budget de 13,6 milliards de francs belges, on a consacré 1,3 milliard aux investissements, et, selon le bourgmestre, M. Bailly, ce chiffre sera porté à 2 milliards au cours des six prochaines années, « pour aligner les infrastructures des communes fusionnées sur celles de Liège ».

Aujourd'hui, sur les quarante mille logements que compte la ville, la moitié ont été construits depuis 1950, et on estime que, dans dix ans, le parc sera été renouvelé pour les

trois quarts. Mais, si les lotissements de maisons individuelles ont fleuri sur les coteaux de la Meuse, la rénovation des quartiers du centre n'a pu échapper à une architecture verticale que l'opposition — notamment le parti social-chrétien — juge dépassée et déshumanisante. « La colline en place a cru que la rénovation d'une ville se mesurait à la hauteur du béton », observe, critique, M. Jean-Pierre Grifé, leader liégeois du P.S.C. Mais, pour le bourgmestre, M. Bailly, la construction d'immeubles : « dont aucun ne dépasse d'ailleurs une dizaine d'étages — pouvait seule permettre d'effacer la vétusté et l'insalubrité, de rendre à Liège son caractère résidentiel et de redonner à une communauté menacée d'extinction,

à briser sous l'argent, pas sous le savoir ».

— Mettre en place une politique des petites et moyennes entreprises. Actuellement, beaucoup d'entre elles se contentent de la sous-traitance de grandes entreprises, solution de facilité qui les rend vulnérables aux aléas de la conjoncture. La part de la sous-traitance dans l'activité totale des P.M.I. ne devrait pas dépasser 30 %. Pour y parvenir, il faut aider ces maisons à installer des unités de production, leur fournir à l'occasion des terrains, et surtout développer leur dynamisme commercial grâce à la création d'une société provinciale d'exportation, car l'actuel Office belge du commerce extérieur s'est avéré insuffisant dans ce rôle de promoteur.

— De gros investissements seront nécessaires pour sortir de ce mauvais pas, conclut M. Goldine. Mais, je suis optimiste. Il y a dans cette région toute une jeune génération qui n'a pas envie de mourir.

Les vicissitudes n'ont pas entamé la fierté du Liégeois. Indépendant, entreprenant, railleur et râleur, il apparaît souvent prétentieux à ses concitoyens — y compris les autres Wallons, — qui supportent mal ce qu'ils prennent pour un complexe de supériorité. « Le Liégeois passe trop de temps à se lamenter sur son passé de sous-prolète, il se nourrit trop de nostalgie », déplore M. Robert Maréchal, directeur des affaires culturelles de la ville. Ce droit à la différence exaspère parfois, et bien des Wallons préfèrent être gouvernés par des Flamands que par

Trop d'autoroutes ?

LA même préoccupation conduisit les responsables municipaux à lancer un vaste programme d'infrastructures routières. Vue de la distance qui la domine au nord du haut de ses quatre cent sept marches, la ville semble prisonnière d'un carcan complexe de voies rapides, de radiales et de rocade qui l'enferment et le percent de toutes parts jusqu'en son cœur. Si ce désagréable enlèvement à Liège d'ignorer à peu près totalement les encombrements et les « bouchons », il n'en a pas moins grignoté 10 hectares de terrain en dix ans et suscité un nouveau grief de l'opposition.

— Si la ville était restée la même qu'il y a vingt ans, on n'y circulerait plus, rétorque M. Georges Goldine, échevin des affaires économiques. Non seulement elle risquerait la paralysie économique et sociale, mais une telle politique équivalait à dénier à la masse le droit de se servir de l'automobile, comme s'il était possible de tuer ce phénomène. La seule attitude raisonnable consiste à adapter la ville aux aspirations profondes de ses habitants. Il fallait trouver un équilibre entre la voiture et la ville en créant des voies de pénétration, suffisamment larges et nombreuses pour éviter au maximum les bouchons, et des parcs de stationnement nombreux et proches du centre.

En même temps, un gros effort a porté sur les transports en commun — un plan de 20 kilomètres de parcs en site propre est en cours de réalisation et déjà la vitesse commerciale des autobus (16 kilomètres-heure) dépasse celle enregistrée dans bien des grandes villes européennes — et sur les « piétonniers », ainsi qu'on appelle ici les zones piéto-

nières qu'on commence à aménager dans les anciens quartiers du centre. Par ces travaux routiers, les responsables communaux souhaitent non seulement faciliter la circulation locale, mais du même coup faire de Liège un nœud autoroutier susceptible de perpétuer sa vocation de carrefour européen et d'éviter le drame des cités qui, telles Louvain et Hasselt, refusant l'autoroute, ont progressivement sombré dans la léthargie. L'isolement signifiait la fin de certaines pour une ville déjà confrontée au difficile problème de la reconversion industrielle. Le charbon, dont elle avait cru pouvoir tirer une prospérité éternelle, lui valait dans les années 60 une crise sociale extrêmement aiguë. Frappée de plein fouet par une vague de chômage qui précipitait l'exode de la main-d'œuvre vers des régions plus florissantes, Liège pensait pouvoir s'appuyer sur la sidérurgie pour redresser une situation qu'on se refusait encore à juger désespérée. C'était compter sans la révolution industrielle du reste du monde. Aujourd'hui, 1 tonne d'acier japonais arrivant à Anvers coûte 300 francs belges de moins que celle qui sort des hauts fourneaux de Sarcelles, un faubourg du sud de Liège.

Le seul élément vraiment favorable demeure actuellement le port, le troisième port fluvial d'Europe après ceux de Duisbourg-Ruhrort et de Paris, avec un trafic annuel d'environ 15 millions de tonnes. Étendu sur 18 kilomètres, il doit, pour une large part, son activité au Canal Albert, qui a l'évolution industrielle du reste du monde. Aujourd'hui, 1 tonne d'acier japonais arrivant à Anvers coûte 300 francs belges de moins que celle qui sort des hauts fourneaux de Sarcelles, un faubourg du sud de Liège.

« La région peut encore faire illusion, à cause d'anciennes fortunes qui continuent de produire des dividendes », observe M. Goldine. Mais elle voit en s'effondrant et elle aura disparu dans une vingtaine d'années. Aujourd'hui, la province groupe 10 % de la population belge et entre pour une proportion égale dans la production nationale. Nous nous situons donc dans la juste moyenne — après avoir été longtemps bien au-dessus. Mais nous le devons pour beaucoup à des secteurs fragiles : la sidérurgie, la textile — qui peuvent être balayés en cinq ans. »

La crise économique traversée par la plupart des pays développés est venue, ici, s'ajouter à ces difficultés structurelles, alourdissant encore le bilan. En cette rentrée, le chômage touche 12 à 13 % de la population active, principalement parmi les femmes et les jeunes diplômés (avec des exceptions : les germanistes trouvent des débouchés avant même la fin de leurs études). L'échevin aux affaires économiques refuse pourtant de désespérer : « Nous pouvons sauver notre économie par une action dans trois directions :

— Orienter la sidérurgie vers des productions à plus haute valeur ajoutée : laminage, aciers spéciaux, mécanique, éléments de construction de maisons, etc. Nous pouvons redresser ce secteur grâce à l'adjonction de matière grise à l'acier brut ;

— Développer une recherche scientifique appliquée pour battre les pays industriellement meilleurs marchés sur le terrain de la connaissance. Il faudrait créer un centre de technologies nouvelles susceptible de prendre des objectifs de recherches visant à la création de produits nouveaux qui nous permettraient soit une production sur place, soit une exportation de notre « savoir faire ». Bien des pays peuvent nous

Une animation culturelle intense

INTELLECTUELLEMENT aussi, le Liégeois a peine à croire à la réalité de la Wallonie qui ne présente même pas une unité culturelle. Le Festival de Wallonie, né du regroupement de plusieurs manifestations éparées et qui fêtera l'an prochain son vingtième anniversaire, est la seule tentative d'intégration réussie dans ce secteur. Encore ne concerne-t-il que la musique, ignorant le Festival du jeune théâtre qui se déroule parallèlement. Liège connaît une animation culturelle intense, favorisée par une infrastructure développée : sept théâtres, un opéra, une troupe théâtrale permanente, un orchestre de cent musiciens, un centre lyrique de quatre cents artistes et techniciens permettent de présenter une qualité et une quantité de spectacles inhabituelles dans une ville de cette importance — qui, cependant, il est vrai, plus de 4 % de son budget à la culture, soit 4 250 F par habitant, sans compter l'aide de l'Etat pour les investissements et certains frais de fonctionnement.

L'exaltation du riche passé liégeois est également entretenue par une floraison de musées — une quinzaine — dans que la municipalité s'attache à restaurer les hôtels et maisons des élites passées ayant résisté aux destructions qui furent souvent le lot de la ville. Cette

des Liégeois. En retour, le Liégeois ne fait rien pour dissiper cette image sans nuance de lui-même. Vue d'ici, la Wallonie n'est qu'un concept vague, et même, aux yeux de certains une pure utopie. L'habitant de l'ancienne principauté ne se sent guère d'attaches avec celui de Charleroi ou de Namur, Belge, certes, Wallon, peut-être, Liégeois avant tout : telle pourrait être sa devise.

L'héritage de l'histoire pèse de manière déterminante sur ce comportement. « Il y a près de deux siècles que la principauté de Liège a disparu après presque mille ans d'indépendance. Pourtant, elle n'a jamais été plus vivante qu'aujourd'hui dans le cœur des Liégeois », remarque M. Goldine, qui s'interroge sur la signification profonde de cet « inconscient collectif ». Nourri — victime, diront certains — d'un irrédentisme intellectuel particulièrement vif, le Liégeois, sans être anti-Belge, voudrait bien être accepté comme membre d'une entité particulière, différente des autres et qui lui rend souvent difficilement supportable l'autorité de l'Etat central. D'autant qu'il refuse énergiquement l'obésité aveugle. Sans renier un pays qu'il respecte, et pour lequel il est toujours prêt à se sacrifier — il l'a encore montré lors de la dernière guerre — le Liégeois a donc le sentiment d'appartenir à une communauté culturelle séparée.

« Nous sommes des extrémistes par tempérament », dit M. Goldine. Il importe ce le savoir quand on veut gouverner la ville. Car le caractère liégeois déborde bien entendu sur le terrain politique pour faire de ce citoyen l'enfant terrible du pays. Bien des gouvernements belges se sont défaits entre Meuse et Ourthe. Évoquant l'écueil liégeois, un ancien premier ministre, M. Achille Van Acker, un Brugué, a dit un jour : « La Belgique est composée de huit provinces et d'une République ».

éclosion culturelle correspond à un besoin pour une population abritant une forte concentration intellectuelle : renommée au-delà de la province, l'université de Liège accueille neuf mille sept cents étudiants et mille cinq cents chercheurs. Cette richesse contribue encore à distinguer Liège des autres grandes villes wallonnes, Charleroi l'industrielle et Namur la guerrière. La Belgique francophone n'a même pas, contrairement à la Flandre, un héritage culturel suffisamment lourd pour lui servir de lien. L'école flamande de peinture n'a jamais trouvé d'équivalent ici. L'école liégeoise de violon n'a pas survécu à celui qui avait porté son renom dans le monde entier, Eugène Iseay, dont le studio a été fidèlement reconstitué dans les locaux du Conservatoire. De César Franck à Georges Simenon, les artistes nés de Liège sont allés ailleurs conquérir leur célébrité. L'identité linguistique elle-même apparaît floue. « Le wallon était un dialecte, pas une langue, disent les Liégeois. Notre véritable source culturelle, c'est la romanité, la latinité. » Finalement, la communauté francophone ne se retrouve guère que face à l'antité flamande », observe M. Pierre Bemimolin, chef du protocole et des relations extérieures de la ville. Le reste du temps, le Liégeois préfère tourner son regard vers la France.

«Francité» et «francolâtrie»

L'AFFIRMATION de la « francité » prend ici une signification étonnante, parfois même excessive, provoquant aux yeux des adversaires, qui la qualifient de « francolâtrie ». Première ville non française à avoir reçu la Légion d'honneur pour son comportement lors de l'invasion de la Belgique en août 1914, Liège célèbre chaque année le 14 juillet avec davantage de faste et de liesse que la fête populaire belge, une semaine plus tard. « Nous nous alimentons en permanence à la culture, à la vie française », explique M. Bemimolin. L'autoroute nous a encore rapprochés de la France. C'est ainsi que des colonies de Liégeois font 350 kilomètres pour aller voir Cyrano de Bergerac à la Comédie-Française.

Tout ce qui est français parle au cœur du Liégeois. En 1969, le cinquantenaire de la remise à la ville de la Légion d'honneur fut fêté pendant quinze jours. Une exposition de souvenirs napoléoniens attire cent mille visiteurs, et une autre, consacrée à « la France d'aujourd'hui et de demain », plus de vingt-trois mille. Des étudiants qui n'avaient pas trouvé place à une représentation de la Comédie-Française l'attirèrent à Liège, déclenchant une émeute. « On peut traduire cette émotion de contestation par un impératif : ne nous servons pas de culture française », écrit peu après la Gazette de Liège. Qua-

tre ans plus tard, la ville témoignait une nouvelle fois de sa ferveur en accueillant les pays de langue française en un vaste rassemblement de la francophonie pendant un mois, du 15 septembre au 14 octobre 1973. Concerts, expositions, représentations folkloriques, théâtre, congrès et colloques réunissant dix-sept pays faisaient vivre la ville dans une ambiance de fête permanente.

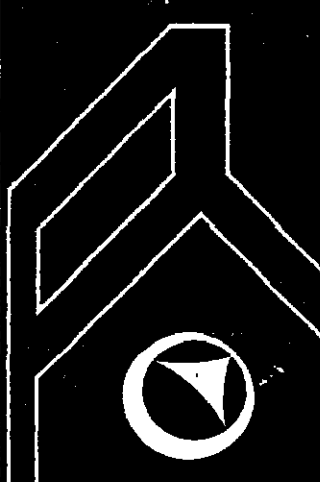
Le militantisme francophone n'est pas seulement l'expression d'une minorité dirigeante. Chacun ici se souvient de la mésaventure survenue à un homme politique local qui n'avait pas cru bon, au cours d'une cérémonie publique, de se lever pendant l'exécution de la Marseillaise dans l'orchestration d'Hector Berlioz — estimant que ce n'était pas l'hymne national français. Sur le plan électoral, il a mis trois ans à se relever de ce faux pas. « Notre amitié pour la France est réelle, même si elle n'est pas partagée. C'est un mythe à respecter sous peine de se faire balayer de la vie publique », avoue M. Goldine.

Liège est la ville francophone la plus septentrionale, renchérit non sans orgueil M. Bemimolin. A 15 kilomètres d'ici, on parle flamand, à 25 kilomètres, hollandais, à 30 kilomètres, allemand. Nous sommes un avant-poste, un coin de la romanité enfouie dans le monde germanique. »



COCKERILL

SIDERURGIE
Construction
Mécanique



COCKERILL Supertenax E

Aciers à haute limite élastique pour châssis d'automobiles, jantes, voiles de roues, longerons de camions, matériel ferroviaire, agricole, de travaux publics.

COCKERILL Soudotenax E

Aciers colmes grains fins pour recipients soumis à haute pression, réservoirs, conduites.

COCKERILL chrome

Toiles parfaitement soudables résistant à la corrosion : chaudières, pots d'échappement, contenants, réservoirs, silos, planchers d'étables, viroles de piscines.

Zincor

Toiles recouvertes d'une couche de zinc : machines à laver, chauffage, mobilier métallique, ascenseurs, gaines, automobiles.

COCKERILL Jouvencel-cuivre

Aciers non vieillissants résistants à la corrosion pour carrosseries automobiles.

COCKERILL émail

Toiles destinées à l'emballage en une seule couche et aptes à l'emboutissage extra-profond pour tous produits emailés d'un façonnage délicat.

COCKERILL Planemel

Toiles pour emballage de panneaux avec garantie de planéité.

COCKERILL Radia

Toiles pour radiateurs de chauffage central.

COCKERILL SLS

Profils allégés pour la construction et le matériel roulant, fermes et pannes de toitures, colonnes et portiques, châssis de maisons préfabriquées ou de chalets mobiles, de camions, remorques et wagons.

Cockerill joints DBC, Cockerill Cerclati, Cockerill Nomatil, Cockerill texture, Cockerill Magnétit BC, Cockerill joints pleins, il n'est pas une application de l'acier pour laquelle COCKERILL n'ait cherché, étudié, imaginé et finalement trouvé une solution adéquate.

Sa Division de la Construction Mécanique ou Rudolf Diesel, surveilla en personne le montage d'un de ses premiers moteurs, s'est spécialisée, outre ses fabrications traditionnelles de locomotives de manœuvre, de chaudières, de moteurs, dans la fourniture de matériel pour les industries nucléaire, métallurgique, chimique et pétrochimique.

COCKERILL

6 4100 SERRAING, BELGIQUE
Tél. International +32 41 34 08 10
34 28 10
Telex : 41 225 CKL SG 5

BNP

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS
AUX QUATRE COINS DU MONDE

En BELGIQUE

- BRUXELLES 47-49, boulevard du Régent, 118 (2) 252.58.30, 2, rue Montigny-aux-Herbes-Folles, 118 (2) 218.18.37
- ANVERS 19 Arenbergstraat, 118 (31) 31.08.40
- COURTRAI Steenpoort 2, 118 (56) 21.55.42
- GAND Kouter 155, 118 (901) 23.24.83
- LIEGE Place du XX-Août, 42, 118 (41) 23.18.25

BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social : 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris



OPINIONS ET ANALYSES WALLONNES

Un kaléidoscope

RECEMMENT, divers groupements et autorités organisant à Liège des journées économiques baptisées « Portes ouvertes sur la France ».

En prenant une telle enseigne, les organisateurs faisaient la preuve qu'ils savaient ce que l'Europe veut dire. Tant il est clair que jamais porte ne s'est fermée entre la Wallonie et la France, qui habitent d'ailleurs un peu la même maison.

Un long passé commun, une langue française dont les Wallons, paraphrasant Albert Camus, pourraient dire qu'elle est une de leurs patries, une façon presque identique de sentir les choses de l'esprit et de goûter celles de la vie, un souci permanent des libertés individuelles et collectives démontré à l'unisson dans un passé encore fort présent à notre sensibilité commune : l'inclination est naturelle. Chez nous, en Wallonie, elle s'exprime régulièrement d'une façon spontanée et populaire.

Mais la France nous connaît-elle vraiment ? Sait-elle notre spécificité ? Entrevoit-elle les extraordinaires possibilités que peut lui offrir, dans le cadre de l'Europe en construction, une région qui, au sein du Benelux, aux portes de l'Allemagne, à l'intersection des grands courants industriels, commerciaux et culturels européens, est sa voisine par la géographie, mais sa sœur par le cœur et l'esprit ?

Les industriels, les financiers, les commerçants français, ont-ils mesuré les diverses possibilités d'échanges d'investissements et d'innovation que leur offre une coopération active avec leurs homologues de la région wallonne ?

Dans le cadre d'une Belgique qui reconnaît désormais la spécificité de ses régions et tente de les organiser politiquement, la Wallonie se doit de présenter à ses voisins, à ses partenaires économiques, sa carte de visite.

Mais suffit-il d'une carte de visite lorsqu'il s'agit de présenter la Wallonie à la France ? Non, certes.

C'est pourquoi j'ai pensé qu'il serait utile que, dans ce supplément du journal *Le Monde* consacré à notre région, et indépendamment des articles rédigés par les collaborateurs wallons du *Monde*, sous leur responsabilité, diverses personnalités wallonnes de divers horizons et aux fonctions très différentes fassent le point sur les multiples facettes de l'activité économique et sociale de la Wallonie.

M. A. Califice, ministre des affaires wallonnes, a bien voulu faire précéder d'un message ces diverses collaborations.

Seront abordés les sujets suivants :

« L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements », par M. R. Charlier ;

« Les institutions financières et le renouveau de la région », par M. R. Henrion ;

« Diversité et harmonie », par M. A. Hauilot ;

« La deuxième industrialisation », par M. J. Delrue ;

« La concertation sociale », par M. A. Grandjean.

MM. M. Thiry et J. Lejeune ont accepté de replacer ces diverses contributions dans le cadre de la communauté d'histoire, de pensée et d'intérêts de la France et de la Wallonie.

Au travers de ce kaléidoscope peut-être le lecteur saisira-t-il comme un scintillement la volonté d'une terre ancienne et d'une race fière et ingénieuse de sortir d'une récente torpeur et de se hisser à la mesure des exigences et des mutations qu'exige l'Europe du dernier quart de siècle.

JEAN GOL
secrétaire d'Etat
à l'économie régionale wallonne.

D'une communauté

(Suite de la page 23)

Et sans doute cette ténue fidélité au foyer central d'une civilisation est-elle un attribut naturel des pays de marches : ce sont les zones en bordure, et surtout si elles sont en bordure du côté le plus historiquement exposé, qui sentent avec le plus d'urgence le besoin d'une solidarité avec le centre. Sans doute aussi, pas plus qu'il ne suffit de bons sentiments pour faire de la bonne littérature, il ne suffit pas de reconnaître la permanence de cette attraction pour en faire la base d'une bonne politique supranationale ou transnationale. A considérer cependant le rôle et les destins de ce cap des provinces de langue française qui s'avance extrêmement au nord-nord-est entre Flandre, Pays-Bas et Allemagne, on aperçoit ce qu'il y a de naturelle nécessité dans cette communauté France-Wallonie, communauté que l'histoire, une configuration géographique, la langue et la culture, une semblable conception de la société moderne comme des devoirs

et des plaisirs de la vie, ont de très longtemps façonnée.

Mais si ce tissu d'une civilisation commune a été longuement et très intimement trépané par les siècles, la diplomatie et la loi n'ont pas su tirer toute la leçon de l'atavique expérience. Par exemple, tout ce qui est coopération culturelle entre France et communauté culturelle de Belgique (et donc Wallonie) est resté longtemps en souffrance.

Or cette communauté, œuvre très complexe de la nature, du temps et des hommes, nous avons besoin d'elle, aussi étroite que possible. Nous : non seulement nous Wallons, qui vivons essentiellement d'une certaine vie française et ne voulons pas laisser aller celle-ci, mais aussi l'Europe, donc la France.

La vocation européenne est de supprimer ces cloisons, les frontières. Quant à la Belgique, le décloisonnement s'est fait largement du côté Hollandais, notamment à travers le Benelux. Il reste à décloisonner, le plus totalement possible et dans tous les domaines, côté France.

MARCEL THIRY

Les institutions financières et le renouveau de la région

Si l'on veut mettre en évidence le rôle joué par les institutions financières dans le renouveau de la Wallonie, il faut épingler deux ensembles d'efforts :

— Les uns, qui s'expriment dans les mécanismes des lois d'expansion économique ;

— Les autres, consentis plus particulièrement par le système bancaire, lequel d'ailleurs joue aussi un rôle important dans la mise en œuvre de ces lois.

1) La Belgique s'est donnée un ensemble de lois dites « d'expansion économique » qui se sont révélées tout à la fois un excellent instrument de développement régional et un moyen efficace de conjuguer les efforts des institutions privées et publiques de

crédit. Ces lois ont pour but de multiplier les investissements et les créations d'emplois. Elles prévoient une aide de l'Etat sous forme de subside en intérêt ou de garantie. Les crédits peuvent être accordés dans le cadre de ces lois soit par des institutions publiques d'investissement ou de crédit, soit par des organismes internationaux, soit enfin par des organismes privés de crédit, c'est-à-dire la plupart des banques établies en Belgique.

De 1959, date de la mise en vigueur de la première loi d'expansion économique, à 1975, la Wallonie s'est vu attribuer près de 40 % du total, pour cette période, des projets d'investissements étrangers et nationaux en Belgique.

INVESTISSEMENTS PREVUS	En millions de francs belges à prix courant	En %
— Wallonie	228 652	39,6
— (Hainaut)	162 078	(17,9)
— (Liège)	80 398	(14,1)
— (Luxembourg)	875	(1,2)
— (Namur)	17 517	(3)
— (Brabant wallon)	19 640	(3,4)
— Flandre	330 596	58
— Bruxelles-Capitale	13 988	2,4

(Source : ministère des affaires économiques.)

La deuxième industrialisation

TERRE d'histoire et de culture, région de foires et de tourisme, la Wallonie possède aussi une longue tradition d'industrialisation : dès la première moitié du dix-neuvième siècle, celle-ci se développait sur la base des mines de charbon et des industries du fer, du ciment, du verre, des métaux non ferreux et des constructions mécaniques.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la région wallonne a repris ses activités traditionnelles dominées par l'industrie lourde, tandis que la Flandre — moins industrialisée au départ, mais servie par une démographie croissante et une situation géographique favorable — pouvait se tourner d'emblée vers des secteurs plus dynamiques, nés des récentes découvertes scientifiques, en chimie et en électromécanique, par exemple.

Or l'industrie wallonne lourde exige des entreprises de grande dimension, où les produits nouveaux remplacent plus difficilement les produits traditionnels à longue durée de vie et à faible rentabilité. On le voit, le passé industriel de la Wallonie est aussi souvent un passif. Le vieillissement structurel s'ajoute aujourd'hui aux effets de la crise conjoncturelle internationale.

Mais les enseignements du passé conjugués à la prise de conscience engendrée par la récession assureront à la Wallonie un second souffle économique, d'autant que la région dispose d'atouts suffisants pour assurer sa relance et la reconversion de son tissu industriel.

Située au cœur du Marché commun, la Wallonie se trouve également au centre d'une région

maritime desservie par un important réseau d'autoroutes, de chemins de fer, de voies navigables intérieures et d'aéroports commerciaux stratégiquement situés. La qualité de ses réserves de main-d'œuvre allée aux avantages d'une infrastructure adéquate, l'équipement de ses zones industrielles, l'accueil réservé aux investisseurs locaux et étrangers, les différentes formes d'intervention de l'Etat pour encourager le développement d'activités nouvelles, tout cela contribuera au renouveau économique et social de la Wallonie.

Porte-parole des employeurs des secteurs industriels et tertiaire de la région, l'Union wallonne des entreprises entend participer à cette évolution en favorisant et en encourageant le dynamisme des dirigeants d'entreprise et en assurant un dialogue constructif avec les institutions régionalisées nouvellement installées.

D'ores et déjà les entreprises privées ont réalisé une reconversion interne pour adapter leur outil de production aux nouveaux besoins du marché et aux possibilités de la technologie moderne. C'est ainsi que, à partir des industries de base anciennes et réputées (sidérurgie, verrerie, constructions métalliques, méca-

En Wallonie, les investissements étrangers ou mixtes (nationaux et étrangers) ont surtout été projetés dans les industries

manufacturières. La part qui est revenue à la Wallonie s'est considérablement accrue depuis 1972 : de 12 % environ à 36 % en 1975.

INVESTISSEMENTS PREVUS	En % du total en Belgique			
	1972	1973	1974	1975
- Wallonie	11,9	33,4	42,5	35,9
- (Hainaut)	(2,2)	(11,3)	(23,2)	(23,6)
- (Liège)	(5,6)	(6,9)	(16,2)	(19,7)
- (Luxembourg)	—	—	(1,3)	—
- (Namur)	(3,6)	(13,2)	(6,6)	(9,2)
- Brabant wallon)	(1,5)	—	(1,2)	(3,3)
- Flandre	63,8	64,5	32,1	44,1
- Bruxelles-Capitale	24,3	2,1	4,2	—

(Source : ministère des affaires économiques.)

L'ensemble des investissements prévus de 1959 à 1975 dans tous les secteurs devaient se financer pour 48 % en Wallonie grâce à des recours aux marchés financiers (et, en particulier, aux banques privées) et le reste par financement interne (en Flandre : 44 %, à Bruxelles : 62 % et 48 % pour l'ensemble du royaume).

De ces quelques statistiques, il ressort manifestement que depuis plusieurs années tous les organismes financiers, publics ou privés, consentent un effort considérable pour le renouveau de la Wallonie.

2) L'ensemble des grandes banques belges et de nombreuses banques de taille moyenne sont représentées depuis longtemps dans toutes les parties du pays par un réseau extrêmement dense de sièges et d'agences qui satisfont aux besoins non seulement des particuliers, mais des entreprises de toute taille de chaque région. Ainsi, la Wallonie bénéficie des services de plus de mille implantations bancaires, qui vont de l'agence (occupant deux ou trois personnes en moyenne), localisée dans les petites communes, au siège bancaire (occupant deux cents à trois cents personnes), situé dans les grandes villes. Ces banques disposent de moyens financiers importants grâce notamment à un taux d'épargne appréciable de la part des particuliers.

Les banques privées ne s'occupent pas seulement de l'octroi et de la gestion de crédits. Elles mettent progressivement à la disposition des entreprises un ensemble de services nouveaux ou qui existaient déjà autrefois, mais qui n'étaient pas assez systématiquement rendus ou développés.

Les banques qui disposent d'un réseau international étoffé de participations ou de correspondants étrangers s'efforcent d'aider les entreprises en les mettant en contact avec des fournisseurs, des clients et des partenaires étrangers potentiels. Dans ces domaines, bien des choses sont possibles :

— Groupement de fournisseurs, notamment pour la vente de biens d'équipement à l'étranger ;

— Information plus large visant à mettre en contact des offres et des demandes tant commerciales que financières ;

— Base à la disposition des entreprises d'informations d'ordre juridique, économique et financier, notamment en ce qui concerne les pays lointains ;

— Développement des activités de fusions et d'acquisitions à l'échelle nationale et internationale.

Mais là ne s'arrête pas le rôle actuel des banques :

— Elles peuvent offrir aussi des services d'analyse de gestion financière sous toutes ses faces, depuis des études qui facilitent l'accès aux marchés des capitaux jusqu'aux problèmes d'offres publiques d'achat, en passant par des études d'« engineering » financier ;

— Elles peuvent développer des techniques plus ou moins nouvelles de « renting », de « factoring » et de « leasing », voire une aide en matière d'informatique, de calcul de paie et de comptabilité.

Sans que ceci implique en quoi que ce soit un désintérêt pour les grandes entreprises, on peut dire que les institutions financières aident, plus encore que dans le passé, les petites et moyennes entreprises. En Wallonie, il y a dix-huit mille entreprises de ce type, groupant chacune de cinq à quatre-vingt-dix-neuf travailleurs. Ces efforts sont largement justifiés :

— Les petites et moyennes entreprises, on l'a signalé bien souvent, disposent de moins de moyens pour se défendre et pour accéder aux marchés des capitaux ;

— Mais ceux qui les dirigent sont souvent parmi les meilleurs entrepreneurs, au sens schumpétérien du terme : ils constituent toujours l'essentiel d'une classe moyenne, facteur important de stabilité dans toute société.

Certes, on ne peut pas dire que tous les problèmes de la Wallonie, terre de vieille industrialisation, soient en voie de solution ni que les seules interventions des institutions financières soient susceptibles de les résoudre. Mais les premiers signes d'un renouveau wallon se laissent déjà entrevoir et les investissements et les aides qui ont été consentis pour la Wallonie ne sont certes pas étrangers à cette évolution.

R. HENRION

ancien ministre des finances,
professeur
à l'université libre
de Bruxelles.

J. DELRUE

président de l'Union wallonne
des entreprises.

Diversité et harmonie

DEPUIS la fin de la deuxième guerre mondiale, la Wallonie a découvert sa véritable vocation touristique.

C'est maintenant par milliers que vacanciers, promeneurs, excursionnistes, découvrent et savourent ses merites. Un effort considérable d'équipement s'y est développé, soutenu par des pouvoirs publics attentifs d'une part, à l'appartenance socio-économique de cette activité à la région, et d'autre part, au bien qui en résulte pour l'harmonie de vie de ses visiteurs.

Ce qui séduit par-dessus tout, c'est l'exquise diversité du pays wallon, sa richesse étonnante d'aspects et de caractères. Pays d'ample douceur en Hesbaye, de charme tendre en Hainaut, de rochers, de lumière et d'eau le long de la Meuse namuroise et liégeoise, spectacle âpre et profond des hautes Ardennes, c'est bien de richesses qu'il faut parler ici, sans qu'on puisse ignorer le beau paysage et dur imprimé par l'industrie.

C'est dans ce double aspect, beauté multiple de la nature et puissance de l'homme, que la Wallonie s'affirme aussi originale et aussi séduisante.

Rien de plus facile que de passer de la vision des hauts fourneaux à la paix des rivières, de

la poussière des fours à la beauté des forêts. Et les corps monstrueux des usines ne sont jamais très loin de châteaux ravissants, de demeures altières de plus en plus ouvertes aux curiosités bénévoles des touristes.

Pays de tradition, d'où le folklore et la langue des aïeux n'ont jamais disparu. C'est aussi, aux marches de la France, un pays du plus haut goût de vivre et de vie de plus haut goût : il n'est que d'essayer la cuisine de ce pays pour savoir ce qu'est le raffinement d'une table dont les juges les plus sévères avouent sans barguigner les mérites éminents.

Situé à ce carrefour des peuples qui lui valut dans le passé d'être si souvent mis en danger, à ce carrefour aussi d'influences et de civilisations qui ont nourri en tout temps sa propre originalité, la Wallonie est aujourd'hui encore carrefour, mais de travail, d'intelligence, de beauté et d'harmonie. C'est là sans doute son apport original à une Europe touristique, dont les composantes se veulent d'harmonie et de générosité.

A. HAULOT,

commissaire général
au tourisme.

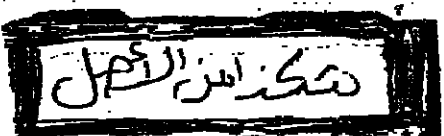
Depuis 150 ans un des noms les plus prestigieux du monde merveilleux de la cristallerie

manufacture de cristaux du

val·saint·lambert

une qualité de la vie, une qualité pour la vie!

Agent général pour la France:
PORCELAINES THARAUD - Limoges
Bureau et exposition: rue de Paradis, 51. Paris 75010. Tél. 770.92.90



OPINIONS ET ANALYSES WALLONNES

L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements

La Wallonie, une des trois régions belges, est surtout caractérisée, sur le plan économique, par l'existence d'une industrie résultant de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle.

Dès après la première guerre mondiale, certains signes d'essoufflement se manifestèrent pour toute une série de raisons. Ces faiblesses s'amplifièrent encore après 1945. Les autorités nationales et régionales désolèrent dès lors de pratiquer une politique de reconversion tant au niveau de la structure industrielle qu'à celui des équipements collectifs d'infrastructure.

Les autorités belges restent bien conscientes du fait que les entreprises nationales, réputées pour leur dynamisme et l'esprit de productivité de leur personnel, ne peuvent à elles seules atteindre les objectifs sectoriels, technologiques et régionaux du Plan, seuls susceptibles de surmonter avec succès les handicaps actuels. Les investisseurs étrangers sont dès lors accueillis favorablement en Belgique, pays qui, de tout temps, a adopté une attitude libérale à l'égard des implantations étrangères. Dans cet esprit, une approche active des investissements étrangers fut mise sur pied dès 1955, et elle se poursuit toujours, grâce à une étroite coopération

entre les milieux économiques nationaux et régionaux. Les organismes financiers installés en Belgique épaulent de manière efficace et constructive l'action officielle. Rien ne permet de dire que cette position doit changer prochainement, bien au contraire.

Les efforts de diversification résolument entamés requièrent un important volume d'investissements. Dans cette optique, le gouvernement a, dès 1959, traduit sa volonté d'industrialisation et de reconversion industrielle dans des lois favorisant le développement de nouvelles entreprises ou l'extension de firmes existantes.

En 1970, une nouvelle loi a revu complètement l'encadrement juridique du système, qui repose notamment sur :

- Un pilier régional ;
- Un pilier industriel ;
- Ainsi qu'un pilier d'aides à l'infrastructure.

La possibilité d'aides dans d'autres parties du pays reste ouverte notamment pour le développement des petites et moyennes entreprises, qui peuvent bénéficier d'aides non négligeables.

Dans chaque système légal, les incitations financières directes consistent en une intervention financière, liée à la valeur des investissements en immobilisations (terrains, bâtiments, équipements et investissements immatériels),

dont l'intensité est fixée en fonction des mérites propres du projet sous l'angle de l'emploi, de l'exportation ou de la technologie par exemple.

L'aide de l'Etat peut revêtir la forme d'une prime en capital ou d'un subside en intérêt :

- Prime en capital lorsque les investissements sont financés par fonds propres ;
- Subside en intérêt en cas d'appel au crédit, c'est-à-dire une réduction du taux d'intérêt à payer à l'organisme de crédit agréé (public ou privé).

L'intensité maximale correspond à une réduction du taux d'intérêt de 5 % pendant cinq ans sur un montant ne pouvant dépasser les trois quarts de la valeur des immobilisations. Lorsque les circonstances conjoncturelles le rendent souhaitable, ce qui est le cas actuellement, il est prévu que l'intensité de la réduction peut passer à 7 %, soit donc une aide totale brute de 21 % du volume investi. Il existe aussi une possibilité de financement par avance récupérable mais sans intérêt, des travaux de recherche et de mise au point, de prototypes, de produits et de procédés nouveaux. L'intervention peut ici atteindre 80 % des coûts.

Des incitants fiscaux sont attribués, comme les incitants financiers : on y retrouve :

- L'exonération, jusqu'à cinq ans, du précompte immobilier (impôt annuel sur les revenus des immeubles) ;
- L'exonération du droit d'enregistrement de 1 % dû sur les apports en capital (augmentation et apport initial) ;
- La possibilité de pratiquer, pendant trois ans, des amortissements doubles (en cas d'amortissements linéaires).

A côté de ces incitants directs, il ne faut pas négliger les interventions indirectes couvrant l'axe à la création des infrastructures industrielles d'accueil. Des sociétés

d'équipement économique sont habilitées à exproprier des terrains et à les aménager pour les mettre à la disposition des industriels. A l'heure actuelle, l'ensemble de la région wallonne est pourvue de quatre-vingt-quatre parcs industriels équipés, judicieusement répartis selon les disponibilités de main-d'œuvre et les exigences techniques. Il est possible d'acquiescer ces terrains à des prix intéressants.

Tout cela, brièvement résumé, fait ressortir la volonté gouvernementale de surmonter, dans cette région, les problèmes actuels. L'important arsenal des mesures disponibles en fait foi.

En outre, les services officiels belges sont outillés pour documenter rapidement et complètement les industriels étrangers sur la Belgique. Ils sont équipés pour organiser des visites de terrains industriels. Les chiffres connus des investissements étrangers en Belgique font ressortir l'attrait qu'exerce la Belgique sur les investisseurs étrangers. Entre 1959 et 1975, des investissements étrangers pour 180 milliards de FB ont été recensés. En prenant les chiffres des trois dernières années, on arrive, pour les investissements étrangers dans les industries manufacturières uniquement, à un total de 49 milliards de FB dont 17,3 milliards de FB pour la Wallonie.

La proximité de la France et de la Belgique, et de la Wallonie en particulier, est telle que tout ce qui est dit ci-dessus peut être vérifié sans perdre de temps, par des visites sur place, par des contacts avec les industries établies, par des entretiens avec les autorités officielles. L'expérience m'a tentée, il convient de la tenter.

R. CHARLIER
inspecteur général
du service expansion économique - investissements étrangers du ministère des affaires économiques.

France et Wallonie

Parmi les frontières, en est-il une qui paraît aujourd'hui moins naturelle que celle qui sépare la Wallonie de la France ? Louis XIV ne l'a d'ailleurs reconnue que sous la contrainte de l'Europe : mieux que ses viceroyales, elle rappelle ses défaites. Et celles-ci auraient pu être pires. Mariembourg, Philippeville et Bouillon seraient restées françaises sans le retour de l'Alsace et sans Waterloo. Mais ce ne sont là que « cicatrices » de l'histoire militaire et diplomatique. Entre la chaire des « événements », l'histoire profonde — celle de tous et de tous les jours — continue à tisser sa trame, comme Pénélope sa toile en attendant le retour d'Ulysse. Et elle la tisse par-dessus cette frontière, dans les mêmes plaines, sur les mêmes coteaux, dans les mêmes Ardennes, le long des mêmes rivières : Escaut, Sambre et Meuse. Les mêmes cultures ont occupé les jours des hommes et façonné leur mentalité. Picard, wallon, vers le sud, champenois et lorrain, tels sont leurs dialectes. Et, par-dessus la frontière, une seule et même langue régit : celle de France.

La même langue ! (Comme tous les autres peuples, les Français ont longtemps cru que « le génie de chaque nation (...) est surtout dans sa langue ») (Michélet). Le dialecte de Sedan et la perte de l'Alsace ont tout changé. Ni Renan, ni Fustel de Coulanges, ni Lavisse, ne pouvaient admettre que la langue justifiait, si peu que ce soit, l'appartenance allemande de l'Alsace. La victoire de 1918 a dissipé cette hantise. Depuis lors, Ferdinand Lot, Marc Bloch, René Grousset, ont reconnu à la langue le rôle qu'elle avait eu (parmi d'autres facteurs) dans la cristallisation des consciences nationales. Le simple peuple n'en avait jamais douté. Chaque nation

ayant « sa » langue (les Anglais, l'anglais, les Allemands, l'allemand, etc.), les Belges devaient avoir la leur. Combien d'amis français ne nous ont pas demandé de « parler belge » ? Que pouvions-nous répondre ? Sinon que, comme eux-mêmes et avec l'accent de notre province, nous ne parlions que le français.

Il eût été impertinent d'ajouter que nos ancêtres avaient adopté cette langue bien avant nombre de provinces françaises. Et cependant...

Nous sommes au treizième siècle, peu après 1230, trois siècles avant l'ordonnance de Villers-Cotterêts. Le vainqueur de Bouvins est mort. Son fils a partiellement hérité du Languedoc. Son petit-fils va sanctifier son règne. A Liège, pour la première fois, des seigneurs français sont appelés à régir l'évêché et le pays. L'évêque est suffragant de Cologne : le pays, fief d'empire. Tout semble les orienter vers l'Allemagne. Mais le dialecte roman (nous disons aujourd'hui : « wallon »), qui s'est fixé dans toute la moitié méridionale du diocèse de Liège, le lie au monde d'où, plus particulièrement au monde picard dont il partage certains traits dialectaux. Aussi, lorsque à l'université de Paris, alors en plein essor, la faculté des arts se divise en « nations », la plupart des clercs liégeois s'inscrivent naturellement dans la « nation picarde ». Ils y rencontrent les étudiants des diocèses picards de la grande province ecclésiastique de Reims. On aurait donc pu croire que, en ce moment où la renaissance de l'écrit et la laïcisation de la culture invitaient les chancelleries et les greffes à faire usage d'une « langue vulgaire », celle-ci eût été, pour la partie romane du diocèse, le « roman liégeois » ou le « picard », dont l'audience était large et la littérature, riche et diverse.

Or, il n'en fut rien. L'un des premiers actes liégeois que nous ayons conservés en langue vulgaire (1230) affirme dans sa morphologie « une allure tellement française déjà qu'elle évoque à peine le wallon » (L. Reymond). D'emblée et sans contrainte, les Liégeois ont adopté la langue que la France d'où se créait par-dessus la diversité et la rusticité de ses dialectes et de ses patois. Cette option, qui fut également celle de leurs voisins, a engagé l'avenir intellectuel des terroirs romans de Belgique. Elle a facilité leurs rapports avec la France et, par elle, avec le monde, mais leurs sculpteurs, leurs peintres, leurs graveurs, leurs musiciens, aux créateurs de l'art français — généralisé la diffusion des principes de la Révolution. Finalement, elle a précipité Liège et la partie wallonne de sa principauté dans les bras de la République française (1793).

En 1830, l'élite sociale et politique qui représentait la nation belge (1 % environ de la population) était toute française de culture. Cent ans plus tard, cette situation était complètement bouleversée. La Flandre s'était donnée une langue par-dessus ses patois. La qualité des cultures a triomphé en Belgique avec le suffrage universel. C'est seulement au sud de la frontière linguistique que l'enseignement se fait intégralement en français. Mais, d'autre part, tous les Wallons le reçoivent.

Depuis 1914, l'enseignement primaire est devenu obligatoire, une trentaine d'années après la République, et avec les mêmes résultats. Si un Gaston Bonheur wallon recueillait les textes de dictées, les pages d'anthologie et la plus grande partie des manuels qui, jour après jour et durant des années, ont composé notre être mental, il constaterait que les Wallons ont été formés selon l'esprit et la lettre des écoles de Jules Ferry.

Sans doute faut-il ajouter à ce premier bagage ce que, de Tournai à Liège et de Nivelles à Bouillon, la vie nous a appris et qui nuance nos diverses communautés et les distingue plus ou moins de telle province française et de Paris, notre capitale spirituelle commune. Néanmoins, en dehors de l'Hexagone, les Français ne trouveront nulle part « un morceau de France » qui leur soit à ce point semblable et à ce point fidèle.

JEAN LEJEUNE
professeur à l'université de Liège.

La concertation sociale

La concertation entre partenaires sociaux est particulièrement développée en Belgique depuis la seconde guerre mondiale. Pendant près d'un quart de siècle, elle se limite cependant au niveau national, tant sur le plan économique que celui de l'économie et de ses conseils professionnels que sur le plan social par l'intermédiaire du Conseil national du travail et des commissions paritaires.

La loi du 15 juillet 1960 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, en créant les conseils économiques régionaux, va instituer cette concertation au niveau régional. Mais elle va instaurer une innovation en doublant la concertation entre partenaires sociaux d'une concertation entre ceux-ci et les hommes politiques de la région.

L'objectif essentiel de cette loi est en effet d'associer plus étroitement les régions à l'élaboration de la politique économique et à son exécution, et de veiller à une participation plus large et plus directe de l'ensemble des milieux intéressés.

C'est ainsi que le Conseil économique régional de Wallonie (C.E.R.W.) est composé pour moitié de représentants des milieux socio-économiques — les représentants des organisations représentatives des travailleurs y siègent paritaires avec les représentants des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture — et pour moitié de mandataires politiques : parlementaires de la région représentant proportionnellement les différents partis et mandataires provinciaux représentant les différentes provinces de Wallonie.

Les conseils économiques régionaux sont essentiellement des assemblées consultatives dans le domaine économique-social. Ils ont une compétence générale de recommandation. Certains avis sont prévalables à la décision du gouvernement : c'est notamment le cas en ce qui concerne la répartition des principaux crédits budgétaires qui concernent l'expansion économique régionale et leur affectation. Cette compétence recouvre deux domaines d'intervention. Le premier concerne les crédits localisables des budgets ministériels et, dans ce cadre, le C.E.R.W. est appelé à donner un avis sur les programmes prévus pour la Wallonie en matière d'infrastructure économique et sociale, notamment les travaux publics, les communications, l'aménagement du territoire, les équipements socio-collectifs. Le second domaine d'intervention concerne les fonds à vocation régionale dont il s'agit de dégager la destination et d'obtenir l'engagement : fonds d'expansion économique, fonds de solidarité nationale, fonds européen de développement régional.

Le C.E.R.W. donne également

un avis préalable sur les projets et propositions de lois aux règlements généraux relatifs au développement régional.

La mission essentielle des conseils économiques régionaux est certes l'adoption du projet du plan régional. C'est à l'unanimité de ses membres que le C.E.R.W. a ainsi défini dès juillet 1974 les priorités fondamentales qui devaient être celles de la communauté wallonne d'ici à 1990 et opéré les choix de base portant sur les principaux moyens et politiques permettant la réalisation de la plus satisfaisante des grands objectifs proposés pour la Wallonie, que ce soit en matière d'emploi et de formation, d'expansion économique, de politique industrielle, ou en ce qui concerne les transports, l'environnement, l'aménagement comme l'équipement du territoire.

C'est unanimement que le C.E.R.W. vient également de refuser d'adopter le projet de plan 1987-1990 qui était proposé par le gouvernement dans la mesure où son application ne permet pas un développement équilibré des diverses régions du pays.

Le dialogue qui s'est établi au sein de notre conseil nous a également permis de dégager les mesures de sélectivité régionale à prendre en matière budgétaire et de crédit comme les éléments d'un programme wallon de défense et de promotion de l'emploi. La concertation au niveau régional a d'autant plus d'impact qu'elle reflète la position de l'ensemble des forces vives d'une région. Bien que le pouvoir central ne prenne pas toujours les mesures que l'on serait en droit d'attendre, elle permet cependant d'initier la politique nationale dans un sens beaucoup plus favorable aux intérêts de la région. Il ne faut cependant pas déduire des nombreux exemples d'unanimité d'opinion entre partenaires sociaux : celle-ci est mise à rude épreuve par les difficultés que nous traversons. Outre que le dialogue s'avère souvent constructif, son résultat est surtout le reflet d'une solidarité wallonne face à un pouvoir central qui n'attache encore qu'une importance secondaire aux réalités régionales ; la concertation aussi d'autant plus d'intérêt qu'elle permet l'élaboration d'une conception globale du développement de la région et constitue, dans ce cadre, un apprentissage des responsabilités régionales à venir.

Il faut que la réforme de la Constitution, achevée fin 1970, trouve rapidement son aboutissement dans une décentralisation politique véritable au profit des régions.

L'expérience du Conseil économique régional le désigne naturellement pour être alors le principal organe de concertation sur le plan régional.

ALBERT GRANDJEAN
secrétaire général du Conseil économique régional wallon.

INVESTIR EN WALLONIE ?

Pourquoi ?

Des aides financières substantielles et des avantages fiscaux sont accordés aux investisseurs.

- assistance financière pour la formation professionnelle ;
- régime fiscal favorable pour les dirigeants et cadres étrangers ;
- rapatriement libre des capitaux et dividendes ;
- aide financière à l'exportation hors Marché commun ;
- avance de fonds sans intérêt pour la mise au point de prototypes ;
- zones industrielles parfaitement équipées ;
- assistance aux industriels lors des contacts avec l'administration.

Pour tous renseignements, contacter :

Le Secrétariat d'Etat à l'Economie Régionale Wallonne,
avenue des Arts, 19 H - boîte 3
1040 BRUXELLES
Tél. : 02/219-46-20



les livres du mois

« LE BON PLAISIR », de Claude Manceron

Par YVES FLORENNE

LES hommes de la liberté peints par l'un d'eux (1) : voilà Claude Manceron et son livre. Et quelle livre peinture ! La vie, la fougue, la passion qui s'y déversent ont séduit et entraîné dès le premier volume. Sans doute aussi parce que cette passion est toujours éphémère : Claude Manceron ne semble pas pouvoir tenir. C'est cet historien est romancier, non seulement par le don du récit, mais parce qu'il a pour ses personnages les yeux du créateur : c'est comme s'il les avait fait.

Quoi ! Ah-t-on, vous nous parlez de personnages et de récit ? Le roman d'aujourd'hui, déjà, ne les saurait souffrir. Mais l'histoire ! Eh ! oui, Claude Manceron a tout l'air d'ignorer notre Terreur intellectuelle. Tout homme de gauche qu'il soit, il ne sauvera pas sa tête. Mais peut-être pense-t-il qu'il ne s'en portera pas plus mal. Toujours est-il qu'il a « nouvelle histoire » à l'histoire au microscope et à l'histoire anonyme il lance un double défi : il revient à la fresque, et il semble bien croire que l'histoire est faite aussi, tout de même, par des individus. Sans doute, le peuple bouge au fond et en dessous, comme la mer qui les porte. Mais, enfin, ce sont ces figures, grandes, illustres, parfois simplement bruyantes ou médiocres, qui agissent et parlent sur ce théâtre.

La dimension de l'ouvrage et son souffle emporté appellent le mot « fresque ». Au vrai : un immense tableau d'histoire dont tous les personnages sont des portraits. Au bout de son déroulement, qui n'est pas encore à moitié, il apparaît probablement comme un « Sacre de la Révolution ». A cela près que notre peintre n'est pas guidé comme David, et qu'il met souvent au premier plan les savants, les artistes, les écrivains. Aussi le tissu de cette « histoire biographique entrecroisée » est-il traversé par Goya, Lacroix, Sade, Diderot fléchissant, Schiller, et on ne s'étonnera pas que Beaumarchais tiennent le devant de la scène : s'il s'écrit, c'est pour faire une entrée plus éclatante.

C'est d'ailleurs sur une comédie que se lève le rideau de ce troisième volume. Nous sommes en 1781. Le public reprend en chœur des couplets tels que celui-ci :

Vivent notre reine et notre roi !
Chacun d'eux nous aime plus que soi.

L'auteur est un comédien ambulant, un certain Collet d'Harcourt. Devenu conventionnel et terrifié, il chantera une autre musique. Déjà, le biographe nous avait montré un enfant sage, bien vêtu, un peu gourmé, offrant un bouquet au jeune Louis XVI. Le roi n'avait sans doute pas entendu et sûrement pas retenu le nom de cet instant en satin : Maximilien Robespierre il y a de quoi donner aux puissants et aux régnants des frissons dans le cou.

Claude Manceron se plaît à mettre en évidence ces fils croisés du destin qui font l'histoire et la tragédie. Par exemple : un petit prince nommé Louis-

Philippe que tout exclut de l'espoir même du trône, au moment où naît le dauphin dont on prévoit qu'il y montera vers 1830. Au même instant entre à l'école militaire, première marche vers un trône autrement retentissant, un neveu très imprévu et posthume du couple royal, et qui porte un prénom incongru : Napoléon.

Il va sans dire que l'« entrecroisement » des vies a pour contrepoint celui des événements. Nous ne connaissons la suite et la fin, nous voyons partout la Révolution en transparence. Mais pas la seule révolution politique. Dans cette trame incroyablement riche, l'avenir se peaufine à la fois avec hauteur, et tout brûlant de la prochaine fièvre romantique. Voilà le mot lâché : avec le ballon du physicien Charles. Lequel vient de se collecter — au sens propre — avec l'« illustre médecin Marat ». Mais Marat tombe — pour quelques années dans la trappe, cependant que Charles monte au ciel. Or, une petite fille est sur le point de naître, que le savant épousera vingt ans après, et qui sera l'épouse de Lamartine, la première muse du romantisme français.

Ne nous y trompons pas : l'« aérostat, que Beaumarchais appelle joliment « aérion », la montgolfière, c'est plus que l'événement de ce temps : une des grandes aventures de l'humanité. Comparable à notre conquête de la lune, et même plus importante, puisque c'est la première et la dernière des conquêtes — que l'homme quitte la terre. Changement de ton : un autre chapitre du livre s'intitule « L'Excessive intégrité des fortunes ». Un refrain — et une vérité — que nous entendons bourdonner partout autour de nous, de M. Marchais à M. Rocard. Et voilà l'obsession de l'auteur et du lecteur : le mouvement des aspirations que nous frappe dans ce livre, par l'éclairage qu'y trouve l'histoire : comme ce jeune hier ressemble à notre vieil aujourd'hui !

PAREILLEMENT, tout craque, sans que personne casse vraiment rien, ni sache au juste pourquoi, ni trouve les moyens de l'empêcher. Et quelque chose commence, qu'on ignore, espère et redoute. Commencement qui n'est jamais recommencement : aussi ce sont moins les faits et les doctrines qui nous touchent, que l'air et les lumières du temps, le mouvement de l'esprit des hommes, le frémissement de la terre sous leurs pieds. Et pourtant, quelle différence ! Ces hommes-là croyaient non seulement à la liberté, mais à la vie et au bonheur, et même à l'immortalité ! L'obsession de l'auteur et du lecteur : le mouvement des aspirations que nous frappe dans ce livre, par l'éclairage qu'y trouve l'histoire : comme ce jeune hier ressemble à notre vieil aujourd'hui !

(1) Les hommes de la liberté, III : Le bon plaisir. Robert Laffont, Paris, 1976, 1 vol. relié, 458 pages, 59 F.

AFRIQUE

REPORT FROM SWANENG HILL, EDUCATION AND EMPLOYMENT IN AN AFRICAN COUNTRY. — Patrick van Rensburg

★ Fondation Dag Hammarskjöld, Almqvist & Wiksell, Uppsala, 1974, 235 pages.

Créer de toutes pièces, en milieu rural africain, une école secondaire adaptée aux besoins de la société et de l'économie de subsistance : si la question se pose aujourd'hui avec acuité à certains dirigeants africains soucieux de préparer les conditions favorables à un « autre » développement, ce n'était encore qu'un dessin fort rare en 1962, lors des régions contrôlées par des mouvements révolutionnaires de libération.

C'est pourtant la tâche à laquelle s'est attelé à l'époque Patrick van Rensburg, un Sud-Africain exilé au Botswana — qui n'était encore que le protectorat britannique du Bechouanaland. Pratiquement sans argent, sans avoir lui-même aucune expérience de l'enseignement et sans le concours de ces précieux experts rompus aux méthodes occidentales. Mais c'est précisément ce manque de moyens qui l'a conduit à une autre conception de l'école. Des le départ, les problèmes de financement l'ont incité à associer les élèves à la construction des bâtiments, à l'aménagement des services, et même l'approvisionnement en produits alimentaires. Très vite, toute la communauté s'est trouvée impliquée dans le projet : l'école n'était plus un lieu coupé de la population et de ses aspirations que produit immuablement la formule occidentale. Elle disposait, certes, des éléments traditionnels du savoir, mais en accordant une grande place à la formation pratique, à l'apprentissage des techniques de base (construction, agriculture, etc.), dont la maîtrise servirait ensuite au développement de l'économie locale.

Le succès de l'école de Swaneng Hill, des « brigades » de formation qui se multiplient autour d'elle, montre quelle peut être la véritable fonction d'une école qui ne cherche point à former des élites coupées du peuple, ou de futurs chômeurs candidats à l'émigration rurale. Patrick van Rensburg raconte, après dix ans d'expérience, comment il a trouvé les moyens de surmonter les difficultés de son entreprise, avec le concours actif des élèves et de l'ensemble de la population. De cette expérience riche d'enseignements, il tente aussi de dégager les éléments d'une stratégie d'avenir de l'école l'instrument de prédilection d'une politique de développement autonome au service des communautés rurales.

M. P.

AFRIQUE DU SUD : VERS LA DECOLONISATION ? QUELLE INDEPENDANCE POUR LE TRANSKEI ? — Alexandre Kirby

★ Centre Europe-Tiers-monde, Genève, 1976, 77 pages.

En une soixantaine de pages très denses, cette brochure fait le point de la situation au Transkei au moment où il accède à l'indépendance. On y trouve la question : quelle indépendance ? La répartition des terres, les migrations de populations, le rôle des industries frontalières blanches, l'organisation du pouvoir à l'intérieur du bantoustan et la dépendance économique du territoire sont les principaux points étudiés ici. L'auteur, qui a rédigé cet ouvrage à la demande du Conseil économique des Eglises, ne dissimule pas la pauvreté des informations statistiques disponibles, mais sa démonstration s'appuie sur les études les plus sérieuses qui ont été menées à ce jour sur le problème des bantoustans en général, et du Transkei en particulier. Sa publication en français par les soins du Centre Europe-Tiers-monde de Genève, permettra au public de langue française de disposer d'une documentation scientifique mais d'autant plus appréciable que les ouvrages sur l'Afrique australe sont généralement le fait d'auteurs anglophones.

M. P.

TIERS-MONDE

FRANZ FANON. — Irène Gendzier

★ Le Seuil, coll. « L'histoire immédiate », Paris, 1976, 225 pages, 39 F.

Irène Gendzier ne nous donne pas seulement une biographie complète de Franz Fanon, écrivain, philosophe, médecin, militant martiniquais et sur les territoires qu'elle-même a recueillis auprès de ceux qui l'ont connu. Elle s'applique surtout à retracer le cheminement d'une pensée plus complexe qu'un de la pensée généralement en son temps : la réputation de Fanon, prophète de la violence dans la lutte des mouvements de libération du tiers-monde. (Voir dans le Monde diplomatique d'août 1976, la critique que Juliette Minces a consacrée à cet ouvrage qui venait alors d'être publié à New-York aux éditions Pantheon Books.)

M. P.

AMÉRIQUES

LE BRÉSIL DES TRAVAILLEURS

★ C.F.D.T. - Information, Paris, 1976, 64 pages.

« Au Brésil, le capitalisme a pris le visage hideux d'une sanglante dictature militaire. Mais l'est-il ? Le capitalisme qui, dans tous les pays qu'il domine, exploite les travailleurs et les empêche d'être les responsables de leur propre destin. »

Extraites de la conclusion de l'ouvrage, ces phrases expliquent pourquoi la C.F.D.T. s'engage à enlever la responsabilité de ce texte aux militants brésiliens qui l'ont écrit (comme le souligne René Salazar dans son introduction), a décidé d'en assurer la publication. C'est là une excellente initiative. Elle témoigne d'une appréciation plus réaliste, de la part de certains syndicalistes français, de la situation actuelle de la France dans le capitalisme international. Elle offre, en outre, à un public qu'on suppose large, une présentation du Brésil dans une optique sur l'essentiel et accessible à tous. Encore ne s'agit-il pas seulement du Brésil en tant que tel, son rôle, ses problèmes, mais aussi de la mortalité infantile est passée de 170 000 à 93 000 à São-Paulo de 1964 à 1973 ; ou que les enfants de plus de dix ans sont considérés par le recensement comme faisant partie de la population active) que du Brésil en tant que champ de manœuvre des entreprises étrangères, notamment françaises, qui ne peuvent s'empêcher d'applaudir à bruyamment la productivité, les bas salaires, la discipline, l'ardeur au travail, l'enthousiasme des ouvriers brésiliens.

F. L.

ASIE

REGARDS FROIDS SUR LA CHINE. — Ouvrage collectif

★ Editions du Seuil, coll. « Politique », Paris, 1976, 318 pages, 15 F.

Ce livre regroupe une série d'articles rédigés par différents sinologues français. L'essentiel des contributions est consacré au développement économique de la Chine populaire et à son évolution politique. L'article de M. Claude Aubert intitulé : « Un décollage économique difficile » est d'un grand intérêt. Soigneusement documenté et tout à fait nuancé, il éclaire tant l'originalité du mode de développement chinois que les difficultés rencontrées. Un autre texte, rédigé conjointement par Marianne Barthe et Jean-Luc Domenech, retrace les événements qui ont marqué la vie politique chinoise depuis 1969. Agréablement présenté et bâti sur une périodisation rigoureuse, cet article donne un aperçu de ce que pourrait être une sinologie française qui s'élèverait au niveau de celle des pays anglo-saxons.

Nous en sommes loin et plusieurs des articles du recueil paraissent mal collés avec le sujet de sérénité objective qu'il suggère le titre choisi. Des remarques semblent même émaner de l'esprit de quelques-uns de nos spécialistes. Ainsi, l'ouvrage débute par des propos de « table ronde » tenus en 1972, polémiques sans grand intérêt. Le Monde tout entier, Mme Mao, coupables, si nous avons bien compris, de nourrir des illusions sur la Chine.

J. Da.

ÉCONOMIE

NOUVELLE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

★ Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie », Paris, 1976, 239 pages, 39 F.

Les travaux de la nouvelle école cambridge, conduits par Joan Robinson et Piero Sraffa, ont depuis une dizaine d'années, suscité un intérêt croissant d'actualité. L'ouvrage de C. Bonatti, qui se caractérise par une exigence de rigueur dans la formalisation, un retour aux sources de la pensée classique (Sraffa a édité les œuvres complètes de Ricardo), et une tentative d'intégration de la pensée marxiste. Les textes réunis ici en

GUERRE

WAR IN EUROPEAN HISTORY. — Michael Howard

★ Oxford University Press, Londres, 1976, 165 pages, 3,5 livres.

Traiter en quelques cent cinquante pages de l'évolution de la technologie militaire et de la place de la guerre dans la société européenne depuis le Moyen Âge était une tâche ardue. L'auteur, qui a pourtant tenu son pari, sans négliger les phénomènes sociaux, politiques ou technologiques qui ont déterminé cette évolution. Ainsi perçoit-on d'emblée, sans être invité à tenir compte des subtilités de la politique ou de la poétique, que la guerre n'est pas un accident de l'histoire mais qu'elle est intimement liée, et le plus souvent, aux rapports de force entre les hommes, les peuples ou les nations. Que certains en tirent leurs conclusions définitives quant à l'inductibilité des conflits armés, c'est une autre affaire. Ce survol rapide de la guerre en Europe a en tout cas le mérite de montrer que la civilisation n'a jamais hésité à se servir des moyens les plus nouveaux offerts par la science et la technologie pour permettre la plus parfaite ignorance de la progression des idées ou des doctrines. Du jugement de Dieu à la bombe d'Hiroshima, on peut facilement deviner que l'empire de la technologie ou de la philosophie.

M. P.

EUROPE

THE GUARDIAN DIRECTORY OF PRESSURE GROUPS AND REPRESENTATIVE ASSOCIATIONS. — Peter Simpley (éd.)

★ Wilton House Publications, Londres, 1976, 266 pages, 7,50 livres.

Sans être officiellement reconnus et enregistrés comme aux États-Unis, les groupes de pression jouent un rôle important dans la vie politique britannique. C'est à eux, en particulier, que l'on doit les modifications importantes de la législation sur l'avortement, l'homosexualité, la peine de mort à la fin des années 60. Dans cet ouvrage fort utile pour connaître la réalité britannique sont données tous les renseignements souhaitables (avec historique, adresse, noms des responsables, publications, etc.) concernant plus de trois cent cinquante organisations allant de la Confédération de l'industrie au Trade Union Congress (T.U.C.), en passant par l'Association des femmes mariées, l'Association pour l'éducation, l'Association pour l'Amia du Lake District et les divers groupes ou groupuscules politiques, culturels, éducatifs. Une étonnante prise de contact avec la diversité de la société britannique.

B. C.

CINÉMA

LECTURES DE FILMS. — Jean Collet et autres, préface de Christian Metz

★ Editions Albatros, coll. « Cinéma », Paris, 1976, 240 pages, 30 F.

Voici un livre attendu par tous ceux qui, dans le sillage de Christian Metz, reconnaissent à la sémiologie le mérite d'avoir instauré quelque rigueur dans l'étude du discours cinématographique.

Jean Collet, Michel Martin, Daniel Percheron, Jean-Paul Simon et Marc Vernier, les cinq auteurs, ont repéré un certain nombre d'éléments discrets indispensables à une lecture plus fine des films et ils les défont avec intelligence dans le souci légitime de favoriser l'analyse du cinéma. Dans les vingt-sept articles qui le composent ce livre, les auteurs abordent, à travers la sémiologie, les concepts sémiotiques, sans jamais rechercher l'exhaustivité et en évitant la pédanterie. Ils parviennent à circoscrire l'état actuel de la théorie du film en conservant le mouvement même de la recherche, ses errances et ses palpitations.

Dans son introduction, Daniel Percheron déclare : « Les articles tentent surtout de remplir une double tâche : d'une part, faire le point, apporter des éléments d'information, voire des pistes nouvelles au dossier ; de l'autre, faire fonction de relais, de tremplin, de porte ouverte à des recherches à venir, plus gourmandes, mais hésitantes. »

Alors que l'édition cinématographique se caractérise souvent par son non-renouveau, un tel ouvrage offre des perspectives bien excitantes. Il sera et enrichit la lecture habituellement réduite des films ; il élargit le texte cinématographique et ouvre la porte à une vision plus globale de l'importance quel que soit.

J. E.

Ainsi, la voix d'André Fontaine est-elle l'une de celles qui peuvent et osent encore affirmer le primat de la vérité, fût-elle amère, contre le mensonge, fût-il séduisant, de la liberté contre l'oppression, du renoncement nécessaire aux privilèges les plus scandaleux. Que ces voix soient enfin entendues des peuples et de leurs chefs et peut-être nous sera-t-il donné de vivre l'inspéré.

Hubert Beuve-Méry



سكرا من النفل

ARTHUR M. SCHLESINGER

conseiller spécial
de Kennedy et de Johnson

LA PRÉSIDENTE IMPÉRIALE

l'enjeu des élections américaines
l'avenir du régime présidentiel

puf

CONTRE LE TERRORISME

Quelle Europe se dessine ?

Par GÉRARD SOULIER*

INDISSOLUBLEMENT liés l'un à l'autre, comme les deux faces d'un même phénomène, le terrorisme et la répression témoignent, d'abord, de l'évolution des sociétés contemporaines et du type de violence qui les caractérise. Fondant — à tort ou à raison — sa légitimité sur le droit de résistance à l'oppression, le terrorisme est cependant, d'une façon générale, l'accusé, et il tient lieu d'argument dans le discours du pouvoir pour justifier le renforcement de l'appareil de répression.

On pourrait donc s'étonner de la discrétion qui a pu entourer le dernier projet imaginé par les Etats européens, sous l'impulsion de la République fédérale d'Allemagne, pour combattre le terrorisme. Il s'agit d'un projet de « convention pour la répression du terrorisme ». Mis au point par le Comité européen pour les problèmes criminels, au cours de sa vingt-cinquième session plénière, dans la semaine du 17 au 21 mai 1976, il devait être signé le 22 septembre à Strasbourg par le comité des ministres du Conseil de l'Europe. Cette signature a été différée en raison, notamment, des réticences de la France (1). Il va donc être réexaminé et risque bien, tôt ou tard, d'entrer en vigueur.

Ce projet a un objet immédiat : des mécanismes purement juridiques destinés à « empêcher, dit son bref préambule, que les auteurs de tels actes (de terrorisme) n'échappent à la poursuite et au châtiment ». Au-delà des techniques juridiques, il a une portée plus vaste venant couronner, en quelque sorte, les nouvelles législations répressives mises en place depuis quelques années par l'ensemble des pays occidentaux ; il engage l'Europe vers un système politique dont on ne connaît pas encore le nom (2).

TECHNIQUEMENT, le projet préconise un moyen, considéré comme le plus efficace, pour assurer cette répression : l'extradition. Quel de choquant ? « L'extradition, selon un spécialiste, est la remise, par un Etat, d'un individu qui se trouve sur son territoire à un autre Etat qui recherche cet individu soit afin de le juger, soit afin de lui faire exécuter la condamnation que ses tribunaux ont d'ores et déjà prononcée (3). » Traditionnellement, l'extradition n'est accordée que pour les infractions de droit commun ; elle est en revanche refusée pour les infractions politiques. La solution imaginée par le projet consiste à supprimer de fait cette seconde catégorie d'infractions. Nous

* Professeur à la faculté de droit d'Amiens.

voilà, dès l'instant, en dehors des conceptions libérales, et il est profondément inquiétant de voir qu'à l'occasion de la lutte contre le terrorisme s'élaborent des institutions répressives qui sont la négation pure et simple d'une civilisation libérale qu'on prétend justement défendre : précisément, la confusion du politique et du droit commun est une manifestation typique des systèmes totalitaires. Que dit le texte ?

Selon l'article premier, « pour les besoins de l'extradition entre Etats contractants, aucune des infractions mentionnées ci-après ne sera considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique, ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques », à savoir : les actes de piraterie aérienne, tels qu'ils sont définis par les conventions internationales signées à La Haye le 16 décembre 1970 et à Montréal le 23 septembre 1971 ; les infractions graves contre les personnes ayant un statut diplomatique ; les enlèvements, prises d'otages et séquestrations arbitraires ; les infractions comportant l'utilisation de bombes, grenades, fusées, armes à feu automatiques, ou de lettres ou colis piégés. A cette énumération, l'article 2 ajoute « tout acte grave de violence qui n'est pas visé à l'article premier et qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes », et même, « tout acte grave contre les biens (...) lorsqu'il crée un danger collectif pour des personnes » (qu'on peut toujours et très facilement présumer). Toutes ces dispositions s'étendent à la tentative et à la complicité.

Quelle que soit la répugnance que puissent soulever la piraterie aérienne, les prises d'otages, l'utilisation des bombes, il faut bien savoir que ce n'est pas seulement cela que vise le projet ; et par conséquent pas seulement les auteurs de tels actes. Si l'on s'en tient à la lettre du texte, on voit bien qu'il ne reste plus rien, pratiquement, de la notion d'infraction politique (en dehors peut-être des délits de presse), qu'en définitive la catégorie a pratiquement disparu. Il eût été plus honnête d'annoncer clairement que cette tradition libérale est abandonnée. Il est parfaitement hypocrite de maintenir, en droit, le principe mais, en le vidant de toute substance, d'annuler toute possibilité d'application.

CETTE distinction de l'infraction politique et de l'infraction de droit commun a été consacrée, dès le début du dix-neuvième siècle, tant dans les législations internes que dans la pratique internationale. Sur le plan interne, le code pénal français, dès son origine, reconnaissait la distinction et prévoyait, notamment, des peines particulières. Consécration de ce traitement spécial, l'abolition, en 1848, de la peine de mort en matière politique (4). Très rapidement, cette distinction trouva son prolongement dans les relations entre Etats, précisément à une époque de grands troubles, où s'effondraient en Europe les sociétés traditionnelles et s'affirmaient les nationalités ; et donc les souverainetés. La volonté de défendre, du même coup, les combattants de la liberté, la souveraineté et les valeurs nationales conduisit à fonder, sur cette distinction du politique d'avec le droit commun, le droit d'asile et ce qui est finalement son corollaire inéluctable : le refus d'extradition pour des infractions politiques.

Solidement appuyée sur le sens commun qui refuse de confondre l'ordinaire truant et l'opposant politique — usait-il, parfois, des mêmes méthodes, — cette distinction soulève des difficultés dans son application. Faut-il, disent les juristes, retenir un critère « objectif » de l'infraction politique, et donc traiter comme telle toute atteinte à l'organisation et au fonctionnement des pouvoirs publics, ou un critère « subjectif » et s'attacher essentiellement aux mobiles de l'infraction ? La pratique, hésitante sur le plan interne, avec une tendance cependant à consacrer plutôt la conception dite « objective », a toujours été, en revanche, très nette sur le plan des relations entre Etats, où c'est la considération des mobiles — conception la plus libérale — qui a toujours été retenue : moyennant quoi, l'extradition a toujours été refusée dans cette hypothèse.

Cette tradition est consacrée par de nombreux textes internes et internationaux. Par la loi française du 10 mars 1927 tout d'abord, qui dispose, dans son article 5, que « l'extradition n'est pas accordée lorsque le crime ou délit a un caractère politique, ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». Cette loi est donc marquée du meilleur libéralisme puisqu'elle refuse l'extradition non seulement lorsqu'il s'agit d'infraction politique, mais encore lorsqu'il apparaît qu'elle est réclamée par l'Etat requérant dans un but politique. Sur le plan international, la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 confirme rigoureusement, dans son article 3, cette tradition dans ses deux éléments : refus de l'extradition lorsqu'il s'agit d'une infraction politique ou d'une infraction connexe à une infraction politique, ou « lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux fins de poursuivre ou punir un individu pour des considérations (...) d'opinions politiques ». Sur le plan de la pratique internationale, on peut noter que cette tradition est largement respectée, et par exemple par des pays comme Cuba : une loi cubaine du 16 septembre 1959 prévoit l'extradition des auteurs d'actes de piraterie aérienne, mais en exclut les nationaux cubains et les délinquants politiques. Ainsi, et malgré l'absence de convention avec les Etats-Unis, Cuba a extradé plusieurs fois en direction de ce pays des délinquants considérés comme de droit commun.

Le projet de convention européenne abandonne, de fait, cette tradition. Curieusement, l'article 8, qui prévoit que les Etats contractants devront s'accorder « l'entraide judiciaire la plus large possible », stipule également « qu'aucune disposition de la présente convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'accorder l'entraide judiciaire si l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'entraide motivée par une des infractions visées à l'article premier ou 2 a été présentée pour poursuivre une personne pour des considérations (...) d'opinions politiques ». Cette disposition, dans la convention de cette convention, est une absurdité ou une hypocrisie supplémentaire. Appliquée à la lettre, compte tenu de la nature des infractions visées par la convention, elle rendrait finalement inapplicables les articles premier ou 2. Ce qui est absurde. Ou bien c'est la clause de style — les termes sont identiques à ceux de la convention de 1957, — et c'est alors une hypocrisie. Cette disposition n'a donc aucun sens si l'on abandonne la notion classique d'infraction politique évoquée plus haut, dont elle est seulement complémentaire.

ON pourrait faire remarquer, sans doute, qu'il existe déjà des conventions internationales dans lesquelles certaines infractions peuvent donner lieu à extradition sans qu'il soit tenu compte des mobiles politiques, en particulier les trois grandes conventions multilatérales pour la répression de la piraterie aérienne : convention de Tokyo du 14 septembre 1963, et surtout conventions de La Haye du 16 décembre 1970 et de Montréal du 23 septembre 1971. Ces deux dernières disposent, dans un même article 8, que les infractions qu'elles ont définies « sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants ». Mais ces textes sont des textes spéciaux, portant sur un type d'infraction assez méticuleusement défini. Au contraire, et il s'agit là d'un point capital, le projet de convention européenne, c'est son inquiétante nouveauté, est un texte de portée générale et recouvre pratiquement toutes les infractions politiques. D'autre part, on peut considérer que, si cette convention entraine en application, elle porterait gravement atteinte à l'autonomie de compétence des organes internes, spécialement des juridictions. C'est là, semble-t-il, qu'il faut trouver l'explication des réticences de la France, certain courant de la majorité restant extrêmement sensible à toute atteinte de souveraineté. La définition des infractions est faite en termes tellement généraux que les

juridictions internes perdent pratiquement toute liberté dans la détermination des qualifications. Il s'agit là de dispositions portant une atteinte grave à la compétence nationale qui, selon les auteurs les plus avertis, est assez rigoureusement entendue en matière pénale. S'ajoute à cela un amendement irlandais prévoyant l'obligation, pour l'Etat qui refuserait l'extradition, de poursuivre et éventuellement punir « toute personne ayant commis sur le territoire d'un autre Etat » l'une des infractions prévues à la convention. Ce mécanisme de compétence subsidiaire existe déjà en fait, en droit international, notamment dans les conventions de La Haye et de Montréal, mais il s'explique en raison des particularités de la piraterie aérienne qui rend parfois difficile l'application du principe de compétence territoriale. S'agissant du projet de convention européenne, cette grave remise en cause du principe de territorialité est injustifiable et spécialement inquiétante eu égard à la généralité des termes de la convention.

Enfin cette convention, en niant la spécificité des infractions politiques, en tentant de transformer la pratique de l'extradition en pratique ordinaire, abolit de fait une institution capitale des droits de l'homme, le droit d'asile. « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine », proclamait le préambule de la Constitution de 1946, repris par celui de 1958, ce droit recevait la consécration constitutionnelle. La France ne peut y renoncer. Ni politiquement. Ni juridiquement : selon l'article 5 de l'actuelle Constitution, « si le Conseil constitutionnel (...) a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de le ratifier ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ». Qui peut l'imaginer ? D'autant qu'il s'agit d'un principe consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 14, en excluant l'asile pour les crimes de droit commun, confirme de façon éclatante la tradition libérale.

Ce ne peut être en vain. Les systèmes ont leur cohérence : toucher tel élément distinctif, c'est pervertir l'ensemble. Voilà qui conduit à s'interroger : ce texte nous engage. Vers quelle Europe ?

CETTE convention internationalise la doctrine de la sécurité. Elle est un reflet de cette Europe qui se dessine, et déjà existe : M. Pomiatowski rencontre souvent son homologue allemand, M. Pomiatowski rencontre souvent son homologue espagnol. Il rencontrait encore ce dimanche 17 octobre pour évoquer les problèmes posés par la présence de militants basques espagnols en France. Les expulsions, on le sait, vont bon train. Mais les coups de main, mais les meurtres commis en territoire français par la police franquiste n'ont soulevé aucune protestation contre cette violation de la souveraineté. Une internationale de la répression s'organise donc à l'échelle européenne (5), et ce projet de convention n'est que le premier de ses instruments juridiques (6).

- (1) Cf. *Le Monde*, 23 septembre 1976.
- (2) Notre article « Un feuillet à visage humain ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 1975.
- (3) Cf. B. Leprieux, *Juris-classeur international*, fasc. 403 B.
- (4) Elle a été rétablie par l'ordonnance du 4 juin 1960.
- (5) Qu'il s'agisse ici de l'Europe occidentale ne doit certes pas faire oublier ce qui se passe ailleurs : « On constate aujourd'hui, en Europe de l'Est comme en Amérique latine, que les gouvernements ont constitué des ententes en matière de répression, véritables conspirations nationales, avec mise en commun de matériel, d'expérience et même d'hommes. » Amnesty International, dans *L'émancipation*, 21 octobre 1976. Selon cette organisation humanitaire, les droits fondamentaux de la personne sont transgressés dans cent douze pays et il y aurait, de par le monde, quelque huit cent mille prisonniers politiques.
- (6) Et peut-être y a-t-il lieu de craindre que, avant même d'entrer en vigueur, elle ne soit, en fait, appliquée : ainsi, l'Allemagne de l'Ouest vient d'obtenir du gouvernement grec l'extradition de Nefi Fokis. Elle réclame également Petra Krane, détenue en Suisse, Detlef Schulz, détenu à Mulhouse.

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3 :

DE LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID AUX LUTTES DE CLASSES : LA DYNAMIQUE DES CONFLITS EN AFRIQUE AUSTRALE, par René Lefort.

Pages 4 et 5 :

LA CHINE GOUVERNEE AU CENTRE ? par Jean Daubier.
Le journal mural de Li Yi-zhe, J. D. Thailande : Le coup d'Etat donne plus de consistance à l'opposition de gauche, par Kao Tom.

Pages 6 et 7 :

LE PARTI COMMUNISTE L'UNION SOVIETIQUE ET LA CRISE ECONOMIQUE, par Jacques Valet.
Vers un renouveau du marxisme en économie, par Jean-Marie Vincent.
La Grande-Bretagne est-elle « au bout de la route » ? par Bernard Cassen.
Dans les revues...

Pages 8 à 10 :

L'EGYPTE ET L'OUVERTURE POLITIQUE, reportage de Marie-Christine Aulas.

Page 11 :

L'Algérie, de la charte nationale à la consultation électorale, par Raoul Weauxstein.

Page 12 :

CINEMA POLITIQUE : Algérie : un peuple et ses images.

Pages 13 à 19 :

L'AMERIQUE DE JIMMY CARTER : Une stratégie « bilatérale », suite de l'article de Diana Johnstone.
Intérêts économiques disparates contre stratégie globale, par Joyce Kalle.
L'abstention massive : un scepticisme profond à l'égard du système politique, par Marie-France Toinet. — L'influence des groupes

économiques et ethniques, par Charles Zorghiba. — La prudence du Kremlin pendant la campagne présidentielle, par Bernard Féron.
François Perroux et l'« agent » retrouvé, par Raymond Cornu.
Elections législatives et nouveaux gouvernements.

Pages 20 à 22 :

L'AFFAIRE DE LA SAIE JAMES, par Pierre Dommergues.
L'aliénation linguistique « d'Henri Gobard, par Armand et Michèle Mattelari.

Pages 23 à 29 :

Identité de la Wallonie (supplément).

Page 30 :

Les livres du mois.

Pages 31 à 33 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'octobre 1976 a été tiré à 118 500 exemplaires.

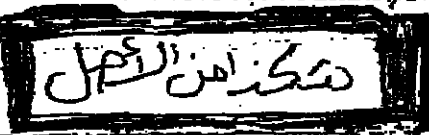
INTERNAT
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau
établissement privé du second degré
DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur



Novembre 1976